

COMMISSION DES COMMUNAUTES
EUROPEENNES
DIRECTION GENERALE DE L'INFORMATION
_ DIVISION DEVELOPPEMENT _

DOCUMENT DE TRAVAIL

481 / X / 78

BRUXELLES, LE 28 AOUT 1978

x



**DOSSIER SUR
L'INTERDEPENDANCE
EUROPE - TIERS - MONDE**

REALISE PAR
MICHAEL NOELKE

AVANT - PROPOS

La coopération avec le Tiers Monde n'est pas seulement un devoir moral et un impératif politique, elle est devenue pour la Communauté une nécessité vitale sur le plan économique.

Car en effet, nous, pays industrialisés européens, dépendons autant des pays en voie de développement qu'ils dépendent de nous.

C'est la crise du pétrole qui nous a fait prendre conscience de cette interdépendance croissante qui fait de nos relations avec le Tiers Monde un problème central, alors que ces dernières ont été considérées pendant longtemps comme un problème marginal.

Démontrer par une série d'informations factuelles les principaux aspects de cette interdépendance, voilà le but principal de ce dossier. Il se veut avant tout un instrument de travail pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes du développement et la coopération internationale. Son but n'est pas de se substituer aux recherches, ni aux réflexions des responsables des forces politiques et sociales, mais de fournir une base et un stimulant aux études et réflexions.

Les informations présentées dans ce dossier ont été sélectionnées de façon à faire ressortir surtout UN volet de l'interdépendance entre l'Europe et le Tiers Monde, celui de l'importance des pays en voie de développement pour l'économie européenne. Cette optique répond principalement au souci de mieux faire comprendre les intérêts propres de l'Europe à poursuivre et à développer activement la coopération avec le Tiers Monde.

Ceux qui ont l'habitude de s'occuper des problèmes des pays en voie de développement savent combien il est difficile d'appuyer leurs réflexions sur des données récentes dans la mesure où les relations Nord-Sud évoluent à une grande vitesse, sinon sur le plan politique, tout au moins sur le plan des faits économiques.

Il semblait donc utile de rassembler et de mettre à jour un maximum de données factuelles disponibles. L'auteur de ce dossier s'est en plus efforcé de compléter les informations statistiques tirées des documents officiels les plus divers par une série de recherches personnelles, dans le but de mieux dégager certains aspects concernant plus particulièrement les relations entre la Communauté et le Tiers Monde.

L'interdépendance entre l'Europe et les pays en voie de développement présente un tel degré de complexité qu'il n'est évidemment guère possible d'en démontrer toutes les ramifications dans un seul dossier. Le temps de réalisation de ce travail a obligé l'auteur à laisser de côté notamment un aspect primordial, à savoir le rôle joué par les sociétés multinationales dans les économies du Tiers Monde.

Par ailleurs, il a renoncé à faire une description de la politique de développement de la Communauté Européenne qui fait l'objet de plusieurs autres publications de la Commission (1). Enfin, le retard bien connu dans la publication des statistiques au niveau international et l'accès difficile à certaines d'entre elles expliquent que la plupart des données publiées s'arrêtent à l'année 1976 et quelques unes même avant.

Ce dossier a été réalisé par M.MICHAEL NOELKE, journaliste et économiste indépendant, avec la collaboration de Mme CORINNE JENART, MM.EDUARDO MAIA CADETE et WOLFGANG HAGER, pour le compte de la Direction Générale de l'Information de la Commission des Communautés Européennes.

Bruxelles, août 1978.

(1) cf. "La Communauté et le Tiers Monde" - 1977 - 48 p.

A la différence des grandes puissances, l'économie européenne est fondamentalement dépendante de l'extérieur, à la fois pour ses approvisionnements en énergie et en matières premières et pour l'écoulement de sa production.

A titre de comparaison: la Communauté importe 90% de ses besoins de pétrole (les Etats-Unis 40%; l'Union Soviétique est exportatrice nette) et 75% de ses besoins en matières premières (les Etats-Unis: 15%; l'Union Soviétique: 7%).

Les exportations de la Communauté vers les pays tiers représentent environ 12% de son produit national brut, celles des Etats-Unis seulement 5 à 7%. En raison de ses liens étroits avec l'économie internationale, l'économie européenne est donc particulièrement affectée par les modifications et les secousses que subit l'économie mondiale.

D'où l'intérêt de la Communauté de veiller à ce que les relations économiques se développent harmonieusement et dans des conditions mutuellement profitables.

Et plus que d'autres pays, la Communauté a intérêt à la stabilisation des rapports Nord-Sud et à l'établissement de relations fondées sur la coopération avec les pays du Tiers-Monde.⁽¹⁾

Car la dépendance de la Communauté est particulièrement marquée à l'égard des pays en voie de développement, fournisseurs d'énergie et de matières premières et principal débouché des exportations européennes.

(1) cf. Dieter Frisch: Eine neue Weltwirtschaftsordnung - Aus der Sicht der EWG dans: Texte und Dokumente zur politischen Bildung, 1/1977; "Tutzinger Studien"

La crise du pétrole a eu pour effet de renforcer cette dépendance.

Les hausses des prix du pétrole, décidées par les pays de l'OPEP en 1973 et 1974 ont entraîné un extraordinaire transfert de revenus vers ces pays, ainsi qu'une modification profonde dans la structure des échanges et des flux financiers.

Les importations pétrolières représentent aujourd'hui plus d'un tiers des importations totales de la Communauté et plus de deux tiers des importations en provenance des pays en voie de développement. La Ligue arabe est devenue le deuxième client et le premier fournisseur de la Communauté.

En 1977, les pays du Tiers-Monde ont absorbé 38% des exportations communautaires, soit presque deux fois plus que les Etats-Unis (12,5%) et l'Europe de l'Est (8,0%) réunis. En fait les seuls marchés qui ont connu une expansion au cours de la période de récession sont ceux des pays en voie de développement. Cela vaut surtout pour les marchés des pays exportateurs de pétrole, mais aussi pour les pays ACP, les pays du Maghreb et du Machrak, avec lesquels la Communauté entretient des relations particulières.

Mais la hausse du prix de pétrole s'est traduite également par une grave détérioration de la situation financière des p.v.d. non pétroliers. En plus leur situation s'est aggravée par le ralentissement de l'activité économique dans la plupart des pays industrialisés et notamment en Europe, entraînant une baisse de la demande pour les matières premières et une chute des prix de celles-ci.

Si ces pays n'avaient pas trouvé des moyens et des méthodes - parfois très risquées - pour financer le déficit de leur balance des paiements, notamment en s'endettant davantage, la crise qu'a connue l'Europe aurait encore été plus dramatique. Il a en effet été démontré que si, en 1974 et 1975, les pays non pétroliers du Tiers-Monde avaient réduit leurs importations pour compenser la hausse du prix de pétrole, il en serait résulté une chute du commerce mondial qui pour nous Européens aurait signifié trois millions de chômeurs supplémentaires ⁽¹⁾.

Toutefois, l'endettement de nombreux p.v.d. a atteint à l'heure actuelle de telles proportions que l'on ne peut plus guère concevoir le maintien de leur capacité d'importations par un nouvel accroissement de leurs dettes. Depuis 1976, beaucoup de pays en voie de développement ont d'ailleurs dû ralentir leurs importations, donc suspendre une partie de leurs projets de développement. Leur faillite serait désastreuse pour l'Europe puisqu'elle met en péril un des piliers de notre richesse économique, à savoir le commerce extérieur.

Pour les pays du Tiers-Monde, les conséquences seraient plus dramatiques encore, car là où l'on n'est pas loin du minimum vital, les possibilités d'adaptation sont beaucoup plus limitées.

(1) Résultats d'une recherche de deux experts de la Banque Mondiale, cités par Claude Cheysson., Dans un discours sur "la contribution du Tiers-Monde à la relance de l'économie mondiale." voir "Studia Diplomatica"; Vol.31; 1978, p. 1 (Bruxelles)

Au Sommet économique de Londres, en 1977, les grandes puissances industrielles ont constaté que l'économie mondiale ne retrouvera une croissance soutenue que si le Tiers-Monde y trouve sa part. Depuis lors, il est enfin reconnu que la relance économique dans les pays industrialisés est directement liée au développement du Tiers-Monde. Ceci vaut particulièrement pour l'économie de la Communauté Européenne. Plus de 40% des exportations de la Communauté vers les p.v.d. sont composées de biens d'équipement (machines et matériel de transport), donc des biens qui servent directement au développement de ces pays. Leurs marchés sont de loin les plus dynamiques. Cela se traduit entre autre par le fait que les p.v.d. ont acheté en 1976 43% de nos exportations de biens d'équipement, soit presque'autant que tous les pays industrialisés réunis.

Pour pouvoir importer les biens et services nécessaires à leur développement, les p.v.d. ont besoin des recettes de devises. Leurs besoins financiers dépassent cependant dans la plupart des cas leur capacité propre de financement. D'où la nécessité de développer leur pouvoir d'achat entre autre par un transfert de ressources. Les pays exportateurs de pétrole ont résolu ce problème en augmentant le prix du pétrole. Pour les autres, il est nécessaire de mobiliser à leur profit des moyens financiers supplémentaires, sous forme de prêts, de subventions et par des investissements accrus selon les cas. Une partie importante de ces moyens doit être fournie à partir des excédents des pays pétroliers. Les investissements provenant de l'Europe doivent être orientés en priorité dans des secteurs intéressant à la fois les p.v.d. et l'économie européenne. Parmi les domaines à retenir, figurent notamment ceux de l'énergie, des minerais, les grands projets d'infrastructure et l'agriculture, ainsi que les secteurs industriels pour lesquels il n'existe pas le danger d'une surproduction sur le plan mondial.

Cette action ne peut cependant se développer que dans le cadre d'un effort global auquel devront contribuer les pays industrialisés.

L'accroissement du flux financier ne constitue pas à lui seul une solution. Les p.v.d. doivent être en mesure d'accroître progressivement leurs propres moyens de financer leur développement.

Ceci implique :

- qu'ils développent leur production, qu'il s'agisse de matières premières ou de produits transformés (y compris les productions destinées à se substituer aux importations);
- que leurs recettes d'exportation ne soient pas affectées par des fluctuations insupportables;
- que leur production soit assurée d'avoir des débouchés.

Autant dire que l'on ne peut concevoir une contribution du Tiers-Monde à la relance économique et à une nouvelle croissance dans une optique exclusivement conjoncturelle. Ici encore, l'Europe est plus concernée que d'autres, et si le Tiers-Monde peut contribuer à réamorcer la croissance des économies européennes, celle-ci à son tour, devra être mise à profit pour réaliser les ajustements rendus indispensables par la nécessité d'intégrer l'industrie européenne dans une nouvelle division internationale du travail. Comme la Commission l'a constaté dans un rapport récent sur certains aspects structurels de la croissance ⁽¹⁾ :

(1) Document COM (78) 255 p.1.

"Il est dans l'intérêt de la Communauté que les deux tiers démunis de l'humanité soient en mesure d'accroître leur participation à la production industrielle mondiale, se joignant ainsi à la révolution industrielle commencée il y a deux siècles, et créant du même coup des marchés nouveaux qui contribueront à former vers la fin de notre siècle les principales sources de croissance économique pour l'ensemble de la planète".

TABLE DES MATIERES

	Page
AVANT-PROPOS	I
LA THESE DE L'INTERDEPENDANCE	III
TABLE DES MATIERES	IX
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	XII
1. LA DEPENDANCE DE L'EUROPE POUR SON APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE:	1
A. Pétrole	1
B. Gaz Naturel	22
C. Combustibles solides	30
D. Uranium	32
E. Energie: Les besoins du Tiers-Monde et la nécessité d'une coopération	44
2. LA DEPENDANCE DE L'EUROPE POUR SON APPROVISIONNEMENT EN MATIERES PREMIERES	53
3. L 'EUROPE DEPEND DES MARCHES DU TIERS-MONDE	87
A. Importance et dynamisme de nos exportations vers les p.v.d.	87
B. Les Etats membres face aux marches d'exportation des p.v.d.	99
C. Que nous achètent les p.v.d.?	110
D. Les p.v.d. achètent-ils plus en Europe qu'ailleurs ?	117

	Page
4. LA BALANCE DES ECHANGES COMMERCIAUX DE LA COMMUNAUTE AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET LE RESTE DU MONDE	127
5. L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE: DANGER OU CHANCE POUR L'EUROPE ?	147
A. La part du Tiers-Monde dans la production et les exportations industrielles du monde	147
B. La Communauté face aux importations manufacturières en provenance des p.v.d.	170
C. Les effets des échanges avec les pays du Tiers-Monde sur la production industrielle et la situation de l'emploi dans la Communauté	198
6. DEVELOPPER LE POUVOIR D'ACHAT DU TIERS-MONDE	209
A. Le pouvoir d'achat et les besoins des p.v.d.	209
B. L'évolution des recettes d'exportation des p.v.d.	220
C. L'évolution des termes de l'échange	254
7. L'ACCES DES P.V.D. A L'AIDE PUBLIQUE ET AUX MARCHES FINANCIERS EXTERIEURS	257
A. L'évolution de la balance courante des p.v.d.: excédent des pays pétroliers, déficit des autres	259
B. Comment les p.v.d. financent-ils leur déficit ?	268
C. Vers quels p.v.d. vont les ressources financières ?	282
D. Le transfert de ressources par pays d'origine	289
E. Les investissements privés dans le Tiers-Monde	307

	Page
ANNEXES	
1. Les objectifs principaux de la politique énergétique de la Communauté	325
2. Quelques estimations sur l'évolution des marchés du pétrole	331
3. Quelques statistiques sur l'énergie	337
4. Quelques données sur le commerce de la C.E. et des p.v.d.	355
5. Un exemple de la nouvelle division du travail C.E. - p.v.d.: le secteur textile et vêtement	359
6. Quelques données sur la situation alimentaire dans les p.v.d. et leurs importations de produits de première nécessité	369
7. L'aide au développement des pays membres de l'OPEP	377
RESUME	385
GLOSSAIRE	399

Le signe * indique que l'auteur a soit calculé lui-même les chiffres des tableaux sur base des données trouvées dans les sources mentionnées, soit ajouté de nouveaux éléments chiffrés aux données des sources, soit conçu l'illustration graphique sur base des tableaux chiffrés, calculés ou non par lui-même.

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

1. LA DEPENDANCE DE L'EUROPE POUR SON APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE

<u>No.</u>		
	A. <u>Pétrole</u>	1
I 1	Part du pétrole dans la consommation d'énergie par pays membre de la C.E. - en % - 1976	2
I 2	Approvisionnement des pays membres de la C.E. en pétrole brut - 1976 Production, importations, degré de dépendance (en millions de tonnes)	4
I 3	Evolution de la production et des importations de pétrole brut dans la C.E. de 1970 à 1977 - (Mio. de tonnes)	5
I 4	Evolution de la consommation brute d'énergie 1973-1976 et prévisions pour 1980 et 1985 pour la C.E. (Selon les programmes nationaux des pays membres établis en 1976) Mio. de tonnes	7
I 5	Utilisation des différentes sources d'énergie primaire dans la consommation intérieure brute - 1975 - Comparaison C.E., Etats-Unis U.R.S.S., Japon - Mio de tonnes et %	9
I 6	C.E., Etats-Unis et Japon: demande de pétrole importé, 1976-1978 - Mio. de tonnes	11
I 7	Provenance du pétrole consommé dans la C.E. en 1976 - en %	13
I 8	Les plus gros fournisseurs de pétrole brut de la C.E. de 1970 à 1976 en %.	14

<u>No</u>		Page
I 9	Les plus gros fournisseurs de pétrole brut de la C.E. de 1970 à 1976 Mio de tonnes	15
I 10	Réserves de pétrole dans le monde - 1976 - en %	16
I 11	Evolution du prix du pétrole entre 1971 et 1978 (Brut étalon: Arabian Light) en dollars	19
I 12	C.E.: Evolution du volume, de la valeur, et du prix unitaire de l'énergie importée entre 1970 et 1975	20
	B. <u>Gaz</u>	
I 13	L'approvisionnement de la C.E. en gaz naturel: Production, importation, consommation brute, degré de dépendance extérieure - Mio de tonnes - 1976	23
I 14	Contrats fermes d'importation de gaz naturel dans la C.E. par pays membres en provenance de pays tiers - Mio de tonnes et en %	26
I 15	Réserves de gaz naturel dans le monde en % - 1976	28
I 16	Les principaux producteurs de gaz naturel dans le monde - Mia. de m ³ et en % - 1975	29
	C. <u>Combustibles solides</u>	
I 17	Structures d'approvisionnement de la C.E. en combustibles solides entre 1973 et 1977	31

<u>No</u>		<u>Page</u>
	<u>D. Energie nucléaire</u>	
I 18	Estimation de la capacité nucléaire par zones (1977 à 1990)	33
I 19	Estimation des besoins mondiaux d'uranium (1977 à 2000)	35
I 20	Estimation des besoins mondiaux d'uranium dans le monde non communiste - Données au 1/1/77	39
I 21	Prévision sur la capacité de production d'uranium dans le monde (1977-1990)	42
	<u>E. Energie: les besoins du Tiers-Monde et la nécessité d'une coopération</u>	44
I 22	C.E.: provenance des importations des matières énergétiques en % 1976	45
	 2. LA DEPENDANCE DE L'EUROPE POUR SON APPROVISIONNEMENT EN MATIERES PREMIERES	 53
II 1	Degré de dépendance de la C.E., des Etats-Unis et du Japon vis-à-vis de certains minerais - en % - 1975 (Importations nettes rapportées à la consommation)	54
II 2	Degré de dépendance de la C.E., des Etats-Unis et du Japon vis-à-vis de certains produits de base d'origine agricole - en % (importations nettes rapportées à la consommation)	55
II 3	Origine des produits primaires importés par la Communauté Européenne en % - 1972-1976	58

<u>No</u>		Page
II 4	Origine des produits primaires importés par la Communauté Européenne Mia de dollars - 1972-1976	59
II 5	Les plus grands fournisseurs de la C.E. par groupes de produits et groupes de pays - en % - 1970 à 1976.	61
II 6	La part des p.v.d. dans les exportations mondiales des 18 produits de base de la CNUCED - en %	64
II 7	Les principaux pays fournisseurs des produits de base exportés par les p.v.d. - en % - 1973	65
II 8	Provenance de quelques produits de base importés par la Communauté en 1974 et 1975 - en %	67
II 9	L'Importance des pays ACP en tant que fournisseurs de produits de base de la C.E. - en % - 1976	68
II 10	L'importance des pays ACP en tant que fournisseurs de produits de base de la C.E. - en quantité, valeur et % - 1976	69-70
II 11	Indice des prix à l'exportation des produits primaires pour les p.v.d. (sans combustibles) 1960-1977 (au prix sur le marché libre en dollars courants des Etats-Unis) 1972 = indice 100	72
II 12	Prix de certains produits de base - 1953-1975	74
II 13	Les principaux producteurs des produits de base en % - 1973	76
II 14	Production des matières premières agricoles par groupes de pays - en % - 1974	77

<u>No</u>		Page
II 15	Répartition de la production minière dans le monde en % - 1976	78 à 80
II 16	Les réserves mondiales des minerais par groupes de pays - en tonnes et % - 1974	83
II 17	Investissements prévus dans le secteur minéral non énergétique dans les p.v.d. - Mia. de dollars constants de 1975 - 1976-1980/1980-1985	85
3. L'EUROPE DEPEND DES MARCHES DU TIERS-MONDE		87
A. <u>Importance et dynamisme de nos exportations vers les p.v.d.</u>		87
III 1	Destination des exportations de la C.E. par zone géographique - Mio. UCE et en % - 1973 à 1977	88
III 2	Destination des exportations de la C.E. par groupes de pays en % - 1973 et 1976	89
III 3	Evolution des exportations de la C.E. par zones de destination - Indice 1973 = 100	91
III 4	Evolution des exportations de la C.E. vers les pays tiers de 1970 à 1977 - Mio. UCE	93
III 5	Taux de croissance annuels des exportations de la C.E. vers les pays tiers	94
III 6	Les plus gros fournisseurs et clients de la C.E. en 1973 et 1976 (Commerce total en Mia de EUR)	96

<u>No</u>		Page
III 7	Les plus gros fournisseurs et clients de la C.E. en 1973 et 1976 (Commerce total en %)	97
III 8	Taux de croissance annuels moyens des échanges de la C.E. (sur la base des valeurs en EUR)	98
	<u>B. Les Etats membres face aux marchés d'exportation des p.v.d.</u>	99
III 9	Répartition géographique des exportations des pays membres de la C.E. - en 1973, 1975 et 1977 - Mio. UCE et en %	100-101
III 10	Evolution des exportations des pays membres de la C.E. par zones de destination - Mio. UCE - 1973 à 1977	102-103
III 11	Taux de croissance annuels des exportations des pays membres de la C.E. vers les p.v.d. - Mio. UCE	104
III 12	Evolution des exportations des pays membres de la C.E. vers les p.v.d. de 1973 à 1977 (Valeurs et indice)	105
III 13	Exportations de la C.E. vers les ACP en 1977 - Mio. U.C.E. et en % - Importance des pays membres en tant que fournisseurs par rapport au total de la C.E. - Importance des ACP en tant que clients par rapport à l'ensemble des p.v.d.	107
III 14	C.E.: Structure des exportations par régions et par groupes de produits - 1972-1976 - en %	108-109

<u>No</u>		Page
	C. <u>Que nous achètent les p.v.d. ?</u>	110
III 15	Structure des exportations de la C.E. à destination de la Ligue Arabe - 1973 et 1976 - en %	111
III 16	Structure des exportations de la C.E. à destination des pays ACP 1975, 1976, premier semestre 1977 - en %	112
III 17	Evolution des exportations manufacturières de la C.E. par groupes de pays et groupes de produits - Indices 1976 calculés sur la base des valeurs en dollars (1973 = 100)	114
III 18	Les plus gros clients de la C.E. par groupes de pays et groupes de produits (1973-1976) en %	116
	D. <u>Les p.v.d. achètent-ils plus en Europe qu'ailleurs ?</u>	117
III 19	Les plus gros fournisseurs des p.v.d. par zones géographiques : 1970, 1973, 1976	118
III 20	Les plus gros fournisseurs des p.v.d. parmi les pays industrialisés: 1970, 1973 , 1976 - en %	120
III 21	Les principaux fournisseurs des pays ACP par zones géographiques: 1972-1976 - en %	122
III 22	Structure des exportations de la C.E., des Etats-Unis et du Japon à destination des p.v.d. non pétroliers en % - 1972	123
III 23	Les exportations des E.U. et du Japon comparées à celles de la C.E. (à destination des p.v.d. non pétroliers) 1976 - C.E. = 100	126

<u>No</u>		Page
	4. LA BALANCE DES ECHANGES COMMERCIAUX DE LA COMMUNAUTE AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET LE RESTE DU MONDE	127
IV 1	Déséquilibre dans les flux commerciaux mondiaux 1973 - Mia.de dollars	128
IV 2	Déséquilibre dans les flux commerciaux mondiaux 1976 - Mia.de dollars	129
IV 3	Evolution des soldes commerciaux de la C.E. avec les p.v.d. pétroliers et non pétroliers (Mia. de dollars)	131
IV 4	C.E.: Evolution des soldes commerciaux vis-à-vis des pays du Maghreb et du Machrak (en Mio. UCE)	133
IV 5	C.E.: Evolution des soldes commerciaux vis-à-vis des pays ACP - Mio. UCE	134
IV 6	Evolution du solde commercial C.E. - Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong, Singapour: 1967-1977 - Mio. UCE	136
IV 7	Structure du déficit commercial de la C.E. vis-à-vis du groupe "Asie 1" en 1976 - Mio. de dollars	137
IV 8	C.E.: Evolution des soldes commerciaux vis-à-vis de l'Amérique latine Mio. UCE	139
IV 9	Composition des importations de la C.E. en provenance des p.v.d. en % - 1976	140
IV 10	Composition des exportations de la C.E. vers les p.v.d. en % - 1976	141
IV 11	Evolution des importations de la C.E. par groupes de produits en Mio. de EUR et indices	142

<u>No</u>		Page
IV 12	Evolution des exportations de la C.E. par groupes de produits en Mio. EUR et indices	143
IV 13	Structure de l'excédent des exportations manufacturières de la C.E. en 1976 (par groupes de pays et groupes de produits) Mia. de UCE	145
	5. L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE: DANGER OU CHANCE POUR L'EUROPE?	147
	A. <u>La part du Tiers-Monde dans la production et les exportations industrielles du monde</u>	147
V 1	Répartition de la production industrielle mondiale - 1973 - Mia. de dollars	148
V 2	Produit industriel et P.N.B. par régions et groupes de pays - 1973	150
V 3	Taux de croissance de la production mondiale de produits manufacturés Moyenne 1965-1973	151
V 4	Indice du volume de la production et des exportations de produits manufacturés - 1973-1976	153
V 5	Croissance de la production industrielle et des exportations dans les pays à économie de marché - 1960-1974	154
V 6	Taux de croissance des exportations manufacturières (Moyenne 1965-1974) et % des exportations par rapport à la production (1973)	157

<u>No</u>		Page
V 7	Les exportations manufacturières: valeur absolue, croissance, rapport avec les exportations totales et la production industrielle.	158
V 8	Les exportations manufacturières des p.v.d. en 1965, 1970 et 1976	160
V 9	Les principaux exportateurs de produits manufacturés parmi les p.v.d. en 1965 et 1975	162
V 10	Contribution des principaux exportateurs parmi les pays en voie d'industrialisation rapide dans les exportations totales des p.v.d., par groupes de produits en 1974	163
V 11	Destination des exportations manufacturières en provenance des p.v.d. en 1974	165
V 12	La composition des exportations manufacturières des p.v.d., en %	166
V 13	La part des p.v.d. dans les exportations mondiales, par groupes de produits	168
V 14	Composition des exportations manufacturières des p.v.d. vers les pays développés et vers d'autres p.v.d. en %	169
	<u>B. La Communauté face aux importations manufacturières en provenance des p.v.d.</u>	170
V 15	Commerce des produits manufacturés entre la C.E. et l'ensemble des p.v.d.	171

<u>No</u>		Page
V 16	Structure des exportations non pétrolières des p.v.d. par grands groupes de produits	173
V 17	Les importations non pétrolières de la Communauté en provenance des p.v.d.	174
V 18	Echanges commerciaux C.E. - p.v.d.: évolution des importations et des exportations de produits manufacturés (Mio. UCE) 1965-1976	176
V 19	Commerce des produits manufacturés entre la C.E. et les p.v.d. - 1973-1976 - Mio. de EUR et en %	178-179
V 20	Evolution des échanges commerciaux entre la C.E. et les pays de l'OPEP: 1972-1976	181
V 21	L'évolution des échanges de produits manufacturés entre la Communauté et les p.v.d. non pétroliers	184
V 22	Evolution du rapport exportation/importations dans le commerce de la C.E. avec les p.v.d. non exportateurs de pétrole - 1972-1976	186-189
V 23	Part des produits manufacturés dans les échanges de la C.E. avec les p.v.d.	191
V 24	Part des importations manufacturières en provenance des p.v.d.	192

<u>No</u>		Page
	6. DEVELOPPER LE POUVOIR D'ACHAT DU TIERS-MONDE	209
	A. <u>Le pouvoir d'achat et les besoins des p.v.d.</u>	209
VI 1	Pourcentage des flux financiers (Transferts de capitaux) dans les recettes financières totales des p.v.d. - 1974 - Mia. de dollars	211
VI 2	Liste des p.v.d. dont les importations alimentaires dépassent 20% des importations totales	214
VI 3	Les déficits alimentaires dans le monde en % - 1972-1974	216-217
VI 4	Production agricole et alimentaire totale et par habitant, par régions	218
	B. <u>L'évolution des recettes d'exportation des p.v.d.</u>	220
VI 5	Part des matières premières, combustibles et produits primaires dans les exportations des pays industrialisés, pays en voie de développement et pays de l'Est - 1972 et 1975 - Mia. de dollars F.O.B.	221
VI 6	Part des produits manufacturés dans les exportations des pays industrialisés, des pays en voie de développement et des pays de l'Est - 1972 et 1976 - Mia. de dollars F.O.B.	222
VI 7	Part (en %) des recettes d'exportation de certaines matières premières par rapport aux exportations totales de certains p.v.d. - 1974	225
VI 8	Principaux produits de base et participation dans le total exporté par quelques p.v.d. 1974 - %	224

<u>No</u>		Page
VI 9	Exportations mondiales de produits primaires et produits manufacturés de 1972 à 1976 - Mia. de dollars F.O.B. Indice 100 en 1972 - Taux d'accroissement par année	227
VI 10	Evolution de l'indice des exportations mondiales de produits primaires et produits manufacturés	228
VI 11	Evolution des prix de certains produits de base et évolution des recettes d'exportation de certains p.v.d.	233
VI 12	Destination des exportations des produits primaires des p.v.d. (avec et sans combustibles) 1972 et 1975	237
VI 13	Pourcentage des matières premières, combustibles et produits primaires dans les importations totales de la C.E., des Etats-Unis et du Japon en 1972 et 1976 - Mia. de dollars F.O.B.	238
VI 14	Le commerce des p.v.d. exportateurs de pétrole entre 1963 et 1976 Mia. de dollars et en %	242
VI 15	Pays de l'OPEP: quelques indicateurs économiques - 1975	244
VI 16	Evolution des échanges commerciaux des pays en voie de développement importateurs de pétrole entre 1963 et 1976 (en % et Mia. de dollars)	246
VI 17	Balance commerciale en % des importations pour les p.v.d.	248
VI 18	Evolution des soldes commerciaux des p.v.d.	251 à 253
	C. <u>L'évolution des termes de l'échange</u>	254
VI 19	Evolution des termes de l'échange 1962-1976	255

<u>No</u>		<u>Page</u>
	7. L'ACCES DES P.V.D. A L'AIDE PUBLIQUE ET AUX MARCHES FINANCIERS EXTERIEURS	257
	A. <u>L'évolution de la balance courante des p.v.d.: excédent des pays pétroliers, déficit des autres</u>	259
VII 1	Structure globale des soldes en compte courant	260
VII 2	Tableau récapitulatif des balances globales des paiements 1973-1976	264
VII 3	Evolution des comptes courants des p.v.d. non pétroliers, par régions	265
	B. <u>Comment les p.v.d. financent-ils leur déficit</u>	268
VII 4	Pays en développement non producteurs de pétrole: financement du compte courant, 1973-1976	269
VII 5	Apports nets de ressources aux pays en développement par type et par source	271
VII 6	Eurocrédits connus aux pays en développement (par catégorie de revenu et par régions et par rapport aux autres pays du groupe)	273-274
VII 7	P.v.d. non pétroliers: dette extérieure par catégorie de créanciers, fin 1967 - fin 1976	276
VII 8	Conditions financières, types de différents modes de financements pratiqués envers les p.v.d.	277

<u>No</u>		Page
VII 9	P.v.d. non pétroliers: ratio de la dette et du service de la dette, 1969-1977	279
VII 10	Ratio endettement total/exportations annuelles des p.v.d., par zones géographiques - en % - 1975	280
VII 11	Flux de capital vers les pays du Tiers-Monde	281
	<u>C. Vers quels p.v.d. vont les ressources financières ?</u>	282
VII 12	Evolution de la répartition géographique des apports de ressources aux pays en développement non producteurs de pétrole au cours des années 70	285
VII 13	Part des différents groupes de pays en développement non producteurs de pétrole, classés par groupes de revenu, dans les diverses catégories d'apports nets de ressources financières extérieures, moyenne 1973-1975	287
	<u>D. Le transfert de ressources, par pays d'origine</u>	289
VII 14	Versements nets d'APD des principaux groupes de pays donateurs	290
VII 15	Rapport APD/P.N.B. pour les principaux groupes de pays donateurs	292
VII 16	Les pays développés prennent de plus en plus de retard sur leur objectif	293

<u>No</u>		Page
VII 17	L'aide publique nette au développement exprimée en % du P.N.B. des pays donateurs (CAD)	294
VII 18	APD. des pays du CAD, 1970-1977 (Mio. dollars)	296
VII 19	Evolution des conditions de l'aide au développement (1972-1976)	299
VII 20	Apport des principaux organismes multilatéraux et donateurs publics bilatéraux	301
VII 21	Répartition de l'aide publique au développement (APD) bilatérale et des flux concessionnels multilatéraux par continents - en %	303
VII 22	Importance des apports totaux et de l'APD par rapport au P.N.B.	306
	<u>E. Les investissements privés dans le Tiers-Monde</u>	307
VII 23	Investissements privés directs des pays industrialisés aux p.v.d. - flux nets en milliards de dollars	310
VII 24	Distribution sectorielle des investissements directs dans les p.v.d. (CAD 1972)	311
VII 25	Les investissements des pays du CAD dans les p.v.d.: distribution régionale (total accumulé 1975)	313
VII 26	CAD: total accumulé des investissements directs privés par pays d'origine, 1975	314
VII 27	Evolution des investissements directs de la C.E. dans les p.v.d. (1960-1976) Mio. de dollars	315

<u>No</u>		Page
VII 28	La part des p.v.d. dans les investissements directs des pays de la Communauté dans les pays tiers (en %)	316
VII 29	Les investissements directs de la C.E. dans les p.v.d. par rapport autres pays du CAD	318
VII 30	C.E.: Evolution des investissements directs des Etats membres dans les p.v.d. (1960, 1970, 1973, 1976)	319
VII 31	Ventilation par secteur des investissements privés directs de certains pays de la Communauté dans le Tiers-Monde (en %)	321
VII 32	Les investissements directs de l'Allemagne dans les p.v.d., investissements nets par secteurs (1972-1976)	322
VII 33	C.E.: Evolution des investissements directs privés dans le secteur minier des p.v.d., par région de destination - 1966-1975 - (Mio. de dollars 1976)	323
	ANNEXE 1.: <u>Les objectifs principaux de la politique énergétique de la Communauté</u>	325
A 1	Objectifs communautaires pour 1985, perspectives des programmes nationaux et situation en 1976 (Production, importation et consommation)	329

<u>No</u>		Page
	ANNEXE 3.: <u>Quelques statistiques sur l'énergie</u>	337
C 1	Eventail des différentes formes d'énergie primaire dans la consommation intérieure brute d'énergie par pays membres (en %) 1976	338
C 2	Prix de la tonne de pétrole importée par la Communauté 1960-1976 en dollars	339
C 3	Importations des combustibles dans les importations totales de la C.E.: 1970 à 1976 (Importations Extra-C.E. et en provenance des p.v.d.) Mia. UCE et en %	340
C 4	Exportations de pétrole brut des pays de l'OPEP: 1973, 1976; Mio. de tonnes	341
C 5	Réserves de pétrole et de gaz dans le monde	342 à 346
C 6	Quels sont les plus gros importateurs de gaz naturel dans la C.E. (en %)	347
C 7	Réserves, production et consommation de gaz naturel dans le monde	348
C 8	Production de combustibles solides dans le monde (1975)	349
C 9	Combustibles solides: Production et origine des importations de la C.E. de 1970 à 1975	350
C 10	La consommation d'énergie dans le monde, par habitant, et le degré de dépendance (en %); 1975	351
C 11	C.E.: Degré de dépendance énergétique en % (1960-1975)	352
C 12	C.E.: Provenance des importations énergétiques (Mio. EUR) 1974-1976	353

<u>No</u>		Page
	ANNEXE 4.: <u>Quelques données sur le commerce de la C.E. et des p.v.d.</u>	355
D 1	Balance commerciale des p.v.d. non pétroliers, par groupes de produits et envers groupes de pays	356
D 2	Variation des exportations et des importations manufacturières de la C.E. par groupes de pays et groupes de produits	357
	ANNEXE 5.: <u>Un exemple de la nouvelle division du travail C.E. - p.v.d.:</u> <u>Le secteur textile et vêtement</u>	359
E 1	Le commerce extérieur de la C.E. de fils, tissus et vêtements: provenance des importations, destination des exportations et solde commercial 1975, 1977	360
E 2	Le commerce extérieur de la C.E. de fils, tissus et vêtements: croissance des importations et des exportations.	361
E 3	Bilan des exportations et importations de machines textiles, fibres textiles, fils, tissus et vêtements de la C.E. avec les p.v.d. (1975)-graphique	363
E 4	Solde des importations et exportations de machines textiles, fibres textiles, fils, tissus et vêtements de la C.E. avec les p.v.d. (1975); par pays	365
E 5	Exportations de machines pour l'industrie textile, cuirs et peaux des pays de l'OCDE vers les p.v.d. (1975) - Part en % des pays membres de l'OCDE	366

<u>No</u>		<u>Page</u>
	ANNEXE 6.: <u>Quelques données sur la situation alimentaire dans les p.v.d. et leurs importations de produits de première nécessité</u>	369
F 1	ACP: Importations de produits alimentaires, combustibles et machines et matériel de transport en % des importations totales 1970-1976	370 à 372
F 2	Disponibilités en alimentation par jour et par habitant (principales régions du monde), 1974	373
F 3	Evolution du déficit alimentaire des p.v.d. 1961/1963 et 1972/1974	374 à 376
	ANNEXE 7.: <u>L'aide au développement des pays membres de l'OPEP</u>	377
G 1	Tableau comparatif des apports financiers aux p.v.d. (1973-1977) Mio. de dollars et en %	378
G 2	Apports financiers des pays de l'OPEP et du CAD en % du P.N.B.	379
G 3	Conditions financières de l'aide publique 1973-1976	382

1. DEGRE DE DEPENDANCE DE L'EUROPE POUR SON APPROVISIONNEMENT ENERGETIQUE: PETROLE ET AUTRES SOURCES D'ENERGIE.

A. PETROLE.

Du point de vue de l'Europe, le pétrole constitue le lien d'interdépendance le plus important entre la Communauté et le Tiers-Monde:

Il intervient pour plus de 60% dans les importations des Neuf en provenance des pays en voie de développement.

90% du pétrole importé par la Communauté viennent des pays du Tiers-Monde.

Sans le pétrole du Tiers-Monde, l'Europe serait privée de la moitié de son énergie.

Le pétrole représente en effet plus de la moitié de l'énergie consommée par la Communauté.

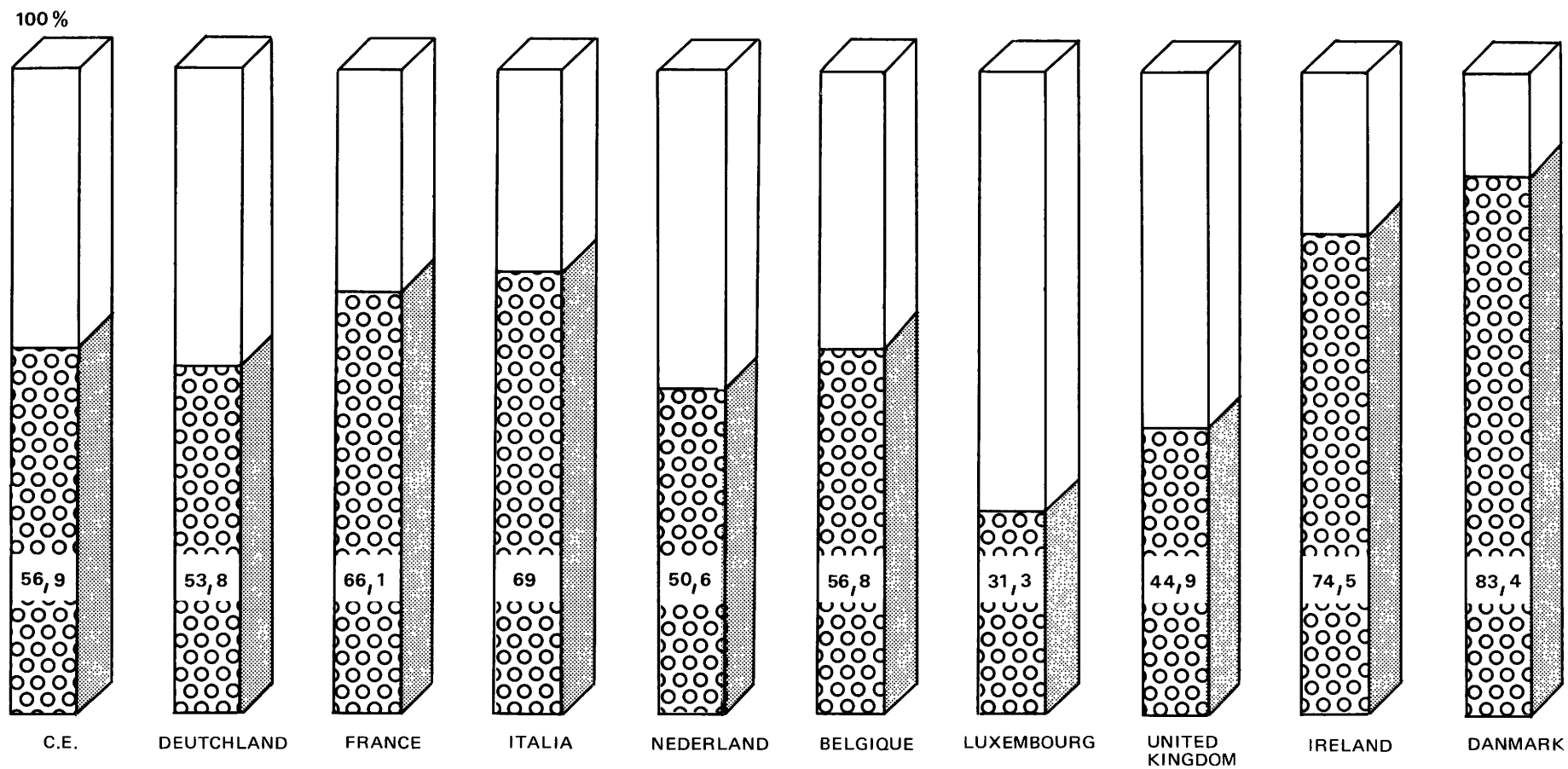
Plus exactement 55,1% en 1975 et 53,2% en 1978 (prévision).⁽¹⁾

Les pays les plus dépendants du pétrole sont le Danemark (83%), l'Irlande (75%) et l'Italie (69%).

Les pays les moins dépendants sont: le Royaume-Uni (45%) et le Luxembourg (31%). Voir tableau I 1 : Part du pétrole dans la consommation d'énergie par pays membre de la C.E.

(1): "La situation énergétique dans la Communauté et dans le monde"
Communication de la Commission au Conseil XVII/88/78.

PART DU PETROLE DANS LA CONSOMMATION D'ENERGIE PAR PAYS MEMBRE DE LA C.E. 1976 (en %)



SOURCE : DEUXIEME RAPPORT SUR LA REALISATION DES OBJECTIFS POUR 1985 DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNAUTAIRE - 1977 (COM. 77) - 395 FINAL ❁

Le tableau I 2 montre le taux d'autoapprovisionnement extrêmement faible des pays membres de la Communauté. L'évolution récente des importations par rapport à la production interne ressort du tableau I 3 . Il montre aussi l'amélioration considérable de la balance énergétique de la Communauté due à la réduction des importations par quelque 130 millions de tonnes entre 1973 et 1977 (cf. les 140 millions de tonnes prévus de la Mer du Nord).

APPROVISIONNEMENT DES PAYS MEMBRES DE LA C.E. EN PETROLE BRUT - 1976

PRODUCTION, IMPORTATIONS, DEGRE DE DEPENDANCE

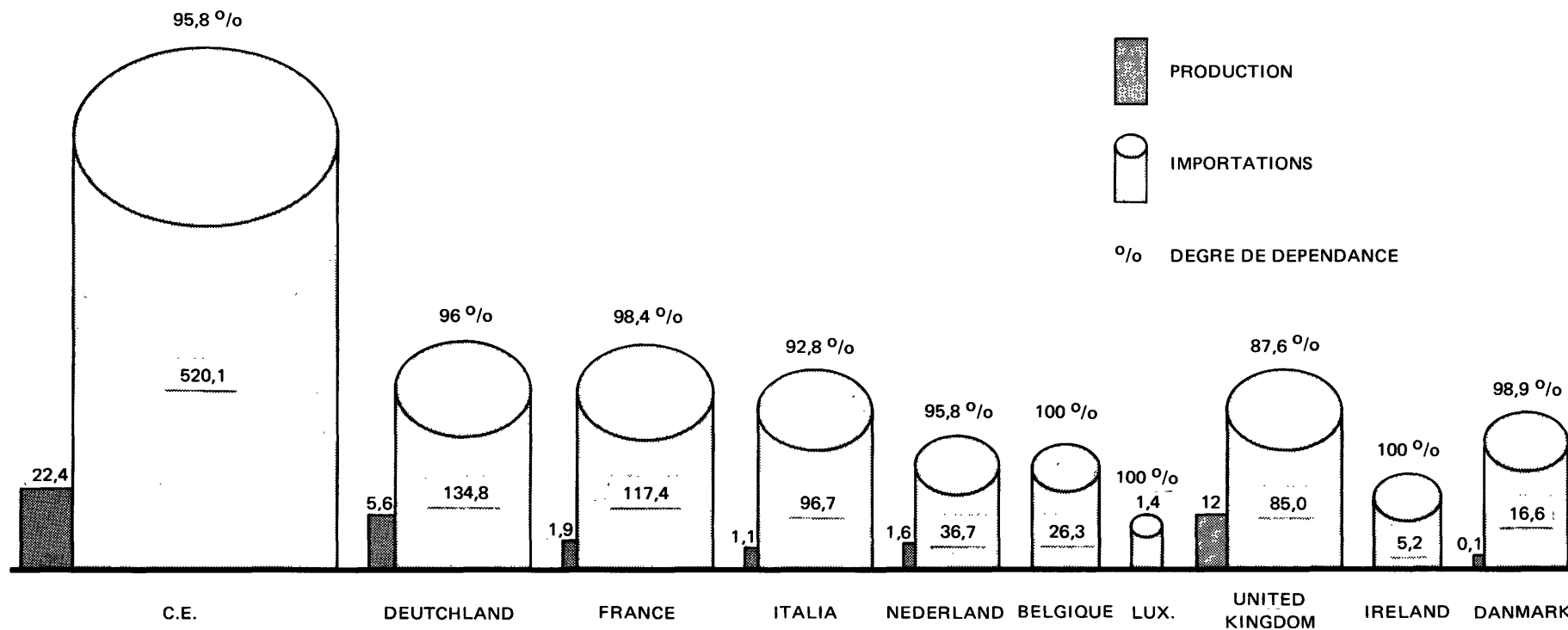
UNITE : MIO T.E.P.

PRODUCTION + IMPORTATIONS = CONSOMMATION

■ PRODUCTION

○ IMPORTATIONS

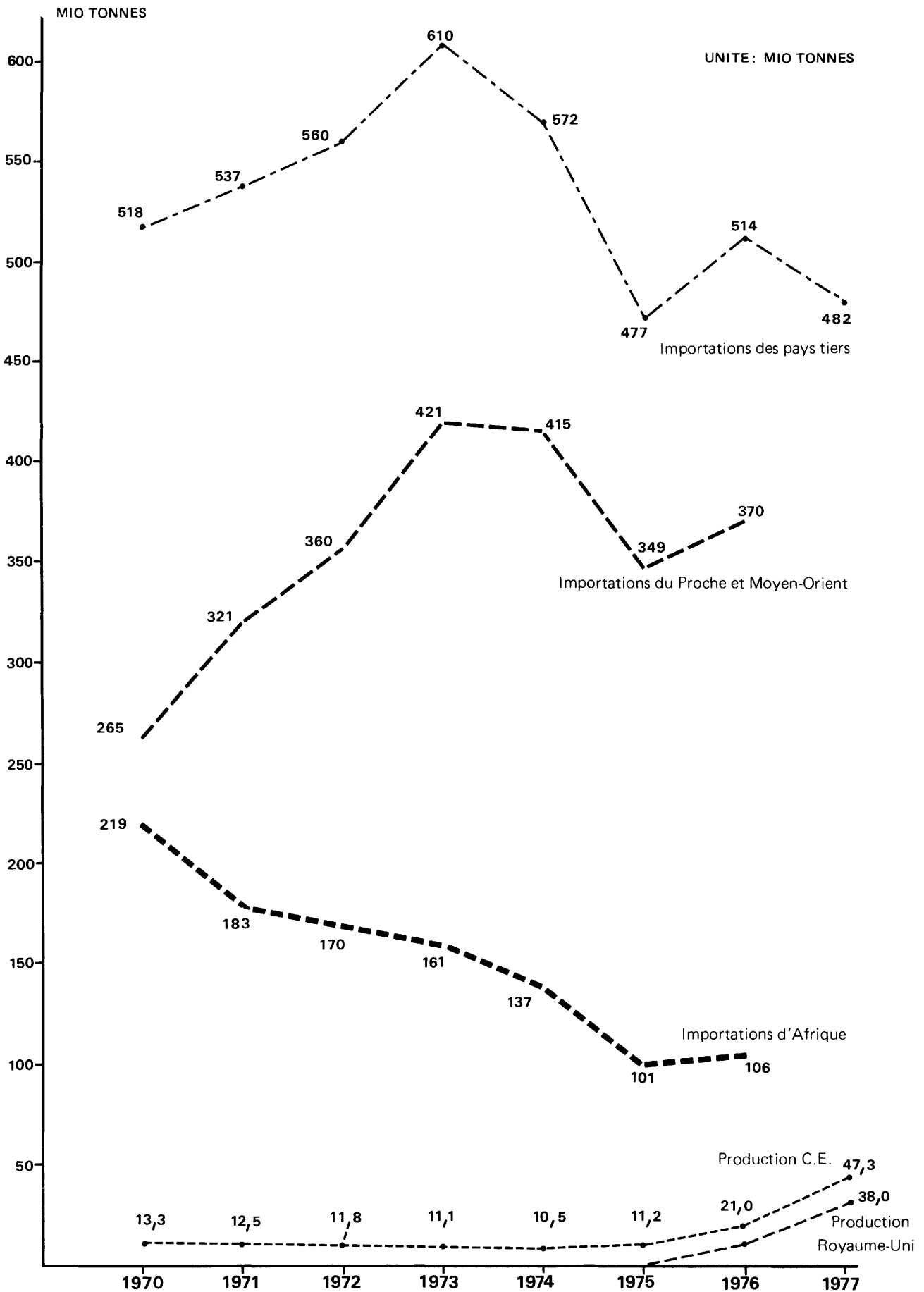
°/° DEGRE DE DEPENDANCE



SOURCE : deuxième rapport sur la réalisation des objectifs pour 1985
de la politique énergétique communautaire - 1977 COM (77) 395 - final



EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES IMPORTATIONS DE PETROLE BRUT DANS LA C.E. DE 1970 A 1977 EN MILLIONS DE TONNES



SOURCE : EUROSTAT. - BULLETIN MENSUEL - HYDROCARBURES - N° SPECIAL 1977 *

La Communauté Européenne et les autres pays industrialisés s'efforcent de réduire leur dépendance à l'égard du pétrole importé.

Quelques indications sur les actions entreprises ou envisagées à cet effet par la Communauté se trouvent dans l'Annexe I de ce dossier. Il s'agit en premier lieu d'augmenter la production interne d'énergie, d'un recours accru au gaz naturel, de poursuivre activement les programmes nucléaires, d'intensifier les mesures visant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie et de développer des ressources alternatives d'énergie.

Mais puisque nos économies ont une soif toujours plus grande d'énergie, le pétrole importé restera un élément clé dans le bilan d'approvisionnement de la Communauté.

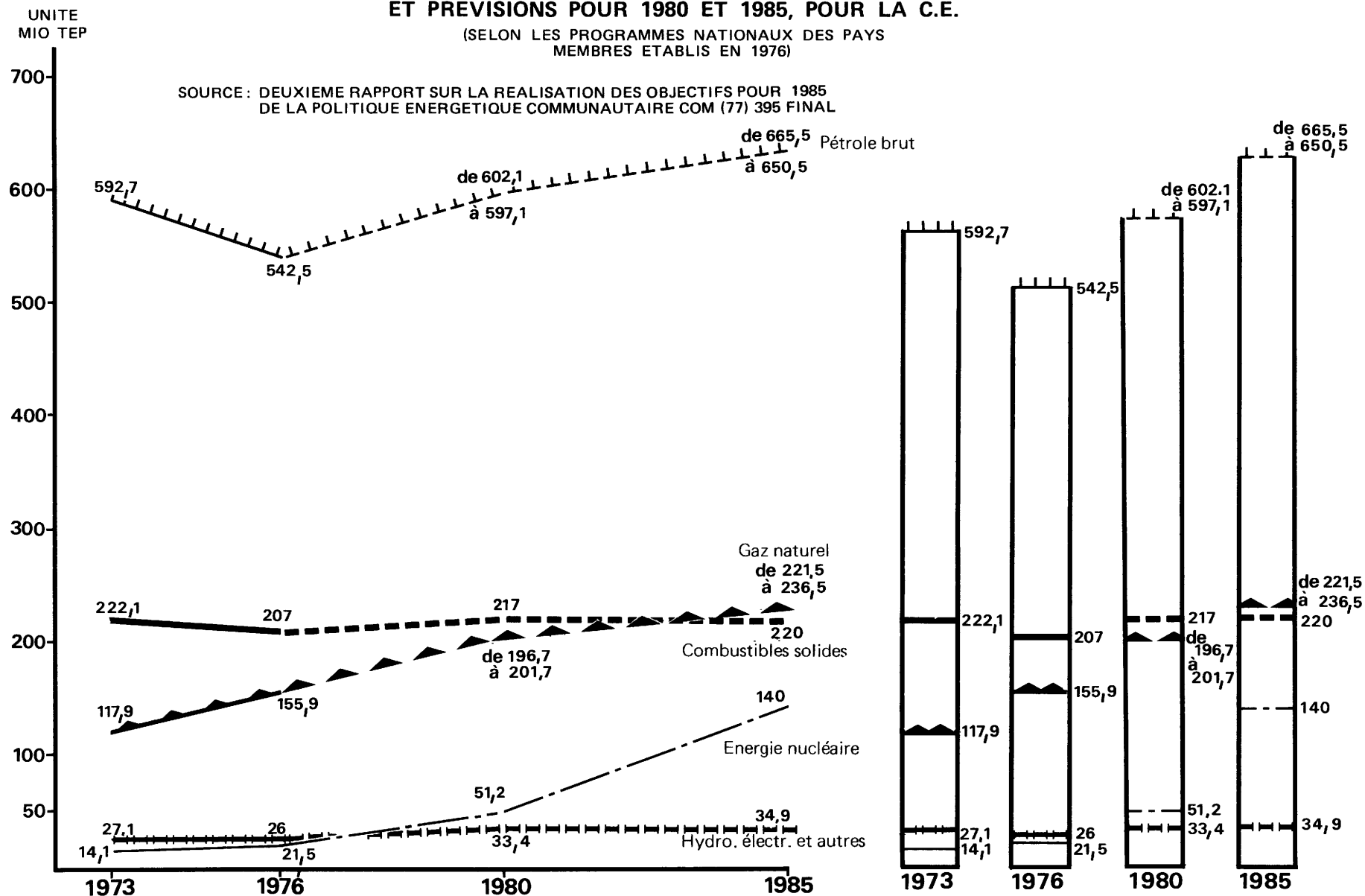
Ceci quel que soit le succès de la politique énergétique de la C.E. - On prévoit en effet une augmentation de la consommation totale d'énergie d'environ 32 à 52% d'ici 1985. A supposer que la Communauté réalise effectivement les objectifs énergétiques qu'elle s'est fixée et que l'augmentation de la demande d'énergie reste relativement faible (hypothèse "optimiste"), le pétrole importé représentera en 1985 toujours près de 80% de la consommation brute de pétrole (contre 90% actuellement) soit presque 40% de la consommation totale d'énergie (contre 50% actuellement).

Voir tableau I 4 sur l'évolution de la consommation interne brute d'énergie de 1973 à 1975 et les prévisions pour 1980 et 1985.

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION INTERNE BRUTE D'ENERGIE 1973 - 1976 ET PREVISIONS POUR 1980 ET 1985, POUR LA C.E.

(SELON LES PROGRAMMES NATIONAUX DES PAYS
MEMBRES ETABLIS EN 1976)

SOURCE : DEUXIEME RAPPORT SUR LA REALISATION DES OBJECTIFS POUR 1985
DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNAUTAIRE COM (77) 395 FINAL




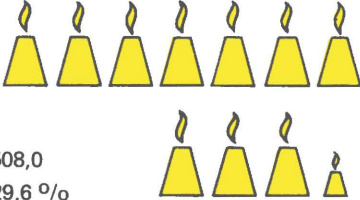


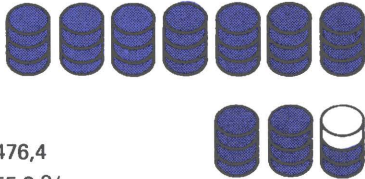
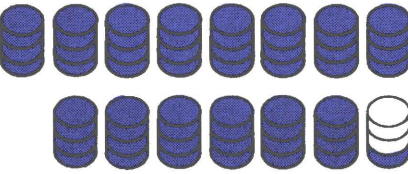
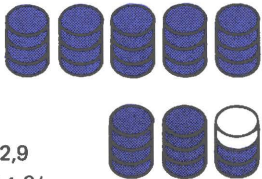

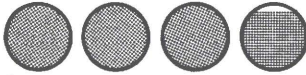
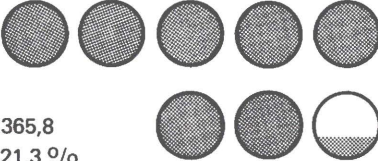
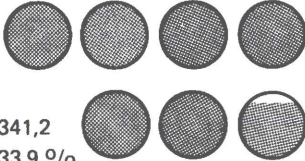


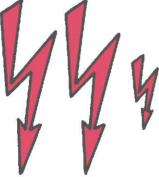


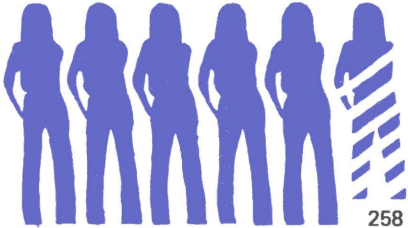
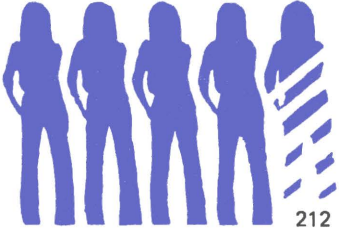
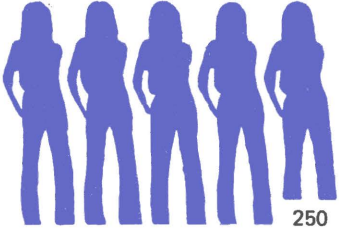
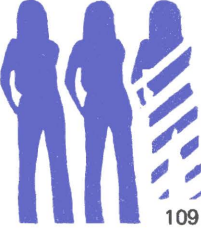
Pendant une courte décennie, le pétrole de la Mer du Nord réduira la dépendance de la Communauté d'environ un sixième de sa consommation. La Grande-Bretagne atteindra, statistiquement une couverture de ses propres besoins de 100%. En effet, elle sera obligée d'importer du pétrole lourd, et donc d'exporter une partie de sa production. Il n'est pas exclu que la production britannique atteindra plus que les 140 millions de tonnes par an prévus actuellement, et deviendra donc un exportateur net.

UTILISATION DES DIFFERENTES SOURCES D'ENERGIE PRIMAIRE DANS LA CONSOMMATION INTERIEURE BRUTE - 1975

COMPARAISON C.E., ETATS-UNIS, U.R.S.S., JAPON (EN MILLIONS DE TONNES ET EN POURCENTAGE)

% CALCULE PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DES SOURCES D'ENERGIE

* SOURCE: EUROSTAT

	C.E.	ETATS-UNIS	U.R.S.S.	JAPON
GAZ NATUREL				
EN MIO TEP	142,2	508,0	271,6	9,0
EN %	16,4 %	29,6 %	27,0 %	3 %
PETROLE BRUT				
EN MIO TEP	476,4	727,6	362,9	206,3
EN %	55,2 %	42,3 %	36,1 %	69,1 %
HOUILLE ET LIGNITE				
EN MIO TEP	193,8	365,8	341,2	56,2
EN %	22,4 %	21,3 %	33,9 %	18,8 %
ENERGIE ELECTRIQUE				
EN MIO TEP	50,6	116,5	30,3	26,8
EN %	5,9 %	6,8 %	3,0 %	9,0 %
POPULATION				
EN MIO	258	212	250	109

L'Europe dépend beaucoup plus du pétrole du Tiers Monde que les Etats-Unis, mais moins que le Japon.

Le Japon ne produit pratiquement pas de pétrole et dépend donc entièrement des importations qui représentent 70% de sa consommation totale d'énergie. Les Etats-Unis disposent de grandes réserves pétrolières, mais malgré tout importent environ 40% de leurs besoins. Le pétrole ne représente toutefois que 40% de leur consommation totale d'énergie. Ceci dit, le pétrole importé couvre seulement quelque 20% de leur consommation d'énergie, contre 50% pour la Communauté.

Voir tableaux:

- I 5 - Utilisation des différentes sources d'énergie primaire dans la consommation intérieure brute 1975, Comparaison C.E., Etats-Unis, URSS, Japon.
- I 6 - C.E., E.U.A. et Japon: demande de pétrole importé, 1976-1978.

C.E., ETATS-UNIS ET JAPON: DEMANDE DE PETROLE IMPORTE, 1976-1978

en millions de tonnes

	1976	1977	% \pm 77/ 1976	1978	% \pm 78/ 1977
<u>Consommation</u> (soutes comprises)					
C.E.	540	530	- 2,0	540	+ 2,0
E.U.A.	850	895	+ 5,3	930	+ 3,9
Japon	265	280	+ 5,7	290	+ 3,6
	1.655	1.705	+ 3,0	1.760	+ 3,2
<u>Production</u>					
C.E.	21	47		85	
E.U.A.	510	515		555	
	531	562	+ 5,8	640	+ 13,9
<u>Importations</u>					
C.E.	519	485	- 6,6	455	- 6,2
E.U.A.	340	380	+ 11,8	375	- 1,3
Japon	265	280	+ 5,7	290	+ 3,6
	1.124	1.145	+ 1,9	1.120	- 2,2

Note: L'estimation des besoins d'importations exclut les importations destinées à la constitution de stocks aux Etats-Unis et au Japon.

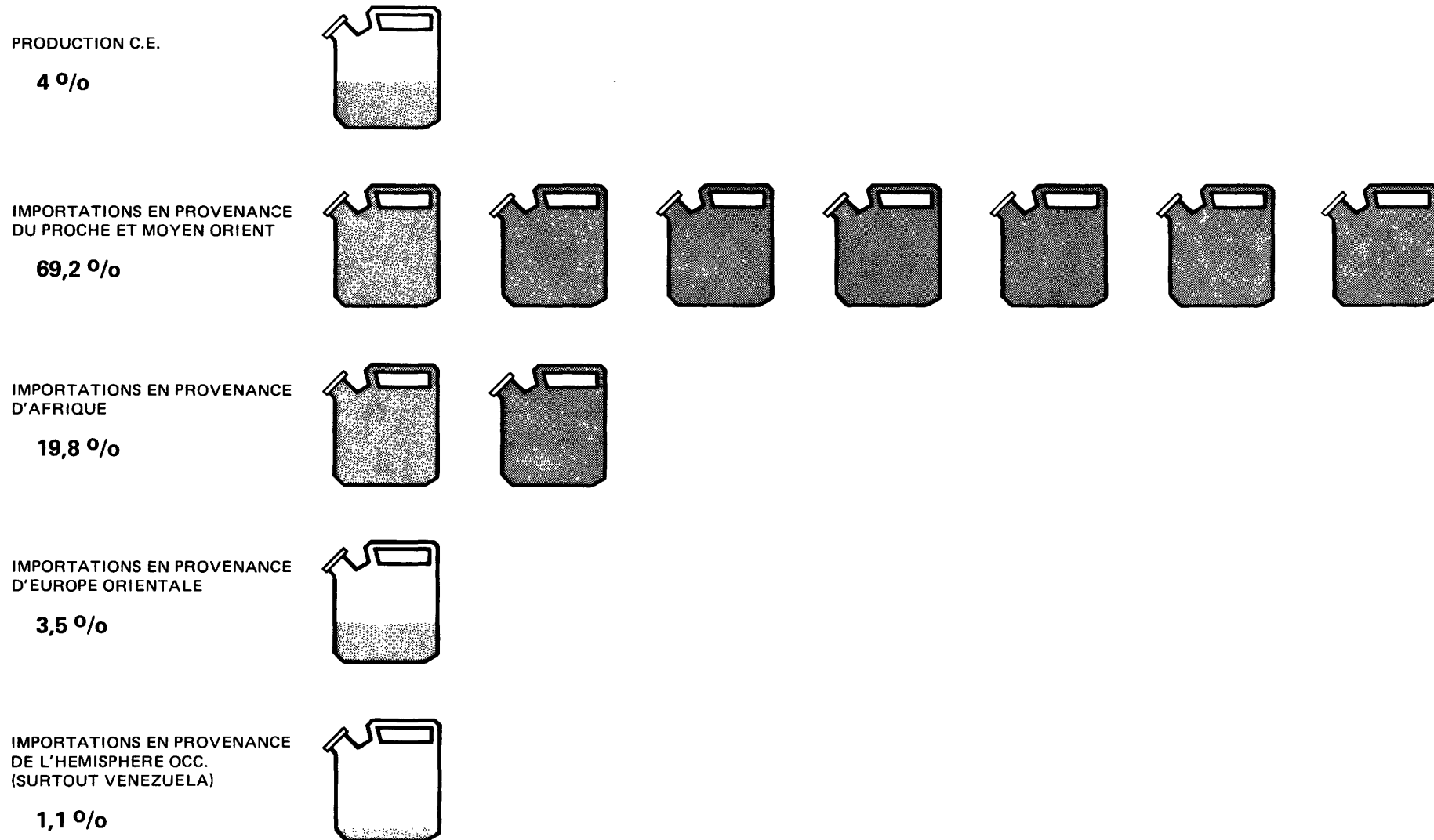
Source: C.E. : Eurostat et prévisions de la Commission - E.U.A. : Chase Manhattan and Independent Petroleum Association of America.

Japon : Petroleum Association of Japan.

Près de la moitié des importations pétrolières de la Communauté vient de deux pays seulement: l'Arabie Saoudite et l'Iran.

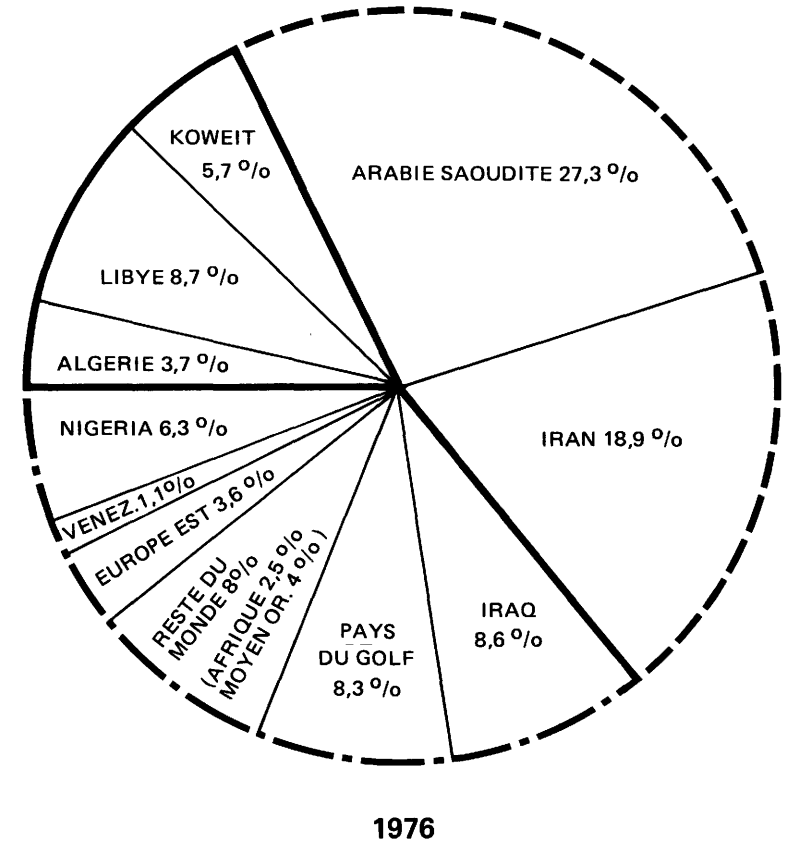
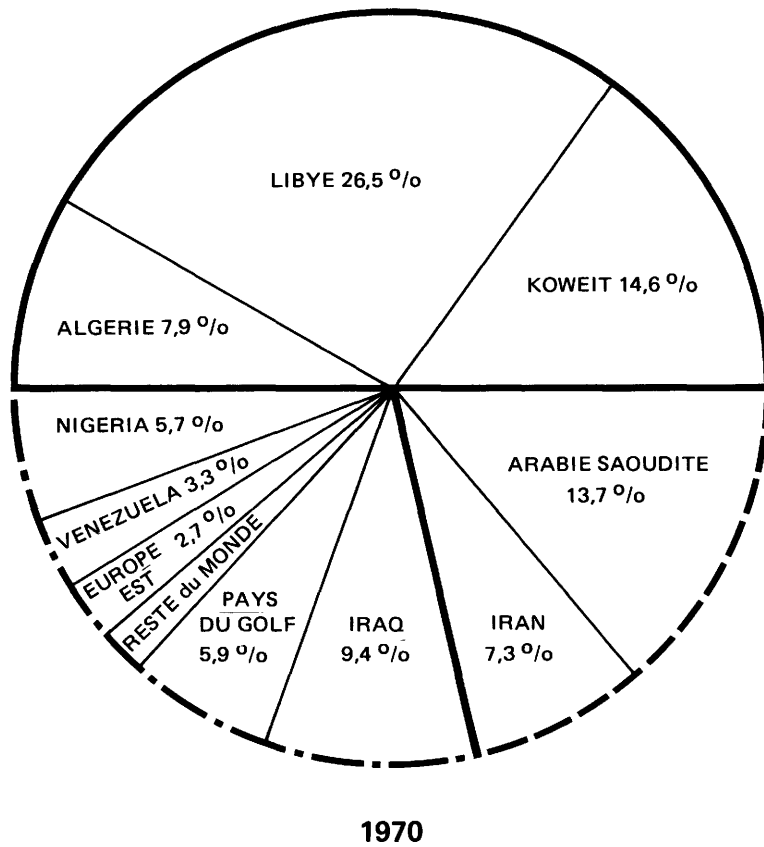
Le tableau I 3 a déjà montré les changements intervenus dans la distribution régionale des importations du pétrole depuis 1970. Le tableau I 7 montre la distribution régionale en 1976. D'une façon plus détaillée, le tableau I 8 montre que deux pays, l'Arabie Saoudite et l'Iran, qui, en 1970 ne fournissaient qu'un cinquième des importations, assuraient presque la moitié (46%) des importations de la Communauté en 1976. (Voir aussi le tableau I 9 pour les chiffres absolus des principaux fournisseurs).

PROVENANCE DU PETROLE CONSOMME DANS LA C.E. EN 1976 - EN %



SOURCE: EUROSTAT - hydrocarbures - numéro spécial 1977 *

LES PLUS GROS FOURNISSEURS DE PETROLE BRUT DE LA C.E. EN 1970 et 1976 - EN POURCENTAGE



SOURCE : EUROSTAT - bulletin mensuel hydrocarbures - numéro spécial 1977 *

LES PLUS GROS FOURNISSEURS DE PETROLE BRUT DE LA C.E. DE 1970 A 1976 EN MILLIERS DE TONNES

Année	Pays Tiers Total	Afrique Total	Algérie	Lybie	Nigéria	Proche et Moyen-Orient Total	Irak	Iran	Arabie Saoudite	Koweit	Quatar	Abu-Dhabi	Mascate Oman	Hémisphère Occidental	Vénézuéla	Europe Orientale
1970	517.774 100%	218.576 42,2%	40.988 7,9%	137.435 26,5%	29.509 5,7%	265.128 51,2%	48.704 9,4%	37.788 7,3%	70.926 13,7%	75.735 14,6%	9.982 1,9%	14.484 2,8%	6.348 1,2%	18.547 3,5%	17.422 3,3%	14.270 2,7%
1971	536.783 100%	182.835 34%	26.478 4,9%	104.684 19,5%	43.252 8%	321.043 59,8%	47.413 8,8%	48.335 9%	102.872 19,1%	77.564 14,4%	12.366 2,3%	20.814 3,8%	4.901 0,9%	16.862 3,1%	15.742 2,9%	14.963 2,7%
1972	560.452 100%	169.603 30,2%	30.796 5,5%	80.262 14,3%	50.267 8,9%	359.937 64,2%	37.013 6,6%	63.216 11,2%	130.499 23,2%	80.064 14,2%	14.513 2,5%	21.208 3,7%	4.441 0,8%	14.509 2,5%	13.600 2,4%	12.551 2,2%
1973	610.031 100%	161.350 26,4%	31.881 5,2%	76.160 12,5%	44.671 7,3%	420.583 68,9%	44.212 7,2%	87.731 14,3%	159.094 26%	72.280 11,8%	16.699 2,7%	24.546 4,2%	4.119 0,6%	11.329 1,8%	10.692 1,7%	13.918 2,2%
1974	572.246 100%	136.949 23,9%	22.533 3,9%	55.481 9,7%	48.938 8,5%	415.117 72,5%	38.536 6,7%	101.990 17,8%	164.653 28,7%	49.027 8,5%	12.996 2,2%	25.691 4,4%	3.766 0,6%	9.638 1,6%	8.750 1,5%	7.608 1,3%
1975	477.246 100%	101.002 21,1%	22.766 4,7%	34.182 7,1%	34.861 7,3%	349.666 73,2%	43.533 9,1%	87.593 18,3%	129.458 27,1%	34.766 7,2%	10.050 2,1%	25.907 5,4%	4.629 0,9%	8.229 1,7%	7.817 1,6%	10.063 2,1%
1976	513.744 100%	106.144 20,6%	19.302 3,7%	44.881 8,7%	32.666 6,3%	370.280 72%	44.441 8,6%	97.191 18,9%	140.317 27,3%	29.392 5,7%	13.538 2,6%	25.317 4,9%	3.274 0,6%	6.362 1,2%	5.949 1,1%	18.953 3,6%

Source: EUROSTAT - Bulletin mensuel
 Numéro spécial 1977 - Hydrocarbures.*

RESERVES DE PETROLE DANS LE MONDE EN ‰ - 1976



SOURCE: world oil *

AMERIQUE DU NORD 8,2 ‰
 AMERIQUE DU SUD 4,5 ‰
 DONT VENEZUELA 3,2 ‰

EUROPE OCCIDENTALE 3,1 ‰
 EUROPE DE L'EST 11,2 ‰
 URSS 10,9 ‰

AFRIQUE CENTRALE ET SUD 2,7 ‰
 DONT NIGERIA 2,2 ‰
 AFRIQUE DU NORD 6,9 ‰
 DONT ALGERIE 1,7 ‰
 LIBYE 4,4 ‰

MOYEN ORIENT 56 ‰
 DONT ABUDHABI 4,5 ‰
 IRAQ 6,4 ‰ - QUATAR 0,9 ‰
 IRAN 8,7 ‰ - KOWEIT 12,6 ‰
 ARAB. SEOUDITE 20 ‰

ASIE 7,1 ‰
 DONT CHINE 3,2 ‰
 INDONESIA 3,2 ‰

C'est aussi dans les pays du Tiers-Monde que se trouvent les trois quart des réserves pétrolières mondiales.

Ceci est une évaluation approximative, car les estimations sur les réserves de matières énergétiques (comme d'ailleurs aussi sur les réserves minières) varient d'une année à l'autre et d'une source à l'autre. Premièrement, parce que les compagnies pétrolières continuent à faire des nouvelles découvertes.

Deuxièmement, parce que les informations à leur sujet sont souvent manipulées. Cela tient aux intérêts énormes qui sont en jeu.

On ne peut donc parler que des "réserves connues et publiées".

Les diverses estimations concordent sur une chose: la richesse pétrolière est très inégalement répartie.

Cinq pays du Moyen Orient possèdent à eux seuls plus de la moitié des réserves de pétrole.

Voir tableau: I 10

73% des réserves sont concentrées dans les pays de l'O.P.E.P., contre 8% en Amérique du Nord, 11% en Union Soviétique et seulement 3% en Europe Occidentale.

Malgré un surplus temporaire, le pétrole risque de devenir une source d'énergie rare et plus chère.

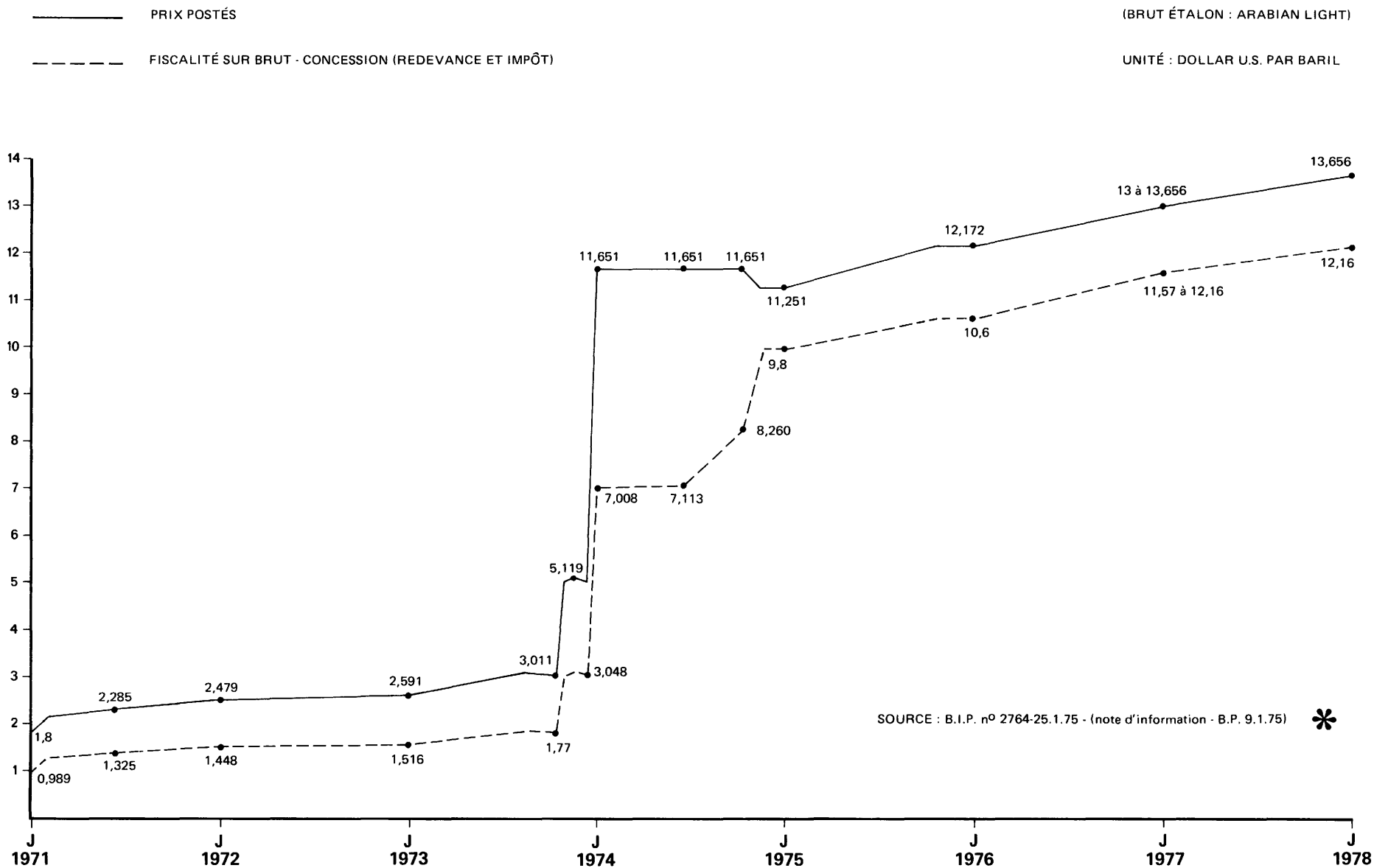
Les changements intervenus et attendus dans les volumes et la distribution des fournisseurs ne représentent qu'une partie des changements profonds qu'ont connus les marchés internationaux du pétrole. L'enchérissement du pétrole (tableaux I 11 et I 12 depuis 1971 en est la manifestation la plus concrète.

Ces changements sont d'ordre institutionnel, économique et politique. Institutionnel, parce que le contrôle des prix et du niveau de la production est passé des grande firmes multinationales aux Etats producteurs et exportateurs, réunis pour la plupart, au sein de l'OPEP. Par une concertation étroite, ces pays ont réussi à s'approprier la rente qu'offre le pétrole par rapport aux sources d'énergie alternatives. ⁽¹⁾

Toutefois, depuis 1975, le risque d'une déstabilisation de l'économie mondiale, et les forces d'un marché temporairement en surplus, ont amené les pays producteurs à suivre une politique de prix plutôt modérée. Compte tenu de la dépréciation de la devise américaine par rapport aux principales autres monnaies et compte tenu de l'inflation mondiale, les prix réels du pétrole ont en fait baissé depuis 1975.

(1) Le coût de production de ces derniers est en effet bien supérieur à celui du pétrole.

EVOLUTION DU PRIX DU PETROLE ENTRE 1971 ET 1978

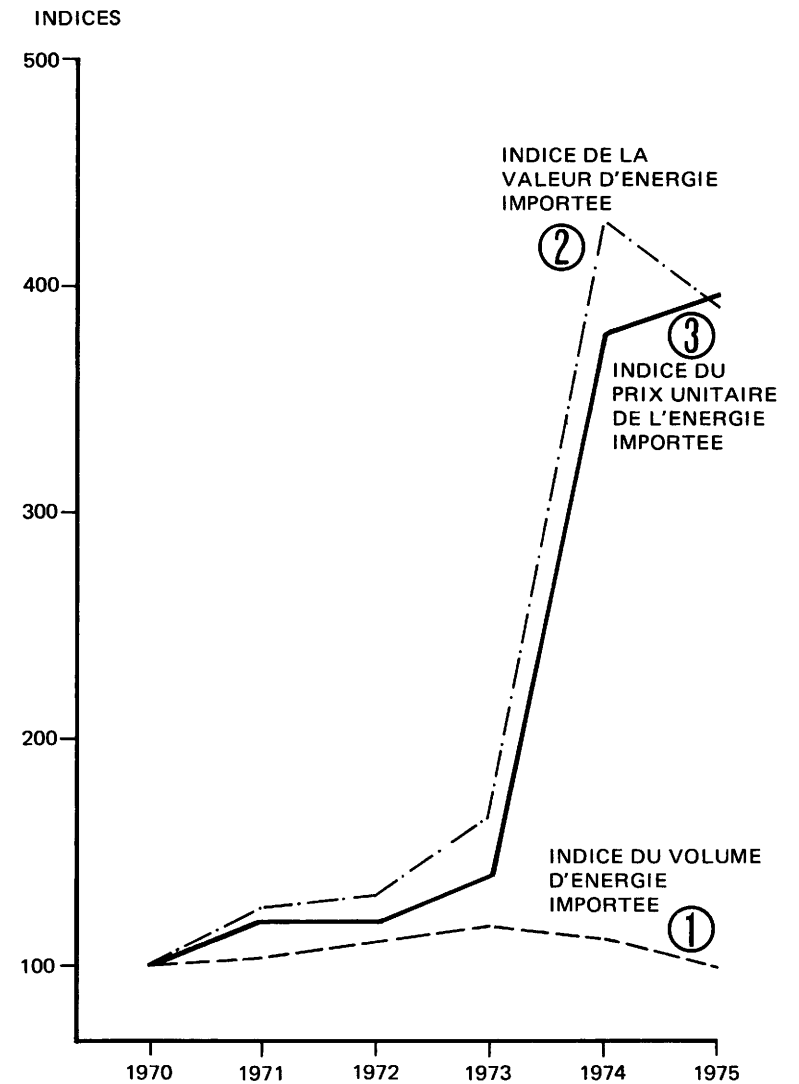


C.E. : EVOLUTION DU VOLUME, DE LA VALEUR ET DU PRIX UNITAIRE DE L'ENERGIE IMPORTEE ENTRE 1970 ET 1975

	VOLUME DE L'ENERGIE IMPORTEE EN MIO T.E.C. (a)	INDICE ①	VALEUR DE L'ENERGIE IMPORTEE EN MIO U.C.E.	INDICE ②	PRIX UNITAIRE DE L'ENERGIE IMPORTEE EN U.C.E./T.E.C.	INDICE ③
1970	748,6	100	9845	100	13,1	100
1971	775,5	103	12145	123	15,6	119
1972	818,9	109	12801	130	15,6	119
1973	875,6	117	16031	163	18,3	140
1974	847,8	113	42221	429	49,8	380
1975	748,0	100	38727	393	51,8	395

(a) importations nettes, non compris soutes exportées

SOURCES: EUROSTAT - statistiques de base de la communauté
EUROSTAT - bulletin mensuel du commerce extérieur - n° spécial 1958-1976 *



En dépit du surplus de l'offre de pétrole qui résulte d'une coïncidence de la stagnation industrielle, surtout en Europe, et le début de la production des gisements d'Alaska et de la Mer du Nord, le marché du pétrole risque encore une fois de se transformer en marché de vendeur, et ceci pour des raisons plus profondes qu'en 1971-74 (hausse soudaine et inattendue des importations des Etats-Unis).

Dans les années '80, selon les prévisions de l'OCDE et d'autres organisations, le plafonnement de la production dans beaucoup de pays producteurs face à une demande mondiale toujours grandissante, conduira à des fortes tensions sur les marchés pétroliers, voire à une pénurie et à une hausse considérable des prix .⁽¹⁾

En plus, l'accroissement continu de la production de l'Arabie Saoudite devient de plus en plus cruciale.

Le dernier changement à signaler est politique. La puissance dont disposent les pays pétroliers peut être utilisée comme élément de la diplomatie économique et politique; les moyens financiers aussi bien que le contrôle des exportations en sont les moyens.

Le dialogue Euro-Arabe, entamé en 1974, a, entre autre comme but de renforcer les liens de coopération qui lient l'Europe avec une région disposant de cette nouvelle puissance pétrolière.

(1) = Ces prévisions sont discutées dans l'annexe, p.331.

B. GAZ NATUREL:

Le gaz naturel prend une importance toujours plus grande dans la consommation d'énergie de la Communauté:

Sa part est passée de 12,6% en 1973 à 16,8% en 1976, et elle devrait atteindre 18% en 1985 (voir tableau I 4).

Les réserves considérables de la Communauté ne suffisent pas pour assurer le total de son approvisionnement.

Les Pays Bas possèdent à eux seuls plus de la moitié des réserves de gaz dans la Communauté. Une bonne partie du gaz néerlandais est exporté vers la France, la Belgique et l'Allemagne fédérale. Ainsi, la Communauté couvre - t - elle actuellement 92% de ses besoins par sa propre production, qui est passée de 86 millions de tonnes tep en 1971 à 146 millions de tonnes en 1975. Environ 8% de la consommation totale est couverte par des importations en provenance des pays tiers. Voir tableau I 13 : "Approvisionnement de la C.E. en gaz naturel".

L'APPROVISIONNEMENT DE LA C.E. EN GAZ NATUREL: 1976 - PRODUCTION, IMPORTATION, CONSOMMATION BRUTE, DEGRE DE DEPENDANCE
EXTERIEURE - UNITE: MIO TEP

	C.E.	DEUTCHLAND	FRANCE	ITALIA	NEDERLAND	BELGIQUE	LUXEMBOURG	UNITED KINGDOM	IRELAND	DANMARK
PRODUCTION	143,7	15	5,9	12,9	74,9	0,039	-	35	-	-
EN %	36,2%	13 %	15,5%	50,4%	96,9%	0,5%		26,7%		
IMPORTATIONS NETTES	12,2	23	11,2	9	-41,2	8,761	0,41	1	-	-
EN % (1)	2,2%	15,8%	7,8%	7,7%		22,5%	8,7%	1,1%	-	-
CONSOMMATION BRUTE	155,9	38	17,1	21,9	33,7	8,8	0,41	36	-	-
EN % (1)	16,3%	14,6%	9,5%	15,5%	44,5%	19 %	8,8%	16,7%	-	-
DEGRE DE DEPEN- DANCE (2) EN %	7,8%	60,5%	65,5%	41%	-122,2%	99,5%	100%	2,7%	-	-

(1) POURCENTAGE PAR RAPPORT AUX AUTRES SOURCES D'ENERGIE (COMBUSTIBLES SOLIDES, PETROLE, ENERGIE NUCLEAIRE, HYDROELECTRICITE)

(2) % DEFINI PAR LE RAPPORT $\frac{\text{IMPORTATIONS NETTES}}{\text{CONSOMMATION BRUTE}}$

SOURCE: DEUXIEME RAPPORT SUR LA REALISATION DES OBJECTIFS POUR 1985 DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE COMMUNAUTAIRE
COM (77) 395 FINAL 1977



La part des importations dans la couverture des besoins augmente rapidement depuis 1977.

Elle était de l'ordre de 14% en 1977 et atteindra probablement 18% en 1978 et 22% en 1979. ⁽¹⁾

Selon les prévisions de la Communauté, les importations tripleront entre 1976 et 1979.

Les importations de gaz naturel sont réglées par des contrats à long terme, car le recours à cette source d'énergie est essentiellement un problème de transport.

D'importants travaux d'infrastructure sont nécessaires pour acheminer le gaz, souvent sur des milliers de kilomètres, de son lieu de gisement à celui de la consommation. Le transport se fait soit par gazoducs soit par une combinaison gazoducs - bateaux.

Les pays destinataires qui sont surtout les pays industrialisés participent le plus souvent à la construction et au financement des travaux d'infrastructure. Tout cela explique la nécessité de contrats à long terme qui règlent à la fois le volume des fournitures, les conditions de commercialisation et de transport. Sur la base des contrats fermes conclus par les pays membres de la Communauté et des pays tiers, on peut conclure:

(1) 5ème Rapport de la Commission au Conseil sur les importations dans la Communauté de gaz naturel en provenance des pays tiers.

Trois pays en voie de développement, dont en première place l'Algérie, fournissent la moitié du gaz naturel importé par la Communauté.

L'Algérie à elle seule fournit 41% du gaz importé par la C.E.
Les deux autres p.v.d. sont l'Iran (7,7%) et la Libye (2,7%).

L'autre moitié des importations vient de la Norvège (29%) et de l'Union Soviétique (20%). Voir tableau I 14.

L'Allemagne achète son gaz surtout en Union Soviétique et en Norvège alors que les pays méditerranéens de la Communauté s'approvisionnent principalement auprès des pays de l'Afrique du Nord.

Notons que le Nigéria pourrait également devenir une source d'approvisionnement de gaz naturel. Plusieurs pays membres de la C.E. s'y trouvent en compétition avec des entreprises américaines et de grosses quantités sont en jeu.

La conclusion de ces accords dépend principalement du prix que le Nigéria pourrait fixer.

D'autres contrats sont également en voie de négociation avec la Norvège.

Etant donné que le coût du transport du gaz est bien plus élevé que celui du transport de pétrole, les régions plus éloignées ont peu de possibilités d'être prises en considération comme pays fournisseurs.

Le prix de vente du gaz naturel est fixé par voie d'accord et les pays exportateurs essayent généralement de l'aligner dans un rapport stable avec celui du pétrole.

CONTRATS FERMES D'IMPORTATION DE GAZ NATUREL DANS LA C.E. PAR PAYS MEMBRE
EN PROVENANCE DE PAYS TIERS (en millions de tonnes et en %) (Unité: mio tep)

Pays d'origine	C.E.		Allemagne		France		Italie		Pays-Bas		Belgique/ Luxembourg		Royaume-Uni	
	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%	Quantité	%
U.R.S.S.	18,3	19,4%	9	30,1%	3,4	18,3%	5,9	29,2%	-	-	-	-	-	19,4%
Norvège	27,1	28,8%	8,9	29,6%	3	16,2%	-	-	2,2	36,4%	2,6	32,9%	10,4	28,8%
Iran	7,7	8,2%	4,2	14,1%	3,1	16,7%	-	-	-	-	0,4	5,3%	-	8,2%
Algérie	38,4	40,9%	7,8	26,2%	9	48,8%	11,8	58,2%	3,9	63,6%	4,9	61,8%	1	40,9%
Libye	2,6	2,7%	-	-	-	-	2,6	12,6%	-	-	-	-	-	2,7%
TOTAL	94,1	100%	29,9	100%	18,5	100%	20,3	100%	6,1	100%	7,9	100%	11,4	100%

Source: Erdgaseinfuhrverträge mit Drittländer-Kommission der EG-DG Energie - Bruxelles 22/2/78.

Environ un tiers des réserves mondiales de gaz se trouve en Union Soviétique et un quart au Moyen-Orient.

Par contre, les réserves de la Communauté Européenne ne représentent que 5% et celles de l'Afrique du Nord quelque 7%. Voir tableau I 15.

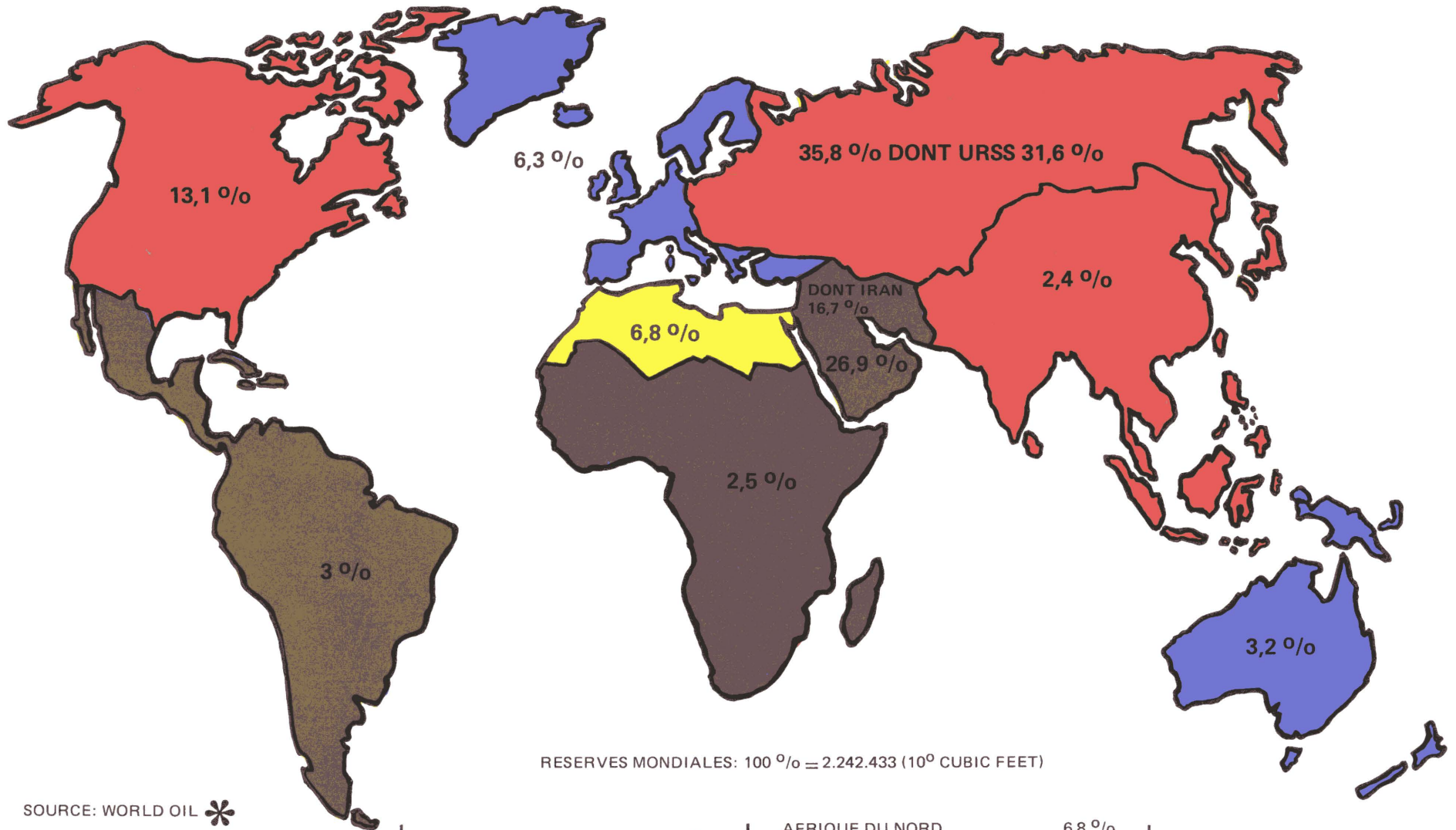
Cette situation permettra à la Communauté de diversifier ses importations.

Le Moyen-Orient ne couvre que 3,5% de la production mondiale de gaz naturel.

Mais compte tenu des vastes réserves dans cette région, les possibilités d'exploitation restent énormes.

Voir tableau I 16.

RESERVES DE GAZ NATUREL DANS LE MONDE EN % – 1976



SOURCE: WORLD OIL *

AMERIQUE DU NORD	13,1 %	EUROPE OCCIDENTALE	6,3 %	AFRIQUE DU NORD	6,8 %
AMERIQUE DU SUD	3 %	DONT PAYS-BAS	2,7 %	AFRIQUE CENTRALE ET SUD	2,5 %
		EUROPE DE L'EST	35,8 %	MOYEN ORIENT	26,9 %
		DONT URSS	31,6 %	DONT IRAN	16,7 %
				ASIE	2,4 %
				OCEANIE	3,2 %

LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE GAZ NATUREL DANS LE MONDE EN 1975
(milliards de m³ et en %)

PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS	PRODUCTION EN 10 ⁹ m ³	% PAR RAPPORT A LA PROD. MOND.
(MONDE SANS CHINE)	1282,0	100%
C.E.	163,8	12,8%
RF ALLEMAGNE	18,2	1,4%
ITALIE	13,8	1,1%
PAYS BAS	90,9	7,1%
ROYAUME-UNI	34,0	2,6%
URSS	289,0	22,5%
ROUMANIE	26,8	2,1%
AFRIQUE	18,3	1,4%
ALGERIE	5,5	0,4%
LYBIE	7,1	0,5%
AMERIQUE DU NORD	638,2	49,8%
ETATS UNIS	569,2	44,4%
AMERIQUE LATINE	50,7	3,9%
PROCHE ET MOYEN ORIENT	43,1	3,4%
IRAN	21,5	1,7%
EXTREME ORIENT	22,5	1,7%

SOURCE: EUROSTAT-ANNUAIRE DE STATISTIQUES DE L'ENERGIE 1970-1975



C. COMBUSTIBLES SOLIDES.

Le Tiers Monde ne joue pratiquement aucun rôle dans l'approvisionnement de la Communauté en combustibles solides (houille, lignite).

La dépendance de la Communauté dans ce domaine est de toute façon très limitée. Ceci ressort du tableau I 17.

Le secteur charbonnier de la Communauté est en crise en raison de la demande décroissante et des coûts élevés de production.

Les importations viennent surtout des Etats-Unis et de la Pologne, suivis de très loin par l'Australie, l'U.R.S.S. et l'Afrique du Sud.

Les prix à l'importation exprimés en dollars suivent grossièrement la même tendance que ceux du pétrole, comme on peut le voir à l'exemple du coke.

Les pays en voie de développement produisent seulement 15% de la production mondiale (autant que la Communauté), contre 85% pour les pays industrialisés et les pays de l'Est.

en 1.000 Tec.

STRUCTURE D'APPROVISIONNEMENT DE LA C.E. EN COMBUSTIBLES SOLIDES ENTRE 1973 ET 1977.

ANNEE	CONSOMMATION INTERIEURE BRUTE(1)	PRODUCTION INTERIEURE (2)	IMPORTATION NETTE (3)	TAUX AUTO-APPRO- VISIONNEMENT (2)/(1)
1973	317.339	285.716	49.211	90,0%
1974	310.992	261.464	58.510	84,1%
1975	279.800	274.197	58.564	98,0%
1976	256.113	263.406	40.183	102,9%
1977 (1er semestre)	129.415	126.412	22.594	97,8%

(+) Houille et Lignite

Tec: Tonne équivalent charbon (7.000 cal. PCI/g)

Source: Bulletin Trimestriel des Statistiques de l'Energie, Eurostat, Lux. 1977 *

D. ENERGIE NUCLEAIRE

Les réserves connues d'uranium couvrent seulement vingt ans de besoins.
Or l'ère atomique vient à peine de commencer. (1)

Selon le dernier rapport commun de l'Agence de l'OCDE pour l'Energie Nucléaire et de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (2) la capacité industrielle nucléaire totale du monde non communiste pourrait augmenter de cinq à sept fois au cours des prochaines douze années pour atteindre en 1990 environ 500 à 700 gigawatts électriques (G We).
Voir tableau I 18.

En l'an 2000, la capacité devrait atteindre au moins 1.000 G We, soit plus de onze fois la capacité de 1977. (87 G We). Ces estimations représentent déjà une forte correction vers le bas par rapport aux prévisions antérieures (3).

(1) Le minerai d'uranium en soi n'est pas une source d'énergie, mais une matière première, qui sert à la production de matières fissibles.

L'énergie nucléaire est considérée comme une énergie non importée.

(2) Uranium - Ressources, Production et Demande; Paris 1978.

Cité d'après "Agence Europe", bulletin du 8 et 13 février 1978.

(3) Le rapport de 1976 prévoyait pour 1990, une capacité nucléaire mondiale de 875 à 1.004 G We, et pour l'an 2000, de 2.005 à 2.480 G We, soit le double.

ESTIMATION DE LA CAPACITE NUCLEAIRE PAR ZONES

(en G.We)

Source: Uranium - Ressources, Production et Demande; OCDE, Paris 1978. *

	77	78	79	80	81	82	83	84	85	90
Allemagne	6	9	10,3	12	14	16	18	22	25	47
Autriche	....	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	2
Belgique	1,7	1,7	1,7	1,7	2,6	2,6	3,5	3,5	3,5	8
Canada	3,3	4	5	6	6	7	8	9	10	20
Danemark	....	....	....	....	....	....	....	....	....	2
Espagne	1,1	2,1	4,1	8	8	11	13	14	15	20
Etats-Unis	48	50	55	60	68	77	88	101	115	194
Finlande	0,4	1,5	1,5	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	3,5
France	4,7	6,5	12	15	19	23	27	31	34	53
Grèce	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
Italie	0,6	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	2,4	5,4	25
Japon	8	12	13	15	17	19	22	24	27	50
Luxembourg	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
Pays-Bas	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	3
Portugal	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1,8
Royaume-Uni	6,6	6,6	10,3	10,3	10,3	10,3	10,3	10,3	10,3	15,3
Suède	3,2	4,7	5,6	6,5	6,5	7,4	7,4	7,4	7,4	8
Suisse	1,0	1,0	1,0	1,9	1,9	1,9	1,9	2,8	2,8	3
Turquie	....	....	....	....	....	....	....	....	....	1
Communauté Européenne	20,1	25,7	36,2	40,9	47,8	53,8	60,7	69,7	78,7	154,3
<u>Pays de l'OCDE</u>										
Estimation "tendances actuelles"	85	102	122	141	158	180	204	231	259	459
Estimat.scénario "accéléré"	85	102	122	141	167	199	242	287	343	640
<u>Pays non OCDE</u>										
Poursuite "tendances actuelles"	2	3	4	5	7	9	12	15	19	45
Scénario "accéléré"	2	3	4	5	9	12	16	21	25	60
<u>Total</u>										
Poursuite des "tendances actuelles"	87	105	126	146	165	189	216	246	278	504
Scénario "accéléré"	87	105	126	146	175	211	258	308	368	700

Une certaine crise de confiance du public, des pressions politiques diverses et d'autres facteurs ont en effet entraîné, au cours des dernières années un retard considérable dans l'exécution des programmes nucléaires.

Les dernières estimations envisagent deux hypothèses:

- a) la poursuite des "tendances actuelles" concernant l'utilisation de l'énergie nucléaire;
- b) une accélération des programmes.

Comme le montre le tableau I 18 , on prévoit que les pays industrialisés occidentaux, et en particulier ceux de l'Amérique du Nord et de la Communauté Européenne, maintiendront leur prédominance dans l'utilisation de l'énergie nucléaire mais il est intéressant de noter que l'ensemble des régions moins développées (le gros des pays "non - OCDE") pourrait atteindre une capacité d'au moins 45 G We, d'ici 1990, soit plus de la moitié de la capacité actuelle des pays de l'OCDE, mais le dixième seulement de la capacité probable dans douze ans.

Sans nouvelles découvertes, le monde pourrait connaître une pénurie d'uranium d'ici l'an 2.000 ou même avant.

Les réserves mondiales d'uranium connues (sans les pays socialistes) représentent actuellement un total de 1,65 millions de tonnes. Il s'agit des réserves "raisonnablement assurées", dont l'exploitation paraît économiquement rentable, c'est-à-dire de la partie des ressources mondiales totales d'où vient normalement la production ⁽¹⁾ Ces réserves correspondent à environ 20 années de besoins prévisionnels sur la base des estimations actuelles de l'expansion de la capacité nucléaire. Cependant pour des raisons économiques, techniques et politiques, la totalité de ces réserves ne sera probablement pas exploitée et il se peut, par conséquent, que des réserves supplémentaires soient nécessaires pour satisfaire les besoins pendant cette période.

Le tableau I 19 indique l'évolution des besoins mondiaux d'uranium.

(1) Dans les circonstances actuelles, les ressources n'ont d'intérêt économique que si elles permettent la production d'oxyde d'uranium ($U_3 O_8$) à un coût de moins de 15 dollars la livre (non compris le coût d'exploitation de l'uranium). Si les prix d'uranium montent, les ressources, dont l'exploitation est plus coûteuse, peuvent devenir économiquement rentables.

ESTIMATION DES BESOINS MONDIAUX D'URANIUM

(en milliers de tonnes)

	Sans recyclage				Avec recyclage			
	Scénario "accéléré"		"Tendances actuelles"		Scénario "accéléré"		"Tendances actuelles"	
	Annuel	Cumul	Annuel	Cumul	Annuel	Cumul	Annuel	Cumul
1977	23	23	23	23	23	23	23	23
1978	29	52	29	52	29	52	29	52
1979	35	87	35	87	35	87	35	87
1980	43	130	41	128	43	130	41	128
1981	51	181	47	175	51	181	47	175
1982	60	241	53	228	60	241	53	228
1983	69	310	59	287	67	308	57	285
1984	79	389	65	352	74	382	61	346
1985	88	477	71	423	82	466	65	411
1990	156	1.107	102	873	126	999	85	796
1995	234	2.127	134	1.477	181	1.797	104	1.278
2000	338	3.591	178	2.276	242	2.885	125	1.859

Source : Uranium - Ressources, Production et Demande ; OCDE , Paris 1978

Il ressort de ce tableau que la demande pourrait être couverte jusqu'à l'an 2.000, par les réserves actuellement connues, seulement à la condition que les combustibles irradiés soient recyclés dès que ce sera possible (vers 1985).

Cela dit, la pénurie d'uranium naturel et les problèmes de sécurité d'approvisionnement sont utilisés comme arguments puissants en faveur du développement de technologies nouvelles permettant de retraiter l'uranium irradié et de gagner ainsi une plus grande indépendance en matière d'approvisionnements ⁽¹⁾

Le recours à ces technologies soulève cependant des problèmes de sécurité sans précédents, entre autre celui de la prolifération nucléaire.

Selon une étude effectuée pour le Ministère allemand de la Recherche, rien que les besoins d'uranium des centrales nucléaires actuellement en service dans le monde, dont la durée normale est estimée à 30 ans, s'élèvent à 1,85 millions de tonnes. C'est plus que les réserves actuellement connues ⁽²⁾.

(1) Par le retraitement de l'uranium irradié se dégage le plutonium qui sert comme combustible dans les surgénérateurs rapides, mais qui peut aussi servir à la fabrication de bombes atomiques. Les surgénérateurs rapides, qui pour un rendement donné, n'ont besoin que d'une faible quantité additionnelle d'uranium, ne seront pas mis au point, à une échelle importante, avant le milieu des années 1990.

(2) Chiffre cité par Wolfgang Hager dans "Wachstum oder Sicherheit" - Beiträge zur Frage der Kernenergie. Pieper Verlag München; 1978 p. 109.

La plus grande partie des réserves connues d'uranium est concentrée dans les pays industrialisés, en dehors de l'Europe.

Les Etats-Unis disposent de plus de 30% des réserves connues d'uranium,⁽¹⁾ le Canada de 10%, l'Australie environ 18% et l'Afrique du Sud également 18%. Voir tableau I 20.

Cela fait pour ces quatre pays environ trois quart des réserves mondiales. L'Europe dépend principalement des fournitures de ces pays. Or, les approvisionnements en provenance de ces pays se sont révélés moins sûrs que l'on croyait. Malgré l'existence de contrats de livraison à long terme, les Etats-Unis et le Canada ont déjà imposé des embargos temporaires sur leurs exportations d'uranium vers la Communauté, et ceci pour obtenir un meilleur contrôle sur la réexportation éventuelle de l'uranium enrichi.

Le conflit qui oppose le gouvernement d'Afrique du Sud à l'Afrique noire et à sa propre population ne pourrait pas seulement mettre en question les conditions techniques de transport, mais aussi inciter l'Europe à renoncer pour des raisons politiques, aux livraisons d'uranium en provenance de ce pays. Enfin, les perspectives d'approvisionnement en provenance de l'Australie sont également peu sûres, bien que ce pays soit présumé devenir le plus gros fournisseur de l'Europe. En effet, une fraction puissante des forces politiques australiennes souhaite imposer des restrictions sévères aux exportations et à l'exploitation de nouveaux gisements.

(1) Dont le coût de production par livre d'oxyde d'uranium ne dépasse pas 15 dollars la livre.

ESTIMATIONS DES RESSOURCES D'URANIUM DANS LE MONDE NON COMMUNISTE
DONNEES DISPONIBLES AU 1.1. 1977 EN 1000 TONNES U

	RESSOURCES RAISONNABLE- MENT ASSUREES		RESSOURCES SUPPLEMENTAIRES ESTIMEES	
	80 DOLLARS/KgU	80-130 DOLLARS/Kg U	80 DOLLARS/ KgU	80-130 DOLLARS /Kg U
C.E. : R.F. ALLE- MAGNE	1,5	0,5	3	0,5
DANEMARK				
GROENLAND	0,0	5,8	0,0	8,7
FRANCE	37	14,8	24,1	20,0
ITALIE	1,2	0,0	1,0	0,0
ROYAUME-UNI	0,0	0,0	0,0	7,4
AUTRES EUR:				
ESPAGNE	6,8	0,0	8,5	0,0
PORTUGAL	6,8	1,5	0,9	0,0
FINLANDE	1,3	1,9	0,0	0,0
SUEDE	1,0	300	3,0	0,0
TURQUIE	4,1	0,0	0,0	0,0
YUGOSLAVIE	4,5	2,0	5,0	15,0
AUTRICHE	1,8	0,0	0,0	0,0
AFRIQUE: AFRIQUE DU SUD	306	42	34,0	38
ALGERIE	28	0,0	50,0	0,0
EMP. CENTRAFRIC	8,0	0,0	8,0	0,0
GABON	20,0	0,0	5,0	5,0
MADAGASCAR	0,0	0,0	0,0	2,0
NIGER	160,0	0,0	53,0	0,0
SOMALIE	0,0	6,2	0,0	3,4
ZAIRE	1,8	0,0	1,7	0,0
AMERIQUE DU NORD: ETATS-UNIS	523,0	120,0	838,0	215,0
CANADA	167,0	15,0	392,0	264,0
AMERIQUE LATINE:				
ARGENTINE	17,8	24,0	0,0	0,0
BOLIVIE	0,0	0,0	0,0	0,5
BRESIL	18,2	0,0	8,2	0,0
CHILI	0,0	0,0	5,1	0,0
MEXIQUE	4,7	0,0	2,4	0,0
ASIE:				
COREE	0,0	3,0	0,0	0,0
INDE	29,8	0,0	23,7	0,0
JAPON	7,7	0,0	0,0	0,0
PHILIPPINES	0,3	0,0	0,0	0,0
OCEANIE:				
AUSTRALIE	289,0	7,0	44,0	5,0
TOTAL ARRONDI	1650	540,0	1510,0	590,0

Source: Uranium - Ressources, Production et Demande; OCDE, Paris 1978.

La Communauté a donc un intérêt particulier à diversifier ses approvisionnements d'uranium et à soutenir l'exploration et la production notamment dans les pays du Tiers-Monde.

Tout compte fait, le problème est peut être moins celui de l'existence de ressources, mais celui de leur disponibilité au moment approprié. Certains pays en voie de développement, et notamment le Niger, mais aussi le Gabon et l'Empire centre-africain disposent de grande réserves d'uranium encore peu exploitées. Des vastes régions ont été, jusqu'à présent, à peine explorées. Selon des estimations de l'industrie, il serait nécessaire de doubler ou de tripler les dépenses de prospection qui s'élèvent actuellement à environ 500 millions de dollars. Or la moitié de ces dépenses est effectuée aux Etats-Unis et 30% dans des pays déjà relativement bien explorés, soit le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud et les pays d'Europe Occidentale. Ces pays ont été considérés jusqu'à présent comme politiquement plus "sûrs" que les pays en voie de développement.

L'exploration d'uranium s'est intensifiée au cours des dernières années, en raison de la hausse des prix. Sous l'effet de la crise énergétique, les prix ont atteint jusqu'à sept fois leur valeur du début des années 1970. Toutefois, les périodes de préparation de la production sont souvent longues, pouvant atteindre 15 ans entre le début d'exploration dans des zones nouvelles et le début de production. Selon les estimations de l'OCDE, les investissements nécessaires jusqu'à la fin du siècle pour la prospection d'uranium et la construction d'installations et d'exploitation pourraient s'élever à environ 40 milliards de dollars.

Le Niger, le Gabon et l'Empire Centre-Africain pourraient devenir d'importants fournisseurs d'uranium en quelques années.

On prévoit que la production du Niger qui atteint déjà 2.400 tonnes pourrait atteindre 4.300 tonnes en 1981 et 9.000 tonnes en 1982. Dans l'Empire Centre-Africain, la production pourrait commencer en 1982 (avec 1.000 tonnes) et celle du Gabon pourrait être portée à 1.200 tonnes. Voir tableau I 21.

Ainsi, ces trois pays A.C.P. pourraient fournir à partir de 1982 14% puis 10% de la production mondiale (sans les pays socialistes) - Les besoins de la Communauté représenteront environ un quart des besoins mondiaux.

Le Niger et le Gabon figurent déjà parmi les actuels fournisseurs d'uranium de la Communauté. D'importants contrats sont également déjà passés avec le sud-ouest africain, le futur Namibia. Parmi d'autres p.v.d. susceptibles de fournir de l'uranium, citons l'Algérie, le Brésil, le Nigéria et la Zambie.

PREVISIONS SUR LA CAPACITE DE PRODUCTION D'URANIUM DANS LE MONDE - 1977-1990

(unité : tonnes d'uranium)

Sans Union Soviétique et pays de l'Est.

	1977	1980	1985	1990
C.E. : R.F. ALLEMA- GNE	100	100	200	200
FRANCE	2200	2850	3700	4000
ITALIE	0,0	120	120	120
AUTRES EUR: ESPAGNE	191	678	1272	1272
PORTUGAL	85	95	270	270
TURQUIE	0,0	100	100	100
YOUGOSLAVIE	0,0	0,0	180	440
AFRIQUE: AFRIQUE DU SUD	6700	11700	12500	12000
EMP. CENTRA- FRICAINE	0,0	0,0	1000	1000
GABON	800	1200	1200	1200
NIGER	1609	4100	9000	9000
AMERIQUE DU NORD: CANADA	6100	7950	12500	11250
ETATS-UNIS	14700	22600	36000	47000
AMERIQUE LATINE: ARGENTINE	130	360	600	600
BRESIL	-	385	385	385
MEXIQUE	0,0	170	550	550
ASIE: INDE	200	200	200	200
JAPON	30	30	30	30
PHILIPPINES	0,0	38	0,0	0,0
OCEANIE: AUSTRALIE	400	500	11800	20000
TOTAL ARRONDI	33000	53000	92000	110000

Source: Uranium - Ressources, Production et Demande; OCDE, Paris 1978

Les p.v.d. producteurs d'uranium et la Communauté ont intérêt à coopérer.

L'éventualité d'un soutien financier pourrait être l'élément décisif qui incite à la recherche de nouveaux gisements dans les pays producteurs. Les pays producteurs ont intérêt à pouvoir compter sur un marché assuré et sur des dispositions garantissant des prix d'uranium stables; ainsi qu'à encourager le transfert de technologie, de façon à ce qu'une industrie minière productive puisse fonctionner dans leur pays et que les premières opérations de transformation du minerai puissent y être effectuées afin de fournir une valeur ajoutée au produit.

Des problèmes politiques très délicats risquent cependant de se poser si certains pays producteurs continuent à réclamer que des opérations de transformations postérieures, en particulier l'enrichissement de l'uranium, soient effectuées sur place. L'enrichissement fait d'abord appel à une technologie très élaborée qu'il serait difficile de maintenir sur des sites éloignés de toute zone industrielle importante. Mais surtout, il pose le problème de la prolifération d'une technologie susceptible d'être utilisée à des fins militaires.

La Communauté, de son côté, a intérêt à accroître la sécurité de ses approvisionnements en matières nucléaires, en s'assurant:

- une quantité suffisante de combustibles nucléaires et de services;
- un prix raisonnable pour ces produits;
- la stabilité de l'évolution du marché.

E. ENERGIE: LES BESOINS DU TIERS-MONDE ET LA NECESSITE D'UNE COOPERATION

L'Europe dépendra encore pour longtemps de l'énergie importée du Tiers-Monde.

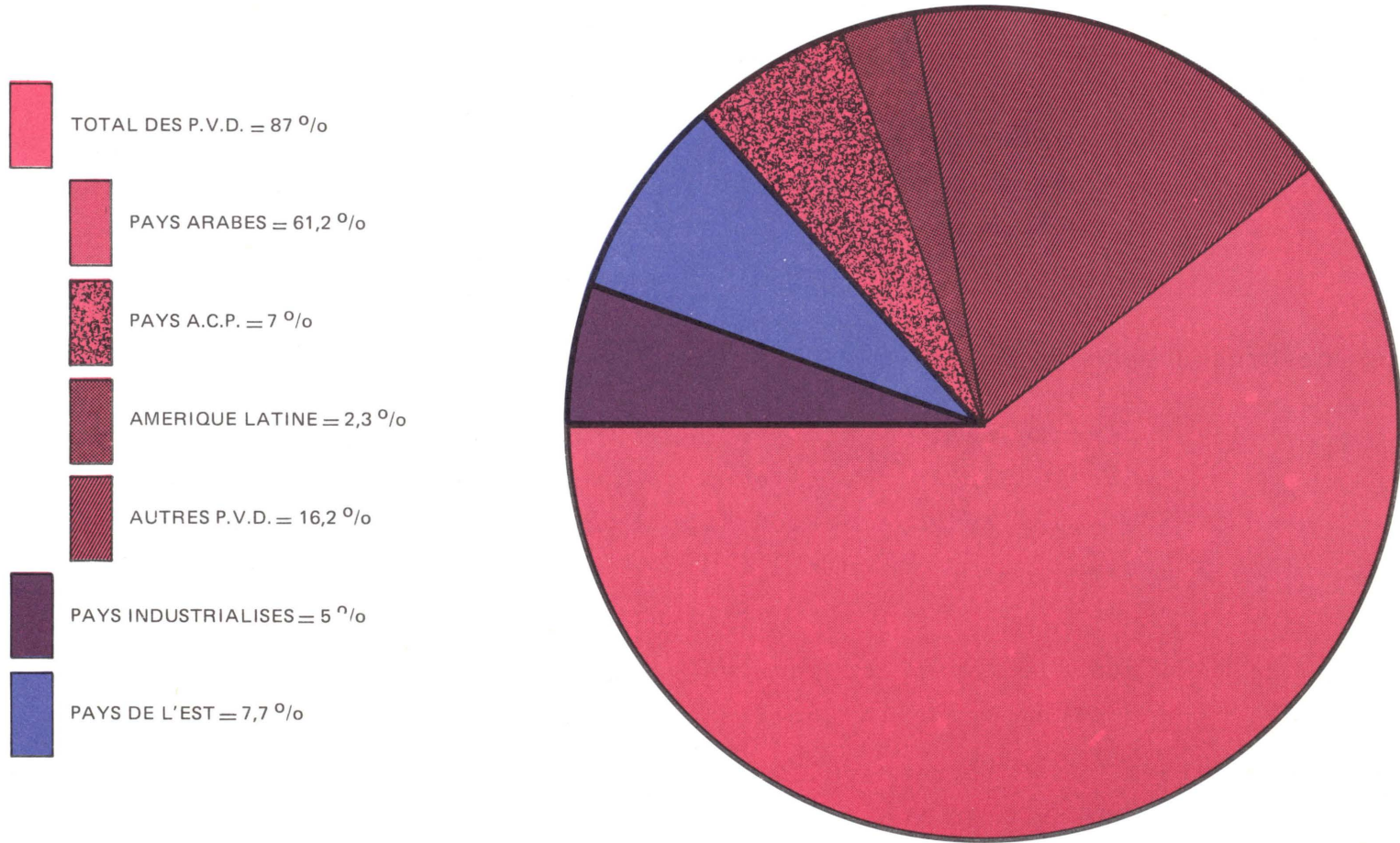
La dépendance de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur, et en particulier du Tiers-Monde, ressort clairement des pages précédentes. En fait, 60% de l'énergie consommée dans la Communauté doivent être importés de l'extérieur et près de 90% de l'énergie importée proviennent des pays en voie de développement. Voir tableau I 22.

Après une stabilisation et même une diminution temporaire de la dépendance extérieure de la Communauté en ce qui concerne le pétrole, cette dépendance risque de croître de nouveau à partir de 1985.

Du point de vue politique et économique, l'équilibre énergétique mondial dépend d'une coopération étroite et soutenue entre Nord et Sud.

Les besoins énergétiques de la Communauté ne peuvent pas en effet être considérés séparément des besoins du reste du monde et en particulier des besoins des pays en voie de développement.

C.E. : PROVENANCE DES IMPORTATIONS DES MATIERES ENERGETIQUES EN % - 1976.



SOURCE : échanges C.E.E. - P.V.D. dans le réseau des relations commerciales de la communauté (1970-1976) année 1976 novembre 1977.



Les besoins mondiaux d'énergie vont plus que doubler dans les prochains vingt à vingt cinq ans.

Les quatre milliards d'habitants que compte actuellement le monde consomment environ 6,3 milliards de tonnes équivalent de pétrole. D'après certaines estimations, la consommation mondiale d'énergie s'élèverait, au début du siècle prochain à 17 milliards de tonnes équivalent de pétrole pour une population de l'ordre de 6,5 milliards d'habitants. Sur ces 6,5 milliards de personnes, près de quatre milliards, soit un nombre égal à la population actuelle du globe - vivront dans les pays en voie de développement (dont plus de 3 milliards dans des pays non producteurs de pétrole) ⁽¹⁾.

Les besoins d'énergie du Tiers-Monde vont se multiplier par trois ou par quatre.

Présentement, le citoyen des Etats-Unis consomme l'équivalent de 8,2 tonnes de pétrole par an, le citoyen de la Communauté 3,5, le Japonais 3,2 et l'habitant des pays en voie de développement non producteurs de pétrole 0,30 tonnes équivalent de pétrole ⁽²⁾.

- (1) "Coopération avec les pays en voie de développement dans le domaine énergétique"
Communication de la Commission au Conseil, juillet 1978
- (2) Idem. Au chiffre de 0,30 tonnes pour les p.v.d. non pétroliers, il convient d'ajouter 0,20 tep d'énergie non commerciale.

Entre le premier cité et le dernier, le rapport de consommation est de l'ordre de 27. A l'horizon 2000, la consommation énergétique des p.v.d. importateurs de pétrole pourrait atteindre, selon les taux de croissance pris en compte, 0,5 à 0,7 tonne équivalent de pétrole. Même si ces chiffres sont encore fort éloignés de la consommation énergétique per capita actuelle des pays industrialisés, la satisfaction de cette demande, représenterait, du fait du multiplicateur démographique, de 1,4 milliard à 2 milliards de tonnes équivalent de pétrole par rapport à 420 millions en 1972, soit une augmentation de l'ordre de 300 à 400%. Ces quelques chiffres, qui constituent des estimations raisonnables, soulignent l'importance que les problèmes de l'énergie vont revêtir pour l'ensemble des pays industrialisés et des pays en voie de développement.

Ces perspectives justifient largement un effort accru de coopération entre pays industrialisés et pays en voie de développement dans le domaine de l'énergie.

A cet effort, la Communauté doit contribuer dans toute la mesure de ses moyens ⁽¹⁾. C'est pourquoi, la Commission des Communautés Européennes a proposé récemment au Conseil la mise en oeuvre d'une coopération avec les pays en voie de développement non producteurs de pétrole, en vue de recenser et de développer leurs propres ressources d'énergie. Le but d'une telle action consisterait à aider les p.v.d. à atteindre le degré d'indépendance énergétique le plus élevé possible, cohérent avec leurs priorités de développement économique et social.

Le projet constitue la suite logique des efforts de la Communauté et des autres pays industrialisés, en vue de limiter la dépendance à l'égard des sources extérieures d'énergie et de réduire autant que possible l'usage du pétrole.

L'interdépendance des pays industrialisés et des p.v.d. en matière d'énergie et les avantages réciproques d'une coopération en ce domaine sont évidents.

La Commission les a exposés dans sa communication au Conseil: "Bien que les pays industrialisés, et parmi eux la Communauté, entrevoient certaines perspectives de surmonter à moyen terme les contraintes économiques résultant de la hausse actuelle du prix du pétrole, et ce par le biais notamment de politiques volontaristes en matière d'économies d'énergie et de restructuration industrielle, il n'en demeure pas moins que, eu égard aux perspectives

(1) "Coopération avec les pays en voie de développement dans le domaine énergétique"
Communication de la Commission au Conseil.

énergétiques esquissées ci-dessus, tous les pays non producteurs de pétrole (pays industrialisés et en voie de développement) risquent de se retrouver en concurrence de plus en plus âpre pour l'obtention d'une ressource rare et essentielle. Les conséquences d'une telle situation pourraient être multiples. Citons, entre autres, les hausses de prix, les déficits croissants des balances de paiements, la baisse des revenus disponibles pour les consommations non énergétiques, les conflits accrus entre producteurs et consommateurs, ainsi qu'entre consommateurs. Afin d'éviter cette évolution préjudiciable, il conviendrait que les pays industrialisés apportent leur aide à la mise en valeur du potentiel énergétique, renouvelable ou non, des pays en voie de développement. Cette mise en valeur libérerait partiellement le pays concerné de la contrainte qu'exercent sur le développement économique les importations d'énergie. En conséquence, les pays industrialisés et les pays en voie de développement ont un intérêt majeur à promouvoir la coopération énergétique pour la recherche et l'exploitation de sources additionnelles et / ou alternatives d'énergie, ainsi que pour son utilisation plus rationnelle, et de permettre un accès plus aisé, à long terme, des pays industrialisés et des pays en voie de développement faiblement producteurs d'énergie au marché énergétique mondial.

L'énergie est un des secteurs prioritaires pour l'application d'un programme de transfert de ressources aux p.v.d.

Selon l'opinion de la Commission, "toute action de la part des pays industrialisés visant à stimuler la croissance des p.v.d. doit comprendre un volet important destiné à résoudre le problème de leur approvisionnement en énergie et par contre-coup à faciliter la solution du nôtre".

Les domaines de coopération proposés par la Commission :

A) Dresser l'inventaire des besoins et des potentialités des p.v.d.

Une des difficultés majeures dans la définition d'un programme systématique de coopération énergétique est le manque de connaissances suffisantes sur l'évolution des p.v.d. et de leurs ressources actuelles et potentielles. Une tâche prioritaire pour la Communauté est donc d'aider les p.v.d. à réaliser des inventaires des ressources énergétiques présentes et à établir leurs prévisions à moyen terme de l'offre et de la demande d'énergie. Dans ce contexte, il faudra rassembler et actualiser les informations existantes, intensifier les études géologiques, et identifier les potentialités de combustibles fossiles, d'uranium, de gaz naturel, d'énergies éolienne et solaire, de sources géothermiques, hydrauliques et les régions qui se prêtent à un reboisement ou à une exploitation de la biomasse.

B) Mettre en valeur les ressources potentielles.

L'apport potentiel des pays industrialisés pour la satisfaction des besoins énergétiques des p.v.d. pourra comprendre :

- le développement des sources conventionnelles d'énergie (pétrole, gaz, charbon, hydraulique);
- l'encouragement d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie dans les domaines industriel, commercial et technique;
- l'application de technologies classiques avec les adaptations nécessaires pour les rendre assimilables;
- un effort de recherche particulier dans le domaine des vecteurs énergétiques (l'hydrogène par exemple), compte tenu des perspectives que peut offrir le couplage entre les besoins de l'industrie dans les pays à faible potentiel énergétique et l'existence dans certaines régions du monde, à faible densité démographique, de fortes possibilités de production d'énergie actuellement non transportable à longue distance;
- l'application de l'énergie nucléaire dans les plus développés des pays en voie de développement, dont les besoins devraient correspondre à la construction d'unités relativement importantes et qui disposent des infrastructures nécessaires;
- l'application des énergies nouvelles ou renouvelables. Si l'apport de ces dernières dans la couverture des besoins énergétiques de la Communauté ne doit pas dépasser 5% en l'an 2.000, l'on estime que leur part sera - et est peut-être déjà - bien plus élevée dans les p.v.d.

Les pays industrialisés sont donc appelés à jouer un rôle important dans la mise au point de technologies qui font appel à ces formes d'énergie, notamment l'énergie solaire, l'énergie géothermique, l'énergie éolienne, les biomasses.

Toutefois, le degré de maturité technique de ces formes d'énergie n'est pas toujours parvenu à un niveau tel que l'on puisse en envisager une application immédiate à des prix abordables, permettant une insertion facile et répandue dans la plupart des économies des pays en voie de développement. Un effort de développement, visant des applications spécifiques à ces pays, s'avère donc indispensable. Cet effort doit en particulier porter sur des réalisations de petite et moyenne dimension adaptées aux structures économiques et sociales des pays intéressés.

2. LA DEPENDANCE DE L'EUROPE POUR SON APPROVISIONNEMENT EN MATIERES PREMIERES

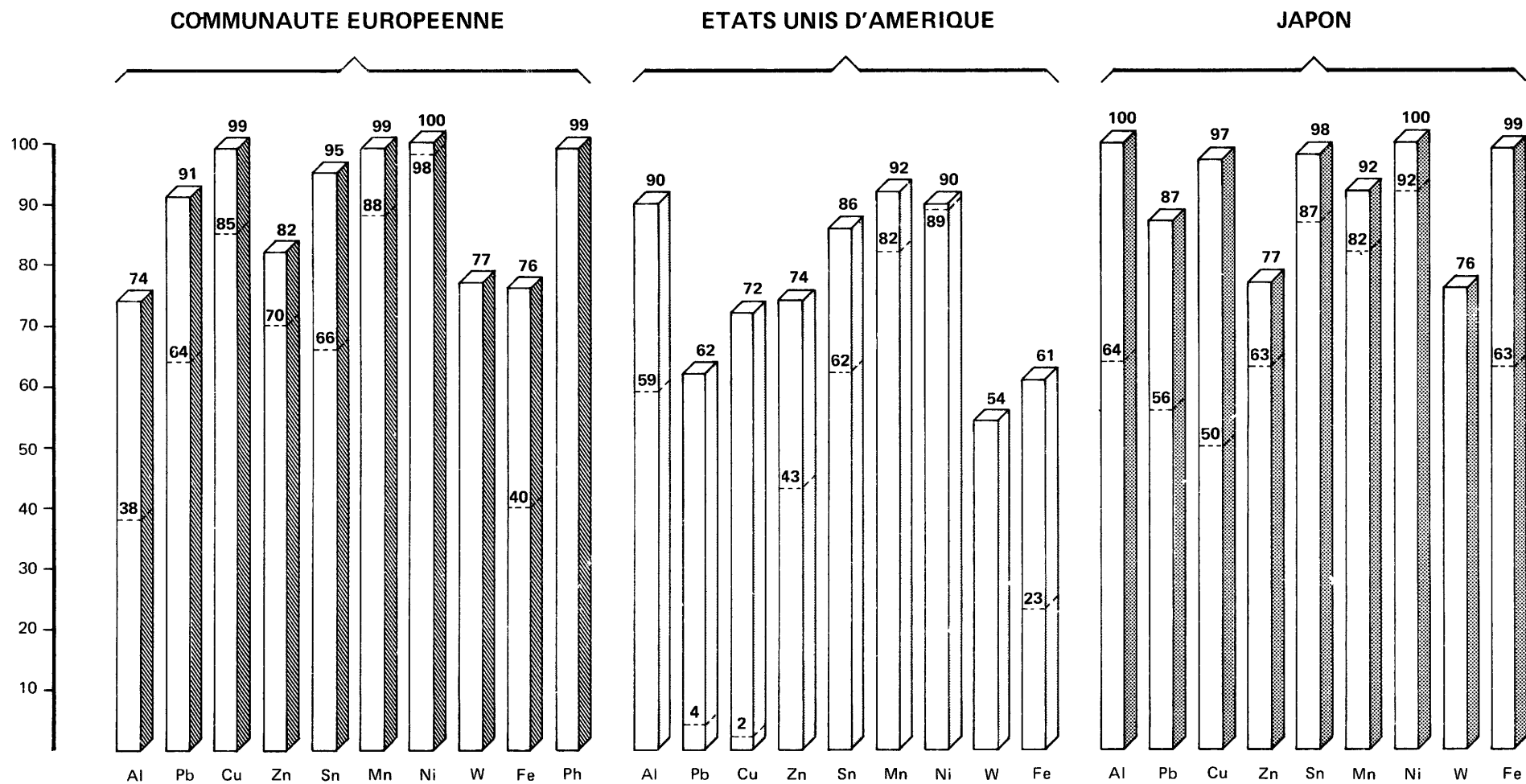
La Communauté Européenne est lourdement dépendante de l'extérieur pour son approvisionnement en matières premières.

Prenons l'exemple des minéraux métalliques vitaux pour les industries européennes. Il n'en existe aucun où la Communauté produit elle même plus de 25% de ses besoins. Dans cinq sur dix minerais considérés, la dépendance est supérieure à 90%. Elle est dans neuf cas sur dix plus lourde que celle des Etats-Unis, et dans cinq cas plus lourde que celle du Japon. (Voir tableau II 1).

En plus, les pays industrialisés dépendent à cent pour cent des p.v.d. pour leur approvisionnement en produits tropicaux, tels que le café, le cacao, les bananes, le jute, le caoutchouc naturel, les bois tropicaux, et les fibres dures (sisal). Voir tableau II 2.

La Communauté et le Japon sont également très dépendants pour leur approvisionnement en coton et en produits oléagineux, deux produits pour lesquels les Etats-Unis disposent de larges excédents.

DEGRE DE DEPENDANCE DE LA C.E., DES E.U.A. ET DU JAPON VIS A VIS DE CERTAINS MINERAIS EN 0/0 - 1975
(IMPORTATIONS NETTES RAPPORTEES A LA CONSOMMATION)



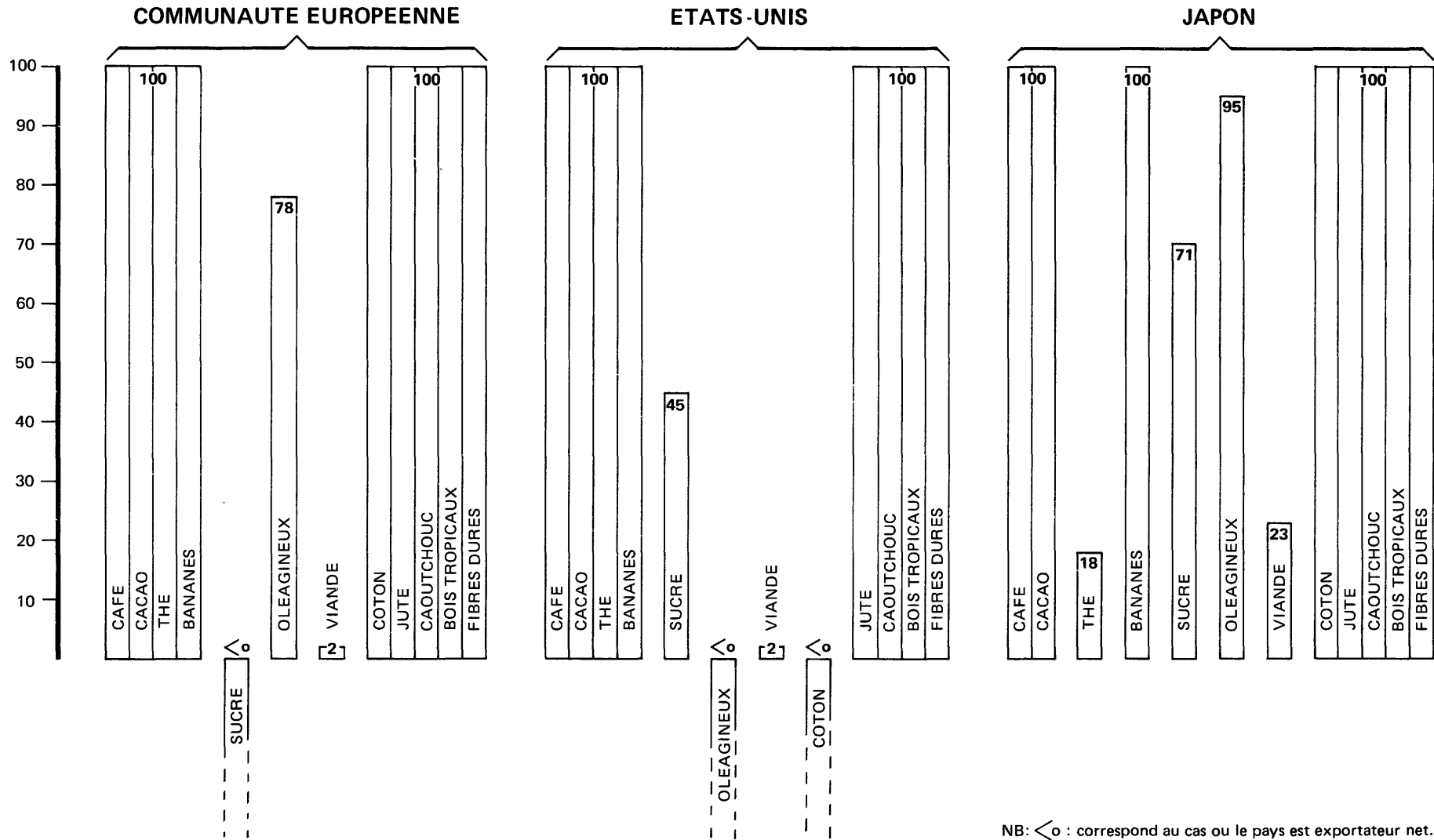
ALUMINIUM	Al	ETAIN	Sn	TUNGSTENE	W
PLOMB	Pb	MANGANESE	Mn	FER	Fe
CUIVRE	Cu	NICKEL	Ni	PHOSPHATES	Ph
ZINC	Zn				

----- DEPENDANCE APRES RECUPERATION

SOURCE: informations de L'EUROSTAT (ag. Europe n° 96/77)



DEGRE DE DEPENDANCE DE LA C.E., DES ETATS UNIS ET DU JAPON VIS A VIS DE CERTAINS PRODUITS DE BASE D'ORIGINE AGRICOLE - EN %
(IMPORTATIONS NETTES RAPPORTEES A LA CONSOMMATION)



SOURCE : commission C.E. note sur le dialogue Nord-Sud 23 mai 1977 - annexe 8 b. *

Que faut-il entendre par matières premières et produits de base?

Une certaine confusion règne dans la définition de ces catégories de produits. On désigne généralement comme produits de base les produits agricoles et les produits du sous-sol qui servent, non transformés ou peu transformés, comme base à la transformation industrielle ou à la consommation. Cette définition peut inclure ou non les combustibles et les métaux non ferreux. Par contre, les statistiques sur le commerce extérieur de la Communauté font la distinction entre les produits alimentaires (CST 0 + 1 + 4 + 22), les matières premières (agricoles et minérales: CST 2 - 22), les produits énergétiques (CST - 3) et les produits manufacturés. Cette distinction omet de citer les métaux non ferreux parmi les matières premières industrielles. C'est aussi ce que fait le GATT dans ses statistiques sur le commerce international. Il mentionne les métaux non ferreux parmi les produits manufacturés.

Pour plus de clarté, il nous semble donc opportun de faire une différenciation entre, d'un côté les produits alimentaires (qui ne sont pas tous des produits de base) et de l'autre les matières premières industrielles (agricoles et minérales). On indiquera chaque fois, si les métaux non ferreux sont inclus oui ou non dans la deuxième catégorie. On laissera de côté les combustibles qui ont fait l'objet de la première partie de ce dossier.

Les p.v.d. jouent un rôle toujours plus important dans l'approvisionnement de la Communauté en produits alimentaires.

Les importations en provenance des p.v.d. ont, en effet, augmenté plus rapidement que celles en provenance des pays industrialisés. Ainsi, les p.v.d. sont-ils devenus des fournisseurs pratiquement aussi importants que les pays industrialisés. Leurs parts respectives s'élèvent à 46,5 et à 47,9%, soit 12.4 et 12.8 milliards de dollars (1976). Voir tableaux II 3 et II 4.

Analyser les nombreuses raisons de cette évolution dépasserait l'objectif de cette documentation. On se bornera donc à mentionner un fait important et probablement le plus déterminant. Grâce à la politique agricole commune, la Communauté a atteint un degré d'auto-approvisionnement très élevé pour les produits et cultures de la zone modérée. Elle devient donc de moins en moins dépendante des importations agricoles provenant d'autres pays industrialisés. Par contre, la Communauté reste entièrement dépendante des p.v.d. pour son approvisionnement en produits tropicaux. Quant aux importations qui font concurrence aux produits de la Communauté, comme par exemple le vin, le sucre et les agrumes, on peut difficilement parler d'une dépendance de la Communauté.

La part de l'Amérique du Nord dans les importations alimentaires de la C.E. demeure prédominante, soit près de 28%. Par contre, la part de l'Afrique du Sud, de l'Australie et de la Nouvelle Zélande est en rapide déclin.

ORIGINE DES PRODUITS PRIMAIRES IMPORTES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE : 1972 - 1976 en %

	Produits alimentaires 1		Mat. premières agricoles 2		Minerais 3		Combustibles 4		Total 1-4 5		Métaux non-ferreux 6		Total 2+3+6 ⁽¹⁾ 7	
	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976
Importations Extra-CE	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Pays industrialisés	49,1	47,9	60,4	61,2	54,7	55,8	5,4	5,0	36,1	27,3	51,3	53,2	56,8	58,0
Amérique du Nord	20,6	27,8	14,4	17,2	25,7	26,8	3,0	2,1	14,6	12,6	18,4	18,3	18,1	20,1
Afrique du Sud, Australie, N.Zélande	10,1	5,7	14,1	12,0	8,1	13,7	0,6	0,6	7,2	4,4	11,0	10,6	11,9	12,2
Pays de l'Est	8,2	5,6	10,9	12,0	6,6	5,8	5,8	8,5	7,7	8,0	8,8	8,2	9,3	9,5
Pays en voie de développement	42,7	46,5	26,9	26,6	38,6	38,4	88,6	85,1	55,7	64,3	39,7	38,8	32,9	32,5
P.V.D. export. de pétrole	3,2	3,3	3,0	3,4	3,9	4,3	85,0	81,2	32,1	44,9	1,4	1,6	2,8	3,2
P.V.D. non pétroliers	39,5	43,2	23,9	23,2	34,7	34,1	3,6	3,9	23,5	19,3	38,2	37,2	30,0	29,3

Source: GATT, le Commerce International 1976/1977
chiffres calculés par l'auteur.*

(1) 2+3+6 = Matières premières industrielles

ORIGINE DES PRODUITS PRIMAIRES IMPORTES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE : 1972 - 1976 en milliards de dollars

	Produits alimentaires 1		Mat. premières agricoles 2		Minerais 3		Combustibles 4		Total 1-4 5		Métaux non ferreux 6		Total 2+3+6 ⁽¹⁾ 7	
	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976
	Importations Extra-CE	15.27	26.73	7.24	13.30	3.34	7.27	14.19	54.22	40.12	101.53	3.53	5.75	14.11	26.32
Pays industrialisés	7.50	12.80	4.37	8.14	1.83	4.06	0.76	2.71	14.47	27.73	1.81	3.06	8.01	15.26
Amérique du Nord	3.15	7.44	1.04	2.29	0.86	1.95	0.43	1.12	5.84	12.79	0.65	1.05	2.55	5.29
Afrique du Sud, Australie, N.Zélande	1.54	1.52	1.02	1.60	0.27	1.00	0.08	0.33	2.90	4.46	0.39	0.61	1.68	3.21
Pays de l'Est	1.25	1.51	0.79	1.60	0.22	0.42	0.83	4.61	3.09	8.14	0.31	0.47	1.32	2.49
Pays en voie de développement	6.52	12.43	1.95	3.54	1.29	2.79	12.58	46.12	22.35	65.24	1.40	2.23	4.64	8.56
P.V.D. exportateurs de pétrole	0.49	0.89	0.22	0.45	0.13	0.31	12.06	43.97	12.90	45.62	0.05	0.09	0.40	0.85
P.V.D. non pétroliers	6.03	11.54	1.73	3.09	1.16	2.48	0.52	2.15	9.45	19.62	1.35	2.14	4.24	7.71

Source: GATT, Le Commerce International 1976/1977
chiffres calculés par l'auteur.*

(1) 2+3+6 = matières premières industrielles

Parmi les p.v.d., les fournisseurs les plus importants sont les pays d'Amérique latine.

Leur part dans les importations alimentaires s'élève à 20%.

Viennent ensuite les pays ACP avec 14% (Voir tableau II 5) . Ils ont dépassé l'ensemble des pays du bassin méditerranéen, dont la part est tombée à 13,2%. Notons enfin, que les pays du Sud de la Méditerranée interviennent seulement pour 3,8% dans les importations alimentaires de la C.E. Leur part a plus fortement baissé que celle de l'Europe du Sud.

Les pays industrialisés sont les principaux fournisseurs de la Communauté en matières premières industrielles.

Il est donc faux de ne voir dans les pays industrialisés que des consommateurs de matières premières. En réalité, ils en sont les plus gros producteurs et les plus gros exportateurs. Leur part dans les importations de la Communauté tend même à augmenter. Elle atteint 58% en 1976 contre 56,8% en 1972, soit 61,2% pour les matières premières agricoles, 55,8% pour les minerais et 53,2% pour les métaux non ferreux. Voir tableau II 3.

LES PLUS GRANDS FOURNISSEURS DE LA C.E. PAR GROUPE DE PRODUITS ET GROUPE DE PAYS - en %

	Produits alimentaires					Matières premières					Produits manufacturés				
	1970	1973	1974	1975	1976	1970	1973	1974	1975	1976	1970	1973	1974	1975	1976
Pays industrialisés	47,8	49	48,4	48,9	47,3	58	56,8	56,7	58,8	59,3	81,3	75,3	79,4	78,4	76,9
P.v.d.	44,6	43,4	44,9	44,6	46,8	30,4	31,6	32,6	31,5	30,8	8,9	12,2	12,4	13	15,9
Pays de l'Est	7,4	7,4	6,6	6,3	5,9	8,9	9,5	9	9,5	9,9	5,5	6,4	6,9	7	7,1
ACP	12,4	10,2	12,1	13	13,9	9,8	10,7	10,6	10,2	10	0,6	0,66	0,65	0,66	0,65
Sud de la Méditerranée	5,4	4,9	4	3,7	3,8	3,2	2,8	4,4	4,9	3,1	1	1,2	1,2	1,4	1,5
dont: pays associés		(4,5)	(3,8)	(3,4)	(3,4)		(2,7)	(4,3)	(3,8)	(3)		(1,2)	(1,2)	(1,3)	(1,5)
Amérique latine	18	19,3	18,4	17	20	8,8	8	8,3	8,9	8,7	1	1,6	1,6	1,6	2
Asie du Sud-Est	6	6,2	7,2	7,2	8,3	6,6	7,9	8,1	6,6	7	4,8	7,6	8,6	8,4	9,8
dont: sous-continent ind.												(1,5)	(1,5)	(1,3)	(1,7)
régions industrialisées												(5,5)	(5,7)	(6,4)	(7)
Bassin Méditerranéen		15,3	13,8	13,1	13,2		7,3	9	8,5	7,9		9	10,1	9,9	11
Pays Arabes		3,5	3,2	2,9	2,9		2,8	5,4	4,9	4		0,7	0,7	0,7	0,8
Europe du Sud	9,5	10,3	8,3	8,9	8,9	4,4	4,3	4,6	4,5	4,7	5,1	7,8	8,4	8,5	8,9
Portugal, Espagne, Grèce		7,4	6,2	6,9	7,2							5,6	6,2	6,5	6,7

Source: Les échanges C.E. - p.v.d. dans le réseau des relations commerciales de la Communauté, 1970 - 1975 - Juin 1977.

Les p.v.d. fournissent environ un tiers des matières premières industrielles importées par la Communauté.

Le premier rôle de fournisseur revient aux pays ACP (10%) quoique leur part est en légère baisse depuis 1973. Viennent ensuite l'Amérique latine (8,7%) et l'Asie du Sud-Est (7%). Les métaux non ferreux ne sont pas compris dans cette répartition par zone d'origine des ACP (tableau II 5).

Notons encore que 90% des matières premières industrielles importées par la Communauté en provenance des p.v.d. viennent de pays non-pétroliers.

Ces chiffres globaux du commerce cachent cependant le fait que les p.v.d. disposent d'un quasi monopole ou d'une position prédominante pour un grand nombre de produits de base indispensables à l'Europe.

Les p.v.d. sont les principaux exportateurs mondiaux des produits de base suivants: cacao, caoutchouc, café, sisal, jute, bananes, étain, thé, bauxite, coton, sucre, manganèse, cuivre.

Voir tableau II 6 : part des p.v.d. dans les exportations mondiales des produits de base. Nous avons retenu dans cette liste seulement les 18 produits de base envisagés par la CNUCED pour un "programme intégré". Sur l'ensemble des 18 produits, les p.v.d. fournissent près de 60% des exportations mondiales, les pays industrialisés occidentaux seulement 34% et les pays de l'Est 7%. (x)

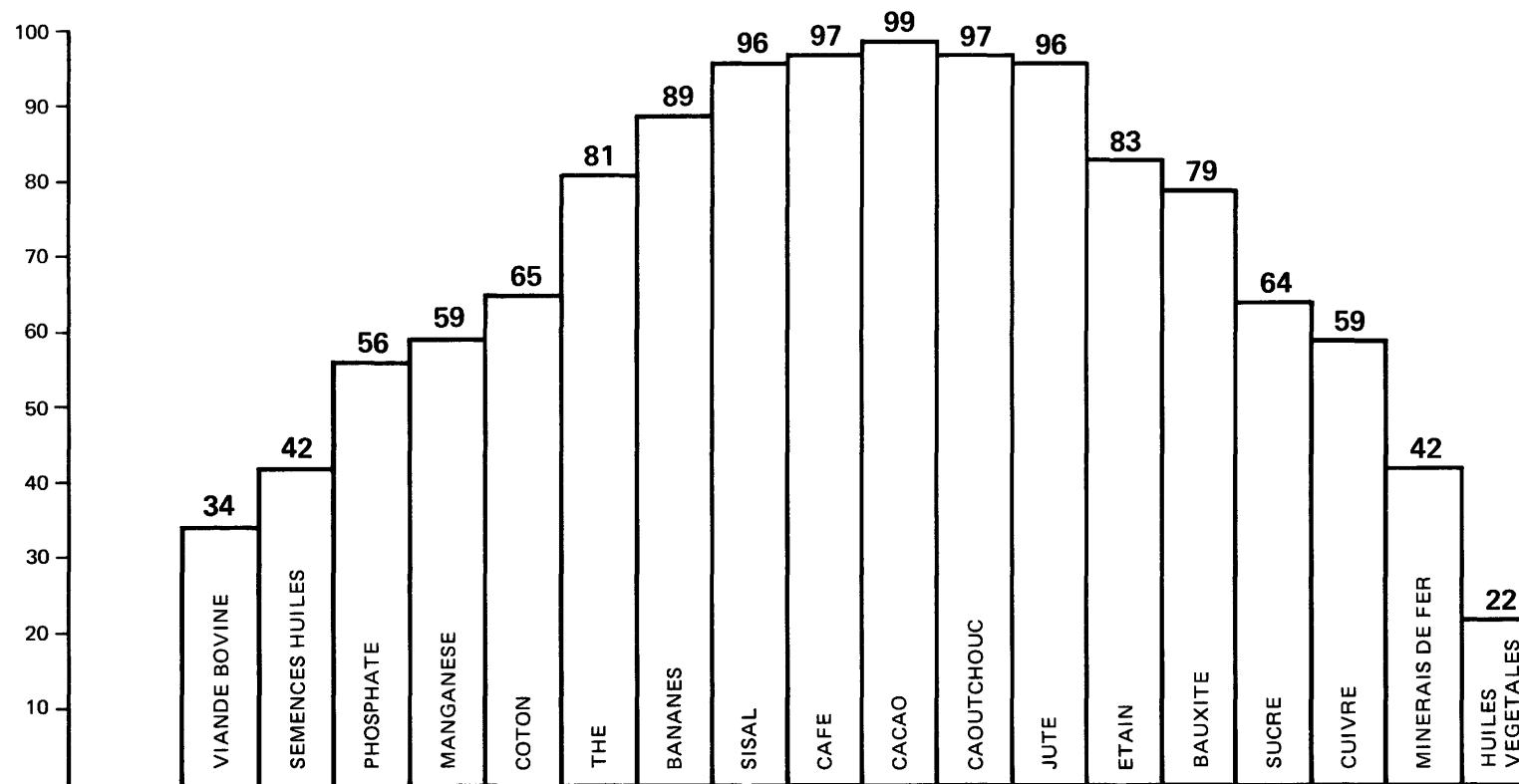
Or, les principaux consommateurs de ces produits de base sont les pays industrialisés. Ils achètent en effet près de trois quart des importations mondiales (74%), les pays de l'Est 14% et les p.v.d. seulement 13%. Autrement dit: les pays industrialisés sont les principaux acheteurs des produits de base exportés par les p.v.d.

Le tableau II 7 comprend les principaux pays exportateurs de produits de base parmi les p.v.d. Les chiffres tirés du dernier manuel de statistiques de la CNUCED incluent les réexportations et diffèrent de ce fait considérablement de ceux du tableau précédent. On doit donc les considérer comme des données approximatives.

(x) UNCTAD, Statistics of International Trade in Commodities covered by the Integrated Programme for Commodities 1970-1975; Genève, Nov. 1977.

LA PART DES P.V.D. DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES DES 18 PRODUITS DE BASE DE LA C.N.U.C.E.D.

EN 0/0



SOURCE : Informationen für die Aussenwirtschaft - No 11 Juin 1977

LES PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS DES PRODUITS DE BASE EXPORTES PAR LES P.V.D.: 1973

	CTCI	P.I.	P.V.D.	Principaux pays exportateurs parmi les p.v.d. (% du total mondial)
Blé	041	88,1	4,7	Argentine 3,5%
Riz	042	66,1	38,9	Thaïlande 13,3%, Pakistan 11,5%, Egypte 5%, Burma 1,3%
Maïs	044	85,6	13,2	Argentine 8,5%, Thaïlande 3,3%
Sucre	061	31,1	65,5	Cuba 19,6%, Brésil 12,4%, Philippines 6,2%, Rép. Dominicaine 4,3%, Mexique 3,0%, Maurice 2,5%, Argentine 2,2%, Pérou 1,8%
Café	071	6,5	93,5	Brésil 29,9%, Colombie 13,3%, Angola 4,7%, Côte d'Ivoire 4,5%, Uganda 4,5%, Mexique 3,8%, El Salvador 3,5%, Guatemala 3,3%
Cacao	072	16,7	83,3	Ghana 25,6%, Nigéria 15,2%, Côte d'Ivoire 11,5%, Brésil 10,8%, Cameroun 7,4%, Equateur 2,6%, Rép. Dominicaine 1,7%, Togo 1,2%
Thé	074	15,0	83,1	Sri Lanka 29,0%, Inde 27,6%, Kenya 7,2%, Indonésie 3,9%, Malawi 2,5%, Uganda 2,3%, Bangladesh 1,6%
Tabac	121	70,9	28,8	Inde 5,1%, Brésil 3,8%, Indonésie 2,5%, Malawi 2,4%
Semences huiles vég.	221	74,5	24,9	Brésil 10,8%, Philippines 3,5%, Nigéria 2,4%, Soudan 1,6%
Caoutchouc nat. + synth.	231	26,5	71,7	Malaisie 29,0%, Singapour 18,6%, Indonésie 11%, Thaïlande 6,3%, Sri Lanka 2,6%
Bois brut	242	33,0	51,4	Indonésie 14,8%, Malaisie 10,7%, Philippines 8,0%, Côte d'Ivoire 6,7%, Gabon 2,5%, Ghana 2,0%
Bois coupé	243	71,8	13,8	Malaisie 4,2%, Singapour 2,2%, Brésil 1,9%
Laine	262	88,9	10,6	Argentine 4,6%, Uruguay 2,4%, Brésil 1,1%
Coton	263	34,4	50,3	Egypte 11,9%, Soudan 5,5%, Brésil 5,3%, Mexique 4%, Iran 3,6%, Syrie 2,8%, Pakistan 1,6%, Nicaragua 1,6%
Minerais de fer	281	49,5	36,8	Brésil 10,6%, Libéria 5,8%, Vénézuéla 5,5%, Inde 4,6%, Mauritanie 3,8%, Pérou 1,8%, Chili 1,7%, Angola 1,4%
Cuivre	682	54,4	39,6	Zambie 14,0%, Chili 12,2%, Zaïre 8,1%, Pérou 3,7%
Etain	687	20,4	79,6	Malaisie 48,8%, Thaïlande 13,2%, Indonésie 8,6%, Bolivie 4,2%, Nigéria 3,1%
Minerais de métaux non ferreux	283	52,1	43,6	Philippines 7,0%, Bolivie 4,0%, Nouvelle Calédonie 3,8%, Cuba 3,8%, Papoua - Nouvelle Guinée 3,7%, Surinam 2,9%, Rép. Dominicaine 2,4%

Source: CNUCED: Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement: Supplément 1977

L'origine des importations de la Communauté change considérablement d'une année à l'autre.

Ceci est dû aux grandes fluctuations des prix, de l'offre et de la demande qui caractérisent les marchés des produits de base. Une répartition des importations par produit et par pays d'origine n'indique donc que d'une manière très approximative les courants d'approvisionnement de la Communauté. Quelques exemples sont donnés dans le tableau II 8.

Les pays ACP occupent une place importante dans l'approvisionnement de la C.E. en produits de base.

Rappelons que la part des pays ACP dans les importations de matières premières industrielles de la Communauté s'élève à environ 10% et dans les importations de produits alimentaires à environ 14%. Pour des nombreux produits de base, le rôle des ACP est cependant beaucoup plus important. Ceci ressort des tableaux II 9 et II 10.

PROVENANCE DE QUELQUES PRODUITS DE BASE IMPORTES PAR LA COMMUNAUTE EN 1974 ET 1975

(en %) *

	Année	Source	P.I.	P.V.D.	Pays de l'Est	Principaux pays fournisseurs
Sucre	1975	Nimexe				Maurice 18, Fidji 9, Brésil 8, Réunion 7, Guyane 6, Jamaïque 5, Guatémala 5, Swaziland 4
Bananes	1975	Nimexe				Equateur 20, Costa Rica 14, Panama 14, Colombie 9, Martinique 9, Côte d'Ivoire 6, Guadeloupe 6
Thé	1975	Nimexe				Inde 35, Sri Lanka 14, Kenya 11, Indonésie 6, Malawi 5, Tanzanie 3
Café	1975	Nimexe				Brésil 23, Colombie 14, Côte d'Ivoire 12, El Salvador 7, Cameroun 5, Ouganda 4, Guatémala 4
Graines oléagineuses	1974	OCDE	70	29		Etats-Unis 65, Brésil 18, Nigéria 2, Philippines 1
Cacao	1975	Nimexe				Côte d'Ivoire 25, Ghana 22, Cameroun 16, Nigéria 13, Brésil 5, Nouvelle Guinée 3, Equateur 2
Caoutchouc	1974	OCDE	5	95		Malaisie 59, Indonésie 14, Singapour 6, Nigéria 5, Sri Lanka 3
Coton	1974	OCDE		52		Etats-Unis 14, URSS 10, Turquie 10, Guatémala 5, Egypte 4, Nicaragua 4, Iran 4, Soudan 3, Brésil 3
Huiles végétales	1974	OCDE		77		URSS 20, Sénégal 13, Argentine 8, Roumanie 8, Tunisie 8
Jute	1974	OCDE				Bangladesh 58, Thaïlande 18, Inde 13, Birmanie 6
Phosphate	1974	OCDE				Maroc 46, Etats-Unis 18, Togo 13, Sahara occid.7, URSS 7
Minerais de fer	1975	Nimexe	44	53	3	Brésil 22, Suède 15, Australie 13, Libéria 13, Canada 10, Mauritanie 7, Vénézuela 6, URSS 3
Manganèse	1975	Nimexe	56	43		Afrique du Sud 48, Gabon 26, Brésil 8, Australie 7, Zaïre 3
Minerais de cuivre	1975	Nimexe	28	72		Nouvelle Guinée 45, Chili 11, Afrique du Sud 11, Norvège 9, Indonésie 9, Canada 7
Etain (minerais)	1975	Nimexe	11	89		Bolivie 68, Zaïre 8, Afrique du Sud 6, Argentine 5, Australie 4
Bauxite	1975	Nimexe	65	35		Australie 60, Grèce 4, Guinée 20, Ghana 4, Sierra Leone 4, Surinam 3, Guyane 2
Minerais de zinc	1975	Nimexe	72	23		Canada 46, Pérou 13, Australie 8, Suède 8
Minerais de plomb	1975	Nimexe	62	34		Canada 22, Etats-Unis 13, Suède 11, Maroc 11, Groenland 8, Pérou 7.

L'IMPORTANCE DES PAYS ACP EN TANT QUE FOURNISSEURS DE PRODUITS DE BASE DE LA C.E. - 1976 -

En % des importations Extra-C.E.

%	
95 - 100	Uranium
90 - 95	
85 - 90	ananas, noix et amandes de palmiste, cacao
80 - 85	huile d'arachide
75 - 80	
70 - 75	
65 - 70	
60 - 65	
55 - 60	arachides, sucre brut, sisal, bois ronds, minerais d'aluminium
50 - 55	minerais et concentrés de cuivre, alumine
45 - 50	tourteaux d'arachides
40 - 45	café
35 - 40	cuivre affiné
30 - 35	manganèse
25 - 30	thé, étain
20 - 25	
15 - 20	viande bovine, bananes, huile de palme, coton brut, phosphates, minerais de fer
10 - 15	riz, caoutchouc naturel, peaux brutes, diamants
> 10	coprah, tabacs bruts, aluminium brut, zinc, chrome, wolfram, pétrole brut.

Source: Commission C.E., Evolution des échanges commerciaux entre la Communauté et les Etats ACP: 1973-1976; 3 avril 1978. *

L'IMPORTANCE DES PAYS ACP EN TANT QUE FOURNISSEURS DE PRODUITS DE BASE DE LA C.E. - 1976 (en quantité - valeur - %)

Produits alimentaires	Quantité 1000 t	% import. Extra-C.E.	Valeur Mio UCE	% import. Extra-C.E.	Principaux pays fournisseurs
Viande bovine	20.5	12,2	35.7	15,1	Botswana, Swaziland, Madagascar
Bananes	321.6	17,4	95.0	19,0	Côte d'Ivoire, Cameroun
Ananas frais	58.7	82,7	26.9	86,8	Côte d'Ivoire
Café	558.3	44,8	1.083.2	42,0	Côte d'Ivoire, Cameroun, Zaïre, Ouganda, Kénya
Thé	76.4	27,8	90.2	27,0	Kénya, Malawi, Tanzanie
Riz	45.3	9,5	16.7	10,8	Surinam
Arachides non grillées	375.7	66,3	143.3	56,9	Soudan, Sénégal
Huiles d'arachide brute	216.9	79,0	140.2	80,2	Sénégal
Tourteaux d'arachides	501.2	47,3	75.6	48,5	Sénégal
Coprah	59.5	7,0	12.4	7,4	Nouvelle Guinée - Papouasie
Huile de palme	120.5	17,3	43.0	18,1	Côte d'Ivoire, Zaïre, Nouvelle Guinée - Papouasie
Noix et amandes palmistes	285.9	94,3	49.1	96,0	Nigéria
Cacao	498.1	89,0	718.9	86,0	Côte d'Ivoire, Nigéria, Ghana
Sucre brut	1.294.7	58,9	376.9	59,3	Maurice, Guyane, Jamaïque, Swaziland, Fidji
Produits agricoles					
Caoutchouc naturel	90.1	11,7	60.7	11,6	Nigéria, Zaïre, Cameroun, Côte d'Ivoire, Libéria
Tabacs bruts	40.8	8,7	88.2	8,9	Malawi, Tanzanie, Zambie
Coton brut	150.0	20,4	179.0	17,6	Soudan, Tchad, Mali, Haute-Volta, Côte d'Ivoire
Sisal	73.4	57,8	28.1	57,7	Tanzanie, Madagascar, Kénya
Peaux brutes	24.6	5,6	56.1	11,0	Ethiopie, Kénya, Tanzanie
Bois ronds	2.944.5	38,7	454.8	55,8	Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Cameroun

Source: Commission C.E.: Evolution des échanges commerciaux entre les Etats ACP et la Communauté: Bruxelles avril 1978

L'IMPORTANCE DES PAYS ACP EN TANT QUE FOURNISSEURS DE PRODUITS DE BASE DE LA C.E. - 1976 - (en quantité - valeur - %)

Minerais	Quantité 1000 t	% import. Extra-C.E.	Valeur Mio UCE	% import. Extra-C.E.	Principaux pays fournisseurs
Phosphates	2.127.6	18,2	90.8	18,0	Togo, Sénégal
Minerais de fer	21.436.3	18,6	374.3	17,8	Libéria, Mauritanie
Minerais et concentrés de cuivre	284.5	44,6	102.0	51,1	Nouvelle Guinée- Papouasie
Cuivre affiné	567.4	38,6	684.5	38,3	Zambie, Zaïre
Minerais et concentrés d'aluminium	4.224.6	48,6	115.2	58,8	Guinée
Aluminium brut	55.8	9,7	42.5	9,6	Ghana, Surinam, Cameroun
Alumine	719.5	59,8	80.8	55,2	Surinam, Jamaïque
Min. et conc. de zinc	15.7	0,8	2.5	0,6	Congo
Etain	5.2	8,8	26.4	27,5	Zaïre, Nigéria, Rwanda, Zaïre
Manganèse	762.8	27,4	46.2	34,1	Gabon, Ghana
Chrome	113.0	8,8	11.1	9,6	Madagascar
Wolfram	0.5	4,4	3.5	4,9	Zaïre, Rwanda
Uranium, Thosium	3.9	46,6	95.4	98,7	Gabon, Niger
Diamants	x	x	21.1	11,5	Libéria, Burundi, Sierra Leone, Ghana, Congo, Zaïre
Pétrole brut	35.7	7,1	3.102.7	7,4	Nigéria

Source : Commission C.E.: Evolution des échanges commerciaux entre les Etats ACP et la Communauté: Bruxelles avril 1978

Les prix des produits de base suivent un cours très accidenté.

Les marchés des produits de base sont caractérisés par une grande instabilité des prix. Ceci est particulièrement frappant lorsqu'on observe les cotations mensuelles ou trimestrielles des prix.

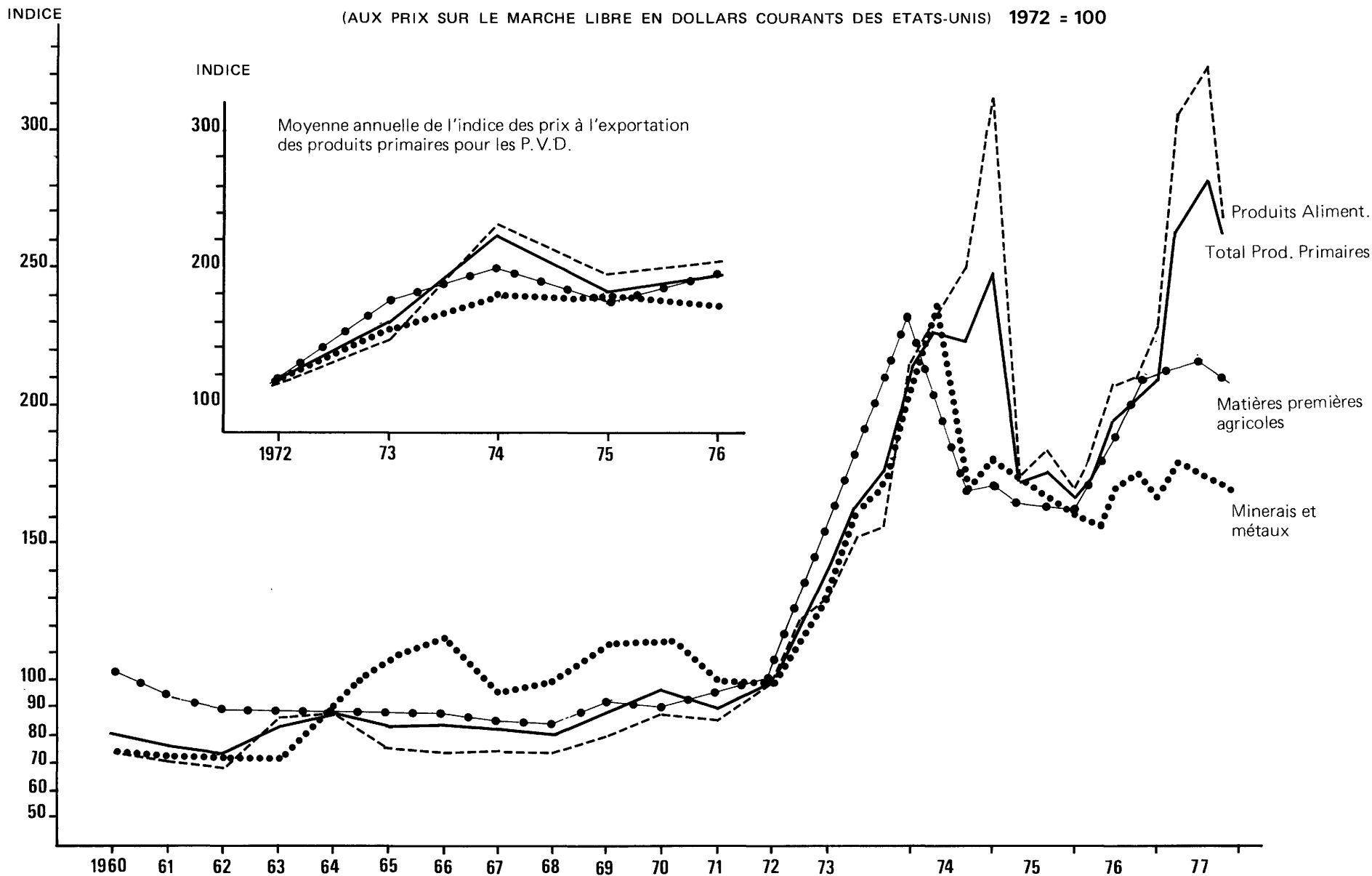
Le tableau II 11 montre l'évolution des indices de prix en dollars courants pour les produits primaires (sans combustibles), pour les produits alimentaires, les matières premières agricoles et les minerais et métaux. On constate une forte hausse des prix en 1973 et 1974, une forte chute à la fin de 1974 et en 1975 et de nouveau une hausse en 1976 suivie d'une baisse au troisième trimestre 1977. La hausse de 1973 et 1974 s'explique par la forte inflation mondiale pendant ces deux années et en partie aussi par des achats spéculatifs.

L'inflation qui poussait "naturellement" à la hausse a en plus fait apparaître les matières premières comme bon placement pour protéger l'argent contre une érosion de sa valeur. A ceci s'ajoutait la crainte d'une pénurie des matières premières. La crise de l'énergie qui avait commencé en octobre 1973 faisait en effet redouter que les p.v.d. allaient suivre l'exemple des pays pétroliers et imposer une forte augmentation des prix des produits de base.

Cela a donné lieu à une nouvelle hausse des prix des produits alimentaires. Par contre le ralentissement et plus tard la baisse de l'activité industrielle a entraîné, dès la fin de 1973, une baisse des prix pour les matières premières industrielles.

INDICES DES PRIX A L'EXPORTATION DES PRODUITS PRIMAIRES POUR LES P.V.D. (SANS COMBUSTIBLES): 1960 - 1977

(AUX PRIX SUR LE MARCHE LIBRE EN DOLLARS COURANTS DES ETATS-UNIS) 1972 = 100



SOURCE : C.N.U.C.E.D. : MANUEL DE STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE DEVELOPPEMENT. SUPPLEMENT 1977



Il s'est avéré que les p.v.d. non-pétroliers souffraient encore plus que les pays industrialisés de la hausse des prix des combustibles. Ils devaient donc continuer à vendre "à tout prix" leurs matières premières, afin de pouvoir payer leurs importations. La forte baisse de la valeur du dollar et une reprise - il est vrai très lente - de l'activité économique dans les pays industrialisés expliquent la remontée des prix des matières premières à partir de 1976. D'autres facteurs qui influencent l'évolution à court et à long terme des prix des produits de base sont analysés dans la partie 6 de ce dossier.

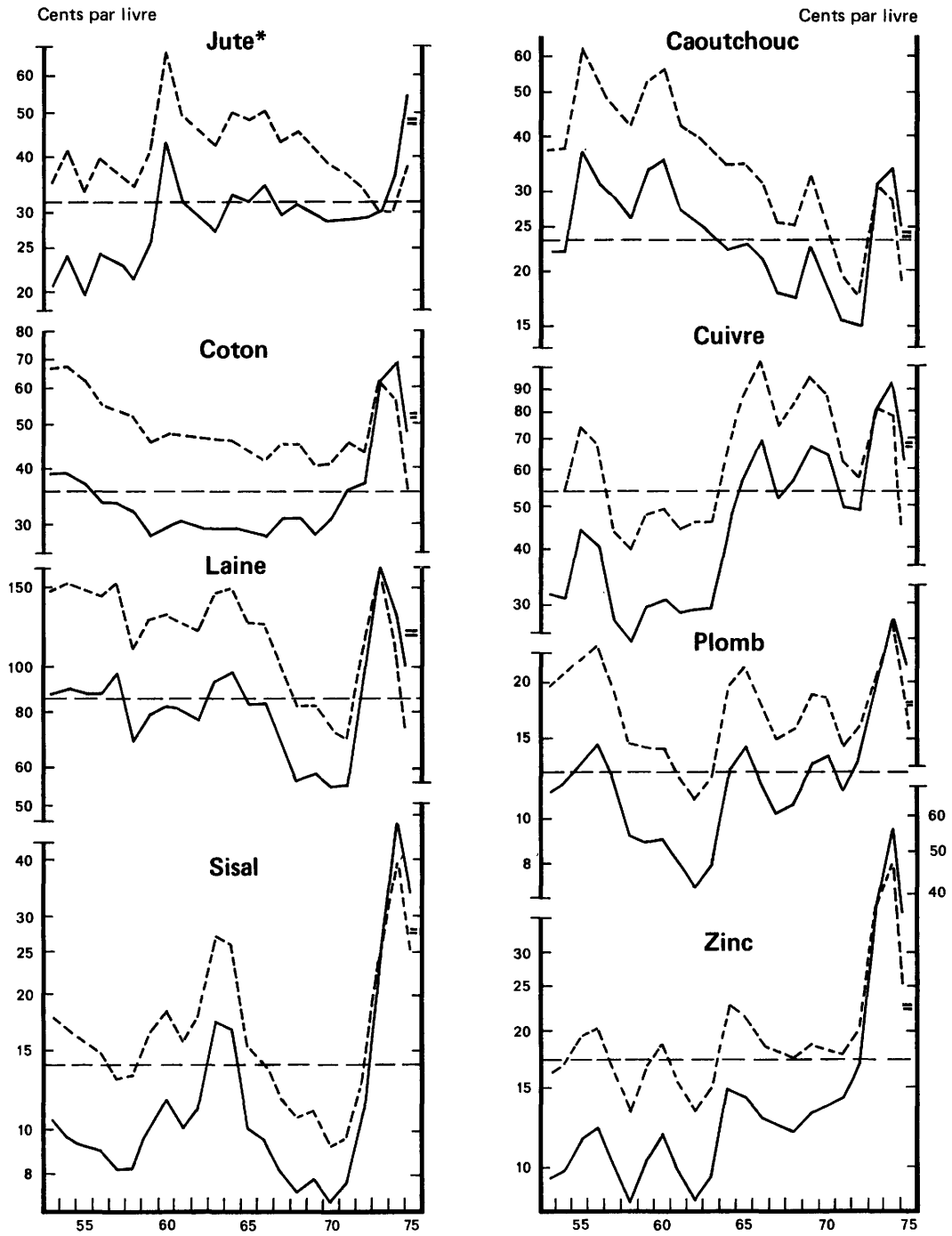
Notons que, exprimés en dollars, les prix des produits alimentaires ont triplé entre 1972 et l'automne 1974, avant de retomber de moitié en 1975 et avant de remonter encore plus haut en 1977. Les prix des autres matières premières connaissent des fluctuations presque aussi "anarchiques". Voir tableau II 12.

L'influence de ces mouvements sur les recettes d'exportation des p.v.d. et sur la sécurité d'approvisionnement des pays industrialisés est expliquée dans la partie 6 de ce dossier.

PRIX DE CERTAINS PRODUITS DE BASE - 1953-75

Echelle semi-logarithmique

----- aux prix de 1973
 ——— aux prix courants
 - - - - - moyenne 1959-74



*Cents per Kg = "Prix plancher"

SOURCE: L'Observateur de l'O.C.D.E., Mai/Juin 1975

Qui sont les plus grands producteurs de produits de base?

Ils ne sont pas toujours identiques aux plus gros exportateurs. Car, notamment les pays industrialisés transforment et consomment eux-mêmes une bonne partie de leur production de matières premières et de produits agricoles. Pour faire valoir une certaine influence sur le marché mondial il n'importe pas seulement de disposer d'une part considérable dans les exportations mondiales, mais il faut aussi disposer d'une part considérable de la production mondiale.

Le tableau II 13 contient la liste des plus gros pays producteurs des produits de base les plus importants.

Les tableaux II 14 et II 15 permettent de comparer la part des p.v.d., des pays industrialisés et des pays de l'Est dans la production mondiale des produits de base.

LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS DES PRODUITS DE BASE - 1973 -

(% de la production mondiale en volume)

<u>Produits de base</u>	<u>Principaux pays producteurs</u>
<u>1. Matières premières agricoles</u>	
Caoutchouc	Malaisie 45,5; Indonésie 24,8; Thaïlande 11,1; Ceylan 4,5; Inde 3,5; Nigéria 2,6; Libéria 2,5; Zaïre 1,2; Brésil 0,8; Vietnam 0,7; Philippines 0,7
Coton	USA 21,6; URSS 19,5; Chine 11,7; Inde 9,5; Pakistan 5,0; Brésil 4,9; Egypte 4,0; Turquie 3,7; Mexique 2,6; Iran 1,5
Jute	Inde 41,7; Bangladesh 38,3; Chine 11,1; Burma 3,4; Nepal 2,3; Brésil 1,8; Thaïlande 0,4; Pérou 0,3; Vietnam 0,2
Sisal	Brésil 38,2; Tanzanie 22,8; Angola 9,1; Kenya 8,5; Colombie 5,6; Madagascar 4,1; Mozambique 3,9; Haïti 2,5; Vénézuéla 2,0; Chine 1,1
<u>2. Produits alimentaires</u>	
Café	Brésil 24,5; Colombie 12,3; Côte d'Ivoire 6,2; Angola 5,0; Indonésie 4,7; Amérique du Sud 41,9; Afrique 30,2; Asie 9,0
Cacao	Ghana 26,0; Nigéria 16,1; Côte d'Ivoire 14,0; Brésil 13,6; Cameroun 8,1; Ecuador 5,2; Mexique 2,2; Rép. Dominicaine 2,1; Océanie 2,0; Togo 1,4; Vénézuéla 1,2
Thé	Inde 30,0; Chine 20,0; Sri Lanka 13,8; Japon 6,2; URSS 4,8; Indonésie 4,4; Kenya 2,9; Burma 2,9; Argentine 1,9; Bangladesh 1,8; Ouganda 1,6
Bananes	Brésil 20,9; Ecuador 8,6; Inde 8,3; Indonésie 5,4; Honduras 4,6; Burundi 4,3; Costa Rica 3,7; Thaïlande 3,6; Philippines 3,4; Mexique 3,2; Vénézuéla 2,9.

Source: D. Keschull, W. Künne, K.W. Menck: Entwicklungspolitische Ansätze im Rohstoffvorschlag der UNCTAD

PRODUCTION DES MATIERES PREMIERES AGRICOLES PAR GROUPES DE PAYS - 1974 - (en %)

Matières premières agricoles	Pays industrialisés	Pays en voie de développement	Pays de l'Est
Coton	20,8	43,5	35,7
Fruits	40,5	47,1	12,4
Céréales	33,2	29,8	37,8
Jute	—	77,1	22,9
Viande	48,5	17,7	33,8
Caoutchouc	—	100,0	—
Thé	0,6	66,3	24,1
Tabac	28,9	39,5	31,6
cacao	—	100,0	—
Café	—	99,9	0,1
Sucre	27,5	51,4	21,1

Source: Manfred Tietzel, Internationale Rohstoffpolitik.

REPARTITION DE LA PRODUCTION MINIERE DANS LE MONDE EN 1976 (a)

Minerai	Pourcentage de la production mondiale (%)			Pays disposant de réserves abondantes et/ou qui ont annoncé des programmes de développement de la production pour les années 80
	Pays en voie de développement	Pays développés à économies de marché	Pays centralisés à économies planifiées	
Cuivre	Chili 12,7 Zambie (*) 8,9 Zaire (*) 5,6 Philippines 3,0 Pérou 2,8	Etats-Unis 18,5 Canada 9,4 Australie 2,7	URSS 14,3 Pologne 3,4	Canada, Chili, Etats-Unis, Iran, Mexique, Panama, Papouasie-N. Guinée (*), Philippines, Pologne, URSS, Zaire (*)
Minerai de fer	Brésil 10,9 Inde 4,8 Libéria (*) 2,6	Australie 10,3 Etats-Unis 8,8 Canada 6,3 France 4,3 Suède 3,3	URSS 26,3 Chine 7,3	Australie, Brésil, Canada, Gabon, Inde, Libéria (*), URSS
Minerai de phosphate	Maroc 14,4 Tunisie 3,1 Togo (*) 1,9 Jordanie 1,6 Sénégal (*) 1,5	Etats-Unis 41,4 Afrique du Sud 1,9	URSS 22,7	Chine 3,7
Etain	Malaisie 29,9 Bolivie 14,1 Indonésie 10,5 Thaïlande 9,7 Brésil 2,8 Zaire (*) 1,9	Australie 19,9	Chine 10,4 URSS 7,6	Birmanie, Bolivie, Chine, Indonésie, Malaisie, Thaïlande
Bauxite	Guinée (*) 14,1 Jamaïque (*) 12,8 Surinam (*) 5,7 Guyana (*) 3,9	Australie 19,9 Grèce 3,4 France 2,9 Yougoslavie 2,5	URSS 8,3 Hongrie 3,6	Australie, Brésil, Guinée, Jamaïque (*), Vénézuéla, Surinam (*)

REPARTITION DE LA PRODUCTION MINIERE DANS LE MONDE EN 1976 (a)

Minerai	Pourcentage de la production mondiale (%)			Pays disposant de réserves abondantes et/ou qui ont annoncé des programmes de développement de la production pour les années 80
	Pays en voie de développement	Pays développés à économies de marché	Pays centralisés à économies planifiées	
Zinc	Pérou 6,6 Mexique 4,3	Canada 17,3 Australie 7,7 Etats-Unis 7,2 Japon 4,3	URSS 16,9 Pologne 3,0 Corée, RDP 2,5 Chine 2,2	Australie, Canada, Etats-Unis, Irlande, Pérou, URSS
Plomb	Mexique 5,7 Pérou 4,9	Etats-Unis 15,7 Australie 11,3 Canada 7,4 Yougoslavie 3,5	URSS 17,0 Chine 4,0 Bulgarie 3,3 Corée RDP 3,1	Australie, Etats-Unis, Canada, Pérou, URSS
Minerai de manganèse	Gabon (*) 9,2 Brésil 6,6 Inde 6,2	Afrique du Sud 23,2 Australie 6,6	URSS 37,6 Chine 4,1	Ressources de l'océan (?) (b), Afrique du Sud, Australie, Brésil, Chine, Gabon (*), Haute Volta (*), URSS
Nickel	N. Calédonie 15,3 Cuba 4,7 R. Dominicaine 3,1 Philippines 2,0	Canada 33,7 Australie 9,7 Afrique du Sud 2,9 Grèce 2,1	URSS 16,7	Ressources de l'océan (b), Brésil, Canada, Colombie, Cuba, Indonésie, N. Calédonie
Cobalt (données de 1975)	Zaïre (*) 43 Zambie (*) 8 Cuba 6 N. Calédonie 6 Maroc 5 Philippines 5	Australie 8 Canada 5 Finlande 4	URSS 4	Ressources de l'océan (b), N. Calédonie, Philippines, URSS, Zaïre (*)
Tungstène	Bolivie 6,6 Thaïlande 4,4	Etats-Unis 6,8 Australie 4,1 Portugal 3,7 Canada 3,1	Chine 24,0 URSS 20,8 RDP Corée 5,7	Australie, Bolivie, Chine, Etats-Unis, RDP Corée, URSS

REPARTITION DE LA PRODUCTION MINIERE DANS LE MONDE EN 1976 (a)

Pourcentage de la production mondiale (%)				Pays disposant de réserves abondantes et/ou qui ont annoncé des programmes de développement de la production pour les années 80
Minerai	Pays en voie de développement	Pays développés à économies de marché	Pays centralisés à économies planifiées	
Chrome (données de 1975)	Philippines 8,5 Rhodésie 8,1 Inde 5,0	Afrique du Sud 25,8 Turquie 6,9	URSS 26,8 Albanie 9,1	Afrique du Sud, Brésil, Inde, Madagascar (*), Rhodésie, Soudan (*), Turquie, URSS
Molybdène (données de 1975)	Chili 11,2	Etats-Unis 58,7 Canada 15,3	URSS 11,4	Canada, Chili, Etats-Unis, Pérou
Or (données de 1975)	Rhodésie 2,1 Papouasie-N.Guinée Guinée (*) 1,5	Afrique du Sud 59,5 Canada 4,3 Etats-Unis 2,7 Australie 1,3	URSS 19,4	Afrique du Sud, Etats-Unis, Philippines, URSS
Argent	Mexique 13,6 Pérou 12,2 Chili 2,3 Bolivie 1,6	Canada 13,1 Etats-Unis 10,9 Australie 8,0 Japon 3,0	URSS 15,4 Pologne 2,6	Canada, Etats-Unis, Mexique, Pérou, URSS

Sources: Metallgesellschaft AG, Metal Statistics 1966-1976; Nations Unies, Bulletin mensuel de la statistique, décembre 1977, Etats-Unis, Department of the Interior, Bureau of Mines, Minerais Yearbook 1975, Vols I et III; Mining Journal, Ltd. Mining Annual Review 1977; et divers.

(*) Pays membres de la Convention de Lomé.

(a) Pays représentant plus de 90% de la production de chaque matière première, ou qui sont les dix producteurs les plus importants, dans lesquels la production est la moins concentrée.

(b) Les ressources en cobalt, en nickel, en manganèse, en cuivre et en nodule de manganèse sont très largement réparties sur le fond des océans, notamment dans le Pacifique nord. A l'heure actuelle, on ne peut les chiffrer que très approximativement, mais on considère généralement qu'elles représentent plus de 10 fois les réserves terrestres (connues et économiquement exploitables actuellement) en ce qui concerne le cobalt; elles sont comparables en ce qui concerne le nickel et le manganèse, et très inférieures aux ressources terrestres, en ce qui concerne le cuivre. Il ressort d'une évaluation des possibilités futures d'approvisionnement que la contribution des ressources de l'océan ne représentera qu'un très faible pourcentage du total des approvisionnements en cuivre d'ici la fin de ce siècle, mais peut-être considérable dans le cas du nickel et du manganèse, et spécialement du cobalt. Toutefois, il est plus que douteux que le manganèse soit récupéré par tous les producteurs potentiels, notamment dans le cadre des exploitations de première génération. Il est peu probable que l'exploitation des ressources de l'océan démarre avant la prochaine décennie.

Où sont les réserves des produits de base et combien de temps vont-ils durer?

Il faut faire ici une distinction entre les produits de base agricoles et les minerais du sous-sol. Pour les premiers, on ne peut parler de réserves, parce qu'ils sont par définition renouvelables et peuvent être augmentés par une extension des cultures et par une amélioration des méthodes de production. Par contre, les réserves de minerais ne sont pas renouvelables et vont toucher à leur fin un jour. Cependant les estimations sur les réserves connues augmentent constamment, grâce à de nouvelles découvertes.

Encore faut-il distinguer les réserves qui peuvent être exploitées à des conditions rentables et celles dont l'exploitation deviendrait trop chère. Cette délimitation est cependant très fluide et dépend à la fois des progrès techniques et de l'évolution des prix des matières premières.

Les efforts d'exploration se dirigent actuellement de plus en plus vers les réserves soupçonnées aux fonds des mers et sous les glaces de l'Antarctique. On peut même dire qu'une compétition de plus en plus rude s'engage pour le contrôle de ces réserves qui échappent, pour le moment encore, à toute souveraineté nationale.

Les investissements miniers : élément d'inquiétude.

Le tableau II 16 donne un aperçu sur la répartition des réserves minières connues et publiées. Il en ressort que plus d'un tiers des réserves mondiales, et presque la moitié des réserves du monde non-communiste se situent dans les pays en voie de développement. Or, selon les informations dans la presse spécialisée, les efforts de prospection et de développement de ces réserves se font de plus en plus dans les pays industrialisés, et de moins en moins dans les p.v.d. En fait, la part des p.v.d. dans les investissements miniers du monde occidental serait tombée de 30% en 1970 à quelque 15% dans la période actuelle.

On peut en tirer deux conclusions liminaires:

1. Les pays en voie de développement profiteront très peu de l'expansion future des marchés mondiaux des minerais. Ils seront donc privés des recettes d'exportation potentielles.
2. Le monde, et donc l'Europe, paiera plus cher que nécessaire pour ses matières premières, puisque des réserves à faible tenue métallique (dans les pays industrialisés) sont développées au lieu des réserves d'une qualité supérieure (dans les p.v.d.)

LES RESERVES MONDIALES DES MINERAIS PAR GROUPES DE PAYS - 1974 - (en 1.000 tonnes et %)

Matières premières	Pays industrialisés		Pays en voie de développement		Pays de l'Est		Total monde	
Cuivre	154.100	41,0%	168.400	44,9%	53.000	14,1%	375.000	100,0%
Plomb	91.200	69,8%	16.700	12,8%	22.700	17,4%	130.000	100,0%
Zinc	128.300	69,3%	27.000	14,5%	30.000	16,2%	185.300	100,0%
Etain	160	3,7%	3.360	79,1%	730	17,2%	4.250	100,0%
Nickel	29.900	44,0%	28.100	41,3%	10.000	14,7%	68.000	100,0%
Minerai de fer	30.800.000	35,1%	25.600.000	29,2%	31.300.000	35,7%	87.700.000	100,0%
Manganèse	1.005.000	52,3%	355.000	18,5%	560.000	29,2%	1.920.000	100,0%
Chrome	1.625.000	96,2%	42.700	2,5%	21.300	1,3%	1.689.600	100,0%
Bauxite	4.507.400	38,0%	6.653.300	56,0%	711.200	6,0%	11.871.900	100,0%
Phosphate	1.828.900	39,3%	1.972.200	42,4%	848.200	18,3%	4.649.300	100,0%
Wolfram	134	10,7%	146	11,7%	967	77,6%	1.247	100,0%
Molybdène	3.317	59,0%	947	16,8%	1.361	24,2%	5.625	100,0%
Cobalt	895	36,1%	1.377	55,6%	205	8,3%	2.477	100,0%
Vanadium	3.348	36,4%	412	4,5%	5.440	59,1%	9.200	100,0%
Amiante	190.800	63,4%	17.600	5,8%	92.800	30,8%	301.200	100,0%
Total	40.565.728	37,1%	34.976.648	32,0%	33.707.843	30,9%	109.250.219	100,0%

Source: Manfred Tietzel, Internationale Rohstoffpolitik

Quelles sont les raisons de cette disparité entre réserves physiques et réserves exploitées? Les investissements directs étrangers dans le secteur minier ont été, depuis longtemps, un élément de friction entre Etats et compagnies étrangères. Depuis les années '60, ceux-ci ont procédé à une révision de leurs contrats, le plus souvent à l'amiable. Les vieux accords de concession, souvent inéquitables, ont été transformés en contrats qui donnent aux pays hôtes une plus large participation dans la gestion et les bénéfices.

Par souci d'une souveraineté économique gagnée dans un passé très récent, beaucoup de p.v.d. refusent de se lier par des contrats soumis au droit international, même lorsqu'il s'agit de nouveaux engagements. Cette incertitude à la fois juridique et psychologique pousse les compagnies minières à "discriminer" en faveur de régions considérées plus sûres.

Comme le démontre le tableau II 17 l'apport de financement extérieur prévu jusqu'à 1985 est considérable, quelque 60 milliards de dollars. La création d'un climat de confiance, de part et d'autre, devient donc une des tâches les plus importantes et les plus difficiles dans la coopération entre la Communauté et le Tiers-Monde.

INVESTISSEMENTS PREVUS DANS LE SECTEUR MINERAL NON-ENERGETIQUE DANS LES P.V.D.
1976-1980 ET 1980-1985.

(En milliards de dollars constants de 1975)

	1976 - 1980				1981 - 1985			
	Monde P.V.D.				Monde P.V.D.			
	Sauf : Pays de l'Est	Besoins totaux	Apport étranger	Ressources nationales	Sauf : Pays de l'Est	Besoins totaux	Apport étranger	Ressources nationales
1. Cuivre	13,00	8,70	6,60	2,10	17,00	11,50	8,90	2,60
2. Plomb	0,87	0,50	0,27	0,23	0,82	0,52	0,22	0,30
3. Zinc	2,50	1,00	0,53	0,47	3,75	1,09	0,57	0,52
4. Bauxite/alumina et aluminium	13,40	6,67	4,36	2,31	25,40	18,00	12,90	5,10
5. Minerai de fer	32,60	16,45	8,55	7,90	47,30	18,50	9,50	9,00
6. Phosphate	1,55	0,64	0,30	0,34	1,20	0,87	0,41	0,46
7. Etain	0,45	0,42	0,10	0,32	0,11	0,11	0,03	0,08
8. Nickel	7,40 (a)	3,30	1,85	1,45	9,05 (a)	5,35	3,15	2,20
9. Manganèse	1,20	0,81	0,60	0,20	1,40	1,00	0,75	0,25
Total	72,97	38,49	23,16	15,32	106,03	56,94	36,43	20,51

(a) y compris les pays de l'Est.

Source: Takeuchi et al., - "Natural Resources Forum 1" (Avril 1977)

3. L'EUROPE DEPEND DES MARCHES DU TIERS-MONDE

A. Importance et dynamisme de nos exportations vers les p.v.d.

Depuis la crise de l'énergie, les p.v.d. ont pris une importance toujours plus grande en tant que clients de la Communauté.

Leur part dans les exportations totales de la C.E. est passée de 28,4% en 1973 à 37,6% en 1977. (Voir tableau III 1) La seule année, où l'avance des p.v.d. a subi un coup d'arrêt, était l'année 1976, marquée par une certaine reprise économique dans les pays industrialisés. Ceux-ci restent les premiers clients de la C.E., mais leur part a diminué de 61,7% à 52,1%. On notera surtout l'important recul de la part des Etats-Unis dans les exportations totales de la C.E. (malgré une amélioration de leur position en 1977). Les pays de l'AELE absorbent de nouveau près d'un quart des exportations de la C.E., après que leur part soit descendue à environ 20% en 1975. Le marché de l'Europe de l'Est qui a connu une progression considérable jusqu'en 1975, atteignant presque 10% des exportations communautaires, est redescendu à son niveau de 1973 (8,0%).

Les marchés d'exportation de loin les plus dynamiques sont ceux des pays exportateurs de pétrole.

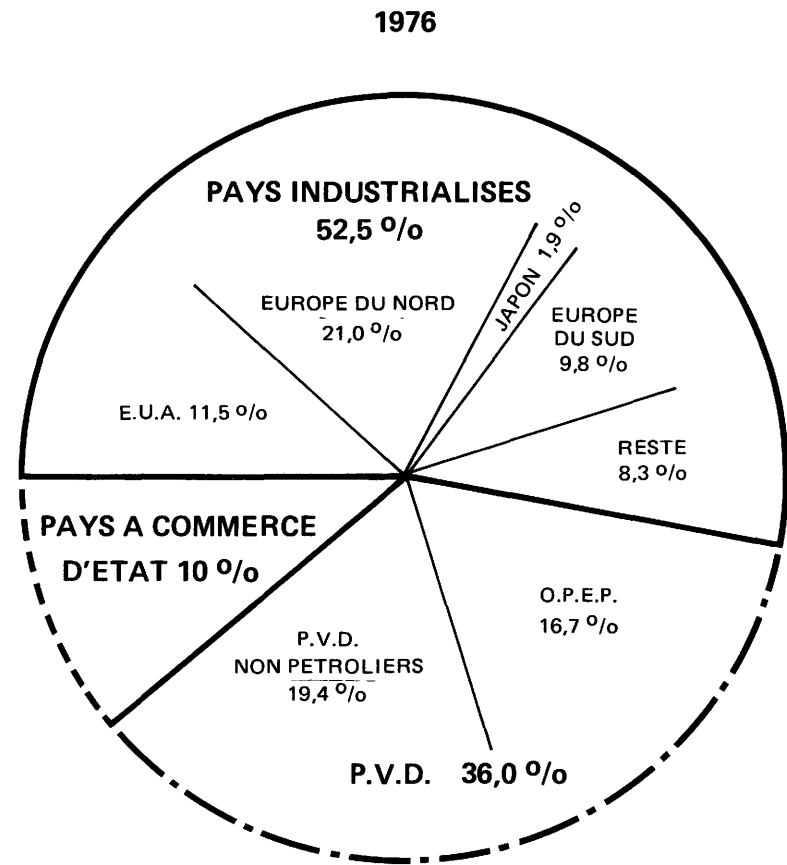
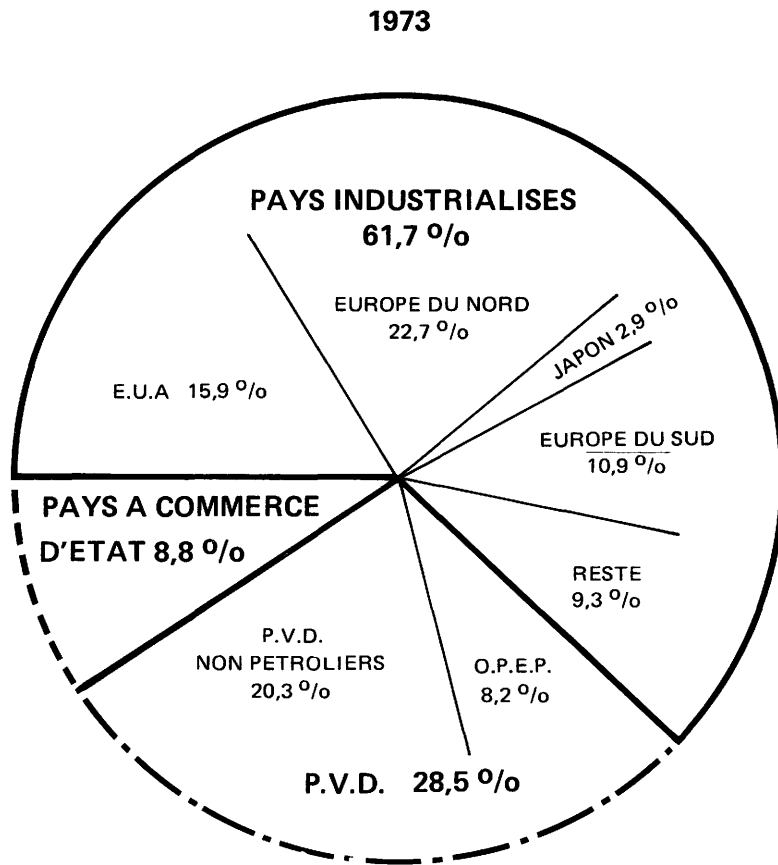
Leur part a doublé entre 1973 et 1976, passant de 8,2% à 16,7%. Cela représente une multiplication par trois des exportations vers ces pays. (Voir tableau III 2 : Destination des exportations de la C.E.; les chiffres de ce tableau, calculés sur la base des valeurs en EUR, varient quelque peu par rapport à ceux du tableau précédent, calculés sur la base des valeurs en UCE).

DESTINATION DES EXPORTATIONS DE LA C.E. PAR ZONE GEOGRAPHIQUE en millions UCE et en %
1973 A 1977

	Pays industrialisés (Classe 1)				AELE		PVD (Classe 2)				Europe de l'Est		Total Extra-C.E.	
	dont E.U.						dont ACP							
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
1973	49.785	61,7	12.800	15,9	19.474	24,1	22.948	28,4	4.432	5,5	6.508	8,1	80.673	100
1974	66.531	58,2	15.911	13,9	25.973	22,7	35.213	30,8	6.065	5,3	9.905	8,7	114.224	100
1975	62.505	51,6	13.201	13,1	25.114	20,7	44.068	36,3	8.079	6,7	11.726	9,7	121.212	100
1976	74.055	52,5	16.232	11,5	31.374	22,2	50.879	36,0	9.840	7,0	12.523	8,9	141.086	100
1977	85.595	52,1	20.523	12,5	38.253	23,3	61.780	37,6	12.460	7,6	13.219	8,0	164.139	100

Source: Eurostat*

DESTINATION DES EXPORTATIONS DE LA C.E. PAR GROUPES DE PAYS EN 1973 ET 1976 - EN %



SOURCE : EUROSTAT *

Pourtant, les exportations vers l'ensemble des p.v.d. non-pétroliers ont connu une évolution plus dynamique que celles vers l'ensemble des pays industrialisés.

Elles ont cependant connu un coup d'arrêt en 1976, dû à la chute des exportations vers l'Amérique latine et la stagnation de celles vers le sous-continent indien. (Voir tableau III 3 : indices de la valeur des exportations calculés sur la base des valeurs en EUR).

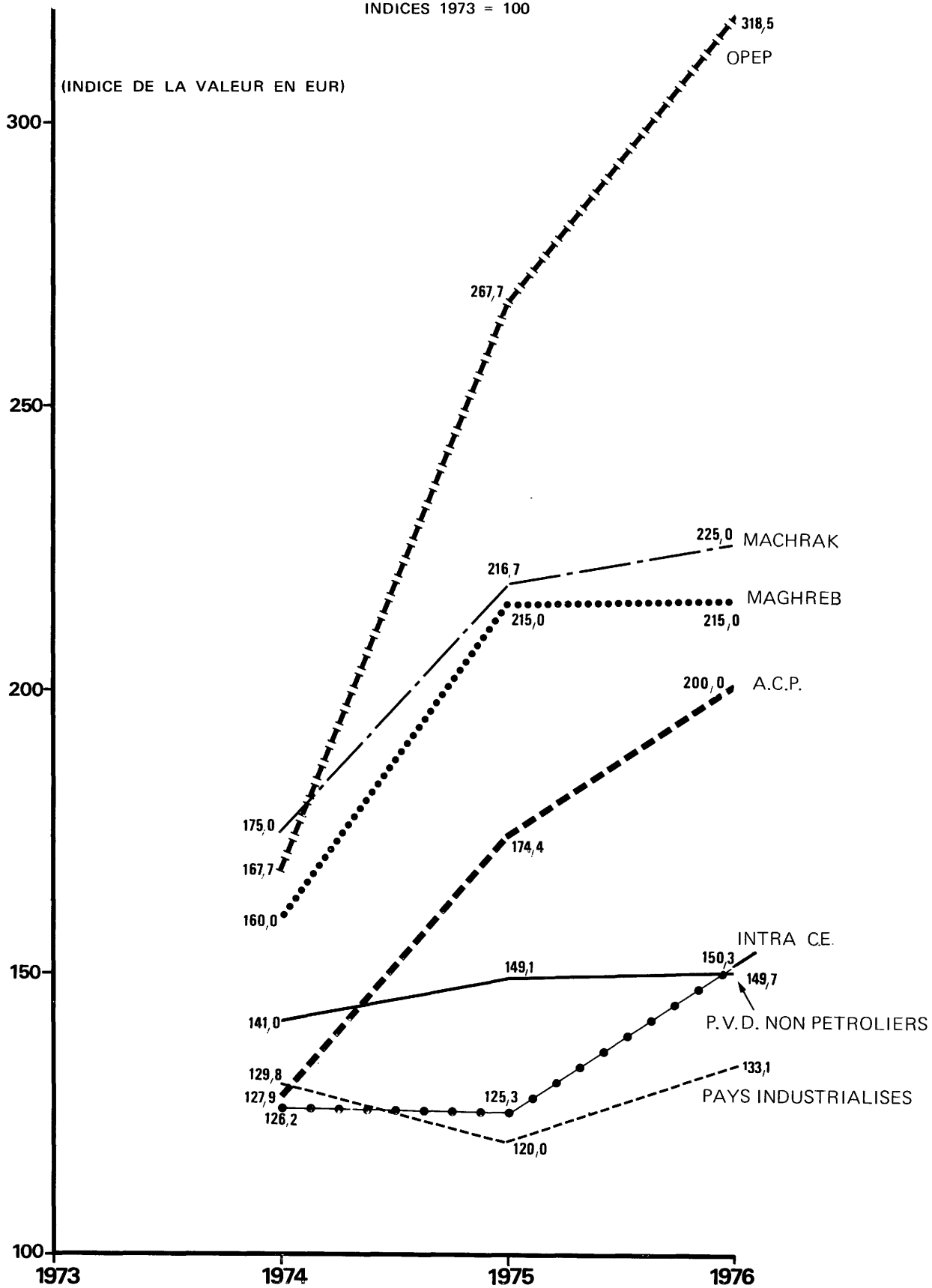
Ce sont la hausse des prix du pétrole et le ralentissement de la croissance des pays industrialisés qui ont radicalement modifié les conditions de la croissance des échanges de la C.E. depuis 1973.

Jusque-là en effet, le commerce intra-C.E. et la demande des autres pays industrialisés (sauf les Etats-Unis) avaient été les facteurs les plus dynamiques de la progression des échanges et un élément essentiel de la croissance économique européenne. L'accroissement du volume des échanges s'était accompagné d'une augmentation de la part du commerce intra-C.E. et du commerce avec les pays industrialisés tiers dans le commerce total de la C.E., au détriment du commerce avec les pays en voie de développement.

Depuis 1973 par contre, le ralentissement de la demande des p.i. et l'apparition d'un déficit commercial considérable avec les pays exportateurs de pétrole ont entraîné d'importantes modifications dans les courants d'échanges de la C.E.

EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE LA C.E. PAR ZONES DE DESTINATION

INDICES 1973 = 100



SOURCE : EUROSTAT. *

Parmi ces modifications, on notera surtout l'émergence des pays de l'OPEP comme principal partenaire commercial de la C.E. puisqu'ils sont devenus le principal fournisseur (26,3%) et le deuxième client (16,7%) après l'Europe du Nord.

Autre fait saillant: l'importance accrue des marchés des ACP pour les exportations de la C.E.

Dans la période cruciale de récession économique qui a affecté depuis 1974 les exportations de la C.E. vers les pays industrialisés et dans une plus faible mesure celles vers les pays de l'Est, les pays en voie de développement liés à la Communauté par l'accord de Lomé se sont révélés être des marchés sûrs et dynamiques. La part des exportations vers ces pays a progressé de 5,5% en 1973 à 7,6% en 1976. L'évolution dynamique ressort encore plus nettement lorsque l'on compare les indices et les taux de croissance annuels. L'indice des exportations vers les ACP a dépassé en 1977 celui de tous les groupes des pays industrialisés et celui des pays de l'Est. (Voir tableau III 4)

Depuis 1975, les exportations vers les ACP progressent aussi chaque année plus rapidement que celles vers l'ensemble des p.v.d. (Voir tableau III 5).

EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE LA C.E. VERS LES PAYS TIERS DE 1970 A 1977 EN MILLIONS UCE.

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Pays industrialisés (Classe 1)	34.743	37.025	40.844	49.785 100	66.531 134	62.505 126	74.055 149	85.596 172
Dont Etats-Unis	9.306	10.268	11.315	12.800 100	15.911 124	13.201 103	16.232 127	20.523 160
AELE	13.070	13.646	15.651	19.474 100	25.973 133	25.114 129	31.374 161	38.253 196
P.V.D. (Classe 2)	16.261	17.693	19.045	22.948 100	35.213 153	44.068 192	50.879 222	61.780 269
Dont A.C.P.	.....	.....	4.015	4.432 100	6.065 137	8.079 182	9.840 222	12.459 281
Europe de l'Est	3.782	3.990	4.824	6.508 100	9.905 152	11.726 180	12.523 192	13.219 203

Source: Eurostat - Bulletin mensuel du commerce extérieur - N° Spécial - 1958-1976 - Eurostat 1978.*

TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DES EXPORTATIONS DE LA C.E. VERS LES PAYS TIERS

en pourcentage (sur la base des valeurs en UCE)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Pays industrialisés (Classe 1)	+6,6	+10,3	+21,9	+33,6	-6,1	+18,5	+15,6
Dont Etats-Unis	+10,3	+10,2	+13,1	+24,3	-17	+23	+26,4
AELE	+4,4	+14,7	+24,4	+33,4	-3,3	+24,9	+21,9
P.V.D. (Classe 2)	+8,8	+7,6	+20,5	+53,4	+25,1	+15,4	+21,4
Dont A.C.P.	....	.....	+10,4	+36,8	+33,2	+21,8	+26,6
Europe de l'Est	+5,5	+20,9	+34,9	+52,2	+18,4	+6,8	+5,5

Source: Eurostat 1978 - Eurostat 1958-1976. Bulletin mensuel du commerce extérieur - N° Spécial.*

Moins étonnant est l'expansion rapide des exportations de la Communauté vers les pays du Maghreb et du Machrak.

Ces deux groupes de pays arabes méditerranéens sont également liés à la Communauté par des accords de coopération économique. Ils profitent aussi largement de l'assistance financière des pays arabes exportateurs de pétrole.

Le tableau III 6 donne une vue générale sur la répartition géographique des exportations et des importations de la Communauté en 1973 et 1976 (par ordre d'importance en 1976).

Une liste des plus gros clients et des plus gros fournisseurs de la Communauté (exprimée en pourcentage du commerce extra-C.E. (1973 et 1976 se trouve dans le tableau III 7 .

Elle montre la part croissante des exportations allant dans les pays de la Ligue arabe, les pays de l'Est, les pays de la Méditerranée du Sud, le Maghreb, le Machrak, les pays ACP, et le recul relatif de toutes les autres régions en tant que marchés d'exportation de la C.E. Ceci ne doit pas faire oublier que, exprimées en valeur, les exportations vers toutes les régions du Monde ont augmenté.

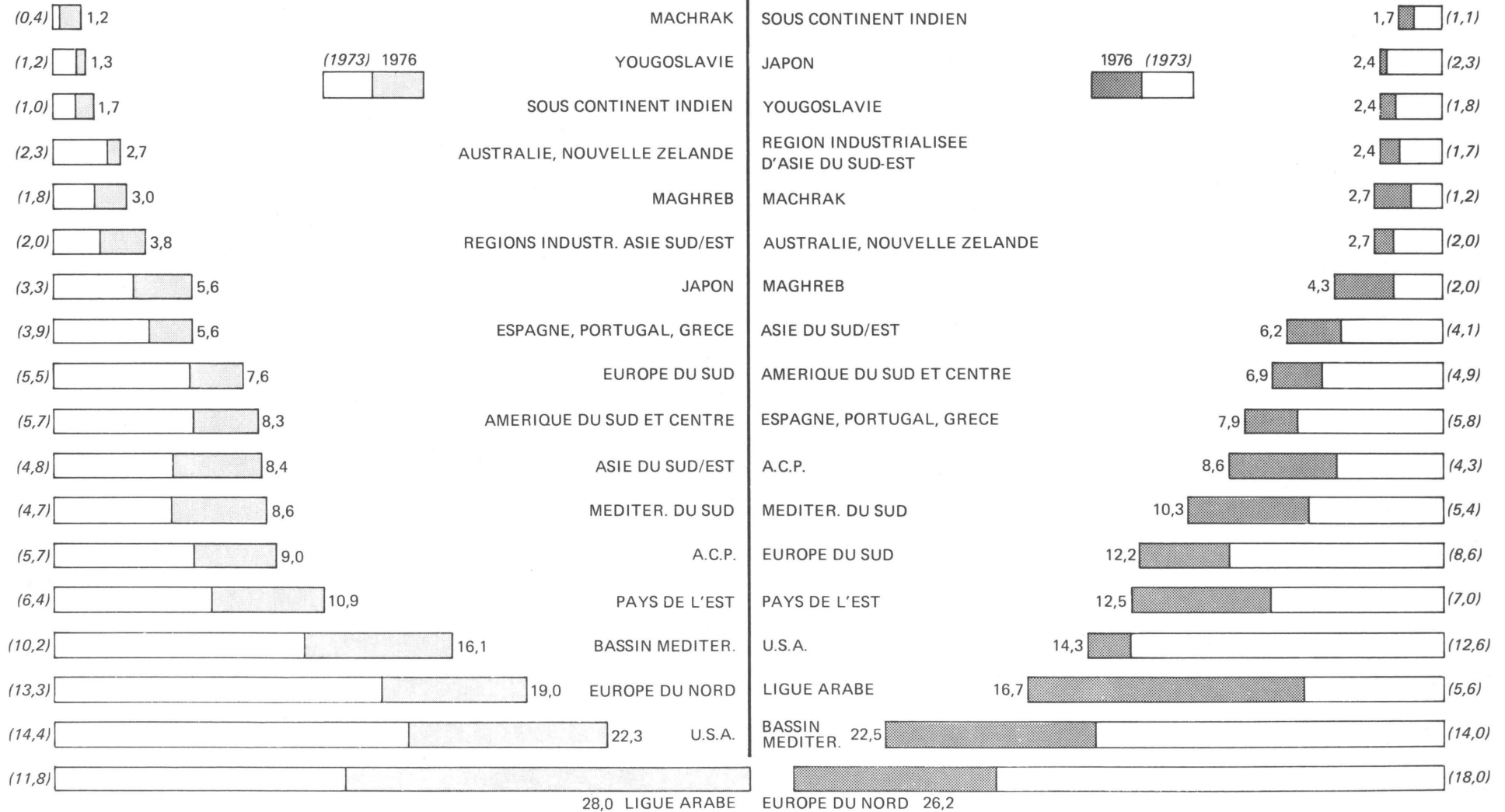
Le tableau III 8 indique les taux de croissance annuels pour les périodes 1970-1975, 1970-1973, 1973-1975 et 1975-1976.

LES PLUS GROS FOURNISSEURS ET CLIENTS DE LA C.E. EN 1973 ET 1976
(COMMERCE TOTAL EN MILLIARDS DE E.U.R.)

LES PLUS GROS FOURNISSEURS DE LA C.E.

LES PLUS GROS CLIENTS DE LA C.E.

UNITE: MILLIARDS EUR.

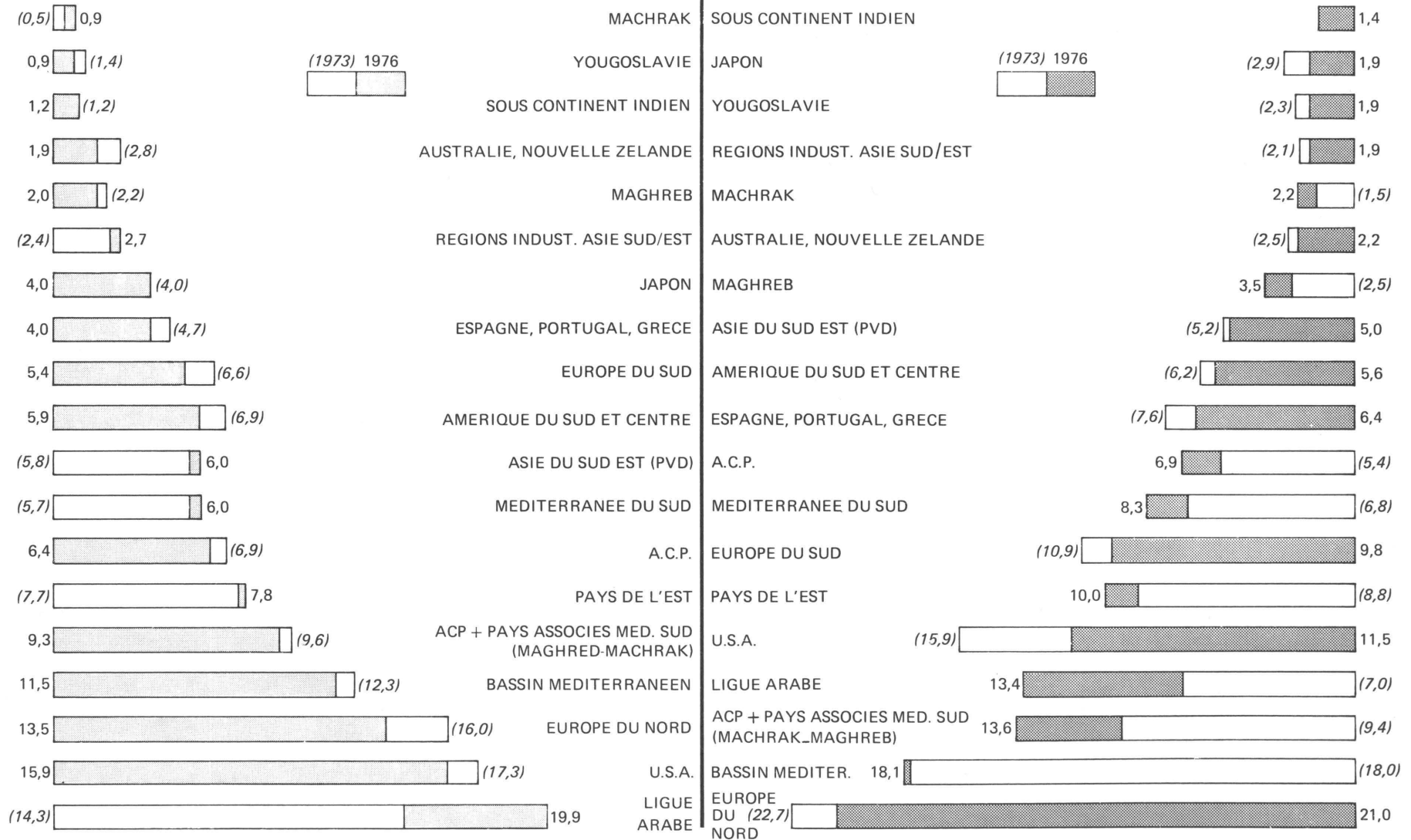


SOURCE: les échanges C.E.E. - P.V.D. dans le réseau des relations commerciales de la C.E.E. (1970-1976) Nov. 1977 *

LES PLUS GROS FOURNISSEURS ET CLIENTS DE LA C.E. EN 1973 ET 1976
(COMMERCE TOTAL EN 0/0)

LES PLUS GROS FOURNISSEURS DE LA C.E. EN 0/0

LES PLUS GROS CLIENTS DE LA C.E. EN 0/0



SOURCE: C.C.E. - les échanges C.E.E. - P.V.D. dans le réseau des relations commerciales de la communauté 1970 - 1976. *

TAUX DE CROISSANCE ANNUELS MOYENS DES ECHANGES DE LA C.E. (Sur la base des valeurs en EUR)

	1970 - 1975		1970 - 1973		1973 - 1975		1975 - 1976	
	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation	Exportation	Importation
Commerce : intra C.E.	14,5	14,2	16,2	16,2	12,2	11,2	20,0	19,0
extra C.E.	14,9	14,7	12,6	11,8	19,8	19,3	8,9	19,2
(sans pétrole)		(10,7)		(9,4)		(12,7)		
<u>Régions industrialisées</u>	<u>11,1</u>	11,2	<u>12,2</u>	10,6	<u>9,6</u>	12,1	<u>10,9</u>	<u>17,8</u>
Etats-Unis	5,9	9,4	10,7	5,4	- 1,1	15,8	15,3	15,5
Europe du Nord	12,9	13,1	13,5	14,3	11,8	11,4	16,4	15,2
Japon	7,4	21,5	18,0	24,8	- 7,3	16,8	20,0	24,4
Australie, Nlle Zélande	7,6	2,0	3,6	6,6	14,2	8,7	3,8	28,6
Afrique du Sud	11,5	16,6	3,6	9,3	24,5	28,0	-10,0	21,4
Europe du Sud	15,9	15,8	16,5	23,5	15,2	6,3	7,0	22,2
dont: Espagne, Portugal,	14,2	19,9	18,6	27,1	8,9	9,8	11,7	17,9
Grèce								
Yougoslavie	12,2	7,4	8,8	19,7	20,2	- 8,4	-10,0	30,0
<u>P.V.D.</u>	<u>16,8</u>	<u>18,8</u>	<u>11,5</u>	<u>13,0</u>	<u>35,2</u>	<u>28,0</u>	<u>8,2</u>	<u>19,6</u>
dont: OPEP	35,0	28,0	19,6	18,1	60,0	44,5	19,0	17,9
p.v.d. non pétroliers	<u>14,0</u>	<u>9,8</u>	<u>8,8</u>	<u>8,9</u>	<u>22,1</u>	<u>11,0</u>	0,4	22,3
A.C.P.	17,5	12,2	10,8	12,2	27,2	12,3	14,7	13,9
(sans pétrole)		(5,1)	(5,7)		(4,3)			
Amérique latine	17,8	7,1	9,1	7,4	25,3	6,7	-10,0	16,9
Asie du Sud-Est	17,0	18,5	9,8	20,9	18,9	14,1	6,9	35,0
Sous-continent indien	14,5	9,2	8,4	8,2	24,3	9,6	- 3,6	38,8
Régions industrialisées	20,4	25,4	15,0	31,3	12,8	17,1	14,3	31,0
Méditerranée du Sud	25,4	9,3	18,4	2,0	36,8	21,3	1,4	24,5
(sans pétrole)						(6,3)		
dont: Maghreb	25,2	16,5	12,6	8,7	46,5	29,0	0,6	- 0,7
(sans pétrole)		(8,3)		(8,3)		(8,4)		
Maghreb et Machrak	26,9		15,1	6,7	47,0	31,8	2,2	10,6
Bassin Méditerranéen	19,6	12,1	16,7	11,3	23,9	13,3	4,3	23,4
Ligue Arabe							16,8	18,6
<u>Pays de l'Est (classe 3)</u>	<u>23,4</u>	<u>15,7</u>	<u>17,6</u>	<u>15,1</u>	<u>32,6</u>	<u>16,6</u>	<u>1,6</u>	<u>25,3</u>

Source: Les échanges C.E. - p.v.d. dans le réseau des relations commerciales de la Communauté, 1970 - 1975.
(Juin 1977)

B. Les Etats membres face aux marchés d'exportation des p.v.d.

Pour exporter, chacun des pays membres est obligé de se tourner vers les p.v.d.

Les marchés des p.v.d. ont pris une importance plus grande pour tous les pays membres de la C.E. Ceci ressort nettement des tableaux III9 et III10 montrant la répartition géographique des exportations des pays membres, y compris les exportations intra-C.E. Voici quelques exemples : la part des p.v.d. dans les exportations du Royaume-Uni est passée de 20,8% à 25,6% (1973-1976). Les p.v.d. absorbent près d'un quart des exportations françaises (contre 18% en 1973); 17% des exportations allemandes (contre 11,5% en 1973); 22% des exportations italiennes (contre 14% en 1973, etc...)

Certains profitent plus, d'autres moins, des nouvelles possibilités de marchés dans les p.v.d.

Classés par taux moyen de croissance (1973-1977) de leurs exportations vers les p.v.d., voici les pays les plus dynamiques: l'Italie, l'Irlande, l'Allemagne, Belgique/Luxembourg, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark.

Sil'on ne considère que les taux de croissance moyens des deux dernières années, l'ordre est différent :

Irlande, Belgique, Allemagne, Italie, Royaume-Uni, Pays-Bas, France, Danemark.

Voir tableaux III 11 et III 12.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES
DE LA C.E. EN 1973, 1975 ET 1977 EN MILLIONS UCE ET EN %.

		Classe 1 dont EUA et AELE			Classe 2 dont A.C.P.		Europe de l'Est	Intra-C.E.	Monde
C.E.	1973	49.785 29,2%	12.800 7,5%	19.474 11,4%	22.948 13,4%		6.508 3,8%	90.031 52,7%	170.703 100%
	1975	62.505 26,1%	13.201 5,5%	25.114 10,5%	44.068 18,4%		11.726 4,9%	118.359 49,4%	239.571 100%
	1977	85.596 25,7%	20.523 6,2%	38.253 11,5%	61.780 18,6%	12.459 3,7%	13.219 4,0%	168.354 50,6%	332.494 100%
Allemagne	1973	19.094 35,1%	4.605 8,5%	8.549 15,7%	6.261 11,5%		3.019 5,5%	25.633 47,1%	54.397 100%
	1975	23.115 31,8%	4.311 5,9%	10.524 14,5%	11.955 16,4%		5.219 7,2%	31.659 43,5%	72.666 100%
	1977	32.660 31,6%	6.871 6,6%	16.494 15,9%	17.597 17 %	2.522 2,4%	5.822 5,6%	46.374 44,9%	103.316 100%
France	1973	6.251 21,6%	1.371 4,7%	2.416 8,3%	5.249 18,1%		1.061 3,5%	16.216 56,1%	28.902 100%
	1975	8.558 20,4%	1.647 3,9%	3.488 8,3%	10.353 24,6%		2.095 5 %	20.642 49,2%	41.981 100%
	1977	11.540 20,7%	2.862 5,1%	4.515 8,1%	13.473 24,2%	3.695 6,6%	2.441 4,4%	28.035 50,4%	55.666 100%
Italie	1973	5.395 29,8%	1.552 8,6%	1.679 9,3%	2.577 14,2%		810 4,5%	9.074 50,1%	18.105 100%
	1975	7.266 25,7%	1.840 6,5%	2.225 7,9%	5.925 21 %		1.764 6,2%	12.748 45,1%	28.240 100%
	1977	9.823 24,9%	2.631 6,6%	3.505 8,9%	8.641 21,9%	1.199 3 %	2.016 5,1%	18.371 46,5%	39.458 100%
Pays-Bas	1973	3.021 15,5%	692 3,5%	1.313 6,7%	1.674 8,6%		403 2,1%	14.154 72,5%	19.511 100%
	1975	3.846 13,4%	778 2,7%	1.675 5,8%	3.020 10,5%		643 2,2%	20.327 71,1%	28.593 100%
	1977	5.511 14,4%	1.312 3,4%	2.504 6,5%	4.135 10,8%	947 2,5%	720 1,9%	29.954 78,2%	38.283 100%

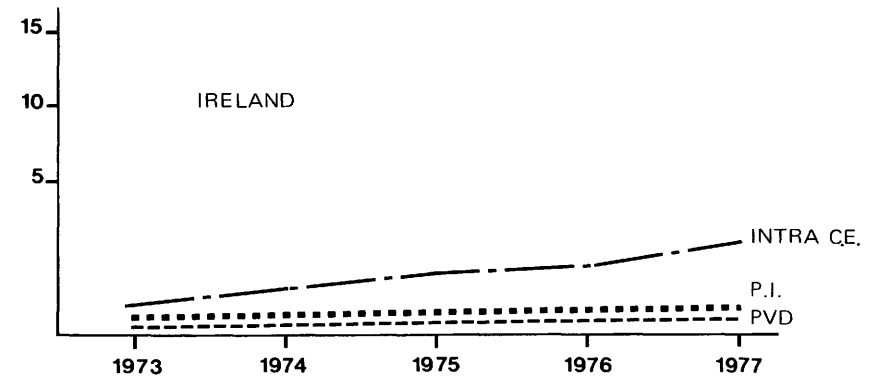
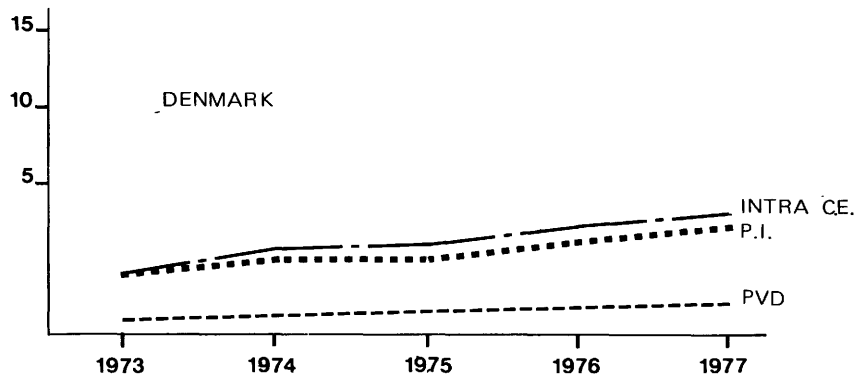
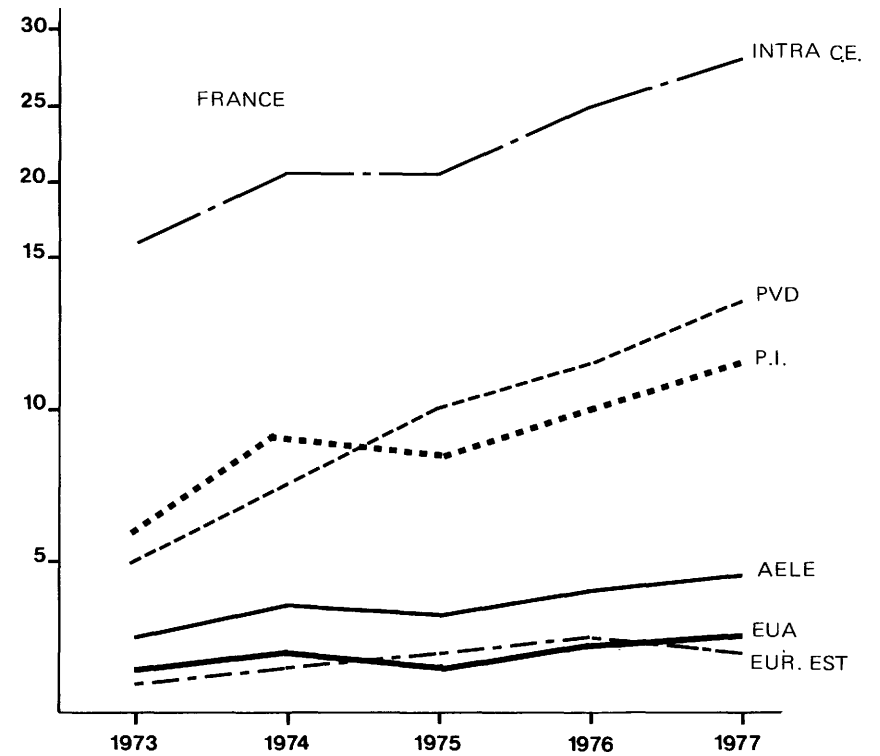
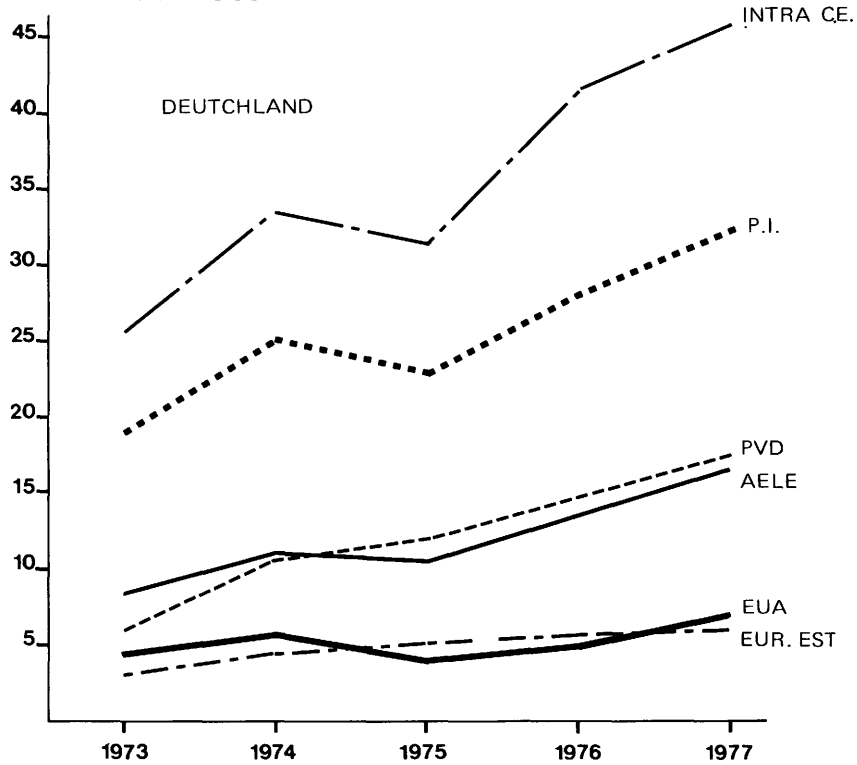
REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES
DE LA C.E. EN 1973, 1975 ET 1977 EN MILLIONS UCE ET EN %.

		Classe 1 dont EUA et AELE			Classe 2 dont A.C.P.		Europe de l'Est	Intra-C.E.	Monde
Belgique / Luxembourg	1973	2.955 16,2%	1.021 5,6%	1.044 5,7%	1.420 7,8%		405 2,2%	13.310 73,1%	18.203 100%
	1975	3.416 14,7%	946 4,1%	1.332 5,7%	2.473 10,6%		687 2,9%	16.368 70,6%	23.193 100%
	1977	4.722 14,3%	1.377 4,2%	2.104 6,4%	3.681 11,2%	654 2%	667 2%	23.413 71,2%	32.864 100%
Royaume-Uni	1973	10.692 43,1%	3.026 12,2%	3.142 12,6%	5.164 20,8%		644 2,6%	8.020 32,3%	24.795 100%
	1975	13.265 37,6%	3.152 8,9%	4.059 11,5%	9.330 26,4%		1.044 2,9%	11.399 32,3%	35.288 100%
	1977	17.359 34,5%	4.719 9,4%	6.583 13,1%	12.848 25,6%	3.183 6,3%	1.275 2,5%	18.355 36,5%	50.240 100%
Irlande	1973	295 17,1%	169 9,8%	40 2,3%	91 5,3%		10 0,6%	1.314 76,1%	1.727 100%
	1975	327 12,6%	157 6,1%	55 2,1%	146 5,6%		27 1%	2.053 79,4%	2.585 100%
	1977	528 13,7%	238 6,2%	120 3,1%	303 7,9%	76 2%	25 0,6%	2.947 76,5%	3.851 100%
Danemark	1973	2.082 41,1%	364 7,2%	1.290 25,5%	512 10,1%		156 3,1%	2.310 45,6%	5.063 100%
	1975	2.712 38,6%	370 5,3%	1.755 25%	865 12,3%		247 3,5%	3.164 45,0%	7.024 100%
	1977	3.453 39,2%	509 5,8%	2.425 27,5%	1.101 12,5%	180 2%	250 2,8%	3.902 44,3%	8.813 100%

Source: Eurostat 1978 - Eurostat 1958-1976 - N° Spécial - Commerce Extérieur *

EVOLUTION DES EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES DE LA C.E. PAR ZONES DE DESTINATION (EN MILLIONS UCE)
(DE 1973 A 1977)

UNITE : MILLIARDS UCE

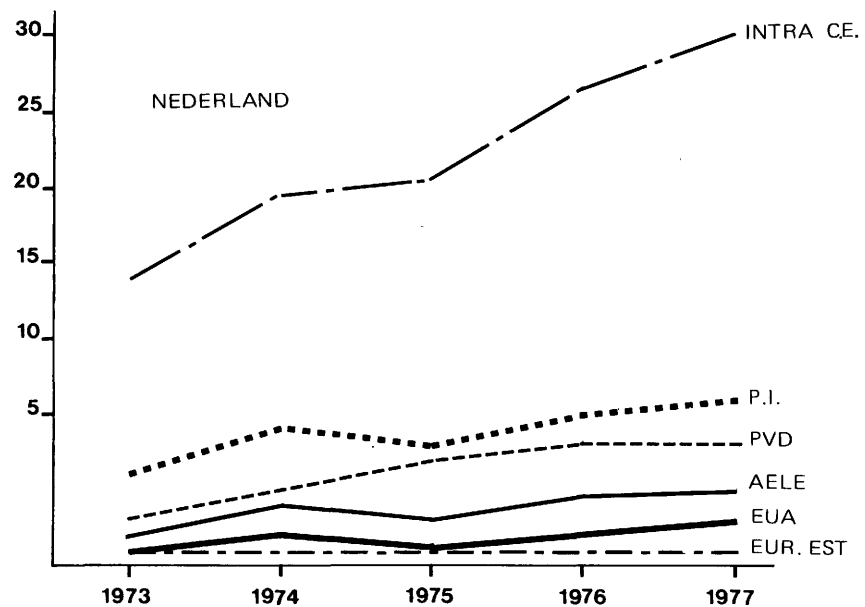
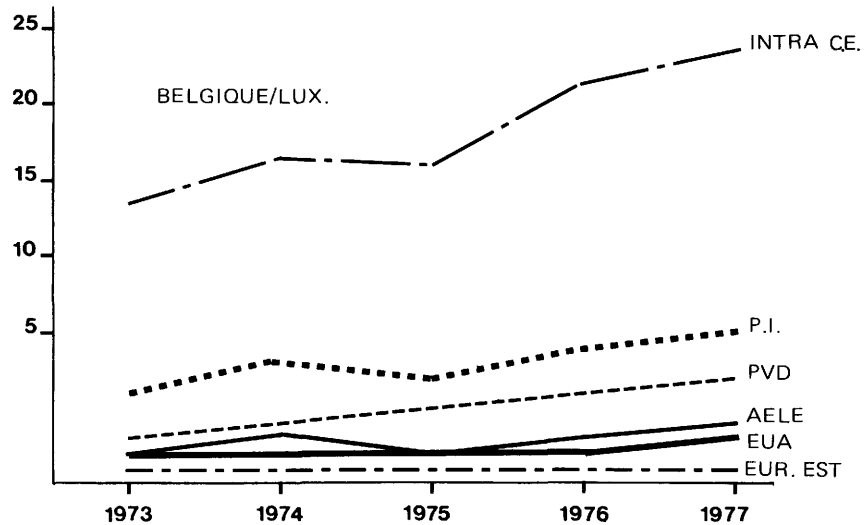
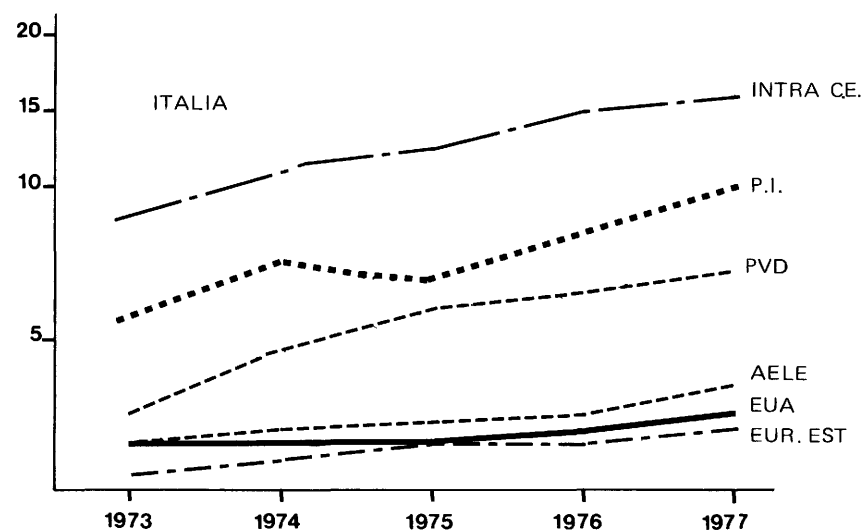
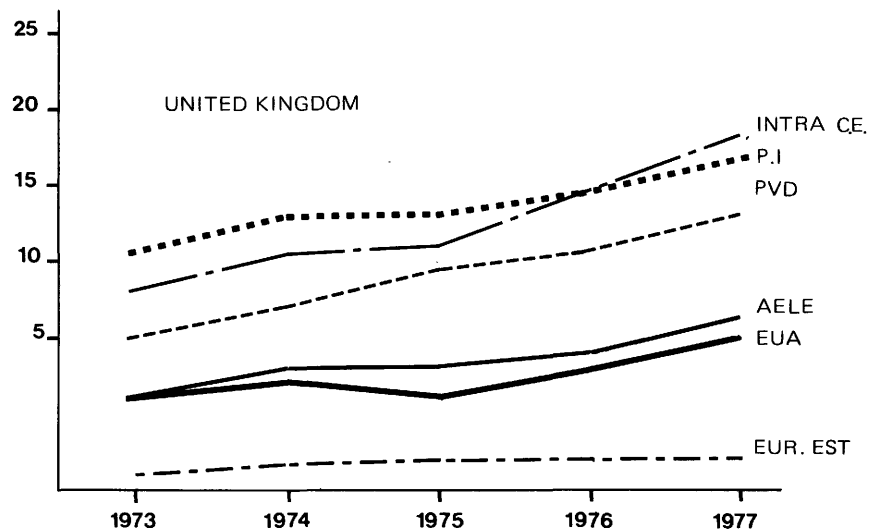


SOURCE : EUROSTAT 1978



EVOLUTION DES EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES DE LA C.E. PAR ZONES DE DESTINATION (EN MILLIONS UCE)
(DE 1973 A 1977)

UNITE : MILLIARDS UCE



SOURCE : EUROSTAT 1978



TAUX DE CROISSANCE ANNUELS DES EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES DE LA C.E.
VERS LES P.V.D.

Unité: millions UCE

	1973	1974 (a)	1975 (a)	1976 (a)	1977 (a)	Moyenne 1973/1977	Moyenne 1976/1977
Total C.E.	22.948	35.213 + 53	44.068 + 25	50.879 + 15	61.780 + 21	+ 26%	18%
Allemagne	6.261	10.414 + 66	11.955 + 15	14.780 + 24	17.597 + 19	+ 31%	21,5%
France	5.249	7.612 + 45	10.353 + 36	11.663 + 13	13.473 + 15	+ 27,2%	14,0%
Italie	2.577	4.561 + 77	5.925 + 30	6.602 + 11	8.641 + 31	+ 37,2%	21,0%
Pays-Bas	1.674	2.512 + 50	3.020 + 20	3.554 + 18	4.135 + 16	+ 26,0%	17,0%
Belgique/Luxembourg	1.420	2.231 + 57	2.473 + 11	2.756 + 11	3.681 + 34	+ 28,2%	22,5%
Royaume-Uni	5.164	7.039 + 36	9.330 + 32	10.402 + 11	12.848 + 23	+ 25,5%	17,0%
Irlande	91	127 + 40	146 + 15	211 + 44	303 + 44	+ 35,2%	44,0%
Danemark	512	717 + 40	865 + 21	911 + 5	1.101 + 21	+ 21,7%	13,0%

(a) = taux de croissance annuels.

Source: Eurostat 1978 - Eurostat 1958-1976 - Bulletin mensuel du Commerce Extérieur.*

EVOLUTION DES EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES DE LA C.E. VERS LES P.V.D. DE 1973 A 1977 (Valeur et indice)

Unité: millions UCE

	1973		1974		1975		1976		1977	
	Valeur	Indice	Valeur	Indice	Valeur	Indice	Valeur	Indice	Valeur	Indice
Total C.E.	22.948	100	35.213	153	44.068	192	50.879	222	61.780	269
Allemagne	6.261	100	10.414	166	11.955	191	14.780	236	17.597	281
France	5.249	100	7.612	145	10.353	197	11.663	222	13.473	257
Italie	2.577	100	4.561	177	5.925	230	6.602	256	8.641	335
Pays-Bas	1.674	100	2.512	150	3.020	180	3.554	212	4.135	247
Belgique/ Luxembourg	1.420	100	2.231	157	2.473	174	2.756	194	3.681	259
Royaume-Uni	5.164	100	7.039	136	9.330	181	10.402	201	12.848	249
Irlande	91	100	127	140	146	160	211	232	303	333
Danemark	512	100	717	140	865	169	911	178	1.101	215

Source: Eurostat 1978 - Eurostat 1958-1976 - Bulletin mensuel du Commerce Extérieur.*

Les pays ACP interviennent pour 20% dans les exportations de la C.E. vers l'ensemble des pays en voie de développement.

Le rôle des ACP par rapport à celui des autres p.v.d. est plus important encore pour les exportations de la France et du Royaume-Uni. Il est le moins important pour l'Italie. Voir tableau III 13.

Ainsi, près de 30% des marchandises exportées par la Communauté vers les ACP viennent de la France, 25% du Royaume-Uni, 20% de l'Allemagne et 10% d'Italie. Les exportations françaises se dirigent surtout vers l'Afrique francophone et celles de la Grande-Bretagne vers l'Afrique d'expression anglaise.

EXPORTATIONS DE LA C.E. VERS LES ACP EN 1977

- IMPORTANCE DES PAYS MEMBRES EN TANT QUE FOURNISSEURS PAR RAPPORT AU TOTAL DE LA C.E. (1)
- IMPORTANCE DES ACP EN TANT QUE CLIENTS PAR RAPPORT A L'ENSEMBLE DES P.V.D. (2)

en millions UCE

	ACP	% par rapport au total C.E. (1)	% par rapport au total des p.v.d. (2)	Total p.v.d.	
C.E.	12.459	100%	20,2%	61.780	100%
Allemagne	2.522	20,2%	14,3%	17.597	100%
France	3.695	29,7%	27,4%	13.473	100%
Italie	1.199	9,6%	13,9%	8.641	100%
Pays-Bas	947	7,6%	22,9%	4.135	100%
Belgique/ Luxembourg	654	5,3%	17,8%	3.681	100%
Royaume-Uni	3.183	25,6%	24,8%	12.848	100%
Irlande	76	0,6%	25,1%	303	100%
Danemark	180	1,4%	16,3%	1.101	100%

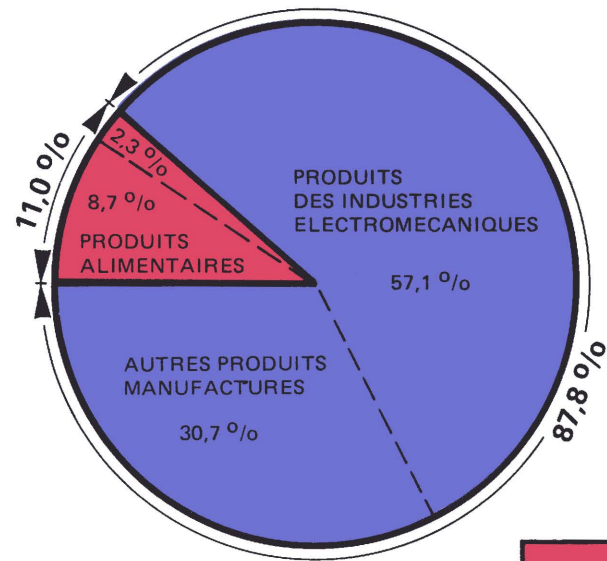
Source: Eurostat 1978

Eurostat 1958-1976 - Bulletin du Commerce Extérieur.*

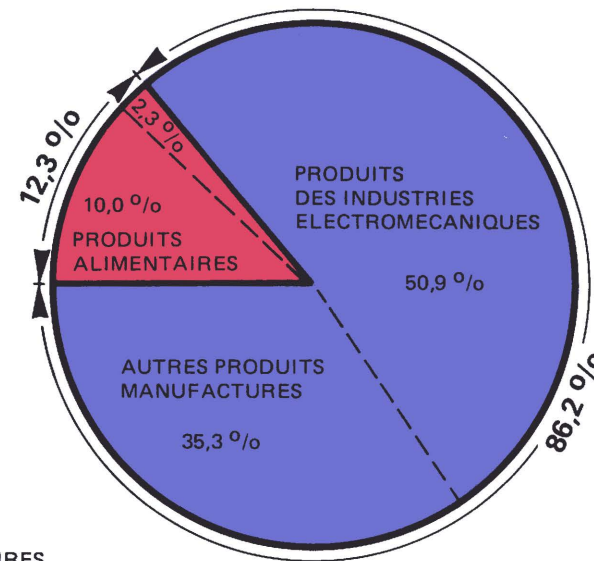
C.E.: STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR REGIONS ET PAR GROUPES DE PRODUITS 1972 - 1976

PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE

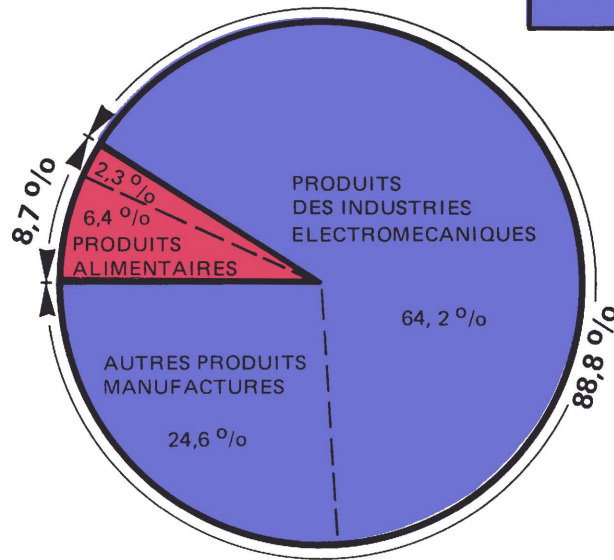
P.V.D. NON PETROLIERS



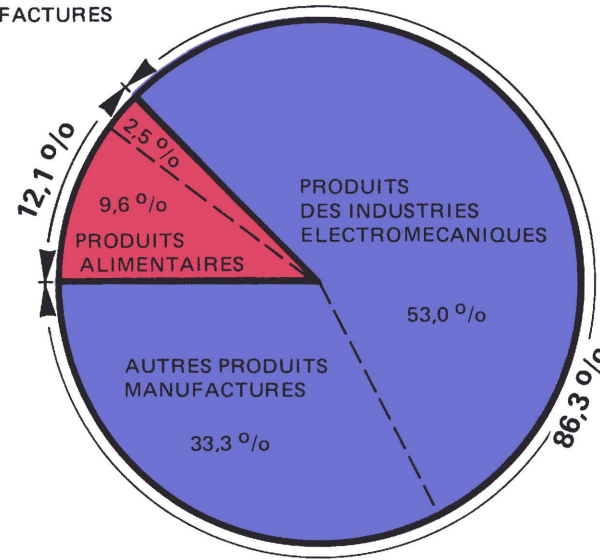
1972



■ TOTAL PRODUITS PRIMAIRES
■ TOTAL PRODUITS MANUFACTURES

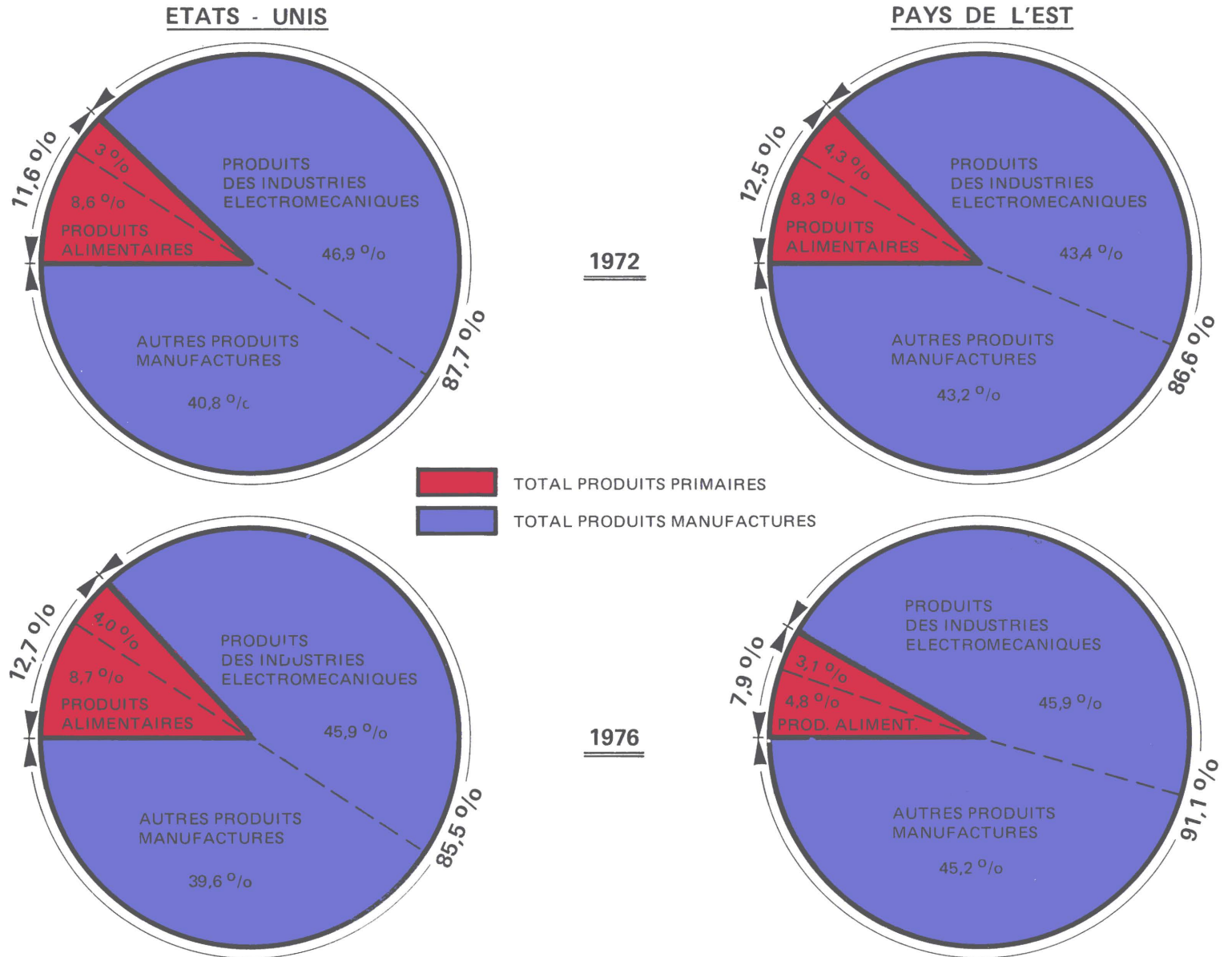


1976



SOURCE: G.A.T.T. - le commerce international *

C.E.: STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR REGIONS ET PAR GROUPES DE PRODUITS 1972 - 1976



SOURCE: G.A.T.T. - le commerce international *

C. Que nous achètent les p.v.d.?

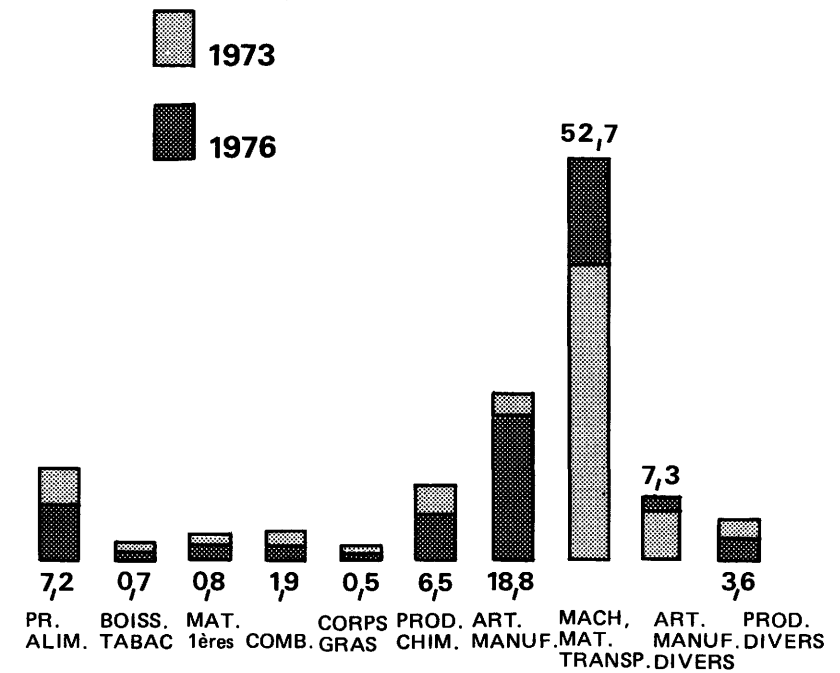
Près de 65% de nos exportations vers les pays de l'OPEP et 53% de nos exportations vers les p.v.d. non-pétroliers viennent de nos industries électro-mécaniques.

Par contre nos exportations vers les Etats-Unis et les pays de l'Est ne comportent que 46% de produits électro-mécaniques. On constate dans le tableau III 14 que les achats des p.v.d. pétroliers et non-pétroliers se concentrent de manière croissante sur les biens d'équipement (produits électro-mécaniques). Ceci n'est pas le cas pour les exportations de la C.E. vers les Etats-Unis. Les achats par les p.v.d. d'autres produits manufacturés et de produits alimentaires augmentent plus lentement.

Voyons d'autres exemples: les machines et matériel de transport interviennent pour 53% dans les exportations de la C.E. vers les pays de la Ligue arabe (1973: 39%) et pour 50% dans les exportations vers les pays A.C.P. (1975: 48%). On observe dans les deux cas un recul de l'importance des produits alimentaires et soit un recul soit une stagnation de la part des autres produits manufacturés. (Voir tableaux III 15 et III 16).

STRUCTURE DES EXPORTATIONS DE LA C.E. A DESTINATION DE LA LIGUE ARABE – 1973 ET 1976 EN %

CST		1973	1976
0	PRODUITS ALIMENTAIRES	12,3 %	7,2 %
1	BOISSONS, TABAC	1,0 %	0,7 %
2	MATIERES PREMIERES	1,6 %	0,8 %
3	COMBUSTIBLES	2,1 %	1,9 %
4	CORPS GRAS	0,7 %	0,5 %
5	PRODUITS CHIMIQUES	9,5 %	6,5 %
6	ARTICLES MANUFACTURES	22,1 %	18,8 %
7	MACHINES – MATERIEL DE TRANSPORT	39,3 %	52,7 %
8	ARTICLES MANUFACTURES DIVERS	6,3 %	7,3 %
9	PRODUITS ET TRANSACTIONS DIVERS NON CL.	5,1 %	3,6 %
	TOTAL	100 %	100 %



SOURCE : DIALOGUE EURO-ARABE : STRUCTURE DES ECHANGES OSCE – MICROFILM 24.6.77 *

STRUCTURE DES EXPORTATIONS DE LA C.E. A DESTINATION DES PAYS A.C.P.

1975, 1976 et 1er semestre 1977.

en %

CST		1975	1976	1977 Jan-Juin
0	Produits alimentaires	8,0	7,8	6,1
1	Boissons, tabac	1,9	2,0	2,4
2	Matières premières	0,8	0,8	0,7
3	Combustibles	2,2	2,7	3,4
4	Corps gras	0,4	0,4	0,4
5	Produits chimiques	11,5	10,9	10,3
6	Articles manufacturés	20,2	18,1	17,7
7	Machines, mat. de transport	47,8	49,9	50,6
8	Articles manuf. divers	6,2	6,1	6,4
9	Produits non classés			
	TOTAL	100,0	100,0	100,0

Source: OSCE; A.C.P.: Annuaire des Statistiques du Commerce Extérieur



Cela indique que les p.v.d. donnent la priorité à l'achat de biens d'équipement nécessaires à leur développement.

Ce sont ces marchés qui connaissent les taux de croissance les plus rapides et la Communauté est bien placée pour répondre aux besoins des p.v.d. Les ventes aux pays de l'OPEP de produits électro-mécaniques (machines, matériel de transport, matériel de bureau et de communication) ont atteint en 1976 quatre fois la valeur des mêmes exportations en 1973. Les exportations vers les autres p.v.d. étaient supérieures de 73% par rapport à 1973.

Par contre les ventes de la même catégorie de produits vers les pays industrialisés n'ont augmenté que de 43% ⁽¹⁾. (Voir tableau III 17)

Pour la plupart des autres groupes de produits manufacturés, les exportations vers les p.v.d. ont également atteint des taux de croissance plus élevés que celles vers les pays industrialisés. Seules exceptions: les exportations de fer, fonte et acier, de produits chimiques, de textiles et de vêtements. Ce sont là tous des produits où les industries des p.v.d. sont devenues très compétitives. Cela s'exprime entre autre par le fait que leurs exportations vers la Communauté augmentent plus rapidement que celles dans le sens inverse. On reviendra sur cet aspect des échanges dans la deuxième partie de cette documentation.

(1) Cela signifie une augmentation légère en termes réels.

EVOLUTION DES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES DE LA C.E. PAR GROUPES DE PAYS ET
 GROUPES DE PRODUITS. INDICES 1976: (1973 = 100) CALCULES SUR LA BASE DES
 VALEURS EN DOLLARS.

	1. Régions	2. Amérique	3.	4.	5. Autres	6.	7. Pays	8. Pays	9. Autres
	industrielles	du Nord	C.E.	EFTA	Eur.	Japon	Est	OPEC	P.V.D.
Métaux non ferreux	125	90	135	126	100	63	89	200	122
Fer, fonte et acier	127	91	136	117	121	100	181	213	128
Produits chimiques	168	205	171	156	156	124	198	215	144
Electromécanique total	143	111	151	144	151	110	201	379	173
Machines pour ind. spécialisées	135	132	136	138	143	88	186	363	180
Matériel de bureau et de communication	156	156	160	154	162	100	153	404	173
Véhicules automobiles routiers	148	105	161	156	168	175	220	373	154
Autres machines et matériel de transp.	145	106	156	138	152	142	246	394	180
Articles de ménage	146	112	151	150	152	100	200	380	180
Textiles	122	75	128	126	120	68	134	184	118
Vêtements	142	94	143	151	118	125	91	383	129
Autres produits de consommation	144	119	152	150	108	72	186	374	151
Total produits manufacturés	143	116	150	143	145	103	183	328	157

Source: GATT: Le Commerce International 1976 - 1977. *

Il faut retenir ici que :

Ce sont avant tout les p.v.d. pétroliers et non-pétroliers qui offrent des nouveaux débouchés aux exportations de la Communauté de biens d'équipement et de certains autres produits manufacturés.

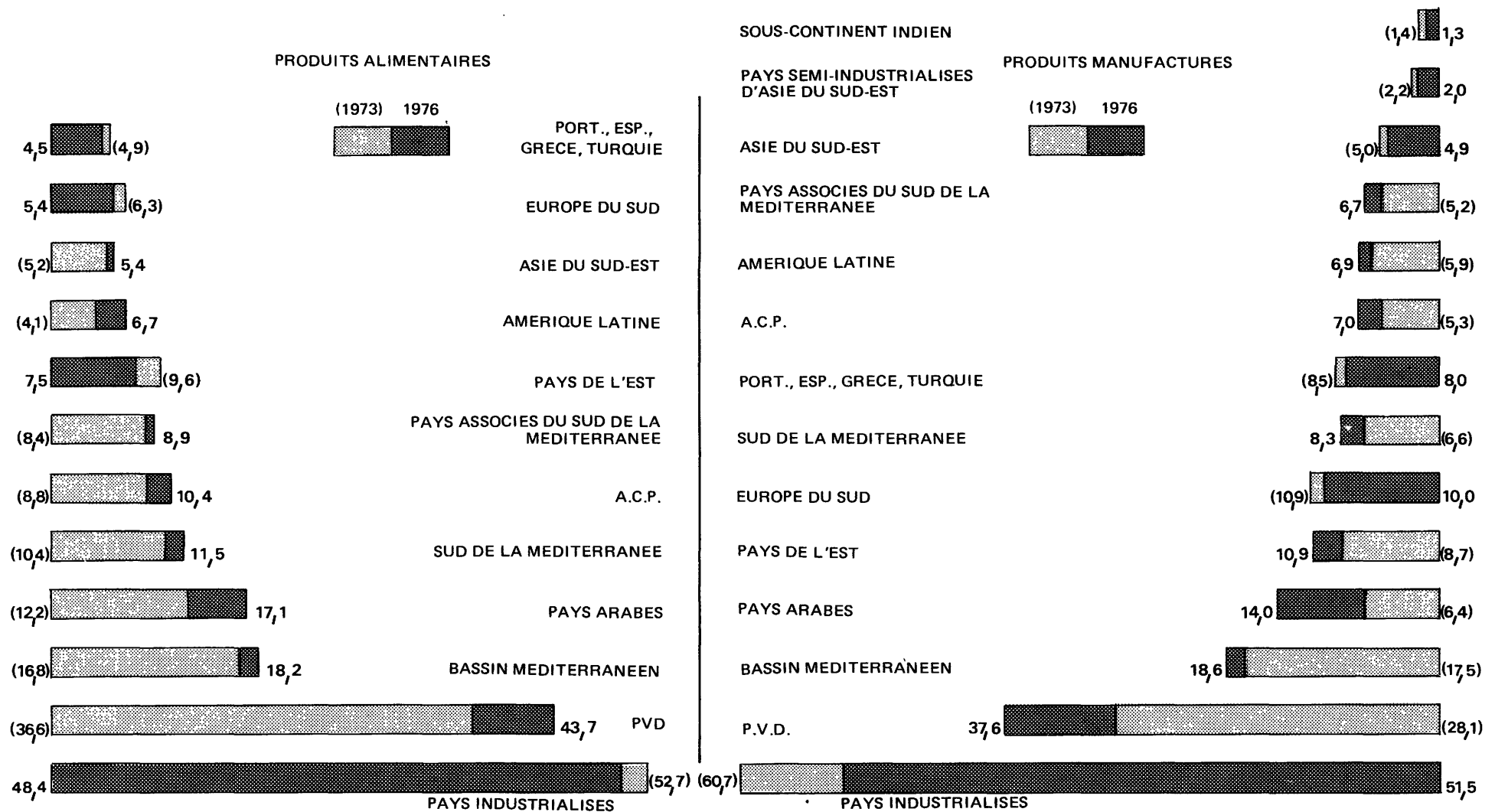
Regardons la répartition géographique des exportations manufacturières de la Communauté : (tableau III 18).

Les p.v.d. ont acheté en 1976 37,6% des exportations manufacturières de la C.E., contre 28,1% en 1973. Ce ne sont pas seulement les pays exportateurs de pétrole qui ont pris davantage d'importance en tant que clients. Parmi les marchés d'exportation les plus dynamiques figurent aussi les pays A.C.P., les pays d'Amérique latine et les pays du Maghreb et du Machrak. Notons aussi que le marché des pays arabes est devenu plus important que celui des pays de l'Est pour les exportations manufacturières de la C.E.

Les p.v.d. absorbent aussi une part croissante des produits alimentaires exportés par la C.E.

Cela ressort également du tableau III 18. Par rapport à 1973, les exportations s'orientent davantage vers les pays arabes, les pays d'Amérique latine, les pays d'Asie du Sud et de l'Est et les pays A.C.P.

LES PLUS GROS CLIENTS DE LA C.E. PAR GROUPES DE PAYS ET GROUPES DE PRODUITS (1973 – 1976) en %



SOURCE : LES ECHANGES CEE-PVD DANS LE RESEAU DES RELATIONS COMMERCIALES DE LA COMMUNAUTE (1970 – 1976) – NOVEMBRE 1977



D. Les p.v.d. achètent-ils plus en Europe qu'ailleurs ?

L'importance croissante des p.v.d. dans l'économie et le commerce internationaux a entraîné des changements profonds dans leurs courants d'échanges: la part des pays industrialisés dans les importations diminue, celle des p.v.d. augmente.

Le tableau III 19 permet de constater trois faits saillants:

1. Les besoins accrus d'énergie et l'augmentation du prix de pétrole ont multiplié par trois la part des pays exportateurs de pétrole dans les importations des p.v.d. non-pétroliers. Cette part est passée de 6% en 1970 à 17,4% en 1976.

2. En même temps, grâce aux progrès de développement et notamment de l'industrialisation d'un certain nombre de p.v.d., les échanges intra-régionaux entre les p.v.d. ont pris une importance plus considérable. C'est surtout le cas pour les échanges entre les pays d'Amérique latine et ceux des p.v.d. d'Asie du Sud-Est. Par contre les échanges non-pétroliers entre p.v.d. de différents continents restent négligeables, à l'exception des exportations des pays du Sud-Est asiatique.

3. Par conséquent, le rôle des pays industrialisés en tant que fournisseurs des p.v.d. est devenu moins dominant et celui, beaucoup plus réduit, des pays de l'Est a également diminué. La forte poussée des exportations des pays industrialisés vers les p.v.d. exportateurs de pétrole n'était pas suffisante pour compenser leur recul relatif sur l'ensemble des marchés des p.v.d.

LES PLUS GROS FOURNISSEURS DES P.V.D. PAR ZONES GEOGRAPHIQUES: 1970, 1973, 1976.

(en % Monde = 100%)

DESTINATION	Amérique latine			Asie du Sud et de l'Est			Asie Occidentale			Afrique			Total P.V.D.			P.V.D. Export. de pétrole			Autres régions en voie de dév.		
	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976
ORIGINE	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976
Amérique du Nord	39,4	34,7	32,5	23,2	20,0	17,8	18,8	16,5	19,9	9,8	9,4	10,5	25,0	22,3	21,8	23,3	19,2	20,3	25,4	23,0	21,1
Communauté Européenne	24,0	22,0	17,5	16,4	14,3	12,9	37,2	32,1	36,6	48,0	51,0	51,0	28,0	26,8	26,9	40,2	39,9	40,7	25,6	23,6	20,9
Japon	5,8	7,1	6,5	24,5	25,2	22,9	7,2	8,5	13,6	4,5	5,0	6,1	12,0	13,5	13,0	10,3	13,5	14,5	12,3	13,6	12,3
Total régions industrialisées	75,0	69,5	61,4	66,8	62,2	56,0	70,2	64,3	77,5	69,6	73,3	75,8	70,3	68,0	66,1	79,4	79,2	82,9	68,4	65,3	58,6
Amérique latine	15,4	17,1	18,4	0,9	1,4	0,6	0,8	1,5	1,0	1,1	1,7	2,1	5,6	6,3	5,8	1,7	2,5	2,4	6,4	7,2	7,4
Asie du Sud et de l'Est	1,0	1,3	2,3	17,2	18,3	17,9	4,9	3,7	6,3	4,3	3,5	4,2	7,6	8,2	8,3	5,0	5,9	4,6	8,1	8,8	10,0
Asie Occidentale	1,2	4,0	8,8	3,8	6,7	15,8	10,0	7,4	7,2	3,4	3,0	5,1	3,7	5,6	9,8	2,5	3,1	2,4	4,0	6,3	13,1
Afrique	1,3	2,6	3,3	2,1	1,1	0,6	1,6	1,1	0,4	6,8	6,6	4,4	2,4	2,5	2,0	1,6	1,5	0,9	2,6	2,8	2,5
Total régions en voie de dév.	18,9	25,0	32,9	23,3	27,6	34,9	17,3	13,7	14,9	15,6	14,7	15,8	19,4	22,7	26,0	11,2	12,9	10,3	21,1	25,2	33,0
P.V.D. Export. de pétrole	6,7	13,2	18,7	4,9	7,7	16,9	6,0	5,1	4,3	2,4	3,1	5,5	5,1	8,2	12,2	1,1	1,5	0,7	5,9	9,9	17,4
Autres régions en voie de dév.	12,2	11,8	14,2	18,4	20,0	18,0	11,3	8,6	10,5	13,2	17,8	10,3	14,3	14,5	13,8	10,1	11,4	9,7	15,1	15,3	15,6
Pays de l'Est	5,7	4,6	5,2	6,8	6,5	5,8	11,0	7,1	6,2	10,7	8,6	6,5	7,7	6,5	5,8	8,1	6,3	5,4	7,6	6,5	6,0

Source: GATT; le Commerce International 1976/1977.



C'est de nouveau en Amérique latine et dans les pays du Sud-Est asiatique et dans une moindre mesure dans les pays A.C.P. où les exportations des pays industrialisés et des pays de l'Est ont augmenté moins rapidement que celles des p.v.d. pétroliers et non pétroliers.

La Communauté Européenne reste le premier fournisseur des p.v.d., mais son importance diminue au détriment de celle du Japon et par endroits, par rapport à celle de l'Amérique du Nord.

Cette évolution devient particulièrement visible dans le tableau III 20. Les exportations japonaises avancent sur tous les continents d'une manière spectaculaire, par rapport à celles des autres pays industrialisés. En Asie occidentale et en Amérique latine, la Communauté perd du terrain au profit à la fois du Japon et des Etats-Unis. En Asie du Sud et de l'Est elle perd moins de terrain que l'Amérique du Nord.

La Communauté se tient par contre mieux que les Etats-Unis sur les marchés de l'ensemble des pays exportateurs de pétrole où elle détient la moitié du marché et moins bien sur les marchés des pays non exportateurs de pétrole.

Ces calculs sont faits sur la base des valeurs d'exportations exprimées en dollars. Etant donnée la dépréciation du dollar par rapport aux monnaies européennes, ils pourraient changer s'ils étaient exprimés en Unités de Compte Européennes.

LES PLUS GROS FOURNISSEURS DES P.V.D. PARMIS LES PAYS INDUSTRIALISÉS: 1970, 1973, 1976

(en % - Pays industrialisés = 100%)																					
	Amérique latine			Asie du Sud et de l'Est			Asie Occidentale			Afrique			Total P.V.D.			P.V.D. Export. de pétrole			Autres régions en voie de dév.		
	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976
Amérique du Nord %	52,5	49,9	53,0	34,7	32,2	31,8	26,8	25,6	25,7	14,1	12,8	13,8	35,6	32,7	31,6	29,3	24,2	24,5	37,1	35,3	36,0
(1)		-5,0	+6,2		-7,2	-1,2		-4,5	+0,4		-9,2	+7,8		-8,1	-3,4		-17,4	+1,2		-4,9	+2,0
Communauté Européenne %	32,0	31,7	28,6	24,6	23,0	23,0	52,9	49,9	47,3	68,9	69,6	67,3	40,0	39,5	40,8	50,6	50,3	49,0	37,5	36,2	35,6
(1)		-0,9	-9,8		-6,5	+0,0		-5,7	-5,2		1,0	-3,3		-1,3	+3,3		-0,6	-2,6		-3,5	-1,7
Japon %	7,7	10,2	10,5	36,7	40,5	40,8	10,4	13,2	17,6	6,4	6,8	8,0	17,1	19,9	19,6	13,0	17,0	17,5	18,0	20,8	21,0
(1)		+32,5	+2,9		+10,3	+0,7		+26,9	+33,3		+6,3	+17,6		+16,4	-1,5		+30,8	+2,9		+15,6	+0,9
Total régions industrialisées %	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Variations par rapport à 1970 et 1973

Source: GATT: Le Commerce International 1976-1977. *

Une exception: la Communauté renforce son rôle de principal fournisseur des A.C.P.

La part de la Communauté dans les importations des A.C.P. a augmenté depuis 1975 malgré la poussée encore plus forte des importations en provenance des p.v.d. (sans doute pétroliers). Voir tableau III 21.

Qui est donc le mieux placé pour vendre quoi aux p.v.d.?

On ne pourra donner ici une réponse exhaustive à cette question. On se limitera donc à comparer les exportations des trois principaux concurrents, c'est-à-dire de la Communauté, des Etats-Unis et du Japon, vers les pays en voie de développement non-pétroliers. Ces exportations présentent des structures fortement différentes: (voir tableau III 22).

Les Etats-Unis ont une vocation particulière de vendre aux p.v.d. des produits alimentaires et autres produits primaires.

Les produits alimentaires représentent 20% des exportations des Etats-Unis vers les p.v.d., mais seulement 10% de celles de la C.E. et moins de 2% de celles du Japon. Les parts de l'ensemble des produits primaires s'élèvent à 28% pour les Etats-Unis, 12% pour la C.E. et environ 5% pour le Japon.

LES PRINCIPAUX FOURNISSEURS DES PAYS A.C.P. PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

1972 - 1976

en %

Base: exportations en valeurs dollars

Année	Monde	p.i. occidentaux	C.E.	U.S.A.	P.V.D.	A.C.P.	Pays de l'Est
1972	100	73,7	41,9	11,7	17,7	4,4	3,8
1974	100	64,0	37,0	11,1	32,0	7,5	3,6
1975	100	72,4	40,4	9,2	24,7	6,4	3,1
1976	100	71,7	40,7	8,9	24,8	5,8	3,3

Source: OSCE; A.C.P.: Annuaire des Statistiques du Commerce Extérieur *

STRUCTURE DES EXPORTATIONS DE LA C.E., DES ETATS-UNIS ET DU JAPON A DESTINATION DES P.V.D. NON-PETROLIERS

1972 - 1976

en %

	1972			1976		
	C.E.	E.U.A.	Japon	C.E.	E.U.A.	Japon
<u>Exportations totales</u>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Total produits primaires	12,3	28,2	6,1	12,2	28,1	4,8
dont: Produits alimentaires	10,0	20,1	2,3	9,6	19,6	1,7
Matières premières	0,9	4,4	2,9	1,0	4,7	2,2
Minerais	0,3	1,4	0,3	0,2	1,5	0,3
Combustibles	1,1	2,2	0,7	1,5	2,2	0,5
Produits manufacturés	86,2	69,1	92,8	86,3	70,2	94,1
Produits électromécaniques	50,9	44,5	47,2	53,0	47,2	51,3
<u>Total produits manufacturés</u>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
dont: Produits électromécaniques	59,0	64,4	50,8	61,4	67,2	54,5
Métaux non ferreux	1,4	1,3	1,8	1,4	1,2	2,1
Fer, fonte et acier	5,9	3,2	15,4	5,1	3,1	16,1
Produits chimiques	16,9	17,9	10,9	17,0	17,1	11,5
Autres produits semi-finis	6,9	5,7	4,2	6,5	4,9	4,4
Textiles	4,4	2,4	13,6	3,5	2,2	8,7
Vêtements	1,1	1,8	0,7	0,9	1,5	0,3
<u>Total produits électromécaniques</u>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
dont: Machines pour ind. spéc.	35,4	33,3	24,8	35,7	32,8	24,3
Matériel de bureau et commun.	6,8	14,1	8,5	7,2	15,5	9,9
Véhicules automobiles routiers	18,4	13,1	15,2	17,2	10,7	17,7
Autres machines et matériel de transport	36,0	36,3	36,9	36,4	36,7	35,6
Articles de ménage	3,2	3,7	14,9	3,5	4,2	12,5

Source: GATT; Le Commerce International 1976-1977; chiffres calculés par l'auteur.*

Les exportations de la C.E. et surtout celles du Japon se concentrent davantage sur les produits manufacturés.

La part des produits électro-mécaniques a augmenté dans les exportations des trois pays, atteignant plus de la moitié des exportations de la C.E. et du Japon et 47% de celles des Etats-Unis.

Regardons les exportations manufacturières isolément:

Le Japon dépasse largement la C.E. et les Etats-Unis dans l'exportation de fer, fonte et acier, articles électro-ménagers et textiles.

Par contre, les produits chimiques jouent un rôle relativement plus important dans les exportations de la C.E. et des Etats-Unis.

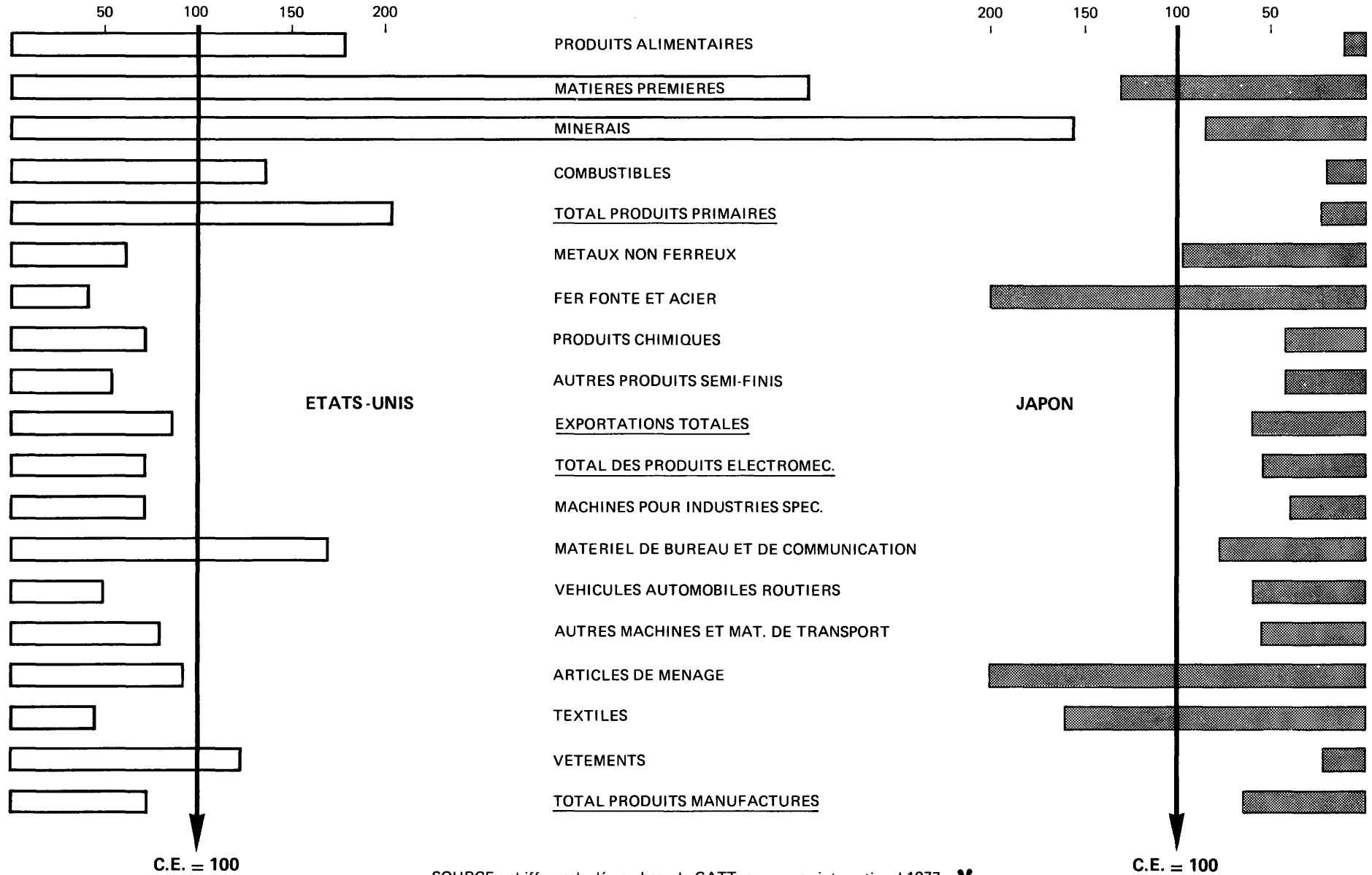
Les produits électro-mécaniques prennent la plus large place dans les exportations manufacturières des Etats-Unis.

Plus de deux tiers, contre 61% dans celles de la C.E. et 54% dans celles du Japon. Parmi ces industries, la C.E. est particulièrement bien placée dans l'exportation de machines pour industries spécialisées et mieux placée que les Etats-Unis dans l'exportation de véhicules routiers. Les Etats-Unis dépassent largement ses deux concurrents dans l'exportation de matériel de bureau et de communication et ils sont relativement bien placés dans la vente de machines de transport autres que les véhicules. Les Etats-Unis exportent aussi plus de vêtements que la C.E. et le Japon.

Toutefois, cette analyse répond encore d'une manière très incomplète à la question de savoir: qui est le mieux placé pour vendre quoi aux p.v.d. Nous manquons en effet de critères précis pour mieux répondre. Et pour le faire, il faudrait aussi tenir compte de la concurrence des p.v.d., celle d'autres pays européens et celle des pays de l'Est.

Le tableau III 23 donne les montants des exportations des Etats-Unis et du Japon, correspondant au montant de 100 dollars de produits respectifs exportés par la Communauté. Il s'agit toujours des exportations vers les p.v.d. non-pétroliers. Les indications de ce tableau confirment l'analyse précédente. Elles font également ressortir que la position concurrentielle de la Communauté s'est amenuisée par rapport à l'année 1973. Ceci est vrai pour presque toutes les catégories de produits.

LES EXPORTATIONS DES E.U. ET DU JAPON, COMPAREES A CELLES DE LA C.E. — 1976
 (A DESTINATION DES P.V.D. NON PETROLIERS)



SOURCE : chiffres calculés sur base du GATT. commerce international 1977 *

4. LA BALANCE DES ECHANGES COMMERCIAUX DE LA COMMUNAUTE AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET LE RESTE DU MONDE.

Les déficits commerciaux de la Communauté envers les Etats-Unis et le Japon sont aussi préoccupants que ceux envers les pays de l'OPEP.

Jusqu'en 1973, les échanges commerciaux de la Communauté avec l'ensemble des pays tiers étaient relativement équilibrés. A un grand excédent vis-à-vis des autres pays de l'Europe occidentale correspondait un déficit élevé envers les pays exportateurs de pétrole et des déficits plus faibles envers le Japon et les Etats-Unis.

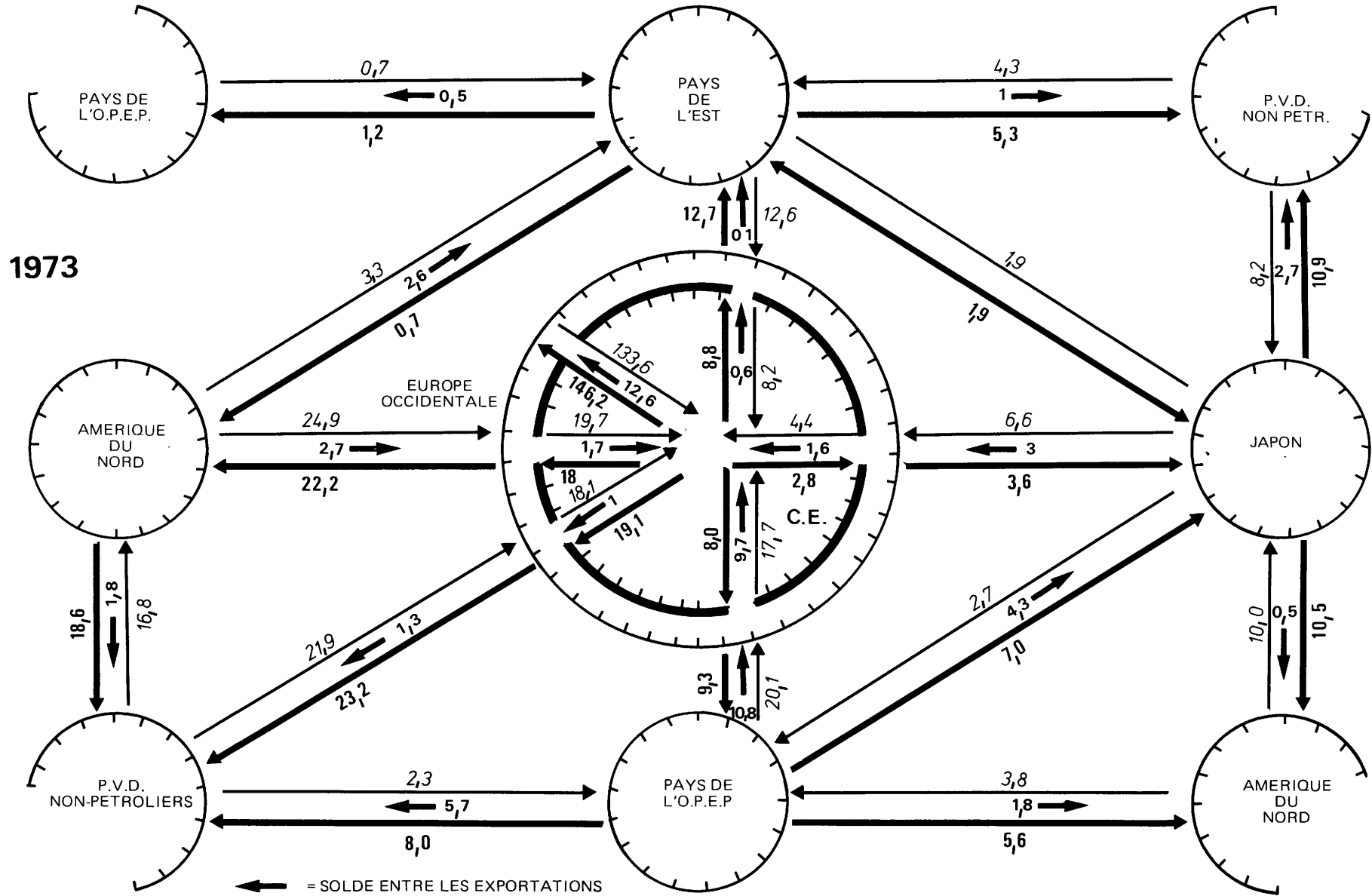
Voir tableau IV 1, comparant la valeur des exportations des principales régions économiques ⁽¹⁾. Depuis 1973, la structure des échanges s'est radicalement modifiée. Voir tableau IV 2.

La hausse du prix du pétrole a entraîné une forte croissance de l'excédent commercial des pays de l'OPEP envers tous les pays et notamment envers les Etats-Unis qui ont augmenté le volume de leurs importations pétrolières.

(1) Les excédents et déficits se réfèrent donc à la différence des valeurs des exportations réciproques et non pas aux soldes des balances commerciales qui sont calculés sur la base des exportations f.o.b. et des importations c.a.f.

MILLIONS DE \$

DESEQUILIBRES DANS LES FLUX COMMERCIAUX MONDIAUX 1973 - 1976



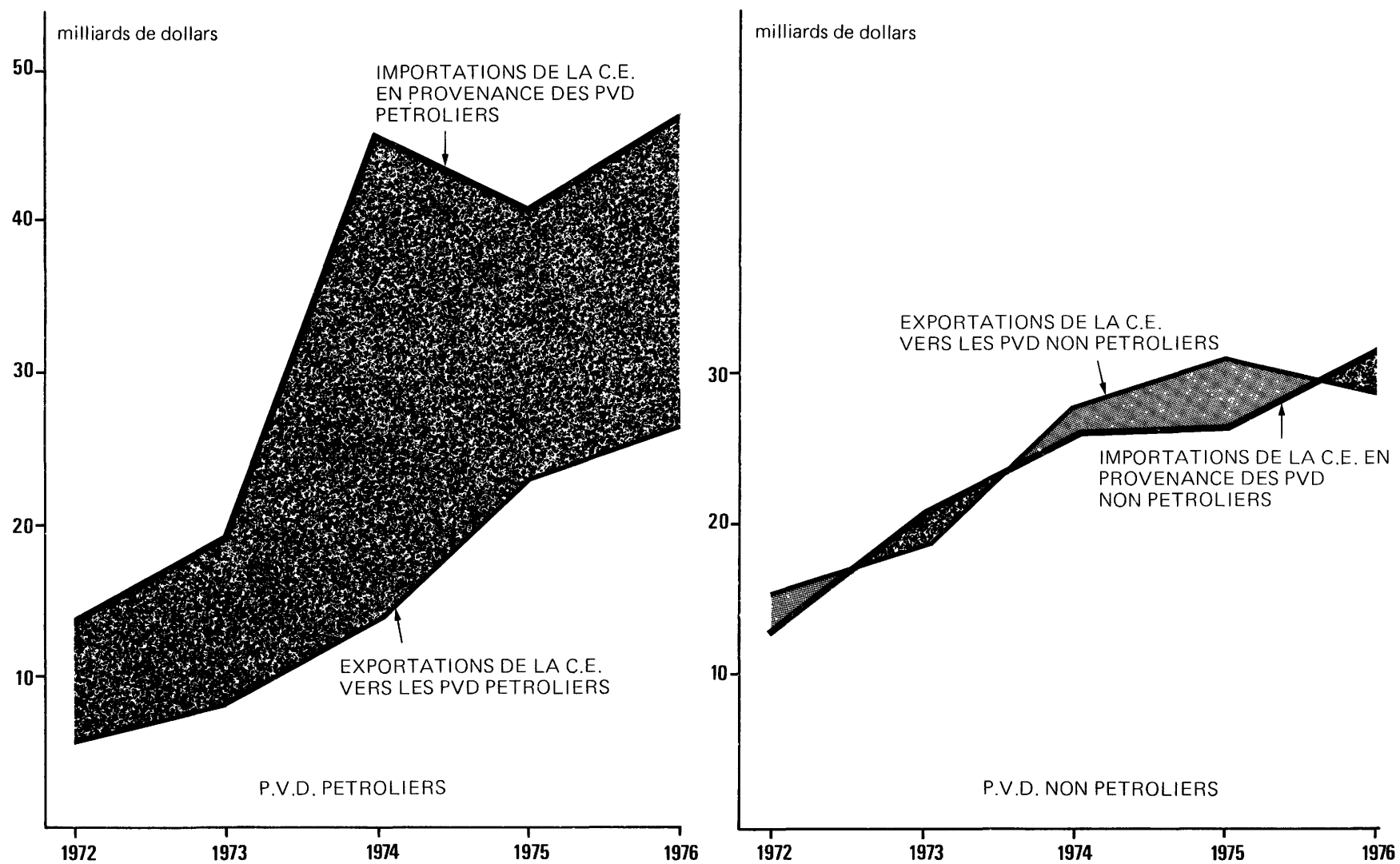
SOURCE : GATT - LE COMMERCE INTERNATIONAL 1976 - 1977 *

En plus, l'expansion de la puissance industrielle japonaise se traduit par un excédent considérable de ses échanges commerciaux vis-à-vis des Etats-Unis et de la Communauté. A son tour, l'Amérique du Nord renforce son excédent vis-à-vis de l'Europe et notamment de la Communauté.

Le déficit de la Communauté se creuse donc sur trois fronts, à l'égard de l'Amérique du Nord, à l'égard du Japon et à l'égard des pays de l'OPEP. En revanche, la Communauté augmente son excédent commercial vis-à-vis des autres pays européens.

En ce qui concerne les échanges de la C.E. avec les pays de l'OPEP, il s'agit d'un déficit structurel, dû au fait que les revenus pétroliers de certains pays arabes et notamment ceux du Golfe Persique dépassent largement leurs besoins financiers internes (faible capacité d'absorption). La Communauté a donc cherché à freiner ses importations pétrolières, alors que les exportations ont augmenté rapidement, avec le résultat que le déficit de la balance commerciale de la Communauté s'est rétréci considérablement depuis 1974. Cette évolution fut aidée par une politique modérée des prix pétroliers de la part des pays arabes. Voir tableau IV 3.

EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX DE LA C.E. AVEC P.V.D. PETROLIERS ET NON PETROLIERS



SOURCE : GATT - COMMERCE INTERNATIONAL 1976 - 1977 *

Les échanges commerciaux de la Communauté avec l'ensemble des p.v.d. non pétroliers se développent d'une manière plus équilibrée.

En effet, les importations et les exportations se tiennent à peu près en équilibre, sauf dans les années 1974 et 1975, où la croissance des importations, exprimées en dollars, s'est arrêtée, alors que les exportations ont continué à augmenter.

Une première exception: les échanges avec les pays du Maghreb et du Machrak accusent un excédent croissant en faveur de la Communauté.

L'excédent de la Communauté est passé de 555 millions d'UCE, en 1973 à 3,9 milliards UCE en 1977 (sans compter le commerce avec la Jordanie et le Liban) Voir tableau IV 4.

Une deuxième exception: les échanges avec les pays ACP non pétroliers accusent un déficit croissant.

L'évolution du solde commercial est démontré dans le tableau IV 5. Les chiffres incluent le commerce avec le Gabon, qui est un pays exportateur de pétrole, mais dont les échanges avec la Communauté sont relativement équilibrés (léger excédent en faveur du Gabon).

C.E.: EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX VIS-A-VIS DES PAYS DU MAGHREB ET DU MACHRAK⁽¹⁾ en millions UCE

	1973	1974	1975	1976	1977
Exportations C.E.	2.699	4.686	6.518	7.464	8.716
<u>dont</u> : Algérie	1.239	2.057	2.824	2.759	3.673
Egypte	398	814	1.352	1.519	1.681
Maroc	504	788	1.047	1.317	1.528
Syrie	214	477	584	1.032	857
Tunisie	344	550	711	837	977
Importations C.E.	2.144	3.970	4.357	4.733	4.794
<u>dont</u> : Algérie	1.071	2.126	2.048	2.153	2.098
Egypte	193	264	319	678	702
Maroc	582	912	808	840	833
Syrie	106	245	465	650	602
Tunisie	192	423	357	412	559
Solde:	+ 555	+ 716	+ 2.161	+ 2.731	+ 3.922

Sans la Jordanie et le Liban

Source: Eurostat: Bulletin mensuel du Commerce extérieur, N° spécial 1958-1977. *

C.E.: EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX VIS-A-VIS DES PAYS ACP

en millions UCE

	ACP Avec Nigéria			ACP Sans Nigéria			Nigéria		
	1975	1976	1977	1975	1976	1977	1975	1976	1977
Exportations C.E.	7.977	9.731	12.460	5.572	6.411	7.857	2.405	3.320	4.603
Importations C.E.	8.463	10.184	12.459	5.623	6.955	8.984	2.840	3.229	3.475
Solde	- 486	- 453	+ 1	- 51	- 544	-1.127	- 435	+ 91	+1.128

Source: Eurostat : Bulletin mensuel du commerce extérieur n° spécial, 1958-1977.



Troisième exception: déficit croissant vis-à-vis des pays du Sud-Est asiatique.

Il s'agit avant tout (mais pas exclusivement) des quatre pays en voie d'industrialisation rapide: Singapour, Corée du Sud, Taiwan, Hong-Kong. Les importations en provenance de ces pays ont augmenté beaucoup plus rapidement que les exportations.

Résultat: l'excédent commercial de la Communauté envers ces pays a fait place à un large déficit. Les exportations couvrent seulement 65% des importations. Voir tableau IV 6. Comme on le verra par la suite, 45% des produits manufacturés importés par la C.E. en provenance des pays en voie de développement viennent de ces quatre pays. Le déficit de la Communauté résulte principalement de l'importation de produits textiles et d'habillement. Voir tableau IV 7.

Un cas à part: les échanges de la Communauté avec les pays d'Amérique latine.

Le Brésil et le Venezuela tiennent une place particulièrement importante dans le commerce de la Communauté avec l'Amérique latine: 23% des exportations vont vers le Brésil (moyenne 1975-1977) et 16% vers le Venezuela. Ce dernier pays tire la presque totalité de ses ressources d'exportation de la vente de pétrole (notamment dans les pays voisins et aux Etats-Unis).

EVOLUTION DU SOLDE COMMERCIAL C.E. - COREE DU SUD, TAIWAN, HONG-KONG, SINGAPOUR: 1967-1977

en millions U

	1967	1970	1973	1977
EXPORTATIONS C.E.				
Singapour	105	318	509	916
Corée du Sud	66	155	184	659
Taiwan	52	116	343	497
Hong-Kong	333	529	691	1.167
Total	556	1.118	1.727	3.239
IMPORTATIONS C.E.				
Singapour	49	122	359	633
Corée du Sud	20	59	238	1.262
Taiwan	67	143	454	1.079
Hong-Kong	391	609	1.074	2.005
Total	527	933	2.125	4.979
SOLDE Total	+ 29	+ 185	- 398	- 1.740
Couverture import/exp.	105%	119%	81%	65%

Source: Eurostat - Bulletin mensuel du commerce extérieur N° spécial 1958-1977. *

STRUCTURE DU DEFICIT COMMERCIAL DE LA C.E. VIS-A-VIS DU "GROUPE ASIE 1" ⁽¹⁾ EN 1976

en millions de dollars

	Importations C.E. (c.a.f.)	Exportations C.E. (f.o.b.)	Solde
Total	5.409	3.539	- 1.870
Total hors agriculture et énergie	4.890	3.484	- 1.406
Equipement	1.132	1.949	+ 817
Intermédiaires	261	887	+ 626
Consommation courante	3.306	315	- 2.991
<u>dont</u> : textile, habillement	2.295	131	- 2.164
cuir, chaussures	271	043	- 228

(1) Hong-Kong, Corée du Sud, Taiwan, Singapour.

Source: Commission des Communautés Européennes - "Contribution à l'étude de la D.I.T."

Doc. II /417/78

La Communauté enregistre un excédent croissant dans ses échanges commerciaux avec ce pays. Voir tableau IV 8. Ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne les échanges communautaires avec le Brésil. Le déficit de la Communauté s'accroît, sauf pour les années 1974 et 1975. 30% des importations communautaires en provenance d'Amérique latine viennent du Brésil (moyenne 1975-1977). Le déficit commercial de la Communauté envers l'ensemble de l'Amérique latine est dû essentiellement à l'évolution du commerce avec le Brésil.

Le caractère complémentaire des échanges est plus accentué dans le commerce de la Communauté avec les pays de l'OPEP que dans celui avec les autres p.v.d.

Les tableaux IV 9 et IV 10 présentent la composition des échanges avec ces deux groupes de pays. On y notera entre autre la place relativement importante que prennent les produits manufacturés en provenance des p.v.d. non pétroliers. Les tableaux IV 11 et IV 12 présentent, à titre de comparaison, la composition des importations et exportations totales de la Communauté.

C.E.: EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX VIS-A-VIS DE L'AMERIQUE LATINE

	1973	1974	1975	1976	1977
Amérique latine :					
Exportations C.E.	4.931	7.840	8.929	9.161	10.668
Importations C.E.	5.830	7.433	7.590	9.473	10.916
Solde	- 899	+ 407	+ 1.339	- 312	- 248
<u>dont</u> : Brésil					
Exportations C.E.	1.447	2.617	2.309	2.216	2.193
Importations C.E.	1.978	2.275	2.214	2.754	3.433
Solde	- 531	+ 342	+ 95	- 538	- 1.240
<u>dont</u> : Vénézuéla					
Exportations C.E.	614	800	1.082	1.368	2.101
Importations C.E.	236	320	416	566	713
Solde	+ 378	+ 480	+ 666	+ 802	+ 1.388
Amérique latine <u>sans</u> : Vénézuéla					
Solde	- 521	- 73	+ 673	- 1.114	- 1.636

Source: Eurostat, Bulletin mensuel du commerce extérieur: N° Spécial, 1958-1977.

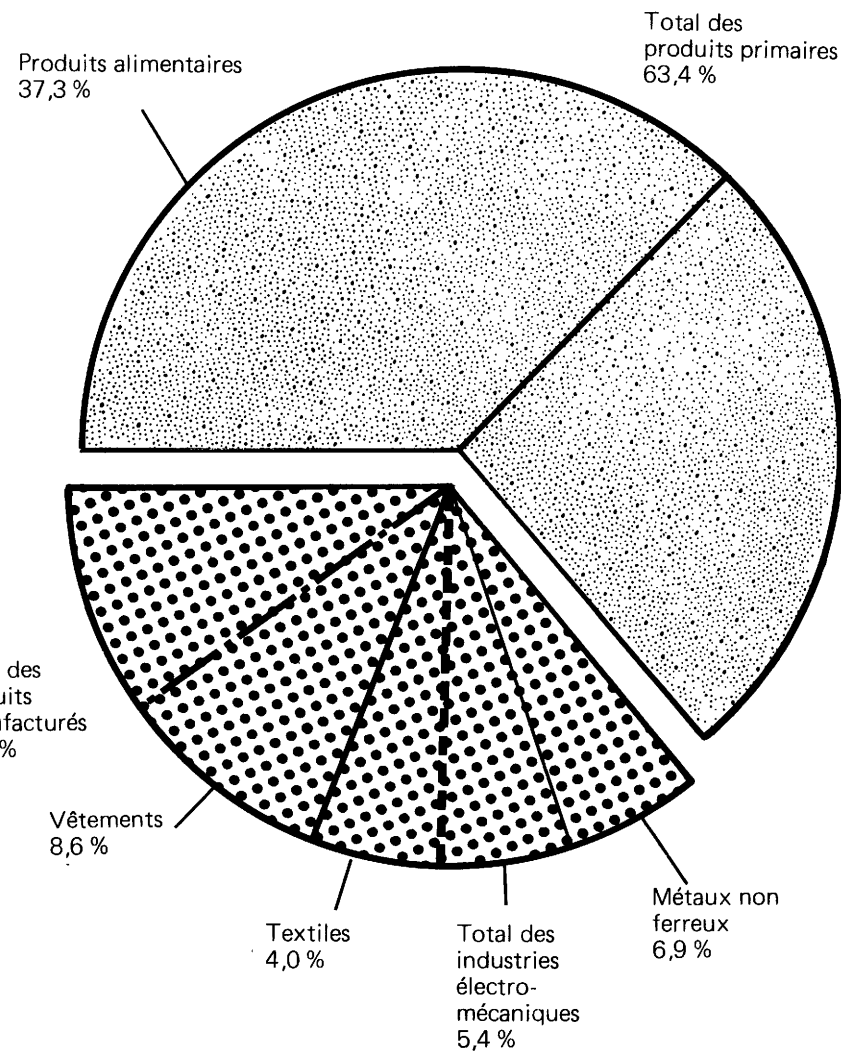
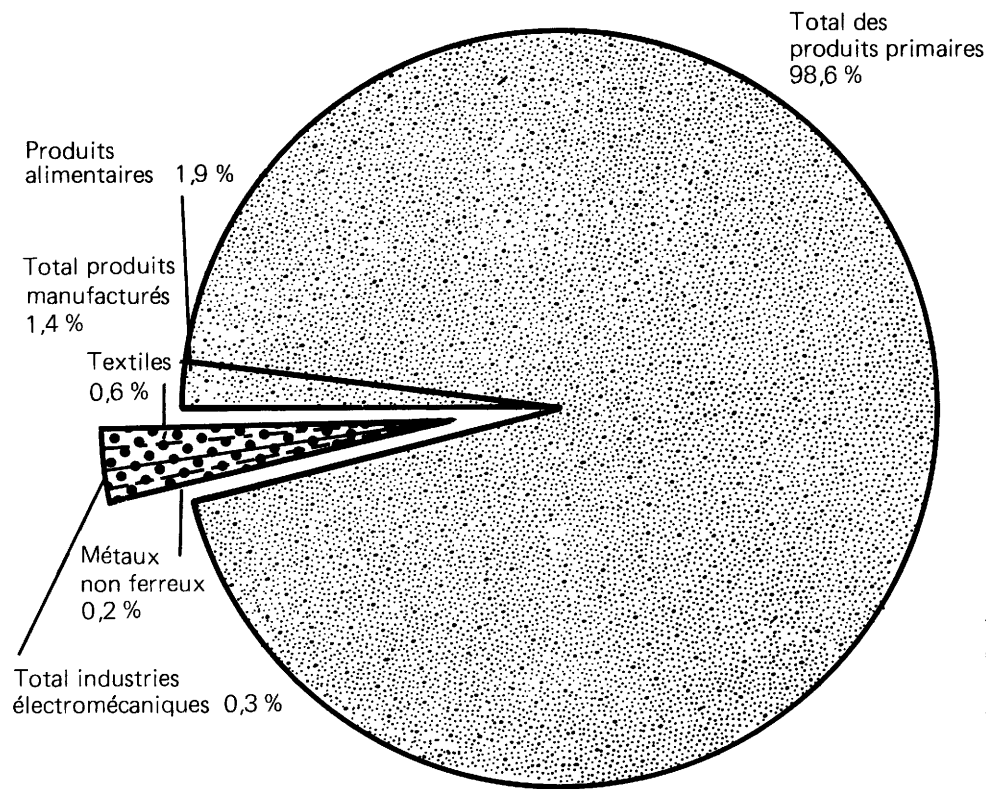


COMPOSITION DES IMPORTATIONS DE LA C.E. EN PROVENANCE DES P.V.D.

P.V.D. EXPORTATEURS DE PETROLE

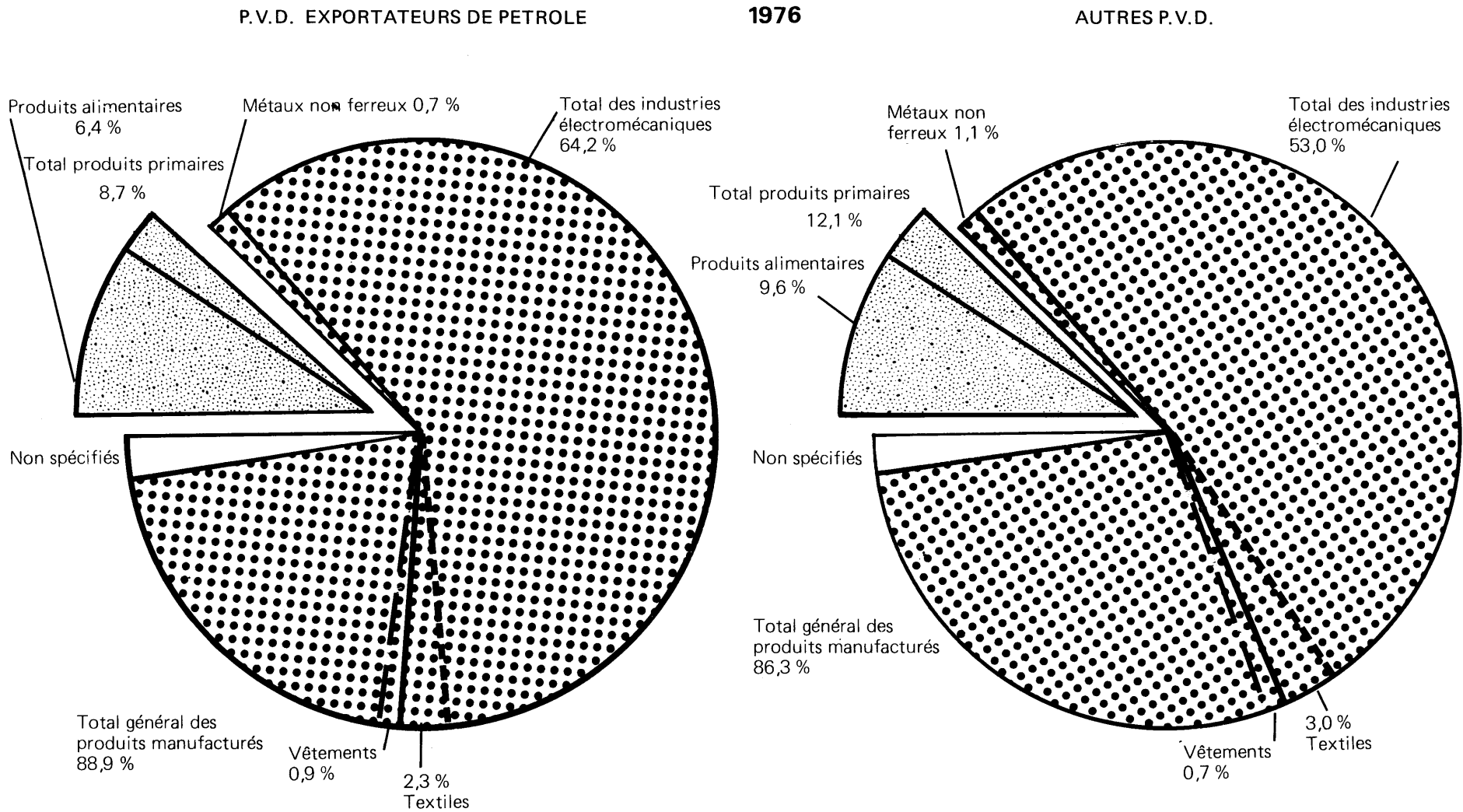
1976

AUTRES P.V.D.



SOURCE : GATT – LE COMMERCE INTERNATIONAL 1976 – 1977 *

COMPOSITION DES EXPORTATIONS DE LA C.E. VERS LES P.V.D.

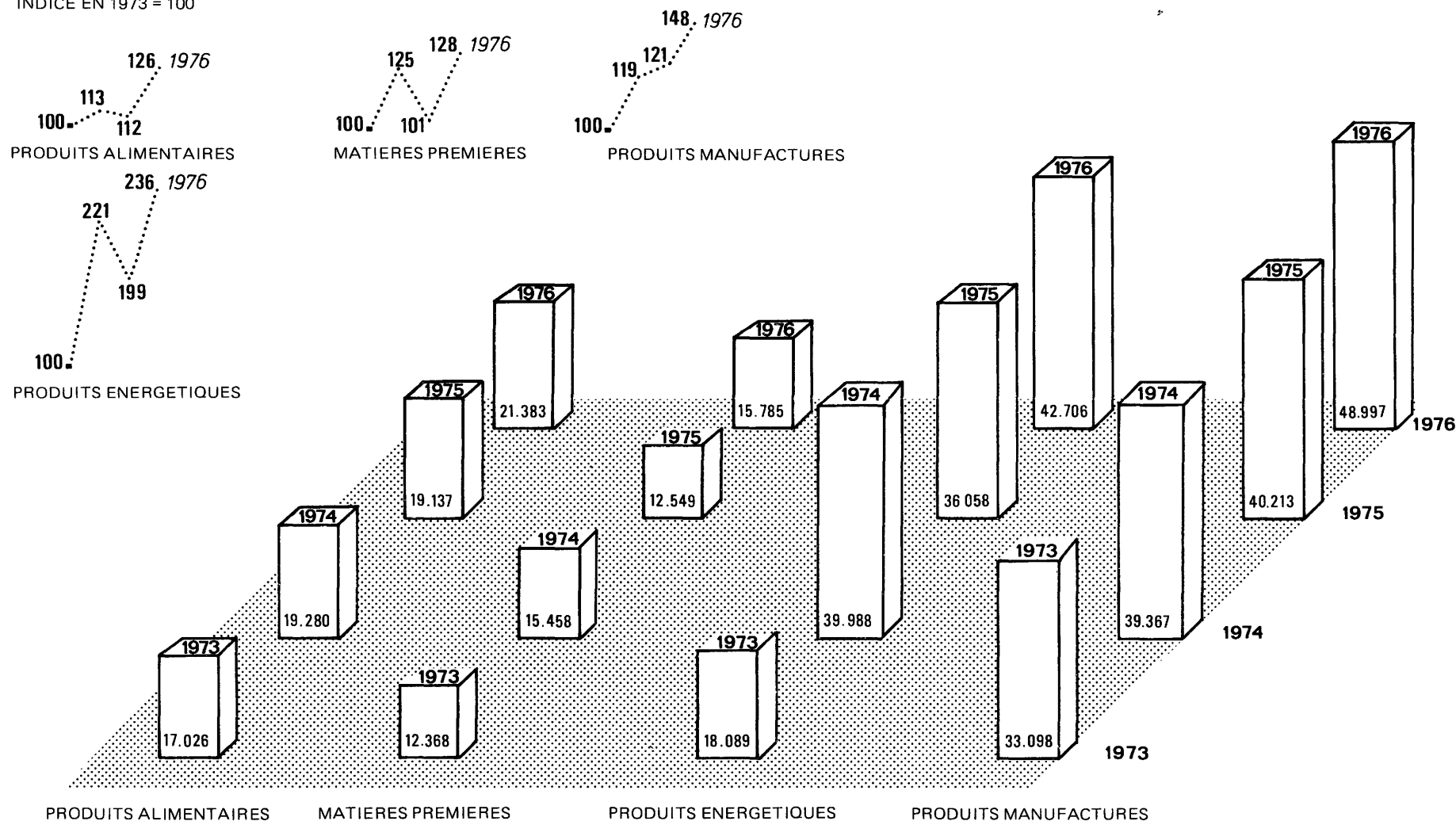


SOURCE : GATT – LE COMMERCE INTERNATIONAL 1976 – 1977 *

EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE LA C.E. PAR GROUPE DE PRODUITS

VALEUR MIO EUR

INDICE EN 1973 = 100



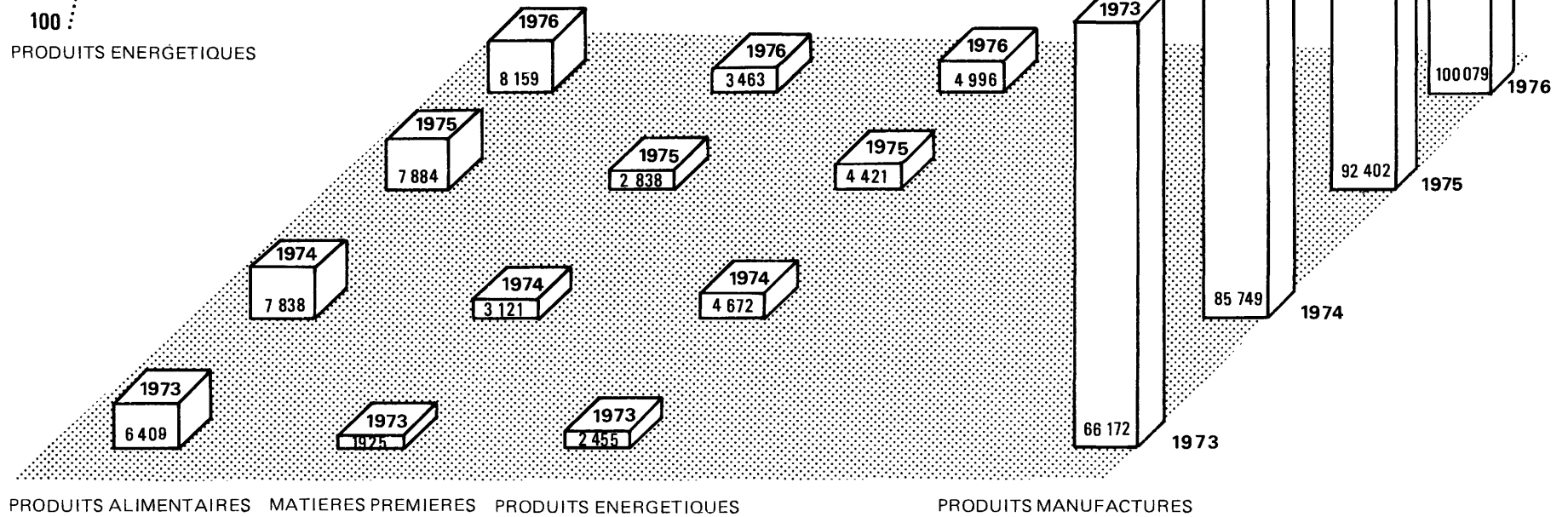
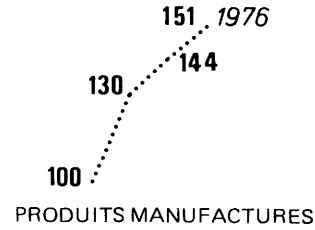
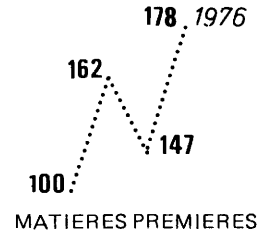
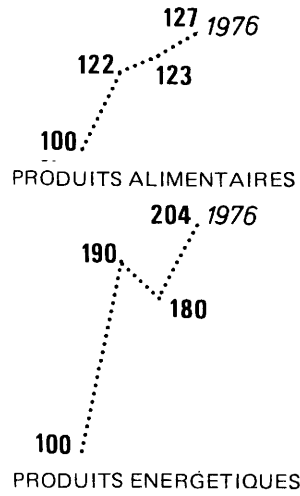
SOURCE : LES ECHANGES C.E.E. - P.V.D. DANS LE RESEAU DES RELATIONS COMMERCIALES DE LA COMMUNAUTE (1970 - 1976). ANNEE 1976



EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE LA C.E. PAR GROUPES DE PRODUITS

VALEUR MIO EUR

INDICE EN 1973 = 100



SOURCE : LES ECHANGES C.E.E. - P.V.D. DANS LE RESEAU DES RELATIONS COMMERCIALES DE LA COMMUNAUTE (1970 - 1976). ANNEE 1976



C'est avec les pays en voie de développement que la Communauté réalise son plus grand excédent de produits manufacturés et notamment de biens d'équipements.

Voir tableau IV 13. Ce tableau permet de se rendre compte du rôle crucial que jouent les exportations de biens d'équipement, qui représentent 52% des exportations communautaires de produits manufacturés en 1976 et 72% de l'excédent commercial réalisé sur ces exportations. "Malgré une légère perte de capacité concurrentielle ces dernières années par rapport aux Etats-Unis et au Japon, c'est là le marché par lequel la Communauté peut et doit assurer sa subsistance dans le monde".⁽¹⁾

(1) Commission des Communautés Européennes: Rapport sur certains aspects structurels de la croissance. Bruxelles, 22 juin 1977.

STRUCTURES DE L'EXCEDENT DES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES DE LA C.E. EN 1976.

(PAR GROUPES DE PRODUITS ET GROUPES DE PAYS)

en milliards UCE

	Tous produits manufacturés (CST 5 à 8) (sauf agro-alimentaires)		Machines et matériel de transport		Autres produits manufacturés	
	Export.	Excédent	Export.	Excédent	Export.	Excédent
Extra-C.E., dont:	120	57	62	41	58	16
Pays européens à économie de marché	38	15	18	11	20	4
Autres pays développés à économie de marché	24	± 0	11	± 0	13	± 0
Pays à commerce d'état	13	8	6	5	7	3
P.v.d. pétroliers et non pétroliers	45	34	27	25	18	9

Source: Commission des Communautés Européennes: Rapport sur certains aspects structurels de la croissance. Bruxelles, 22 juin 1977.

5. L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE: DANGER OU CHANCE POUR L'EUROPE ?

A. La part du Tiers Monde dans la production et les exportations industrielles du monde.

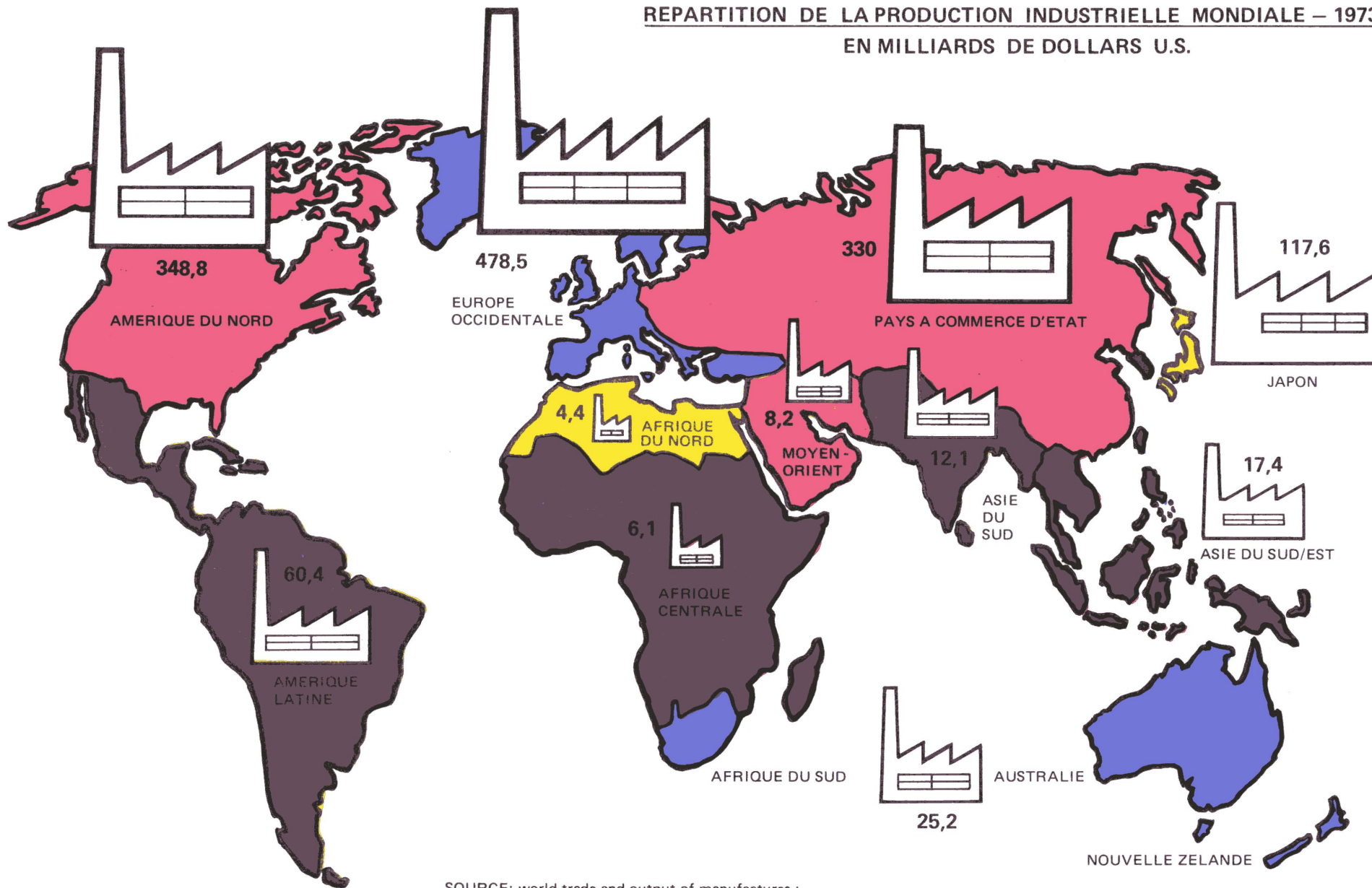
Le produit industriel de l'ensemble du Tiers Monde équivaut à peu près à celui du Japon. En 1973, il était inférieur à celui de la République fédérale d'Allemagne.

Les derniers chiffres relativement complets sur la production mondiale en produits manufacturés remontent à l'année 1973. Ils font ressortir que seulement 8% de tous les produits industriels du monde sont fabriqués dans les pays en voie de développement.

Les industries du Tiers Monde se concentrent essentiellement dans deux régions: l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est.

Seulement 1,3% de la production industrielle mondiale vient du sous-continent indien et de l'Afrique Noire. Or ces deux régions représentent près de 30% de la population mondiale. Par contre, environ la moitié de la production industrielle des p.v.d. est localisée en Amérique latine (surtout le Mexique et le Brésil) et 15% en Asie du Sud-Est. (Voir tableau V 1) L'Afrique, le Moyen Orient et l'Asie se partagent les autres 35%. Parler des industries du Tiers Monde signifie donc parler avant tout de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est.

REPARTITION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE MONDIALE – 1973
EN MILLIARDS DE DOLLARS U.S.



SOURCE: world trade and output of manufactures :
structural trends and developing countries' exports.
World bank, february 1978. *

Les pays du Sud-Est Asiatique avancent le plus rapidement sur la voie du développement industriel. Ils sont suivis par les pays ayant déjà atteint le seuil des "pays développés".

Dans la période 1965-1973, la croissance "réelle" de leur production industrielle avait atteint des taux annuels de 12 à 13% (Tableaux V 2 et V 3). Les pays du Sud-Est Asiatique comprennent notamment Taiwan, Hong-Kong, la Corée du Sud, Singapour, la Malaisie et les Philippines.

La croissance industrielle des pays de l'Europe du Sud avait atteint une moyenne de 8 à 9,3%. En troisième place viennent les pays d'Amérique latine (avec les pays des Caraïbes). Loin derrière suivent enfin le peloton des pays industrialisés anciens, les pays du sous-continent indien et de l'Afrique Noire. Leurs taux de croissance se sont situés en-dessous de 5% (Amérique du Nord 3,3%).

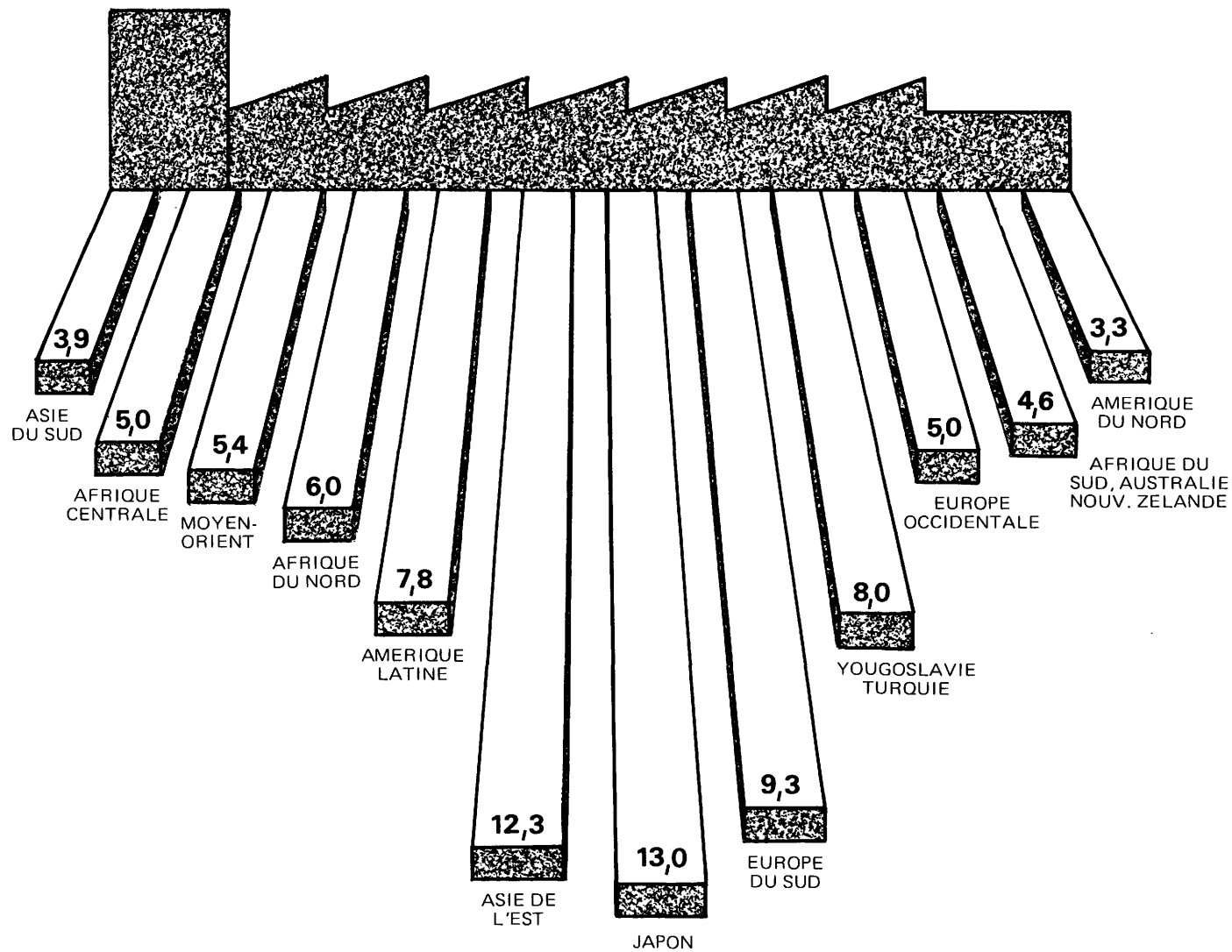
Si l'on tient compte du fait que la croissance de la population réduit les taux de croissance par tête, la performance industrielle des régions les plus pauvres est encore plus réduite.

Il est donc à la fois juste et trop général d'affirmer que la production industrielle des p.v.d. augmente plus rapidement que celle des pays industrialisés. Car cela n'est vrai que pour un petit nombre de pays. Dans la période considérée, la production industrielle des p.v.d. a augmenté de 7% par an (y compris Turquie et Yougoslavie), celle des pays industrialisés seulement de 5%. Pourtant les pourcentages cachent souvent le fait que l'industrialisation de la plupart des p.v.d. part d'un niveau extrêmement bas, sinon presque zéro.

PRODUIT INDUSTRIEL ET PNB PAR REGIONS ET GROUPES DE PAYS - 1973

	PNB (en milliards de dollars)	PNB industriel	% PNB industriel	PNB industriel par tête	Croissance réelle du produit industriel 1965-1973
Pays développés à économie de marché	<u>3.303,8</u>	<u>957,2</u>	<u>29,0</u>	<u>1.319</u>	<u>4.9</u>
Europe du Sud a)	117,6	31,0	26,4	545	9.3
Europe occidentale	1.241,1	434,6	35,0	1.512	5.0
Amérique du Nord	1.435,2	348,8	24,3	1.500	3.3
Japon	411,3	117,6	28,6	1.085	13.0
Australie, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud	98,6	25,2	25,6	624	4.6
PVD à économie de marché	<u>645,2</u>	<u>121,6</u>	<u>18,9</u>	<u>64</u>	<u>6.9</u>
Amérique latine	237,6	60,4	25,4	208	7.8
Asie de l'Est	86,0	17,4	20,2	54	12.3
Turquie et Yougoslavie	48,3	12,9	26,7	218	8.0
Asie du Sud	92,4	12,1	13,2	15	3.9
Moyen Orient	83,2	8,2	9,8	112	5.4
Afrique du Nord	35,6	4,4	12,4	60	6.0
Afrique au Sud du Sahara	62,1	6,1	9,9	21	5.0
Total Pays à économies de marché	<u>3.949,0</u>	<u>1.078,8</u>	<u>27,3</u>	<u>411</u>	<u>5.1</u>
Pays de l'Est	(966,2)	b)	b)	b)	(8.7) b)
a) Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, Malte et Israël.					
b) Estimation incertaine					
<u>Source:</u> GNP from <u>World Bank Atlas 1976</u> ; GNP from manufacturing estimated based on shares of GDP from manufacturing at factor prices in <u>World Tables 1976</u> ; real output growth from <u>World Tables</u> .					
Repris de: Donald B. Keesing, World trade and output of manufactures: structural trends and developing countries' exports, World Bank, Washington, DC, 2 Février 1978.					

TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION MONDIALE DE PRODUITS MANUFACTURES
MOYENNE 1965 – 1973 – PAR GROUPES DE PAYS



SOURCE : DONALD B. KEESING, WORLD TRADE AND OUTPUT OF MANUFACTURES : STRUCTURAL TRENDS AND DEVELOPING COUNTRIES EXPORTS
WORLD BANK, WASHINGTON, DC, 2 FEVRIER 1978.



L'industrialisation d'un certain nombre de p.v.d. a été favorisée largement par la vague de prospérité qu'ont connue les pays développés pendant les années 1960. Dans le sillage des économies dynamiques nord-américaines, européennes et japonaises, un certain nombre de petits pays, surtout en Asie du Sud-Est, bâtissent dans des délais record des branches d'exportations. Taiwan, par exemple, remplace l'exportation de riz par des textiles, puis les textiles par l'électronique.

Les industries du Tiers Monde sont moins affectées par la récession économique mondiale que celle des pays développés.

Cette récession a atteint son plancher en 1975. Une année après, la production industrielle des pays développés a retrouvé à peine son niveau de 1973, alors que celle des p.v.d. a continué d'augmenter. L'évolution des indices de production et de l'exportation illustrent les récentes fluctuations (voir tableau V 4).

Les exportations manufacturières des p.v.d. augmentent plus rapidement que celles des pays développés.

Ceci est surtout vrai pour les années récentes depuis 1965. Le taux d'expansion moyen était de 10,6% pour les pays développés et de 13,1% pour les pays en voie de développement (Tableau V 5).

INDICE DE VOLUME DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES

(1970 = 100)	1973	1974	1975	1976
Valeur ajoutée - monde ^{a)}	123	127	126	137
Pays développés	119	119	111	122
P.V.D.	129	137	141	152
Exportations de produits manufacturés				
Pays développés	134	148	141	157
P.V.D.	149	166	170	b)

a) Comprend des chiffres douteux pour les pays à économie planifiée

b) Pas disponible, mais l'augmentation se situe au-dessus de 20%, si l'on exclut les métaux non ferreux.

Source: UN Monthly Bulletin of Statistics, June, September and November, 1977; UN Yearbook of Industrial Statistics, 1975, Vol. I; UN and national statistics for 1976.

Repris de: Donald B. Keesing, *World Trade and output of manufactures; structural trends and developing countries' exports*, World Bank, Washington, DC, 2 Février 1978.

CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES EXPORTATIONS DANS LES PAYS A ECONOMIE DE MARCHE

Indices (1970 = 100)	1960	1965	1974	Taux de croissance réels	
				1960-74	1965-74
Pays développés					
Production industrielle	57	78	119	5,4	4,8
Exportations manufacturières a)	41	60	148	9,6	10,6
Exportations tous produits	44	63	140	8,6	9,3
P.V.D.					
Production industrielle	54	75	137	6,9	6,9
Exportations manufacturières a)	37	55	166	11,3	13,1
sans métaux non ferreux	28	49	192	14,7	16,3
Exportations tous produits	52	70	136	7,1	7,7
sans pétrole	62	77	124	5,1	5,4

a) Y compris les métaux non ferreux qui ne sont pas comptés parmi les exportations manufacturières, dans ce dossier.

Source: United Nations Monthly Bulletin of Statistics, September, October, November, 1977; developing countries' exports of manufactures excluding non ferrous metals are estimated based on price indexes for developed countries' exports of manufactures and UN trade data. Repris de: Donald B. Keasing, World trade and output of manufactures: structural trends and developing countries' exports, World Bank Washington D.C., 2 Février 1978.

On constate par ailleurs que, partout, les échanges commerciaux de produits manufacturés augmentent plus rapidement que la production. Les raisons en sont notamment: la libéralisation du commerce entre les pays développés, l'amélioration des moyens de transport et de communication à longue distance, les efforts multiples en faveur d'une promotion des exportations. Tous ces facteurs ont incité les entreprises industrielles à investir dans les pays en voie de développement et souvent à y transférer une partie de leur production. L'augmentation des échanges entre différentes entreprises des mêmes groupes multinationaux explique en grande partie le fait que le commerce de produits manufacturés s'accroît plus rapidement que la production.

Notons que les statistiques sur la production et les échanges ne se réfèrent pas à la même notion de produits manufacturés. Les données sur la production comprennent les industries de transformation des produits de base, tels que les industries alimentaires, le raffinage du pétrole et les produits métalliques non ferreux. Les exportations de ces industries sont comptées parmi les produits de base.

Regardons de plus près la croissance des exportations manufacturières par zone d'origine: les plus dynamiques sont celles d'Amérique latine et de l'Est Asiatique, suivies par celles de l'Europe du Sud.

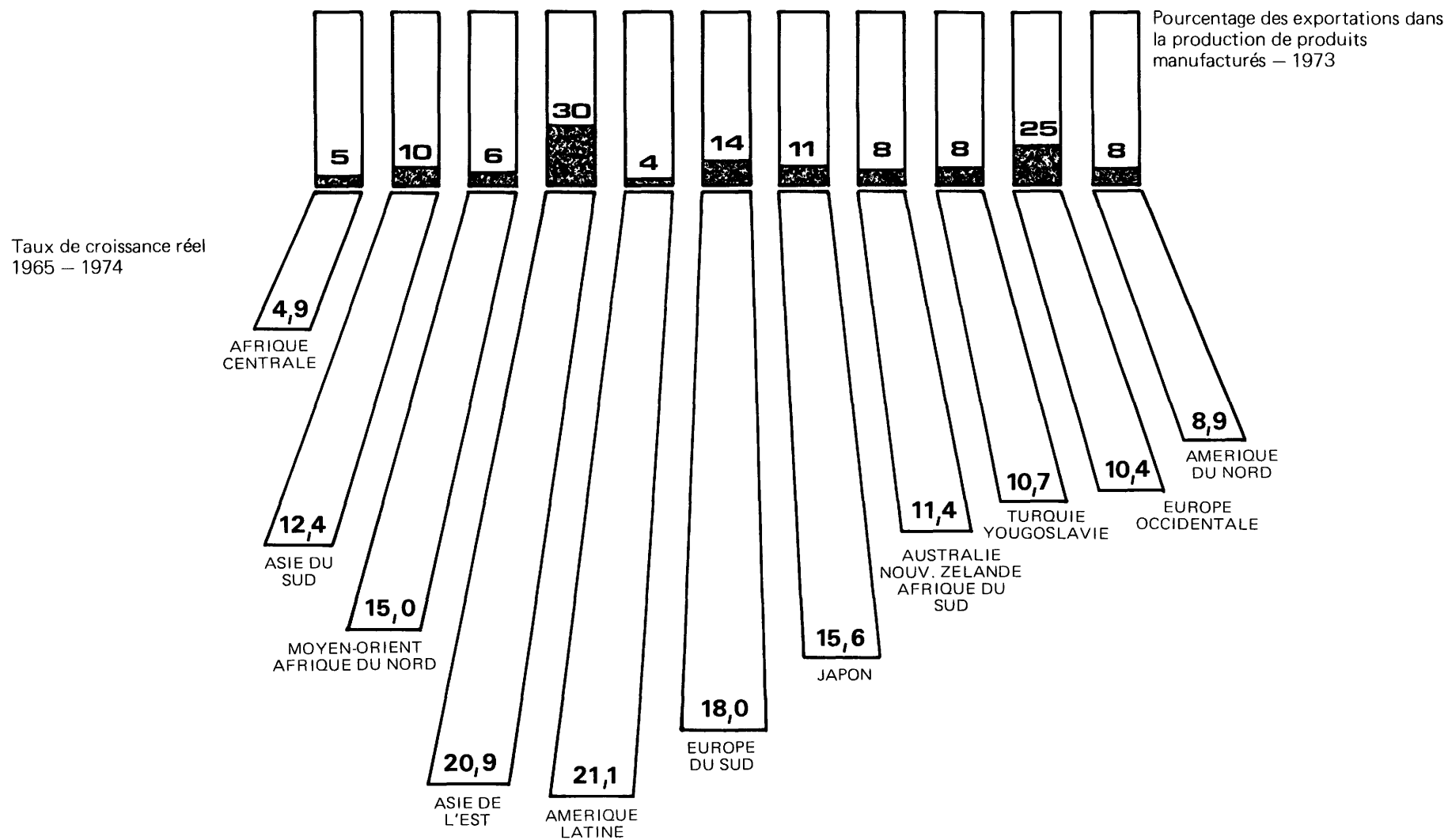
Le tableau V 6 contient les taux de croissance réels pour la période 1965-1974. Seules les exportations manufacturières de l'Afrique au Sud du Sahara progressent moins rapidement que celles des pays développés.

Quel pourcentage de la production industrielle des p.v.d. est destiné à l'exportation ?

On entend souvent dire que les p.v.d. produisent avant tout pour exporter. C'est faux si l'on considère l'ensemble de la production manufacturière et c'est sans doute vrai si l'on considère seulement quelques branches industrielles bien choisies.

Les pays dont les industries sont le plus fortement orientées vers l'exportation sont les p.v.d. du Sud-Est Asiatique: 30% de leur production industrielle est vendue à l'étranger. On notera que les pays de l'Europe du Nord exportent eux aussi un quart de leur production industrielle. Dans les autres régions du monde, la part exportée est généralement bien plus faible (en-dessous de 10%) voir tableau V 7.

**TAUX DE CROISSANCE DES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES (MOYENNE 1965 – 1974)
ET POURCENTAGE DES EXPORTATIONS PAR RAPPORT A LA PRODUCTION (1973)
(PAR GROUPES DE PAYS)**



SOURCE : DONALD B. KEESING, WORLD TRADE AND OUTPUT OF MANUFACTURES: STRUCTURAL TRENDS AND DEVELOPING COUNTRIES EXPORTS, WORLD BANK, WASHINGTON, DC, 2 FEVRIER 1978.



LES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES: VALEUR ABSOLUE, CROISSANCE, RAPPORT AVEC LES EXPORTATIONS
 TOTALES ET LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Région et groupe	Valeur (milliards dollars courants)				Taux de croissance réels	% Produits manuf. dans export.totales	% exportations dans prod. de produits manuf
	1965	1973	1974	1975	1965-74	1973	1973
P.V.D.	4.6	24.3	32.5	33.2	16,3	21,5	10
Amérique latine	0.63	4.09	6.41	6.55	21,1	14,9	4
Asie de l'Est	1.75	13.65	17.52	17.83	20,9	48,9	30
Turquie et Yougoslavie	0.63	2.14	2.86	3.11	10,7	51,3	8
Asie du Sud	1.00	2.35	2.87	2.90	12,4	49,6	10
Moyen Orient et Afrique du Nord	0.33	1.47	2.1	2.0	15,0	4,2	6
Afrique au Sud du Sahara	0.25	0.6	0.7	0.8	4,9	4,8	5
Pays développés	84.5	289.0	386.0	419.0	10,8	71,3	15
Europe du Sud a)	1.06	6.22	8.56	8.26	18,0	70,8	14
Autres pays européens	55.23	188.22	244.61	268.56	10,4	76,2	25
Amérique du Nord	19.73	56.51	77.42	85.73	8,9	59,1	8
Japon	7.66	34.58	51.30	52.63	15,6	93,6	11
Australie, Nouvelle Zélande							
Afrique du Sud	0.84	3.43	4.05	3.92	11,4	22,3	8
Pays de l'Est	12.7	32.8	38.7	46.7	5,9	56,7	3
Total monde	101.8	346.1	457.2	498.9	10,6	60,0	12

a) voir tableau v 18.

Source: UNCTAD Handbook, 1976; UN Yearbook of International Trade Statistics, 1975, recent trade tapes and Yearbook of Industrial Statistics, 1975; price indexes from World Bank International Economy Division dated Oct. 18, 1977; estimates of gross manufacturing output in 1973 based partly on data in Table 2 (1) For lack of alternative price indexes, exports from developing countries and CPEs are deflated (for the growth rate calculations) by the index for developed countries.

(1) Repris de : Donald B. Keesing, World trade and output of manufactures: structural trends and developing countries' exports, World Bank, Washington D.C., 2 Février 1978.

Cela dit la grande majorité des industries est localisée à proximité de leurs marchés. Ceci s'explique en partie par les coûts élevés de transport et de communication, par la protection dont bénéficie l'industrialisation dans beaucoup de p.v.d. et par le fait qu'une bonne partie de la production industrielle est destinée à satisfaire la demande interne. Il est vrai aussi, que dans beaucoup de p.v.d., cette demande a été stimulée par une politique industrielle basée sur l'exportation. (x)

Keesing en tire la conclusion, que dans la plupart des p.v.d. d'une dimension normale, les exportations manufacturières ne dépassent pas 20 à 30% de la production industrielle, même dans les cas où tous les moyens sont utilisés pour promouvoir les exportations. Il en conclut également que l'on a, dans les stratégies d'industrialisation, accordé trop peu d'attention à l'expansion des marchés intérieurs.

Parmi les p.v.d., qui sont les principaux exportateurs de produits manufacturés?

De très loin les pays du Sud-Est Asiatique. Leur part a augmenté rapidement depuis 1965, pour atteindre 60% en 1976. Le sous-continent de l'Amérique latine a également élargi sa part qui passe de 14 à 17%. Les autres régions en voie de développement ont vu leur part diminuer. Tableau V 8.

Il ne suffit pourtant pas de regarder l'évolution par région.

Il faut voir les pays :

(x) Keesing: a.a.O. p.18-19.

LES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES DES P.V.D. EN 1965, 1970 ET 1976

Région	Valeur (milliards dollars courants)			%	%	%
	1965	1970	1976	1965	1970	1976
Asie de l'Est	1.75	4.87	26.3	38	48	60
Amérique latine	0.63	1.67	7.5	14	16	17
Turquie et Yougoslavie	0.63	1.05	3.7	14	10	8
Asie du Sud	1.00	1.48	3.3	22	15	8
Moyen Orient et Afrique du Nord	0.33	0.70	2.1	7	7	5
Afrique au Sud du Sahara	0.25	0.43	0.9	5	4	2
Total	4.59	10.20	43.8	100	100	100

Source: D. B. Keesing and P.A. Plesch, "Recent Trends in Manufactured and Total Exports from Developing Countries," June 6, 1977, based on UN and national statistics.
Repris de: Donald B. Keesing, World Trade and Output of Manufactures: Structural Trends and Developing Countries' Exports, World Bank, Washington D.C., 2 Février 1978.

Près de la moitié des exportations manufacturières des p.v.d. viennent de quatre pays seulement: Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Singapour.

Avec le Brésil, l'Inde et le Mexique ils ne sont pas plus de sept pays, qui totalisent 70% des exportations manufacturières des p.v.d. Voir tableau V 9.

Les exportations de certains pays du Sud-Est Asiatique comprennent un grand pourcentage de produits importés et réexportés. En excluant ces réexportations, voici les principaux pays exportateurs de produits manufacturés: Corée du Sud, Hong-Kong, Yougoslavie, Brésil, Mexique, Singapour, et Argentine. (Selon la valeur de leurs exportations en 1976)

Le poids de ces huit pays dans les exportations manufacturières des p.v.d. ressort encore plus nettement si on considère pour chaque groupe de produits, la part combinée des trois et six principaux fournisseurs. Voir tableau V 10.

A titre de comparaison, on trouve dans la colonne de droite la part de l'Inde, dont les exportations de certains produits manufacturés sont également importantes.

On retiendra que les huit pays concernés dominant surtout dans l'exportation de produits techniquement complexes et dans les produits finis, dont la fabrication et la distribution exigent un bon niveau d'expertise. Par contre, les pays les moins développés sont relativement mieux placés dans l'exportation de produits semi-finis, comme les textiles, les produits chimiques et les produits de cuir.

LES PRINCIPAUX EXPORTATEURS DE PRODUITS MANUFACTURES PARMIS LES P.V.D., EN 1965 ET 1975

Pays ou territoire	Valeur (Millions dollars courants)		Part en %		Part cumulative 1975
	1965	1975	1965	1975	
Hong Kong (y compris réexportations) (sans réexportations)	989	5.590	21,5	16,8	16,8
Taiwan	187	4.303	4,1	13,0	29,8
Corée du Sud	104	4.136	2,3	12,5	42,3
Yougoslavie	617	2.781	13,4	8,4	50,7
Singapour (y compris réexportations) (sans réexportations)	300	2.233	6,5	6,7	57,4
Brésil	124	2.192	2,7	6,6	64,0
Inde	809	2.089	17,6	6,3	70,3
Mexique (y compris frontière)	166	1.967	3,6	5,9	76,2
Argentine	84	723	1,8	2,3	78,5
Malaisie	68	667	1,5	2,0	80,5
Pakistan	190	589	4,1	1,8	82,3
Total P.V.D.	4.590	33.200	100	100	100

a) Année statistique finissant le 30 mars 1976.

b) Y compris Bangladesh

Source: UN and national trade statistics from Keesing-Plesch report of June 6, 1977; Annex B.

Repris de: Donald B. Keesing, World Trade and Output of Manufactures: Structural Trends and Developing Countries' Exports, World Bank, Washington D.C., 2 février 1978.

CONTRIBUTION DES PRINCIPAUX EXPORTATEURS PARMIS LES PAYS EN VOIE D'INDUSTRIALISATION RAPIDE ¹⁾
 DANS LES EXPORTATIONS TOTALES DES P.V.D., PAR GROUPES DE PRODUITS EN 1974. (en %)

Groupes de produits	Parts combinées des		L'Inde à titre de comparaison
	Trois	Six premiers fournisseurs	
Vêtements	73	81	3
Textiles	35	47	16
Machines électriques et électroniques	60	86	2
Autres machines et matériel de transport	45	72	5
Chaussures	61	83	2
Fer et acier	55	74	6
Produits chimiques	27	45	3
Maroquinerie	34	35	45
Exportations manufacturières totales	43	63	6

1) Huit pays, soit Corée, Taiwan, Hong Kong, Yougoslavie, Brésil, Mexique, Singapour et Argentine.

Source: UN trade statistics, Keesing-Plesch report of June 6, 1977 and supplementary estimates.
 Repris de: Donald B. Keesing, World Trade and Output of Manufactures: Structural Trends
 and Developing Countries' Exports, World Bank, Washington D.C., 2 février 1978.

Cela dit, seulement un petit nombre de p.v.d. a atteint un degré de diversification de sa production et de ses exportations industrielles, permettant à ces pays de s'approcher du niveau des pays industrialisés. Ces pays ont en effet les meilleures chances de suivre l'exemple de pays comme l'Espagne, la Grèce, le Portugal ou l'Irlande qui ont réussi à se ranger parmi les pays dits industrialisés.

Où vont les exportations manufacturières des p.v.d.? - En premier lieu dans les pays développés, mais les échanges entre les pays en voie de développement ont également une importance considérable.

Les exportations des pays du Sud-Est Asiatique sont le plus fortement orientées vers les pays développés. On notera aussi que les pays de l'Est sont des clients très peu importants, sauf pour les exportations manufacturières de l'Afrique du Nord. (Voir tableau V 11). Les échanges commerciaux entre les p.v.d. ont principalement lieu entre régions d'un même continent.

Quels sont les produits industriels exportés par les p.v.d.?

La gamme de produits s'élargit et se diversifie. Les produits techniquement complexes et les produits finis connaissent l'expansion la plus rapide. Le secteur "machines et matériel de transport" représentait en 1975 près de 22% des exportations manufacturières des p.v.d., contre 9% en 1965. Les vêtements 17%, contre 3% en 1965. Voir tableau V 12.

DESTINATION DES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES EN PROVENANCE DES P.V.D. EN 1974.

	(Valeur en milliards de dollars et pourcentage entre parenthèses)			
	Pays développés	P.V.D.	Pays de l'Est	Total
Asie de l'Est et du Sud	14,22 (69)	5,80 (28) ^{a)}	0,46 (2)	20,51 (100)
Amérique latine	3,38 (55)	2,67 (44)	0,07 (1)	6,13 (100)
Moyen Orient	0,93 (40)	1,26 (54) ^{a)}	0,15 (6)	2,31 (100)
Afrique	0,89 (51)	0,57 (32)	0,31 (17)	1,78 (100)

a) Y compris réexportations considérables

Source : UN Monthly Bulletin of Statistics, May 1977.

Repris de : Donald B. Keesing, World Trade and Output of Manufactures:
Structural Trends and Developing Countries' Exports, World Bank, Washington D.C.,
2 février 1978.

LA COMPOSITION DES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES DES P.V.D., EN POURCENTS

Groupes de produits	1960	1965	1970	1975
Machines et matériel de transport ^{a)}	7,5	8,9	14,8	21,9
Vêtements	1,8	3,0	13,8	17,1
Textiles	27,8	25,1	19,9	15,1
Produits chimiques	11,9	11,3	9,8	10,5
Fer et acier	3,6	4,7	5,9	4,0
Autres produits	47,4	47,0	35,8	31,4
Total produits manufacturés	100	100	100	100

a) Y compris produits électroniques

Source: UNCTAD Handbook; UN Monthly Bulletin of Statistics, May and June 1977;
 UN Yearbook of International Trade Statistics, 1963, 1967, and 1975.
 Yugoslavia is not counted here.
 Repris de: Donald B. Keesing, World Trade and Output of Manufactures:
 Structural Trends and Developing Countries' Exports, World Bank,
 Washington D.C., 2 février 1978.

Quelle est la part des p.v.d. dans les exportations manufacturières du monde?

Elle est, dans l'ensemble, très basse (6,3% en 1975) mais tend à augmenter pour tous les principaux groupes de produits. Voir tableau V 13.

Pourtant dans deux groupes de produits, les vêtements et les textiles, les p.v.d. ont conquis une part appréciable du marché mondial. Leur part dans les exportations mondiales de vêtements s'élève à 32% et dans les exportations de textiles à 18%.

Qu'est-ce qu'ils exportent et où?

Les exportations de vêtements et de produits électroniques en provenance des p.v.d sont destinées à plus de 80% aux pays développés, alors que les produits d'équipement sont surtout vendus à d'autres p.v.d. Au total, près de 64% des exportations manufacturières vont dans les pays développés. Voir tableau V 14.

LA PART DES P.V.D. DANS LES EXPORTATIONS MONDIALES, PAR GROUPES DE PRODUITS

Groupes de produits (en %)	1960	1965	1970	1975
Combustibles	60,5	63,1	63,1	74,1
Autres exportations	17,1	14,9	13,0	12,1
Produits agricoles	37,1	34,0	31,8	28,7
Minerais	30,8	33,9	31,4	32,4
Métaux non ferreux	29,5	28,6	29,0	22,0
Produits manufacturés	4,0	4,4	5,1	6,3
Machines et matériel de transport	0,7	0,9	1,6	2,8
Produits chimiques	4,0	4,2	3,9	5,4
Autres produits	6,7	8,0	9,6	10,9
Fer et acier	1,4	2,1	3,3	2,7
Textiles	—	—	15,5	17,8
Vêtements	—	—	21,3	32,1

Source: UN Monthly Bulletin of Statistics, May 1977; UNCTAD Handbook.
Developing countries are defined here to exclude Yugoslavia.

Repris de: Donald B. Keesing, *World Trade and Output of Manufactures: Structural Trends and Developing Countries' Exports*, World Bank, Washington D.C., 2 février 1978.

COMPOSITION DES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES DES P.V.D. VERS LES PAYS DEVELOPPES ET VERS D'AUTRES P.V.D.;

1974 a)

(en %)

Groupes de produits	Vers les pays développés	Vers d'autres P.V.D.	Pourcentage destiné aux pays développés ^{b)}
Textiles	14,5	18,1	54,3
Vêtements	21,0	5,5	85,9
Machines électriques et électroniques	15,7	6,0	82,3
Autres machines et matériel de transport	3,0	20,9	21,2
Produits chimiques	9,6	15,5	51,5
Fer et acier	4,7	6,2	57,9
Autres produits manufacturés	31,4	26,8	67,6
Total	100	100	63,4

a) La Yougoslavie est comprise parmi les pays développés.

b) Y compris les exportations vers les pays de l'Est.

Source: UN Monthly Bulletin of Statistics, May 1977.

Repris de: Donald B. Keesing, World Trade and Output of Manufactures: Structural Trends and Developing Countries' Exports, World Bank, Washington D.C., 2 février 1978.

B. La Communauté face aux importations manufacturières en provenance des p.v.d.

Une part croissante des importations manufacturières de la Communauté vient des pays en voie de développement: 16% en 1976 contre 9% en 1970.

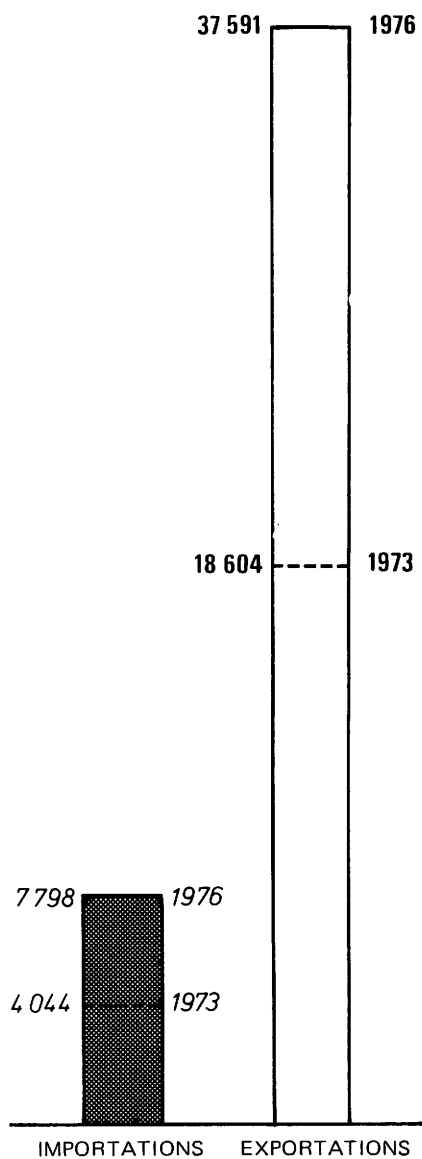
On avait vu auparavant (point 3.) que les p.v.d. deviennent aussi des clients toujours plus importants pour les exportations manufacturières de la C.E. Voir tableau V 15.

Toujours est-il, que la Communauté exporte vers les p.v.d. cinq fois plus de produits manufacturés qu'elle n'en importe de ces pays.

Cela tient au caractère complémentaire de la structure économique européenne par rapport à celle des p.v.d. Pour pouvoir payer ses importations de pétrole, de matières premières et de produits tropicaux en provenance des p.v.d., la Communauté doit vendre des produits industriels. - En 1976, les produits manufacturés composaient 84% des exportations totales de la C.E. vers les p.v.d., mais seulement 13% des importations en provenance de ces pays.

Par contre, la structure des échanges de la C.E. avec les pays industrialisés est plus équilibrée: les produits manufacturés représentent 56% des importations totales et 79% des exportations.

LES ECHANGES DES PRODUITS MANUFACTURES ENTRE LA C.E. ET L'ENSEMBLE DES P.V.D.



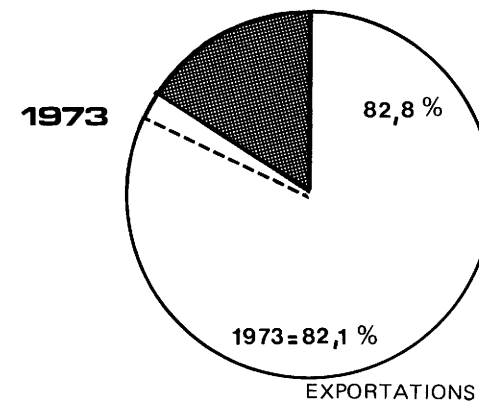
INDICE : 1973 = 100

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1974	121	147
1975	130	185
1976	193	202

% par rapport au total des importations et exportations extra-C.E.

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
1973	12,2	28,1
1976	15,9	37,5

Rapport entre les importations et les exportations en 1973 et 1976



SOURCE : LES ECHANGES C.E.E.-P.V.D. DANS LE RESEAU DES RELATIONS COMMERCIALES DE LA COMMUNAUTE (1970 - 1976). NOVEMBRE 1977



L'heure d'une nouvelle division internationale de travail a commencé.

Où l'a bien vu dans le point A : les pays en voie de développement ne se contentent plus d'exporter uniquement des produits de base mais font un grand effort d'industrialisation. Ils détiennent une place toujours faible, mais croissante dans le commerce international de produits manufacturés.

Toujours est-il qu'ils sont très peu nombreux à avoir atteint un seuil d'industrialisation suffisant pour peser d'un certain poids dans les échanges internationaux de produits industriels .

Les produits manufacturés jouent néanmoins un rôle grandissant dans les exportations non pétrolières des p.v.d. La part de ces produits est passée de 13% en 1960 à 41% en 1976. Voir tableau V 16.

Aussi, les échanges commerciaux entre la Communauté et les p.v.d. s'orientent-ils vers une structure plus équilibrée.

Nuançons ce propos: en fait il s'agit, comme on le verra plus loin, du bilan de plusieurs situations déséquilibrées. Il n'en reste pas moins que, dans l'ensemble, les produits manufacturés prennent une place toujours plus importante dans les importations non pétrolières de la C.E. en provenance des p.v.d.: soit 37,4% en 1976 contre 21,4% en 1965. Une part croissante des importations manufacturières est composée de machines, d'appareils et de matériel de transport: 10,2% en 1976 contre 3,4% en 1965. Voir tableau V 17.

STRUCTURE DES EXPORTATIONS NON-PETROLIERES DES P.V.D. PAR GRANDS GROUPES DE PRODUITS

	en %			
	1960	1967	1974	1976 (a)
Produits agricoles	72	61	47	43
Minerais et autres minéraux	15	17	16	15
Produits manufacturés	13	21	36	41
Total (b)	100	100	100	100

(a) Provisoire

(b) Chiffres arrondis

Source : Donald B. Keesing, World Trade and output of manufactures: structural trends and Developing Countries' Exports - World Bank, Washington D.C., Fév. 1978

LES IMPORTATIONS NON PETROLIERES DE LA COMMUNAUTE EN PROVENANCE DES P.V.D.

	en millions U.C.E.				en pourcentage			
	1965	1970	1973	1976	1965	1970	1973	1976
<u>Total</u>	10.114	13.115	17.710	27.761	100	100	100	100
Produits alimentaires	4.273	4.931	6.236	9.805	42,2	37,5	35,2	35,3
Matières premières	3.616	3.822	5.025	7.304	35,7	29,0	28,4	26,3
Produits manufacturés	2.170	4.061	5.877	10.377	21,4	30,9	33,2	37,4
<u>Produits manufacturés, total</u>	2.170	4.061	5.877	10.377	100	100	100	100
Produits chimiques	118	252	320	566	5,4	6,2	5,4	5,4
Machines et mat. de transp.	73	193	565	1.064	3,4	4,7	9,6	10,2
Autres produits manufact.	1.979	3.616	4.992	8.747	91,2	89,0	85,9	84,3

Source : Eurostat : Bulletin mensuel du Commerce Extérieur; numéro spécial 1958-1966

Chiffres calculés par l'auteur.*

Importations ou exportations, lesquelles augmentent plus rapidement?

Cela dépend des régions et des années de référence. Dans les échanges commerciaux avec l'ensemble des pays en voie de développement, ce sont les exportations manufacturières de la Communauté qui augmentent plus rapidement que les importations. Cela est dû aux achats massifs par les pays exportateurs de pétrole, depuis 1974. Dans la période 1965-1973, les importations manufacturières en provenance des p.v.d. augmentaient à un rythme supérieur aux exportations de la C.E. vers les p.v.d. Ceci vaut surtout pour les échanges de produits techniquement complexes, tels que les machines et matériel de transport (CST-7). Voir tableau V 18 indiquant les variations des échanges de produits manufacturés entre la Communauté et l'ensemble des p.v.d.

Si l'on considère seulement les échanges entre la Communauté et les p.v.d. non pétroliers, ce sont les importations de produits manufacturés dans la Communauté qui augmentent plus rapidement que les exportations. Ceci ressort assez nettement du tableau V 19⁽¹⁾ montrant les échanges de produits manufacturés par région.

(1) voir page 178

ECHANGES COMMERCIAUX C.E. P.V.D.: EVOLUTION DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES

IMPORTATIONS					EXPORTATIONS (en millions UCE)			
	Machines Matériel transport	Indice 1970=100	Total produits manuf.	Indice 1970=100	Machines Matériel transport	Indice 1970=100	Total produits manuf.	Indice 1970=100
1965	73	38	2.170	53	4.709	64	9.581	69
1966	94	49	2.651	65	4.950	67	10.020	72
1967	105	54	2.638	65	4.869	66	10.058	72
1968	115	60	3.224	79	5.634	77	11.257	81
1969	141	73	3.873	95	6.539	89	12.560	90
1970	193	100	4.061	100	7.328	100	13.920	100
1971	274	142	3.716	91	8.267	113	15.280	110
1972	326	169	4.069	100	9.015	123	16.316	117
1973	565	293	5.877	145	10.185	139	19.303	139
1974	695	360	7.898	194	14.829	202	29.859	214
1975	751	389	7.443	183	21.919	299	38.170	274
1976	1.064	551	10.377	255	26.520	361	44.456	319
Indice 1973 = 100								
	1974	123		134		146		155
	1975	133		127		215		198
	1976	188		176		260		230

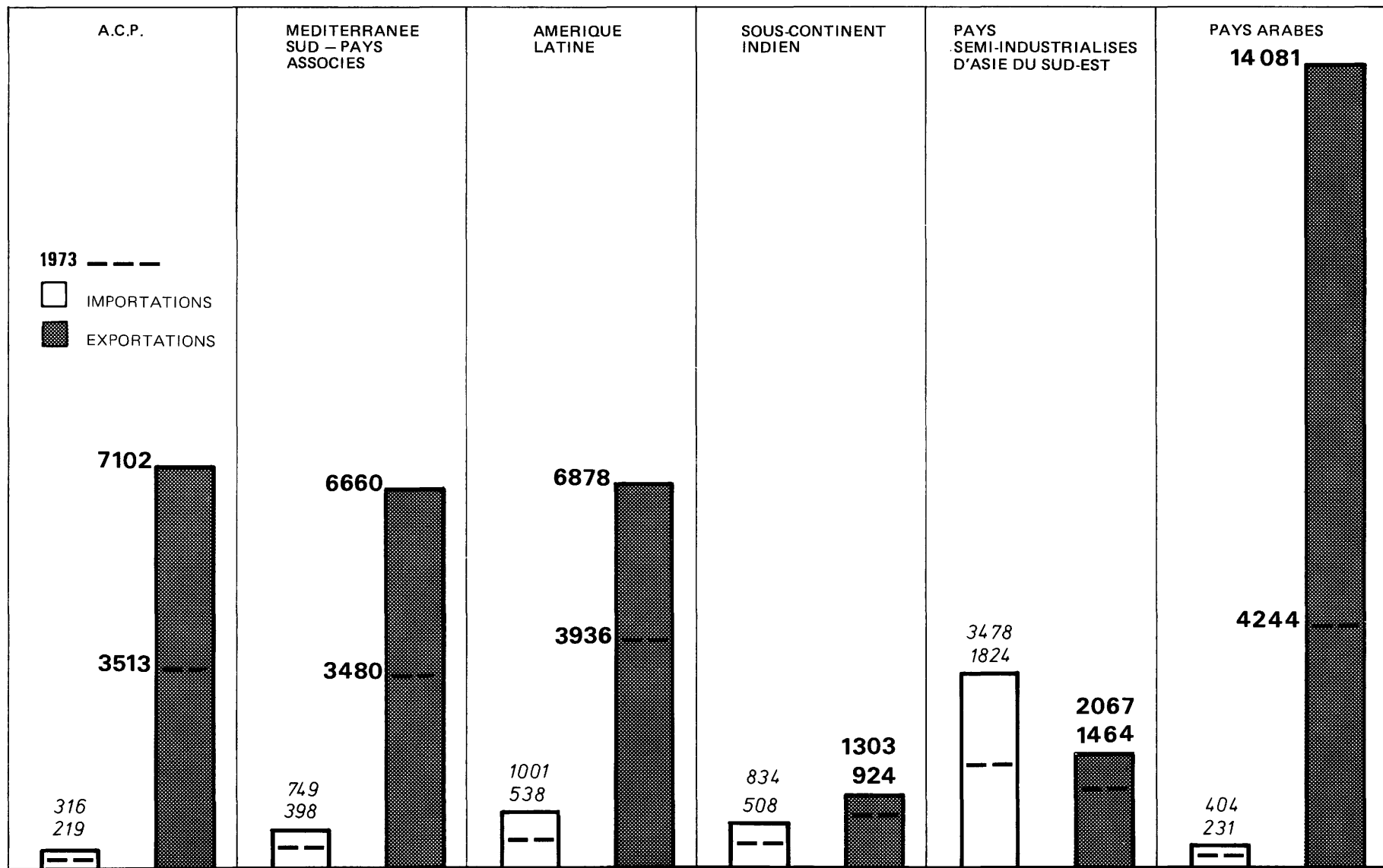
Source: Eurostat: Bulletin mensuel du Commerce Extérieur, numéro spécial 1958-1976 *

De réels problèmes se posent avec les pays du Sud-Est asiatique.

Les quatre pays "semi-industrialisés" du Sud-Est asiatique, à savoir Hong-Kong, Singapour, Corée du Sud et Taiwan fournissent à eux seuls environ 45% des produits manufacturés importés en provenance des p.v.d. C'est surtout le seul groupe de pays envers lequel la balance des échanges de produits manufacturés est largement déficitaire pour la Communauté. Le déficit s'élargit même rapidement: en 1973, les exportations manufacturières de la C.E. couvraient encore 80% des importations, en 1976 seulement 60%.

Dans les échanges avec tous les autres groupes de pays, les exportations de produits manufacturés dépassent largement les importations. On observe cependant deux tendances: l'excédent de la Communauté envers les pays Arabes, les pays de la Méditerranée du Sud et les pays ACP s'élargit, tandis qu'il diminue dans les échanges avec les pays d'Amérique latine et du sous-continent indien.

LES ECHANGES DES PRODUITS MANUFACTURES ENTRE LA C.E. ET LES P.V.D. PAR GROUPES DE PAYS 1976



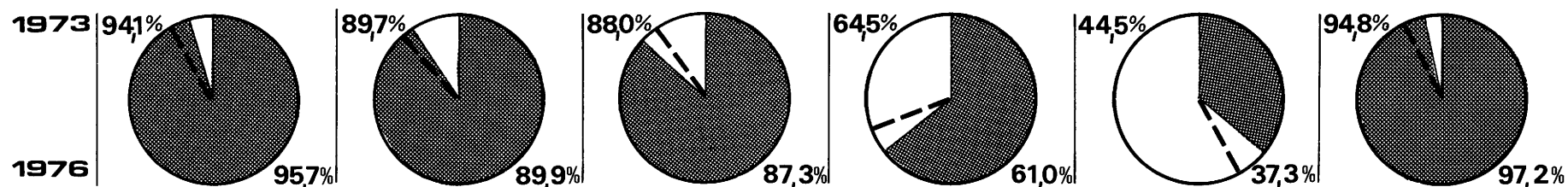
SOURCE : LES ECHANGES C.E.E.-P.V.D. DANS LE RESEAU DES RELATIONS COMMERCIALES DE LA COMMUNAUTE (1970 - 1976). NOVEMBRE 1977



LES ECHANGES DES PRODUITS MANUFACTURES ENTRE LA C.E. ET LES P.V.D. PAR GROUPES DE PAYS 1976

	A.C.P.		MEDITERRANEE SUD - PAYS ASSOCIES		AMERIQUE LATINE		SOUS-CONTINENT INDIEN		PAYS SEMI-INDUSTRIALISES D'ASIE DU SUD-EST		PAYS ARABES	
	IMP	EXP	IMP	EXP	IMP	EXP	IMP	EXP	IMP	EXP	IMP	EXP
1974	117	132	120	148	118	155	120	119	124	127	122	188
1975	123	179	126	184	120	162	106	135	141	128	124	280
1976	144	202	188	191	186	175	164	141	191	141	175	332

Rapport entre les importations et les exportations en 1973 et 1976 --- = 1973



% par rapport au total des importations et exportations des P.V.D

1973	5,4	18,8	9,8	18,7	13,3	21,1	12,6	5,0	45,1	7,9	5,7	22,8
1976	4,0	18,9	9,6	17,1	12,8	18,3	10,7	3,5	44,6	5,5	5,2	37,4

% par rapport au total des importations et exportations extra-C.E.E.

1973	0,6	5,3	1,2	5,2	1,6	5,9	1,5	1,4	5,5	2,2	0,7	6,4
1976	0,6	7,1	1,5	6,6	2,0	6,9	1,7	1,3	7,1	2,1	0,8	14,1

SOURCE : LES ECHANGES C.E.E.-P.V.D. DANS LE RESEAU DES RELATIONS COMMERCIALES DE LA COMMUNAUTE (1970 - 1976). NOVEMBRE 1977 *

Il y a peu de chances pour que le "boom" d'exportation vers les pays de l'OPEP se répète.

L'extraordinaire augmentation du pouvoir d'achat, dont bénéficiaient les pays exportateurs de pétrole suite à la multiplication par 4 du prix du pétrole, s'était traduite en 1974 et en 1975 par une augmentation tout aussi spectaculaire de leurs achats dans la Communauté. Plusieurs raisons font croire que ce "boom" ne se reproduira plus dans un avenir prévisible:

Premièrement, parce que les hausses du prix du pétrole et des recettes d'exportation des pays pétroliers resteront plus modérées.

Deuxièmement, parce que le pouvoir d'achat des pays pétroliers risque même de diminuer, tant que le prix du pétrole reste lié au dollar et que celui-ci perd de sa valeur par rapport aux autres monnaies fortes.

Troisièmement, parce que la capacité d'absorption des pays pétroliers disposant de grandes réserves financières est limitée .

Quatrièmement, parce que certains pays disposant actuellement d'une balance de paiement excédentaire peuvent facilement se retrouver avec un déficit.

En fait, les exportations de la C.E. vers les pays de l'OPEP se sont déjà ralenties en 1976. Voir tableau V 20.

Ces incertitudes et le fait que les p.v.d. exportateurs représentent de toute façon un cas à part, nous amènent à prendre en considération, par la suite, seulement les échanges de produits manufacturés entre la Communauté et les p.v.d. non pétroliers.

EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA C.E. ET LES PAYS DE L'OPEP : 1972 - 1976

C.E. :	en milliards de dollars			Indices : 1973 = 100			Variations annuelles		
	Exportations prod. manif.	Exportations totales	Importations totales	Exportations prod. manif.	Exportations totales	Importations totales	Exportations prod. manif.	Exportations totales	Importations totales
1972	5.03	5.73	13.23	71	71	70	—	—	—
1973	7.09	8.03	18.82	100	100	100	41	40	42
1974	11.80	13.50	45.62	166	168	242	66	68	142
1975	20.18	22.88	40.87	284	285	217	71	69	- 10
1976	23.28	26.20	46.27	328	326	246	15	14	13

Source : GATT: Le Commerce International 1976-1977
chiffres calculés par l'auteur. *

Les p.v.d. non pétroliers ne constituent pas un groupe homogène de pays.

On l'a bien vu en comparant leur production industrielle et l'évolution de leurs exportations. Les différences sont énormes d'une région à l'autre et même d'un pays à l'autre. C'est surtout dans ses relations avec les pays semi-industrialisés du Sud-Est Asiatique que la Communauté connaît de grands problèmes.

Cependant sur le plan politique, les p.v.d. font valoir un certain nombre de revendications communes, qu'ils défendent par exemple au sein de l'ONU et au sein du "dialogue Nord-Sud" en tant que "groupe des 77" (qui comprend en réalité 115 membres). Il y a donc, sur le plan politique, de bonnes raisons pour considérer les p.v.d. comme un ensemble.

Il se trouve cependant que les importations manufacturières en provenance des pays de l'OPEP représentent à peine 5% des importations manufacturières en provenance de l'ensemble des p.v.d., alors que les pays de l'OPEP achètent 47% des exportations manufacturières de la C.E. vers les p.v.d. En plus, les pays de l'OPEP n'éprouvent pas de difficultés de payer leurs importations avec leurs recettes d'exportation de pétrole. Par contre, l'augmentation du revenu des pays importateurs de pétrole dépend beaucoup plus du succès de leur industrialisation et donc aussi de l'accès de leurs produits sur les marchés des pays industrialisés. Pour ces raisons, il convient de considérer les échanges avec les pays de l'OPEP comme un cas à part, et de concentrer, par la suite, l'analyse sur les échanges entre la Communauté et les p.v.d. non pétroliers.

L'expansion des échanges favorise les industries dans les p.v.d.

Les importations manufacturières de la Communauté en provenance des p.v.d. non pétroliers augmentent plus rapidement que les exportations dans l'autre sens: en 1972 les exportations étaient encore trois fois plus élevées que les importations; quatre années après, seulement deux fois plus élevées. Voir tableau V 21.

A des degrés divers, la tendance générale vaut pour tous les groupes de produits. Voir tableau V 22.(1)

On notera que dans deux groupes de produits manufacturés seulement, la Communauté est passée d'un excédent à un déficit: ce sont les articles de ménage (y compris électro-ménagers) et les textiles.

Depuis une dizaine d'années environ, on assiste à un transfert de ces industries vers les pays en voie de développement. La même chose vaut, depuis plus d'années encore, pour les industries de vêtements. C'est là le seul groupe de produits, où la Communauté était déjà largement déficitaire en 1972.

En plus, une montée rapide des importations par rapport aux exportations peut être observée dans les branches industrielles suivantes: matériel de bureau et de communication (composé en grande partie par des produits électroniques), fer, fonte et acier et autres produits semi-finis et produits divers de consommation.

(1) voir page 186

L'EVOLUTION DES ECHANGES DE PRODUITS MANUFACTURES ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES P.V.D. NON PETROLIERS

en milliards de dollars			Indices	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
1972	12.79	4.23	100	100
1973	16.28	6.73	127	159
1974	23.52	8.91	184	210
1975	26.16	8.80	204	208
1976	25.70	11.05	201	261

Source: GATT: Le Commerce International 1976-1977 *

Par contre les industries de la Communauté résistent relativement bien à la concurrence des p.v.d., dans les branches suivantes: machines pour industries spécialisées, véhicules automobiles routiers, autres machines et matériel de transport.

Retenons toutefois, que dans tous les groupes de produits où la Communauté enregistre un excédent relatif (couverture des importations par les exportations), celui-ci tend à se réduire et partout, là où elle enregistre un déficit, celui-ci tend à s'agrandir.

Encore une fois, si, dans l'ensemble, les exportations manufacturières de la Communauté vers les p.v.d. augmentent malgré tout plus rapidement que les importations en sens inverse, c'est grâce aux achats des pays exportateurs de pétrole, donc grâce au transfert de revenus que représente l'augmentation du prix de pétrole.

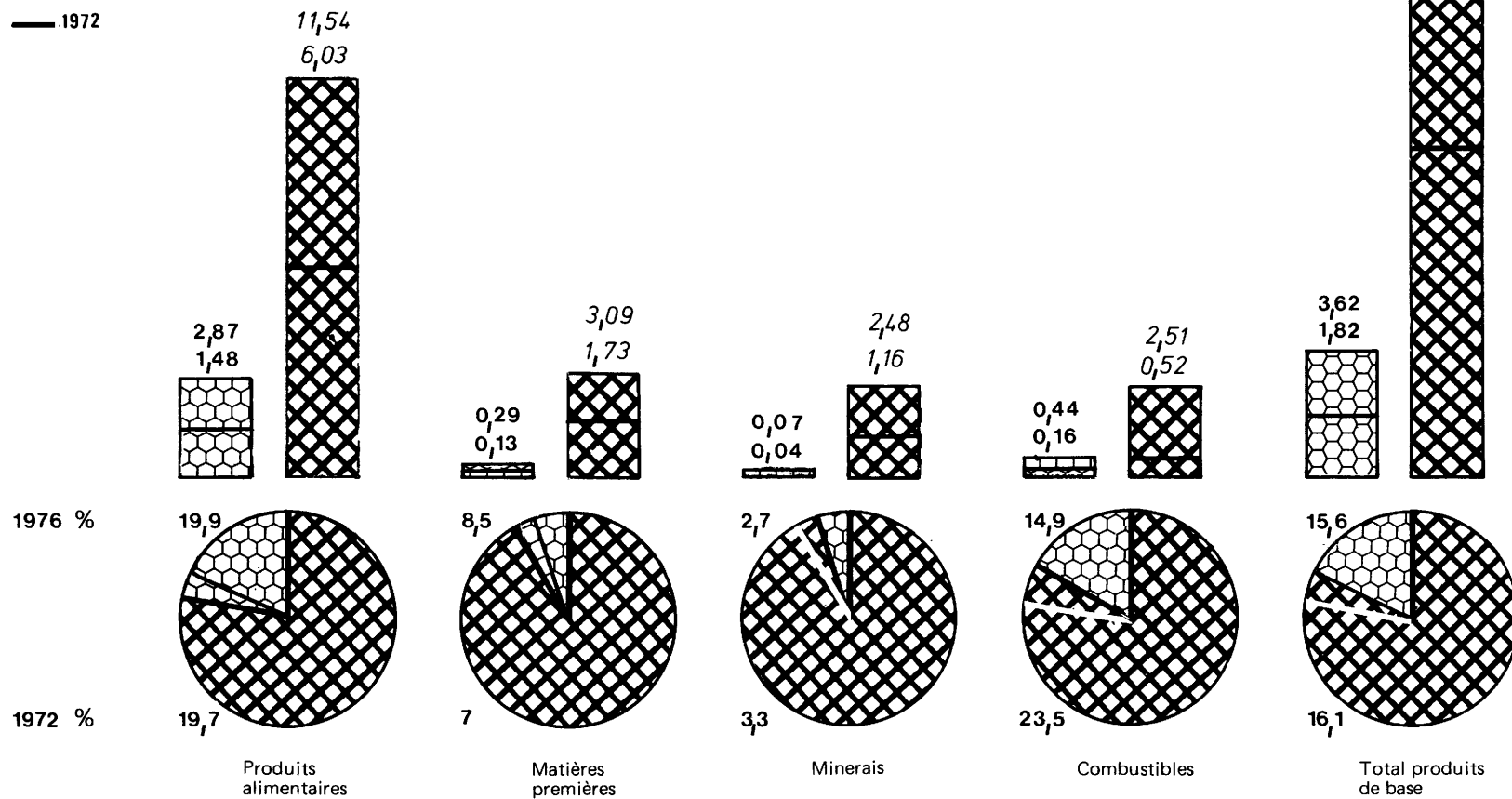
Notons par ailleurs qu'une certaine tendance inverse au phénomène analysé tout à l'heure peut être observée dans les échanges, avec les p.v.d. non pétroliers, de produits alimentaires, de matières premières et de métaux non ferreux. Il serait cependant prématuré d'en tirer des conclusions quant à l'évolution à long terme. La baisse relative des importations par rapport aux exportations dans ces trois groupes de produits de base peut s'expliquer en effet par la récession économique dans la Communauté. Sur la base des analyses précédentes, on peut pourtant affirmer :

EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX PAR PRODUITS DANS LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA C.E. AVEC LES P.V.D. PETROLIERS — 1972 — 1976

 1976 Exportations en milliards de dollars
 Exportations en % par rapport au commerce total du produit

 1976 Importations en milliards de dollars
 Importations en % par rapport au commerce total du produit

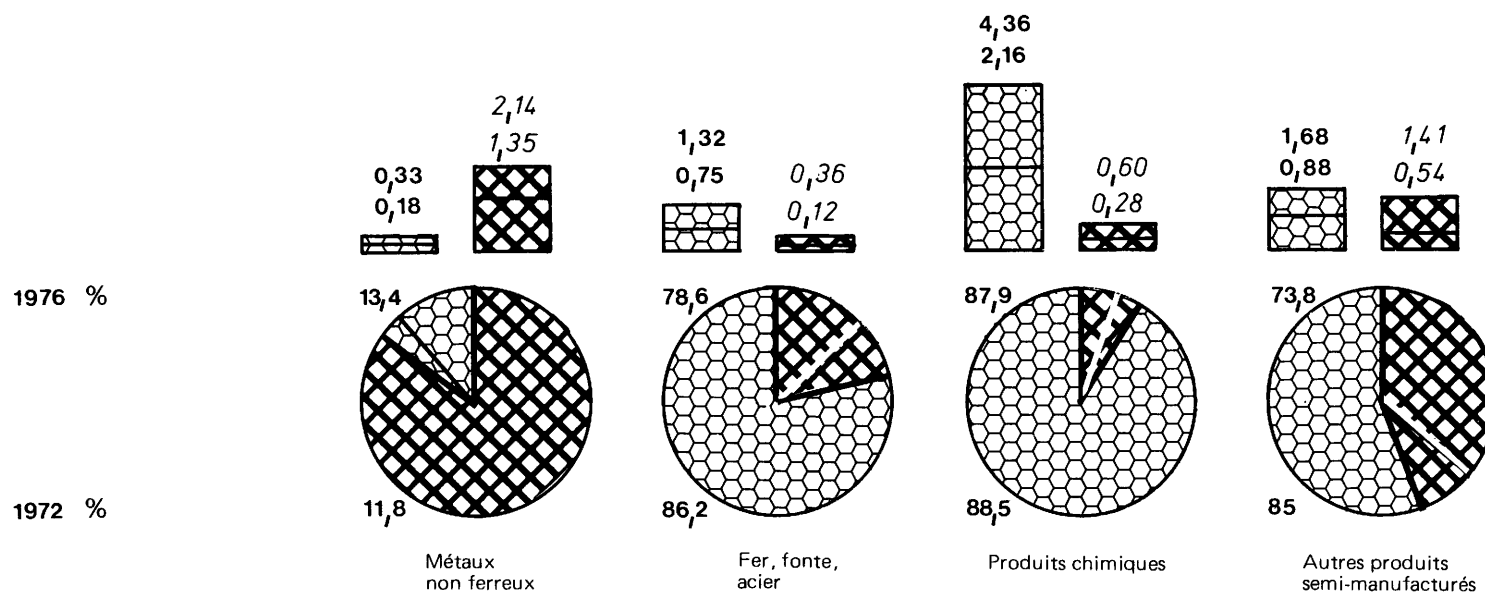
— 1972



SOURCE : GATT — LE COMMERCE INTERNATIONAL — 1976 — 1977



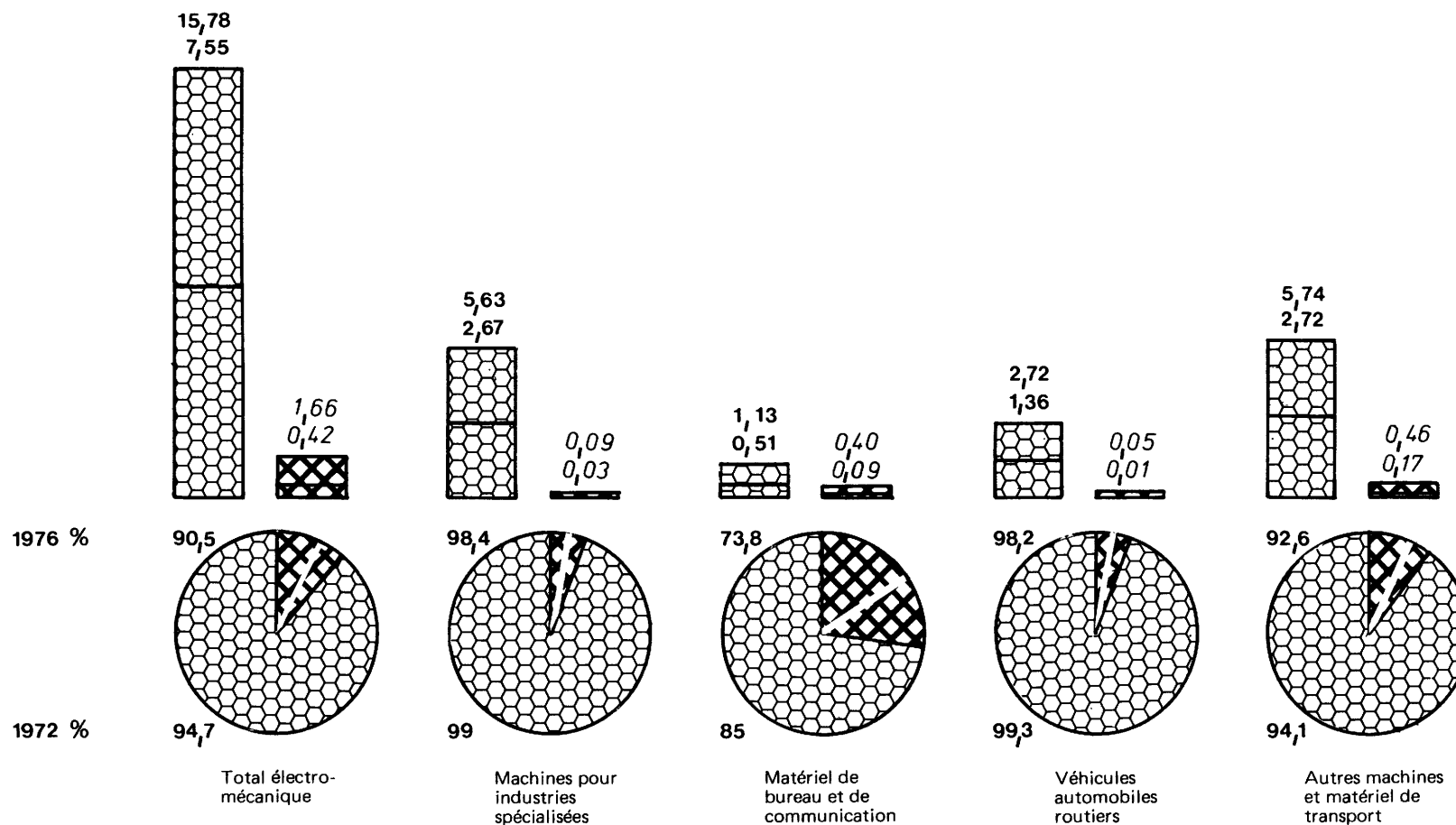
EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX PAR PRODUITS DANS LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA C.E.
AVEC LES P.V.D. PETROLIERS – 1972 – 1976



SOURCE : GATT – LE COMMERCE INTERNATIONALE – 1976 – 1977



EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX PAR PRODUITS DANS LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA C.E.
AVEC LES P.V.D. PETROLIERS — 1972 — 1976



SOURCE: GATT — LE COMMERCE INTERNATIONAL — 1976 — 1977 *

EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX PAR PRODUITS DANS LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA C.E.
AVEC LES P.V.D. PETROLIERS – 1972 – 1976

1976
1972

Exportations
en milliards de dollars



Exportations
en % par rapport au commerce total du produit

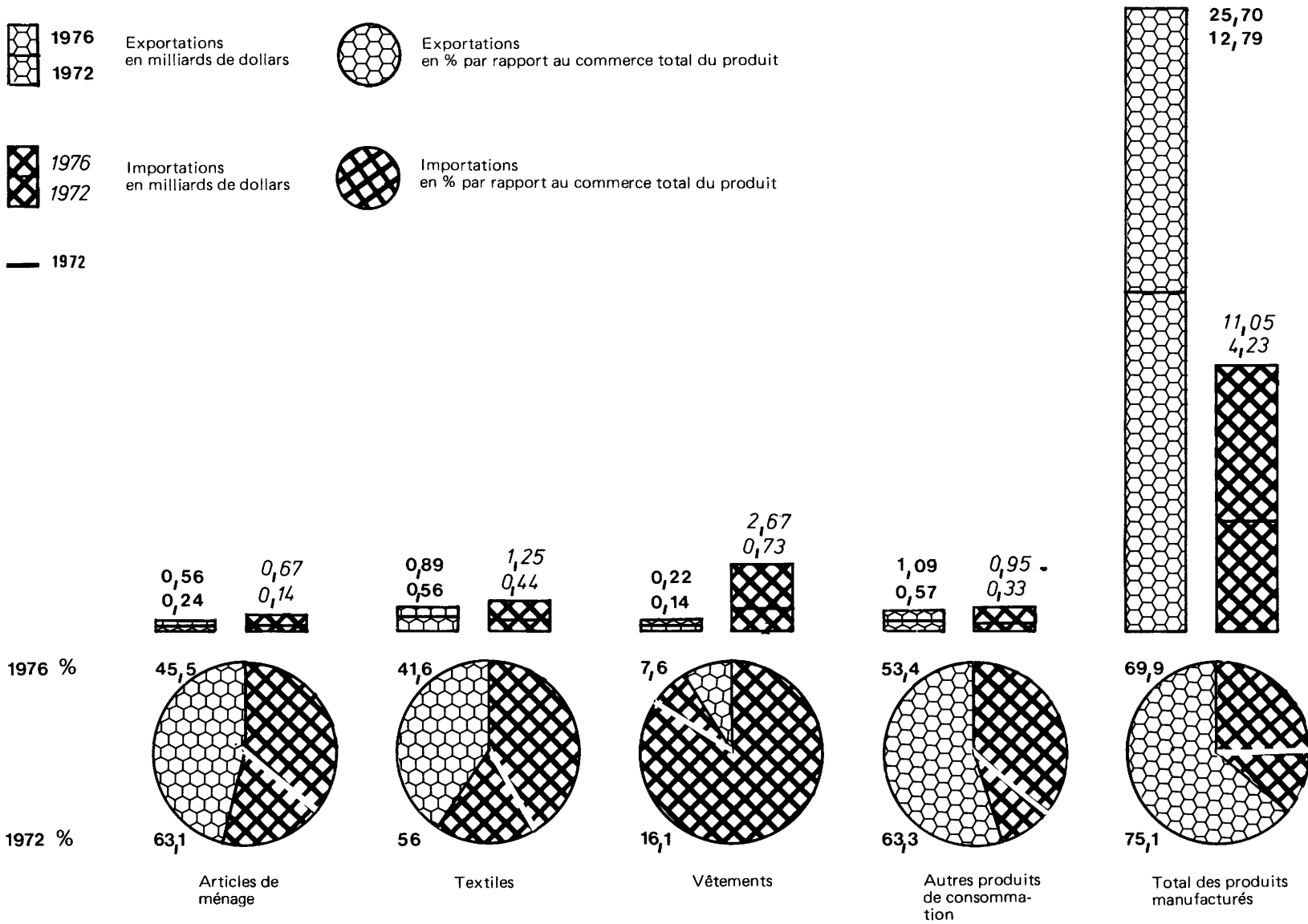
1976
1972

Importations
en milliards de dollars



Importations
en % par rapport au commerce total du produit

1972



SOURCE: GATT – LE COMMERCE INTERNATIONAL – 1976 – 1977



Le caractère complémentaire des échanges commerciaux entre la Communauté Européenne et certains p.v.d. non pétroliers, surtout les pays semi-industrialisés de l'Asie du Sud-Est, change peu à peu vers un rapport de substitution.

Cela ressort nettement d'une comparaison des structures des échanges, voir tableau V 23.

La Communauté est-elle inondée par les produits manufacturés du Tiers-Monde ?

Autrement dit, on cherche ici à connaître la relation entre les importations de produits manufacturés provenant des p.v.d. et le marché de ces produits dans la Communauté. Faute de données sûres concernant la "consommation" de produits manufacturés, on doit se baser sur des estimations.

Un expert de la Banque Mondiale, Monsieur Donald Keesing ^(x), a comparé les importations manufacturières en provenance des p.v.d. avec, d'une part, le revenu (PNB) d'un certain nombre de pays, et d'autre part avec une estimation sur la "consommation apparente" (égale aux produits disponibles, c'est-à-dire production plus importations, moins exportations).

(x) Donald B. Keesing: World Trade and output of manufactures :

Structural trends and developing countries exports.

Washington, Février 1978.

PART DES PRODUITS MANUFACTURES DANS LES ECHANGES DE LA C.E. AVEC LES P.V.D. (en %)

	Exportations			Importations		
	1970	1973	1975	1970	1973	1975
P.V.D.	86,1	83,7	82,9	8,9	13,0	10,2
Pays de l'OPEP	87,4	84,2	85,7	2,0	2,3	0,9
A.C.P.	84,8	82,7	83,7	2,6	3,8'	3,4
Amérique latine	91,3	87,1	87,0	4,9	9,8	10,4
Asie du Sud-Est	82,4	81,3	81,3	40,4	52,5	54,6

Source : Les échanges CEE - P.V.D. dans le réseau des relations commerciales de la Communauté 1970-1975
Commission C.E. - Juin 1977 *

<u>PART DES IMPORTATIONS MANUFACTURIERES EN PROVENANCE DES P.V.D.</u>		
<u>DANS LE PIB DE 1974 ET DANS LA CONSOMMATION APPARENTE DE</u>		
<u>PRODUITS MANUFACTURES EN 1973.</u>		
	en %	
	<u>Part du / de la</u>	
<u>Pays</u>	<u>PIB</u>	<u>Consommation</u>
		<u>de prod. manufacturés</u>
	(1974)	(1973)
Nouvelle Zélande	1,57	1,6
Australie	1,11	1,5
Grande Bretagne	0,88	1,3
Pays-Bas	0,82	1,6
Norvège	0,79	1,9
Allemagne de l'Ouest	0,72	1,0
Etats-Unis	0,69	1,1
Irlande	0,68	0,9
Suède	0,66	1,0
Suisse	0,64	—
Belgique-Luxembourg	0,58	0,9
Japon	0,57	0,8
Canada	0,54	0,9
Danemark	0,54	1,4
Italie	0,49	0,8
Autriche	0,42	0,7
France	0,32	0,5
Espagne	0,22	0,4

Source: Donald B. Keesing, World Trade and output of Manufactures: Structural trends and Developing Countries' Exports. World Bank, Washington, DC - Février 1978.

Il arrive à la conclusion que les importations manufacturières en provenance des p.v.d. sont toujours très faibles par rapport à la grandeur des marchés des pays développés: pour l'ensemble des produits manufacturés, elles ne dépassent, dans aucun pays développé, 1,6% de la consommation apparente. Voir tableau V 24.

On verra plus loin qu'il existe toutefois beaucoup de produits, où les importations en provenance des p.v.d. représentent une grande partie du marché.

Il faut également souligner que la pression concurrentielle des industries du Tiers-Monde ne se fait pas seulement sentir sur les marchés de la Communauté, mais aussi dans les pays tiers, industrialisés et en voie de développement ⁽¹⁾. Elle affecte donc aussi les exportations industrielles de la Communauté.

Il est pourtant très difficile d'évaluer l'impact de cette concurrence sur les industries européennes et les pays industrialisés en général, surtout lorsque l'on se place sur un plan global et pas seulement sectoriel.

C'est pourquoi la Commission des Communautés s'est-elle exprimée jusqu'à présent avec beaucoup de prudence sur ce problème. Elle constate dans une étude sur "l'environnement international, croissance et mutations sectorielles dans la Communauté" ⁽²⁾:

(1) C'est ainsi, par exemple, que plusieurs p.v.d. d'Asie réussissent actuellement une percée remarquable au Moyen Orient. Selon le Commissariat français au Plan, la part des marchés au Moyen Orient dans les exportations coréennes devrait largement dépasser 10% en 1977 contre 1,4% en 1974.

(2) Document II/820/77 du 13 décembre 1977.

"La part en très rapide progression que prennent de nouveaux producteurs du Tiers-Monde et du bloc des pays socialistes sur le marché mondial de certains produits commence, en effet, à prendre une dimension préoccupante du fait de la situation de l'emploi dans les économies européennes.

"Certes, d'un point de vue global, l'importance de ce problème ne doit pas, en l'état actuel, être surestimée. La part des produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement dans les importations de ce type de produits par les pays industriels reste faible et n'a que peu augmenté (7% en 1975 contre 6% en 1960) et ces achats en provenance du Tiers-Monde ne représentent que 1,5% environ de la valeur ajoutée de l'industrie dans l'ensemble de l'OCDE. Faut-il de données suffisantes, il est difficile d'apprécier l'existence et la portée d'un phénomène éventuel, de réduction des débouchés que trouvaient traditionnellement les produits occidentaux dans les pays en voie de développement, du fait de l'industrialisation progressive de ceux-ci. Il est vraisemblable, au demeurant, que ce mouvement d'industrialisation, s'il a pu susciter une relative éviction pour certains produits, a, en revanche, entraîné globalement une augmentation des besoins d'importation du Tiers-Monde et des pays socialistes en provenance des économies industrielles.

"L'apparition de ces nouveaux producteurs est liée à une évolution de la division internationale du travail que les pays industrialisés, détenteurs des capitaux et des compétences technologiques, ont fortement influencé en assurant le transfert vers ces pays de productions devenues peu rentables chez eux et en les engageant dans un processus de croissance orienté vers l'exportation. Cette tendance à la délocalisation de certaines productions ne peut que s'affirmer d'une part avec l'accroissement vraisemblable des écarts de coûts salariaux qui a dû se produire au cours des dernières années, renforçant ainsi l'avantage comparatif des pays en voie de développement dans les branches à forte intensité de main d'oeuvre, et d'autre part, avec le processus d'industrialisation qui s'est engagé dans les pays de l'OPEP.

"Cela pose incontestablement aux économies européennes des problèmes de restructuration, dont l'acuité, qui est d'ores et déjà, notamment en matière d'emploi, perceptible dans la Communauté, se trouve accrue par le renforcement concomittant de la concurrence entre pays industriels. Ce phénomène est pour une part consécutif aux déséquilibres de paiements extérieurs aggravés par la crise pétrolière, aux mouvements des taux de change et au fléchissement du rythme de croissance de la demande interne dans les économies occidentales; il revêt aussi un caractère plus structurel dans le cas, par exemple, de la sidérurgie ou des industries à haute technologie."

Quelles sont les industries du Tiers-Monde particulièrement compétitives ?

Nous avons démontré dans les pages précédentes que les activités industrielles des pays du Tiers-Monde (ou plutôt de certains d'entre-eux) s'étendent progressivement à tous les secteurs. Toutefois, la concurrence exercée sur la production des pays industrialisés est, et sera probablement aussi à l'avenir, limitée à certains produits et ne remettra pas en cause l'existence de secteurs entiers ⁽¹⁾.

Parmi les secteurs dont les exportations vers les pays industrialisés vont croître, on cite: une partie du textile et de l'habillement, certaines activités de la construction électrique (moteurs) et électronique (composants, radio - télévision, petites calculatrices, chaînes haute fidélité, jeux électroniques), cuirs, chaussures, horlogerie (montres à quartz), optique de précision, cycles, motocycles, bijouterie, orfèvrerie, céramique, le travail du bois et la petite mécanique.

Parmi les secteurs dans lesquels l'apparition de nouveaux pays producteurs va modifier les conditions de la concurrence internationale, on retiendra la première transformation des métaux, la sidérurgie (Brésil, Corée du Sud, Mexique, Inde, Algérie), la pétrochimie (Iran, Emirats du Golfe, Arabie Saoudite, Singapour, Algérie, Mexique), les engrais (Maroc), la construction

(1) Voir par exemple le rapport du Commissariat général du Plan sur "l'évolution des économies du Tiers-Monde et l'appareil productif français", Paris janvier 1978, p.6. Il estime que l'examen des statistiques douanières et des plans de développement d'une trentaine de pays du Tiers-Monde confirme ces prévisions pour les dix années à venir.

navale (Corée du Sud, Taiwan), l'automobile (Brésil, Corée du Sud), la chimie, la cimenterie pour les besoins intérieurs.

Certains de ces secteurs connaissent déjà des difficultés sérieuses en Europe, d'autres, comme l'automobile, risquent d'en connaître dans les prochaines années à venir. Il serait toutefois erroné d'attribuer ces difficultés à la seule concurrence provenant du Tiers-Monde.

Plus déterminante pour la Communauté est dans la plupart des cas la concurrence des autres pays industriels et notamment celle du Japon et des Etats-Unis.

Une étude récente et toujours provisoire de la Commission de la C.E. sur l'évolution des courants d'échanges internationaux conclut dans le même sens: "Sauf dans les secteurs en déclin relatif dans le commerce mondial, les rapports de compétitivité, (tels du moins qu'ils se traduisent à travers les évolutions de parts de marché) entre pays industrialisés et p.v.d. non pétroliers ne semblent guère avoir évolué au profit de ces derniers. Les principaux concurrents de la C.E. restent bien, sur les marchés importants et en croissance, les autres pays industriels et en particulier le Japon et les Etats-Unis" ⁽¹⁾.

(1) Contribution de la D.I.T. Doc. II/417/78-Fr. p.3.

C. Les effets des échanges avec les pays du Tiers-Monde sur la production industrielle et la situation de l'emploi dans la Communauté.

Les échanges de produits industriels avec les p.v.d. créent davantage d'emplois qu'ils n'en suppriment.

Les quelques études par pays dont nous avons connaissance aboutissent tous à cette même conclusion⁽¹⁾

En France, les échanges de produits industriels avec les pays du Tiers-Monde ont conduit à la création nette de 100.000 emplois, dans la période de 1970 à 1976 ⁽²⁾.

Cela dit, l'accroissement des débouchés offerts par les p.v.d. a constitué dans les dernières années un terrain d'expansion pour l'industrie française.

Les reconversions intersectorielles ont été cependant importantes.

Ainsi, les échanges avec les pays en voie de développement ont été créateurs nets d'emplois principalement dans la construction mécanique et électrique (+ 13.000), la construction navale, aéronautique, armement (+33.000),

(1) Il faut cependant souligner que les méthodes employées pour calculer les effets des échanges sur l'emploi ne sont pas homogènes et parfois même pas suffisamment transparentes. Il n'existe d'ailleurs pas encore d'études qui analysent ce problème sur le plan communautaire.

(2) Commissariat Général du Plan: Rapport sur l'évolution des économies du Tiers-Monde et l'appareil productif français. p.22 ss. Janvier 1978.

la chimie (+30.000), la première transformation des métaux (+ 25.000); mais ces échanges ont exercé des pressions vers une réduction des emplois sur les branches textile, habillement (- 8.000), cuirs, chaussures (- 4.000), bois, meubles, industries diverses (- 6.500).

Aussi, la spécialisation industrielle des régions aggrave-t-elle en France et ailleurs le problème de la concurrence des pays du Tiers-Monde ou plus généralement le problème de la régression des activités traditionnelles ⁽¹⁾. Autre détail intéressant: le niveau de qualification moyen et de salaire des industries menacées est inférieur à celui des industries exportant vers le Tiers-Monde. Les branches les plus menacées par la concurrence du Tiers-Monde sont caractérisées par un fort pourcentage d'emploi féminin. En revanche, la main-d'oeuvre immigrée est relativement peu représentée. Aux 100.000 emplois créés dans l'industrie française, on doit ajouter quelques milliers, qui, grâce aux relations de la France avec le Tiers-Monde, se sont créés dans le secteur des services rendus aux entreprises, des organismes financiers et de la formation. Bien qu'il soit très difficile de mesurer la part des relations avec le Tiers-Monde dans ces activités, celle-ci devient certainement importante, notamment en matière de formation technique ou de gestion, en France et sur place.

(1) Dans une dizaine de départements, les activités menacées, si aucune mesure n'est prise, représentent près de 40% de l'emploi industriel.

Dans les sept années à venir (1978-1985) le développement des échanges avec les p.v.d. pourraient infléchir l'emploi industriel en France dans une fourchette de +1% à -5% (soit + 50.000 à - 250.000).

Ce calcul est basé sur un jeu de quatre hypothèses concernant l'évolution des exportations françaises vers le Tiers-Monde et celle des importations en provenance de ces pays. Trois effets sur l'emploi industriel ont été pris en compte:

- les pertes d'emploi qui résulteraient de la pénétration des produits du Tiers-Monde sur le marché français;
- les créations d'emplois liées aux exportations françaises vers le Tiers-Monde.
- les pertes d'emplois qui résulteraient de la fermeture d'un certain nombre de marchés du Tiers-Monde.

Ce qui importe le plus, c'est le nombre d'emplois éventuellement perdus par des travailleurs qui seront contraints à un reclassement, soit dans leur branche, soit hors de celle-ci. Ces emplois s'évaluent entre 3 et 7% des effectifs de 1976, soit des effectifs variant entre 25.000 et 55.000 emplois par an, dont deux tiers à un tiers hors de la branche d'origine.

La pression ne concernera pas uniformément tous les secteurs industriels.

Dans le cas d'une évolution très défavorable, elle serait très importante dans le "textile-habillement" où elle pourrait concerner d'ici 1985 30% des effectifs 1976, soit de faire perdre 200.000 emplois en huit ans. Les pertes d'emplois pourraient être également importantes dans les secteurs "cuirs - chaussures", "bois - meubles", "industries diverses", "verre".... Selon le Commissariat Général du Plan, l'examen systématique des potentialités de création d'emplois qui découleront du développement des exportations de produits industriels vers les pays du Tiers-Monde, montre que ces créations pourraient représenter d'ici 1985 de 2 à 8% des effectifs de l'industrie en 1976, soit un rythme de créations d'emplois de 15.000 à 60.000 emplois par an.

Toujours selon le Commissariat Général du Plan, les échanges avec les pays du Tiers-Monde auront globalement un impact favorable sur l'économie de la France. Le rapport conclut en effet:

"A l'échéance 1985, l'industrialisation du Tiers-Monde constituera pour la France une chance de développement et aura des effets positifs en terme de valeur ajoutée, de débouchés, et même probablement en terme d'emplois à créer dans l'agriculture, l'industrie et les services".

Cependant, ajoute le rapport, du fait de sa structure, l'appareil productif français paraît insuffisamment préparé à tirer pleinement parti du développement prévisible des échanges avec ces pays. De plus, la conjoncture actuelle si elle se prolonge, rendra plus difficile les adaptations nécessaires. Toutefois, les effets de l'industrialisation des pays du Tiers-Monde sur l'appareil productif français restent limités par rapport aux pressions dues à la concurrence des autres pays industriels et aux implications d'une rapide progression de la productivité.

En Allemagne, un accroissement des échanges commerciaux avec le Tiers-Monde conduira à une forte mutation d'emplois, mais à une faible perte nette d'emplois.

C'est la conclusion d'une étude effectuée par le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW)⁽¹⁾
Selon cette étude, des importations manufacturières en provenance des p.v.d., d'une valeur de 100 millions de Deutsche Mark supprimeraient l'emploi d'environ 2.250 travailleurs allemands. Des exportations manufacturières vers les p.v.d., d'une même valeur, créeraient environ 2.160 emplois⁽²⁾. Donc l'effet net sur l'emploi est pratiquement nul, si les exportations et les importations augmentent de la même valeur. En revanche, l'impact sur la structure sectorielle de l'emploi est important. Parmi les travailleurs qui perdraient leur emploi à cause de l'augmentation des importations, environ 60% doivent être mutés vers une autre branche d'activité, où ils seront nécessaires pour répondre à une plus forte demande d'exportation. Les autres trouveront toujours un emploi dans leur secteur, mais quelques-uns devront s'attendre à une restructuration considérable à l'intérieur de leur industrie ou de leur entreprise.

(1) DIW Wochenbericht N° 5/1977: Increased Trade with the Third World: German workers will have to switch jobs, but not lose them.

(2) Ces chiffres sont basés sur la structure commerciale et des prix de 1972 et sur le niveau de productivité de 1976.

Les industries les plus affectées par la concurrence du Tiers-Monde sont la mécanique de précision, l'industrie optique, le cuir, le textile, l'habillement.

A supposer que, dans ces quatre secteurs, les importations allemandes augmentent pendant les quatre prochaines années au même rythme que pendant la période 1973-1975, les effets directs et indirects sur la production industrielle allemande correspondront à la perte de 140.000 emplois (30.000 par année).

Plus d'un tiers de ce total affectera les branches industrielles qui fournissent les biens et services intermédiaires. La perte d'emploi se répartira comme suit sur les différentes branches d'activités: habillement - 70.000; textile - 23.000; appareils de précision et optiques - 11.000; industrie du cuir - 5.000.

Dans certains autres secteurs, la demande de travail baisserait également d'un taux considérable: services marchands environ 6.000; artisanat - 3.000; industrie chimique - 2.500 et agriculture environ 2.000. En revanche 4.000 nouveaux postes de travail seraient nécessaires dans le commerce de gros.

Si on oppose les effets négatifs sur l'emploi qui résultent d'une croissance des importations aux effets positifs qui résultent d'une augmentation des exportations d'une même ampleur, plus de 80% des travailleurs licenciés à cause de la croissance des importations pourront trouver un nouvel emploi dans les industries profitant de la croissance des exportations (surtout biens d'équipement).

Cela signifie une perte nette d'emploi de 30.000 à 50.000 travailleurs, d'ici 1980. Autrement dit, pour compenser cette perte, il faudra créer 6.000 à 10.000 nouveaux postes de travail par an. Pour y arriver, on pourrait, par exemple, stimuler la demande dans les p.v.d. à travers une augmentation de l'aide au développement. Selon les estimations du DIW, il suffirait d'augmenter les fonds de développement de 300 à 500 millions de Deutsche Mark par an pour créer en Allemagne 6.000 à 10.000 postes de travail supplémentaires par an, à travers une stimulation de la demande dans les pays en voie de développement.

Les calculs du DIW démontrent aussi le gain de productivité qui peut être obtenu par le développement des échanges avec les p.v.d.: la croissance des importations de produits à forte intensité de travail réduit considérablement la demande de travail en Allemagne. Mais 80% de cette réduction peut être annulée par une croissance des exportations du même ordre. On peut donc réduire la part du travail dans la production, sans pour autant réduire le produit national.

Cela dit, dans la situation actuelle de l'emploi, même une faible augmentation du chômage est difficilement supportable. Mais selon l'opinion dominante dans la Communauté, il serait mauvais de ne pas tenir compte des gains de productivité qui peuvent être obtenus par la division internationale du travail. Cet argument plaide pour une libéralisation des échanges et contre la tentation de vouloir protéger les industries en difficulté par des mesures protectionnistes. Dans un tel système libéral, les problèmes du chômage doivent être résolus principalement par une stimulation de la demande.

"Un facteur important de la croissance des secteurs manufacturiers et tertiaires de la Communauté, sera le rythme de développement du Tiers-Monde et la part de ces marchés que la Communauté pourra conquérir".

C'est une des thèses clés soutenues par la Commission des Communautés Européennes ⁽¹⁾. Cette thèse se fonde sur l'analyse suivante: "en 1970, 29% des exportations communautaires étaient destinées aux p.v.d., ce chiffre passait à 36% en 1976, cette croissance étant produite par les pays de l'OPEP. Les p.v.d. non-producteurs de pétrole sont néanmoins maintenu à quelque 20%, leur part dans les exportations communautaires totales, malgré les difficultés de balance des paiements qu'ils ont connues à la suite de la majoration du prix du pétrole.

"Selon des estimations de la Banque Mondiale, les taux de croissance réels du P.N.B. par tête dans les pays en voie de développement pris dans leur ensemble, s'établissent en moyenne à 3,4% entre 1978 et 1985. Il est permis de s'attendre à des taux de croissance supérieurs à cette valeur pour l'Amérique latine, l'Asie orientale et le Moyen-Orient, mais les régions les plus pauvres représentent encore un gigantesque réservoir de besoins insatisfaits.

(1) Voir: Commission des Communautés Européennes: "Rapport sur certains aspects structurels de la croissance". Bruxelles, le 22 juin 1978. Document COM (78) 255, p.8 ss.

"Les restrictions imposées par la balance des paiements et la présence d'une main-d'oeuvre locale peu coûteuse dans la plupart des pays en voie de développement, excluent d'une manière générale la possibilité d'importations massives de biens de consommation.

"Par contre, les besoins immenses de ces pays en biens d'équipement destinés à l'industrie, en énergie, en infrastructure de transport et de communication et en infrastructures urbaines, font dès à présent l'objet d'une concurrence acharnée entre les pays industrialisés à économie de marché, les pays de l'Est et, en proportion croissante, les pays en voie de développement eux-mêmes.

"Si l'on veut que le marché potentiel représenté par les p.v.d. devienne une réalité génératrice de possibilités de croissance pour la Communauté, il va de soi que cette dernière a tout intérêt à encourager le développement de ces pays non seulement par ses contributions financières, tout en évitant les mesures qui pèseraient sur les perspectives d'exportation des p.v.d., mais surtout par le biais d'actions conjointes dont la mise en place est favorisée par les relations qui l'unissent à ces pays."....

"D'une manière plus générale, la Communauté devrait prendre une part active à la recherche de formules permettant aux institutions financières internationales (et régionales) de collecter l'épargne excédentaire qui se place à court terme dans nos pays pour financer l'investissement à long terme dans les p.v.d. Ceci passe par:

- l'augmentation des ressources en capital de ces institutions (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, par exemple);
- l'extension de la pratique des co-financements entre ces institutions et les capitaux privés;
- l'affectation d'une partie de l'indispensable accroissement de l'Aide Publique au Développement à l'adoucissement des conditions de financement (bonification d'intérêts, allongement des termes)."

6. DEVELOPPER LE POUVOIR D'ACHAT DU TIERS-MONDE.

A. Le pouvoir d'achat et les besoins des p.v.d.

Les pays en voie de développement ont besoin de recettes en devises pour pouvoir importer les biens, les services et le savoir nécessaires au développement de leurs économies.

Aucun pays en voie de développement, quelque soit sa philosophie politique, ne suit une voie d'autarcie pour promouvoir son développement. Ils cherchent tous à accélérer leur croissance par une intégration plus poussée dans l'économie mondiale, c'est-à-dire par les gains résultant des échanges.

Le pouvoir d'achat d'un pays dépend de ses recettes en devises et il représente un facteur déterminant pour la croissance de son potentiel de développement.

Les sources de devises de loin les plus importantes des p.v.d. sont leurs recettes d'exportation.

L'ensemble des autres transferts de capitaux (apports financiers) représentent environ 30% dans les recettes de devises des p.v.d. non pétroliers (moyenne 1974-1976).⁽¹⁾

(1) CNUCED: Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement 1977, p. 178.

La situation diffère cependant fortement d'un pays à l'autre et d'une année à l'autre.

Le tableau VI 1 montre à titre d'exemple que, en 1974, les recettes d'exportation représentaient 95% des recettes extérieures des pays exportateurs de pétrole et 73% pour l'ensemble des autres p.v.d., mais seulement 60% des recettes des pays les plus pauvres. La situation s'est détériorée dans les deux années suivantes pour la plupart des pays importateurs de pétrole.⁽¹⁾

Les différentes politiques permettant de renforcer la capacité propre de croissance des p.v.d. et leurs recettes d'exportation constituent les composantes essentielles de la politique de coopération.

A ce titre, il convient notamment de citer la stabilisation des prix des matières premières, le développement des ressources des matières premières, l'industrialisation, le transfert de technologies, et l'accès des p.v.d. aux marchés des pays industrialisés.

Mais les ressources propres des p.v.d. sont insuffisantes pour assurer les objectifs de développement.

Elles doivent donc être complétées par un transfert de ressources réelles, sous forme de biens et de services.

(1) Les données disponibles sont incomplètes.

POURCENTAGE DES FLUX FINANCIERS (TRANSFERTS DE CAPITAUX) DANS LES RECETTES FINANCIERES TOTALES DES PVD. 1974
 UNITE : MILLIARDS DE DOLLARS US.

	TOUS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT	PRINCIPAUX PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE	A U T R E S P A Y S E N V O I E D E D E V E L O P P E M E N T			
			TOTAL	PAYS EXPORTATEURS D'ARTICLES MANU- FACTURES A CROIS- SANCE RAPIDE	A U T R E S P A Y S	
					TOTAL	AVEC PNB/HAB DE MOINS DE 200 DOLLARS
RECETTES D'EX- PORTATIONS DE BIENS ET SER- VICES	230.4 84%	127.8 95%	102.6 73,6%	29.2 81%	73.4 71%	13.5 60%
TRANSFERTS DE CAPITAUX - FLUX FINAN- CIERS (1)	43.6 16%	6.8 5%	36.8 26,4%	6.9 19%	29.9 29%	9.0 40%
TOTAL DES RECETTES	274.0 100%	134.6 100%	139.4 100%	36.1 100%	103.3 100%	22.5 100%

(1) Comprend: recettes au titre de transferts privés, flux financiers publics, investissements directs et autres flux de capitaux privés à long terme, crédits privés à l'exportation, flux financiers en provenance des pays de l'OPEP, prêts publiés en Euro-dollars, allocations des DTS.

Source: Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement. CNUCED - 1975 *

Ceci se traduit par un déficit de la balance de paiement courant qui est donc inhérent au processus de développement.

Le rôle des transferts financiers est de financer la partie de ces déficits qui ne peut être couverte par une jonction sur les réserves monétaires. (Cet aspect important de la politique de développement sera développé dans le chapitre 7 de ce dossier).

Le pouvoir d'achat des p.v.d. dépend donc à la fois de l'évolution de leurs recettes d'exportation et de leur accès aux ressources financières extérieures.

L'Europe, à part toutes les considérations d'ordre moral, a un intérêt à développer le pouvoir d'achat des p.v.d.

Parce que celui-ci se traduit en commandes extérieures, donc également en commandes pour les produits de la Communauté.

Les marchés d'exportation les plus dynamiques sont ceux des produits d'équipement. C'est donc sur le développement de ces marchés que doit porter l'effort de l'Europe. L'avantage comparatif de l'Europe réside principalement dans sa capacité industrielle. Les produits alimentaires représentent 9% des exportations communautaires vers les p.v.d., contre environ 20% des exportations américaines (en premier lieu les céréales).

Les perspectives de développement d'un grand nombre de p.v.d. sont réduites par leur forte dépendance extérieure en matière d'alimentation et d'énergie.

Les p.v.d. dépendent en effet des pays industrialisés pas seulement pour leur approvisionnement en biens d'équipement, mais trop souvent aussi pour l'achat des biens les plus élémentaires à la survie de leur population, comme par exemple les céréales. Le tableau VI 2 contient une liste de pays dont les importations alimentaires dépassent 20% des importations totales. Leur capacité d'importation dépend fortement du prix des céréales qui a connu plusieurs hausses énormes au cours des dernières années. En plus, l'augmentation du prix du pétrole a absorbé une partie du pouvoir d'achat déjà faible des p.v.d. non pétroliers, entraînant une forte détérioration de leur balance de paiement extérieure. Cela dit, les ressources qui pourraient servir à l'acquisition de produits industriels et d'équipement en provenance des pays industrialisés se trouvent réduites dans la mesure où les p.v.d. doivent consacrer une partie importante de leur pouvoir d'achat pour des importations essentielles à leur survie: pétrole et biens alimentaires.

LISTE DE P.V.D., DONT LES IMPORTATIONS ALIMENTAIRES DEPASSENT 20% DES IMPORTATIONS TOTALES

(La part des importations alimentaires a dépassé à un moment 20% des importations totales)

P.V.D.	1970	1973	1974	1975	P.V.D.	1970	1973	1974	1975
Afghanistan	21%	24%	23%	*	Mali	29%	23%	56%	*
Barbados	25%	27%	*	*	Mauritanie	23%	23% (2)	*	*
Bénin	18%	22%	18%	*	Maurice	36%	37%	*	*
Bermudes	25% (1)	29%	28%	26%	Maroc	21%	28%	28%	*
Tchad	21%	28%	23%	*	Niger	14%	20%	*	*
Chili	15%	26%	33%	*	Pakistan	25%	23%	24%	*
Egypte	23%	32%	44%	36%	Papouasie-Nvlle-Guinée	22%	20% (2)	*	*
Fidji	22%	23%	22%	20%	Sri Lanka	47%	*	46%	50%
Haïti	21%	25%	24%	*	Soudan	21%	24%	24%	19%
Inde	21%	20%	20%	26%	Sénégal	29%	34%	*	18%
Iraq	18%	24%	29%	*	Sierra Leone	26%	28%	26%	*
Jamaïque	18%	23%	23%	*	Somalie	34%	22%	*	*
Jordanie	31%	31%	29%	22%	Syrie	29%	26%	28%	*
Laos	24%	33%	32%	*	Togo	23%	20%	16%	*
Liban	25%	18%	*	*	Tunisie	28%	21%	21%	19%
Madagascar	12%	18%	22%	*	Haute Volta	20%	26%	35%	21%
Malaisie	20% (1)	21%	18%	18%	Yémen	63%	51%	*	45%

** Donnée non disponible

(1) 1971

(2) 1972

Source: CNUCED: Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement:

1977.

Il est donc également dans l'intérêt de l'Europe que les p.v.d. deviennent moins dépendants de leurs importations alimentaires et pétrolières.

Les avantages d'une coopération dans le domaine de l'énergie ont été exposés dans la première partie de ce dossier.

L'Europe peut aussi contribuer au développement de la production agricole dans les p.v.d. en leur fournissant les ressources financières et la technologie nécessaire.

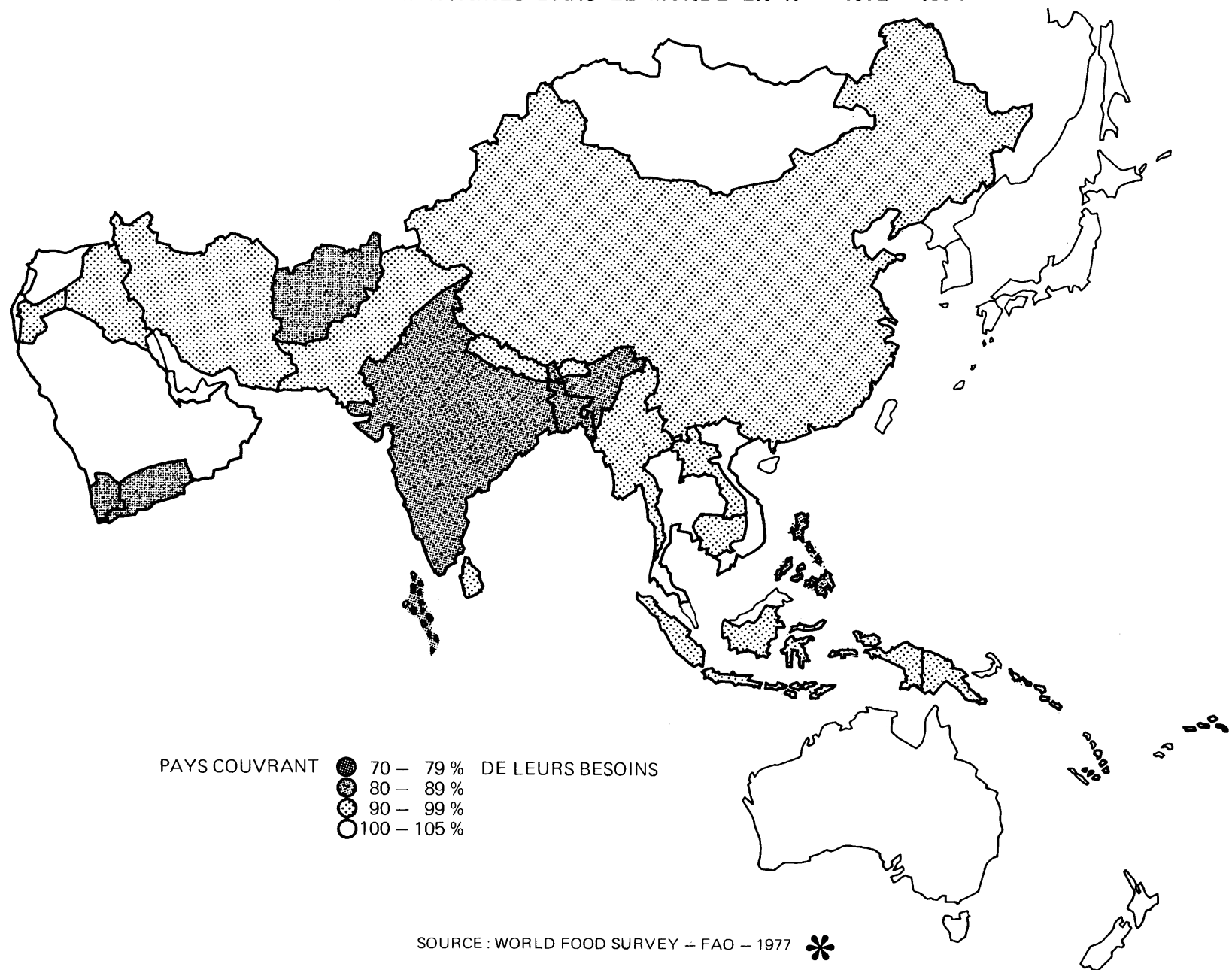
Il est particulièrement indiqué de choisir une technologie peu coûteuse et facilement maniable. Afin de protéger le développement des cultures céréalières dans les p.v.d., la Communauté pourrait exercer son influence en faveur d'une stabilisation des prix des céréales sur le plan international.

Enfin, l'aide alimentaire qui restera nécessaire pour des raisons humanitaires est accordée par la Communauté de façon à ne pas entraver, mais au contraire favoriser la production agricole indigène.

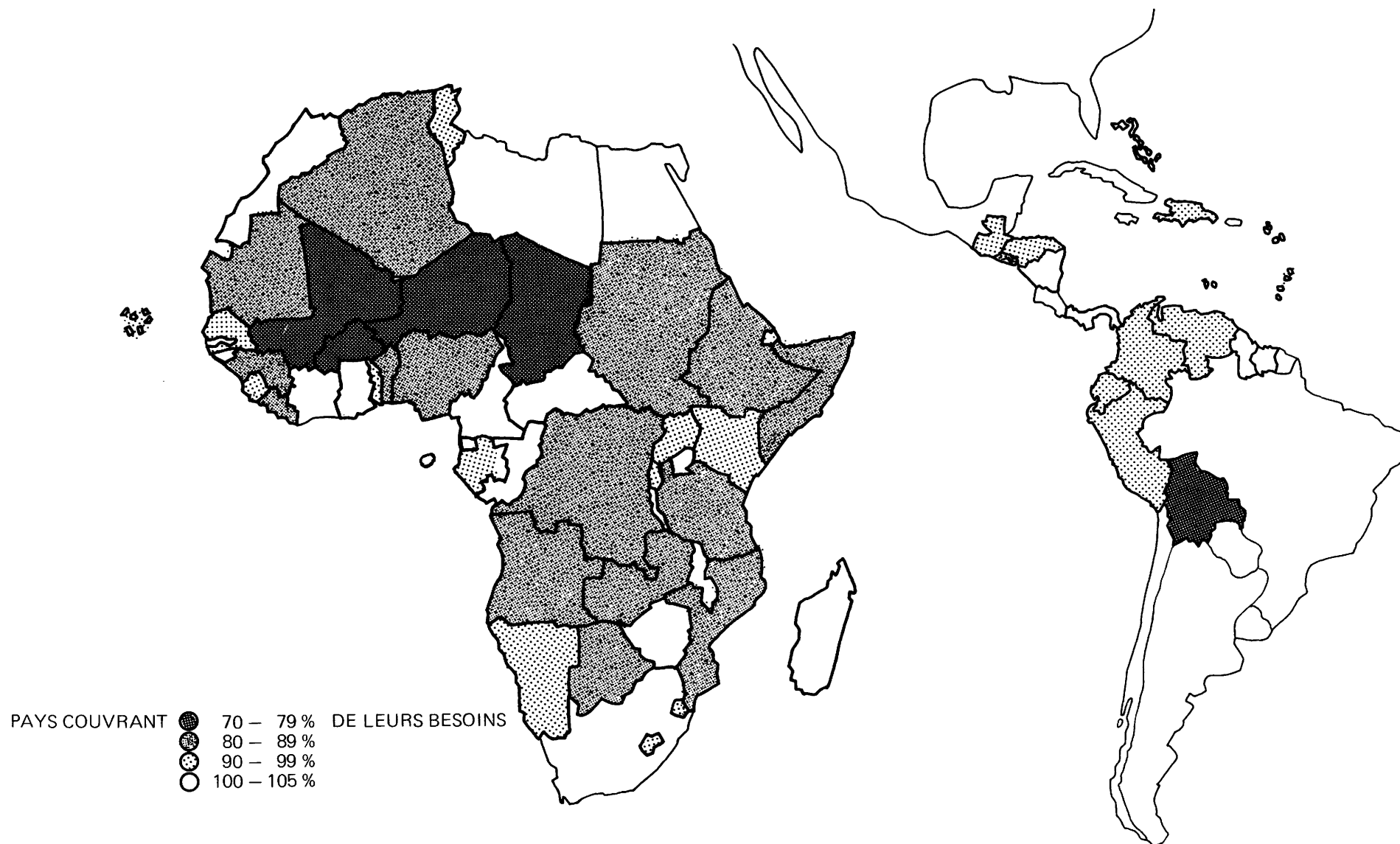
Les tableaux VI 3 et VI 4 permettent de se faire une idée sommaire sur la gravité de la malnutrition dans les pays du Tiers-Monde.

Dans beaucoup de régions, notamment en Afrique et en Amérique latine, la population s'accroît plus rapidement que la production alimentaire.

DEFICITS ALIMENTAIRES DANS LE MONDE EN % - 1972 - 1974

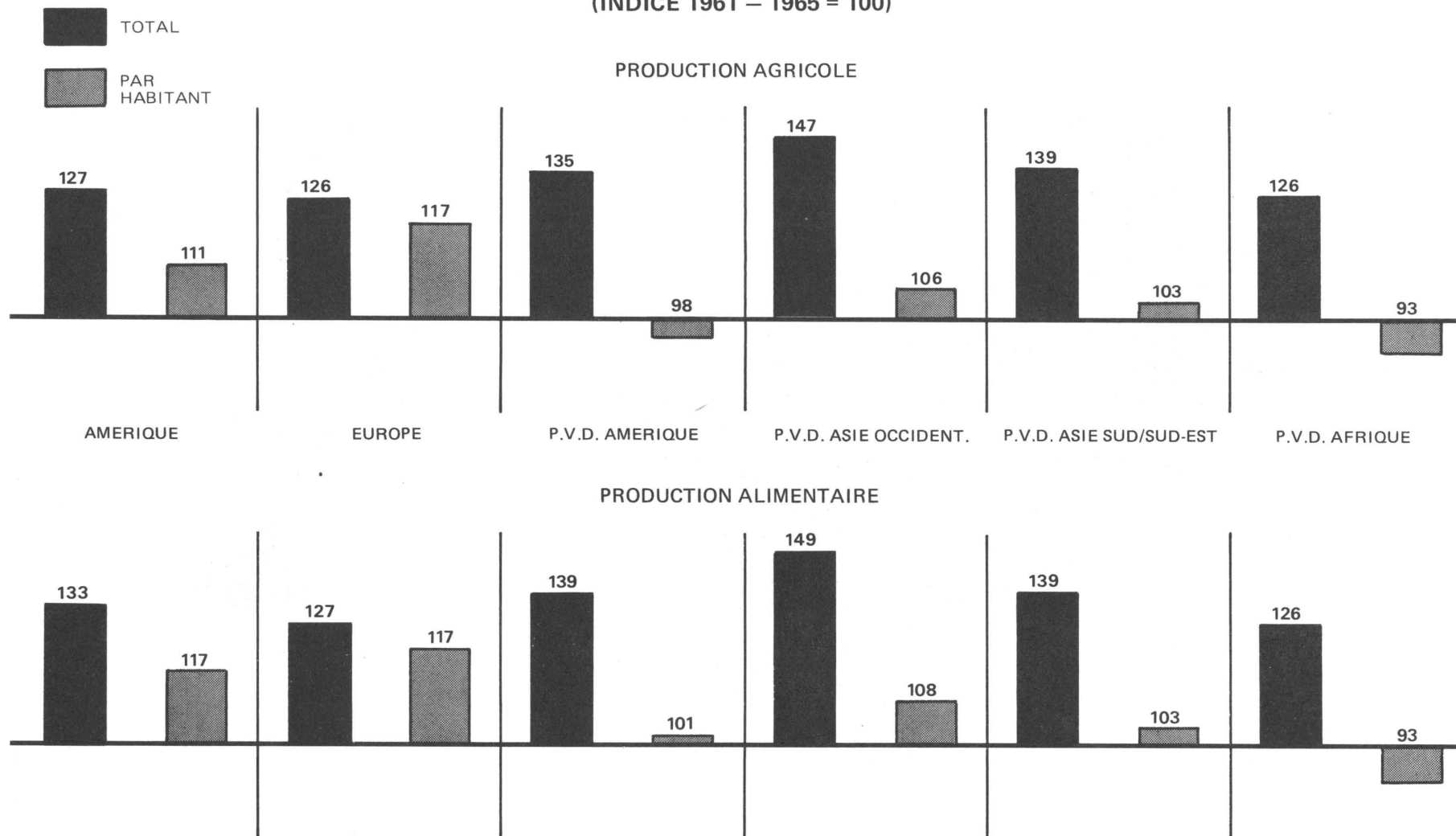


DEFICITS ALIMENTAIRES DANS LE MONDE EN % - 1972 - 1974



SOURCE : WORLD FOOD SURVEY - FAO - 1977 *

PRODUCTION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE TOTALE ET PAR HABITANT, PAR REGIONS
(INDICE 1961 - 1965 = 100)



SOURCE : MANUEL DE STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DU DEVELOPPEMENT C.N.U.C.E.D. 1975 *

Des centaines de milliers de personnes, sinon des millions meurent chaque année de faim ou de malnutrition.

Selon les estimations de la FAO, la situation risque encore de s'aggraver considérablement d'ici la fin du siècle.

Si l'on n'a cité ici que les besoins alimentaires des p.v.d., c'est parce que la dépendance des p.v.d. pèse très lourd sur leur situation financière. En fait, leurs besoins s'étendent sur tout: santé, infrastructures, transports, communications, etc...

B. L'évolution des recettes d'exportation des p.v.d.

La structure des exportations de la plupart des pays en voie de développement se caractérise:

A. par la concentration sur quelques produits seulement.

B. par des fluctuations et une diminution relative des recettes d'exportation.

La grande majorité des p.v.d. exporte principalement des produits de base.⁽¹⁾

Les produits de base représentaient en 1975 encore 62% des exportations totales des p.v.d. non pétroliers et 98,6% de celles des pays de l'OPEP, contre seulement 22% des exportations totales des pays industrialisés. Si l'on ne tient pas compte des matières combustibles, les pourcentages respectifs sont de 44% pour les p.v.d. - non pétroliers et de 17% pour les pays industrialisés. Voir tableau VI 5.

La part des produits manufacturés dans les exportations totales des p.v.d. est relativement faible: environ 35% dans les p.v.d. non pétroliers, 1% dans les pays de l'OPEP, contre 76,5% dans les pays industrialisés et près de 60% dans les pays de l'Est. Voir tableau VI 6.

(1) Nous entendons ici par produit de base: matières premières proprement dites (d'origine minérale ou végétale), produits alimentaires et matières combustibles. Ainsi fait-on une distinction entre produits de base et produits manufacturés.

PART DES MATIERES PREMIERES, COMBUSTIBLES ET PRODUITS PRIMAIRES DANS LES EXPORTATIONS DES PAYS INDUSTRIALISES, PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET PAYS DE L'EST. 1972 ET 1975

UNITE : MILLIARDS DE DOLLARS F.O.B.

	MATIERES PREMIERES (1)		COMBUSTIBLES		TOTAL DES PRODUITS PRIMAIRES		EXPORTATIONS TOTALES	
	1972	1975	1972	1975	1972	1975	1972	1975
PAYS INDUSTRIALISES	50,57 17,6%	94,24 16,8%	9,71 3,4%	27,78 5 %	60,28 21 %	122,02 21,8%	286,90 100%	560,00 100%
PVD EXPORTATEURS DE PETROLE	2,58 9,1%	3,62 3,2%	24,08 84,8%	105,99 95,4%	26,66 93,9%	109,61 98,6%	28,40 100%	111,02 100%
AUTRES PVD	24,53 51,8%	44,81 43,7%	3,91 8,2%	18,55 18,1%	28,44 60 %	63,36 61,8%	47,35 100%	102,40 100%
PAYS DE L'EST	8,87 20,8%	16,24 19 %	3,89 9,1%	14,72 17,2%	12,76 29,9%	30,96 36,2%	42,55 100%	85,50 100%

(1) Les matières premières comprennent: les produits alimentaires, les matières premières, les minerais et autres minéraux.

Source: Le Commerce International en 1976/77 GATT. *

PART DES PRODUITS MANUFACTURES DANS LES EXPORTATIONS DES PAYS INDUSTRIALISES, DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ET DES PAYS DE L'EST. 1972 ET 1976 - UNITE : MILLIARDS DE DOLLARS F.O.B.

	E X P O R T A T I O N S			
	PRODUITS MANUFACTURES		TOTAL DES EXPORTATIONS	
	1972	1976	1972	1976
PAYS INDUSTRIALISES	221,83 77,3%	477,80 76,5%	286,90 100%	624,50 100%
PVD EXPORTATEURS DE PETROLE	0,49 1,7%	1,40 1,0%	28,40 100%	131,95 100%
AUTRES PVD	17,76 37,5%	41,90 34,8%	47,35 100%	120,15 100%
PAYS DE L'EST	28,27 66,4%	56,20 59,2%	42,55 100%	94,85 100%

SOURCE: LE COMMERCE INTERNATIONAL EN 1976/77 GATT *

La structure d'exportation de beaucoup de p.v.d. est extrêmement fragile, parce qu'elle est basée sur une gamme très limitée de produits.

L'éventail de production très restreint de nombreux pays en voie de développement présente un caractère de monoculture. Ces pays dépendent alors de l'exportation de un ou quelques produits de base seulement.

Pour les trois quart des p.v.d., plus de la moitié de leurs recettes d'exportation dépend de un à trois produits de base.

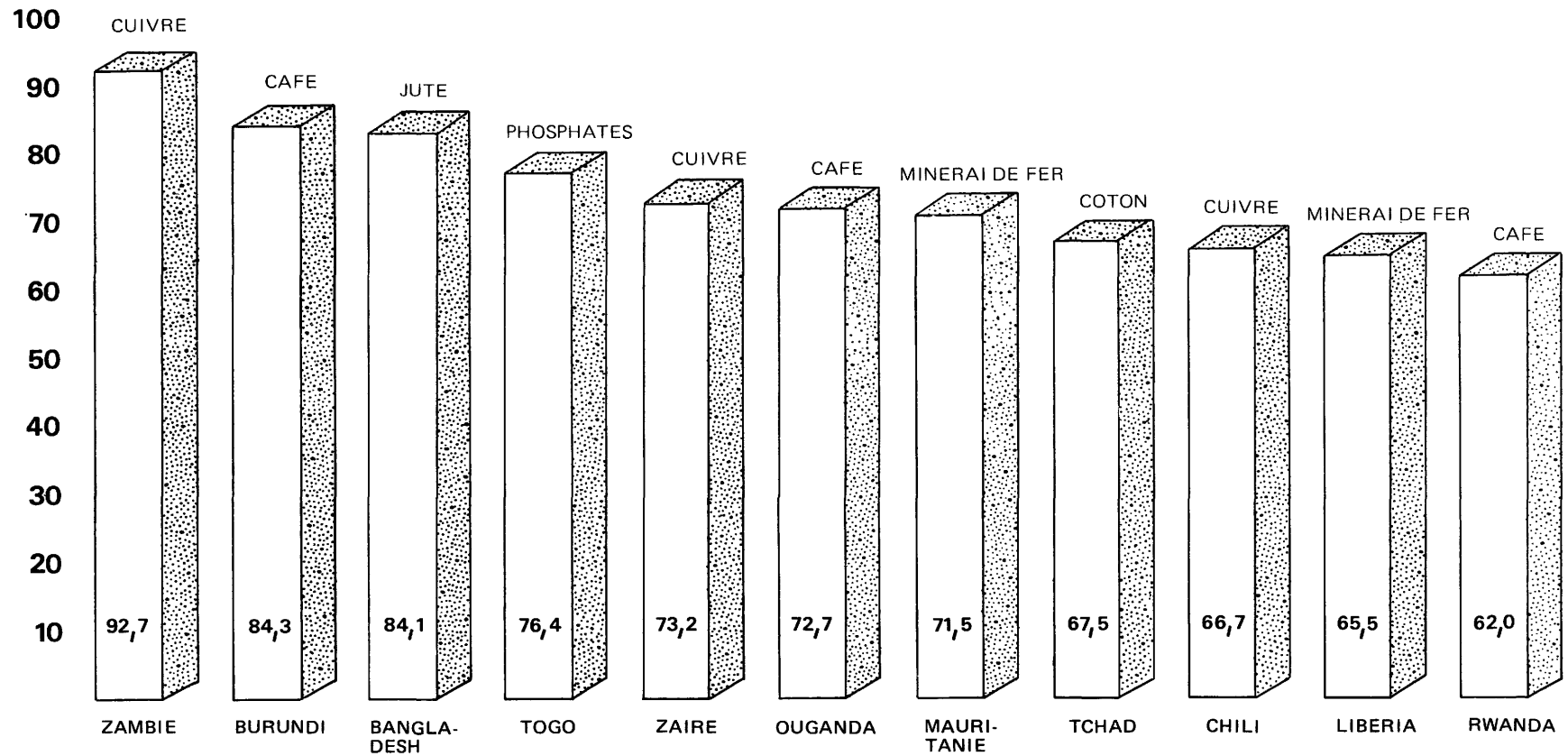
L'importance d'un seul produit de base pour les recettes d'exportation de certains p.v.d. est montrée dans le tableau VI 7. (p. 225)

Le tableau VI 8 contient une liste de 38 pays, dont plus de la moitié des recettes d'exportations dépend de un ou deux produits de base.

Principaux produits de base et participation dans le total exporté
par quelques P.V.D. - 1974 (%).

PAYS	PRINCIPAL PRODUIT	PARTICIPATION DANS LE TOTAL EXPORTE
Egypte	Coton 46,2	46,2
Algérie	Pétrole brut 86,3	86,3
Bangladesh	Jute 84,1	84,1
Bolivie	Zinc 42,8	42,8
Burma	Riz 41,4; Thé 25,5	66,9
Burundi	Café 84,3	84,3
Sri Lanka	Thé 39,5; Caoutchouc 21,4	60,9
Chili	Cuivre 66,7	66,7
Rép. Dominicaine	Sucre 51,3	51,3
Equador	Pétrole 57,6	57,6
Gambie	Arachide 93,9	93,9
Ghana	Cacao 51,3	51,3
Guyane	Bauxite 36,4; Sucre 30,9	67,3
Indonésie	Pétrole 65,6; Caoutchouc 6,5	72,1
Iraq	Pétrole 96,1	96,1
Iran	Pétrole 96,4	96,4
Jamaïque	Aluminium 47,5; Bauxite 20,0	67,5
Colombie	Café 40,0	40,0
Sibérie	Minéraux Fer 65,5	65,5
Malawi	Tabac 38,7; Thé 17,0	55,7
Maroc	Phosphates 55,1	55,1
Mauritanie	Minéraux Fer 71,5	71,5
Nigéria	Pétrole 91,1	91,1
Rwanda	Café 62,0	62,0
Sierra Leone	Diamants 60,0	60,0
Sénégal	Arachide 22,5; Phosphate 28,2	50,7
Somalie	Animaux vivants 51,4; Banane 19,8	71,2
Trinidad	Pétrole 90,0	90,0
Tchad	Coton 67,2	67,2
Tunisie	Pétrole 34,3; Huile d'olive 17,7; Phosphates 20,5	72,6
Uganda	Café	72,7
Uruguay	Viande 37,9; Laine 22,8	60,7
Vénézuéla	Pétrole 96,5	96,5
Togo	Phosphates 76,4; Cacao 11,9	88,3
R.P. Yemen	Pétrole 72,1	72,1
Zaire	Cuivre 73,2	73,2
Zambie	Cuivre 95,7	95,7

L'IMPORTANCE DE CERTAINES MATIERES PREMIERES DANS LES EXPORTATIONS DE CERTAINS P.V.D. — 1974



SOURCE : KONTROVERSEN IN DER INTERNATIONALEN ROHSTOFFPOLITIK

Les recettes d'exportation des p.v.d. exportant principalement des matières premières, dépendent étroitement de l'évolution des marchés mondiaux respectifs. Ces marchés présentent deux caractéristiques essentielles:

1. La croissance des exportations de matières premières reste en retrait par rapport à l'évolution générale du commerce mondial. Voir tableaux VI 9 et VI 10.
2. Les prix de la plupart des matières premières sont instables.

Au sujet du point 1:

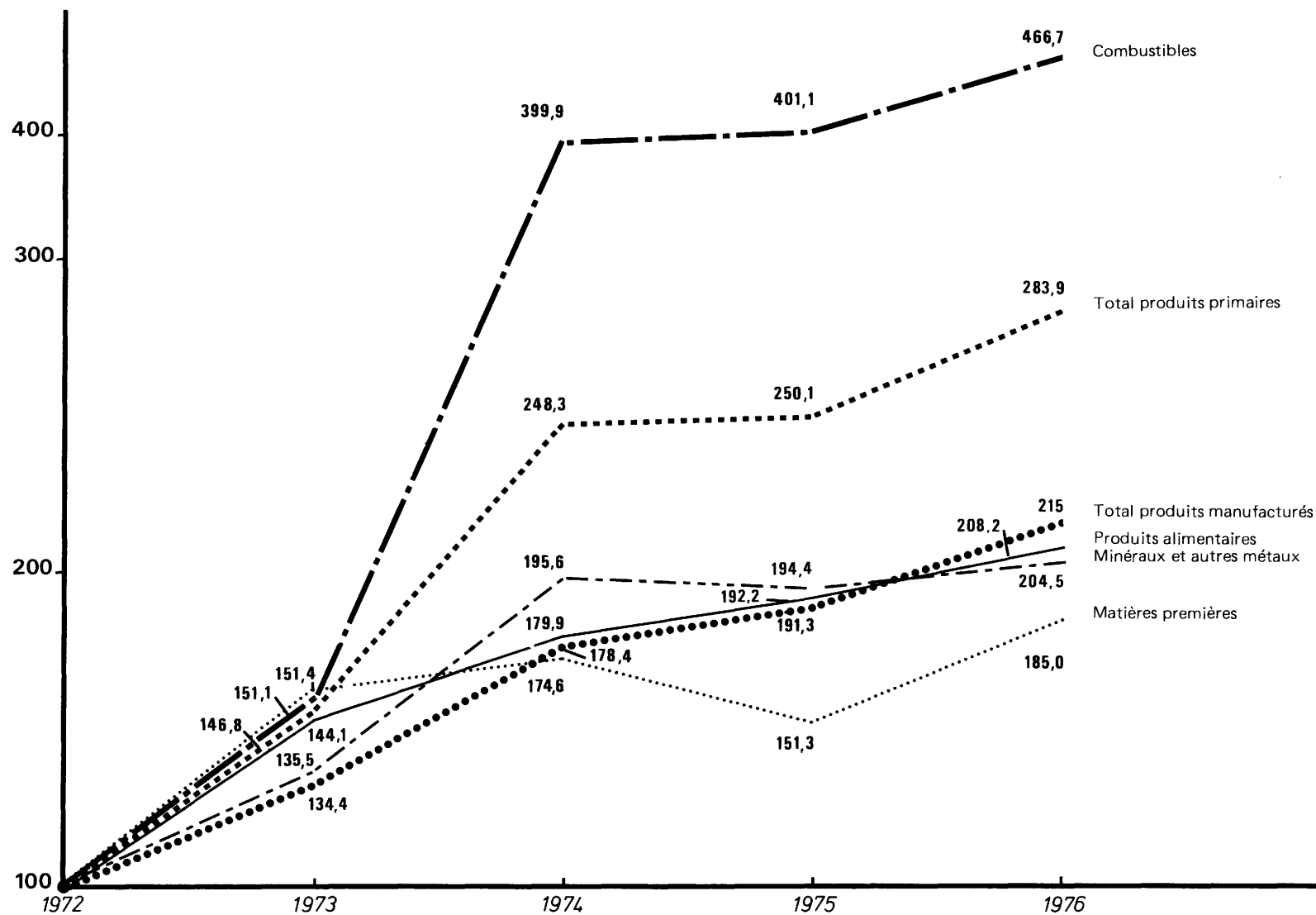
- A long terme, la demande pour des matières premières "naturelles" s'accroît plus lentement que la demande pour les produits manufacturés. Une des raisons en est que le progrès technique permet de substituer de plus en plus des matières premières naturelles par des matières premières synthétiques. (Voir l'exemple ci-après du coton et de la laine). Il faut y ajouter le fait que la production industrielle porte de plus en plus sur des produits "sophistiqués", dans lesquels les matières premières présentent une part relativement petite de la valeur globale.
- En plus, la croissance des matières premières est liée à la croissance modérée de la production industrielle, tandis que le commerce en biens manufacturés possède sa propre dynamique qui est celle de la spécialisation. En ce qui concerne les produits alimentaires, par contre, la consommation trouve des limites naturelles dans les pays industrialisés.

EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS PRIMAIRES ET PRODUITS MANUFACTURES DE 1972 A 1976
EN MILLIARDS DE DOLLARS F.O.B. - INDICE:100=1972 - TAUX D'ACCROISSEMENT PAR ANNEE

	1972	1973	1974	1975	1976
Produits alimentaires	59,94 100	86,39 +44,1 144,1	107,82 +24,8 179,9	115,23 +6,9 192,2	124,80 +8,3 208,2
Matières premières	22,86 100	34,61 +51,4 151,4	39,92 +15,3 174,6	34,59 -13,4 151,3	42,30 +22,3 185,0
Minerais et autres métaux	11,00& 100	14,91 +35,5 135,5	21,52 +44,3 195,6	21,39 -0,6 194,4	22,50 +5,2 204,5
Combustibles	42,02 100	63,48 +51,1 151,1	168,06 +164,7 399,9	168,54 +0,3 401,1	196,10 +16,3 466,7
Total produits primaires	135,84 100	199,39 +46,8 146,8	337,32 +69,2 248,3	339,75 +0,7 250,1	385,70 +13,5 283,9
Total produits manufacturés	271,15 100	364,54 +34,4 134,4	483,91 +32,7 178,4	518,69 +7,2 191,3	583,00 +12,4 215,0
Exportations totales	415,80 100	575,65 +38,4 138,4	836,20 +45,3 201,1	878,00 +5 211,1	991,80 +13,0 238,5

Source: Le Commerce International 1976/77 - GATT. *

EVOLUTION DE L'INDICE DES EXPORTATIONS MONDIALES DE PRODUITS PRIMAIRES ET PRODUITS MANUFACTURÉS



SOURCE : LE COMMERCE INTERNATIONAL 1976/77 – GATT *
*
*

Un exemple:

Les fibres synthétiques chassent le coton et la laine.

Durant les années 1960, la production de fibres synthétiques et artificielles a augmenté beaucoup plus rapidement que celle de la laine et du coton. Résultat: la part des fibres naturelles dans le total de la production de fibres est passée de 78% en 1960 à 59% en 1971. Cela semble être dû à l'évolution relative des prix en faveur des produits synthétiques ainsi qu'à la création de nouvelles variétés de produits répondant à des besoins spécifiques.

Production mondiale des principales fibres textiles 1960-1971 -
(en 1000 tonnes)

	<u>1960</u>		<u>1971</u>	
	Volume	% du total	Volume	% du total
Coton	10.113	68	11.771	52
Laine	1.463	10	1.553	7
Fibres artificielles	2.607	17	3.441	15
Fibres synthétiques	<u>707</u>	<u>5</u>	<u>5.894</u>	<u>26</u>
Total	14.885	100	22.659	100

La préférence relative donnée aux fibres synthétiques s'est reflétée dans le commerce international de produits textiles des années 1960. La part des fibres artificielles et synthétiques dans le commerce total des fils est passée de 44 à 69% entre 1960 et 1970, et celle des tissus artificiels et synthétiques de 17 à 38%. (x)

(x) Source: IMF: The rise in protectionism (Background paper)

March 28, 1978

Les parts du coton, de la laine et des fibres synthétiques et artificielles dans le commerce mondial des fils et tissus 1960 - 1970.

<u>En %</u>	<u>1960</u>	<u>1970</u>
Fils		
Coton	35	23
Laine	21	9
Synthétiques + artificiels	44	69
Tissus		
Coton	68	54
Laine	15	8
Synthétiques + artificiels	17	38

(1) Sans commerce des pays de l'Est, mais y compris commerce intra-C.E.

Les marchés des matières premières sont caractérisés par une grande instabilité qui se répercute sur les prix et les recettes d'exportation.

Les fluctuations des prix sont dues à la faible élasticité à court terme de l'offre et de la demande de matières premières.

Les facteurs suivants influencent les prix soit du côté de l'offre soit de celui de la demande:

Offre: une grande partie des matières premières sont d'origine agricole. Leur disponibilité dépend des saisons, des influences météorologiques et d'autres facteurs naturels. Le rythme de production suit les cycles de la nature et ne peut être adapté qu'avec retard aux changements des conditions de marché. L'offre peut être influencée également par d'autres facteurs, par exemple, la spéculation.

Demande: l'ampleur de la demande dépend essentiellement des pays consommateurs, c'est à dire des pays industrialisés et de leur situation conjoncturelle. Elle dépend aussi, dans certains cas, du comportement des consommateurs (exemple consommation de thé et de café) et des possibilités techniques de substituer une matière première par des produits synthétiques (exemple fibres textiles, caoutchouc naturel).

Les mouvements erratiques des marchés des matières premières portent préjudice avant tout aux pays du Tiers Monde, dont les exportations comprennent seulement quelques produits.

Dans ce cas, les fluctuations des prix peuvent avoir un impact très grand sur les recettes d'exportation, et par conséquent sur leur revenu et leur pouvoir d'achat. L'instabilité des marchés mondiaux se répercute ainsi directement sur la situation générale de l'économie de ces pays.

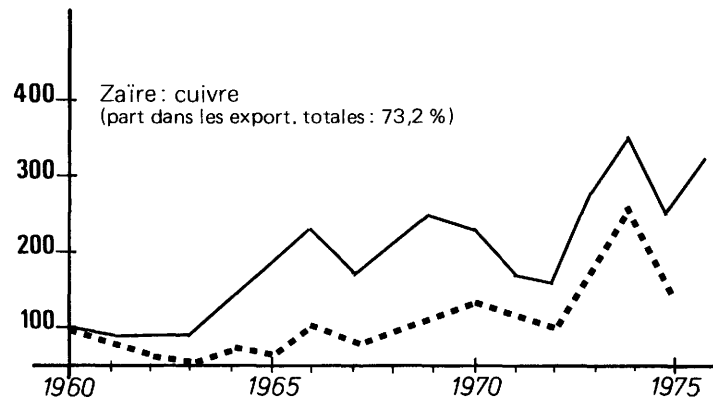
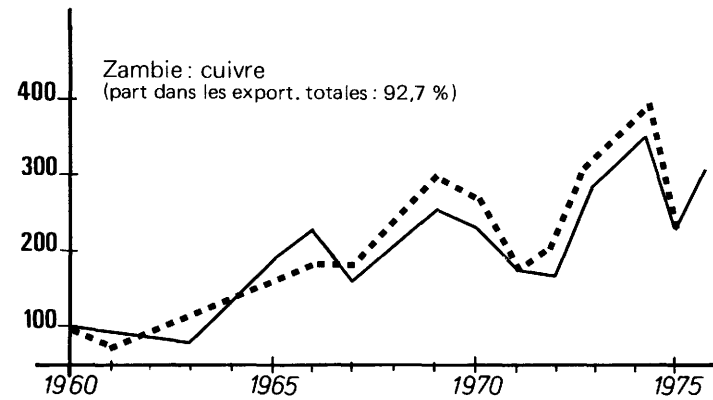
Le rapport direct entre l'évolution des prix des matières premières qui jouent un rôle prépondérant dans les exportations de certains p.v.d., et les recettes d'exportation de ces pays est démontré dans le tableau VI 11.

Les fluctuations des prix et la chute des prix de beaucoup de matières premières empêche une planification effective du développement dans le Tiers Monde.

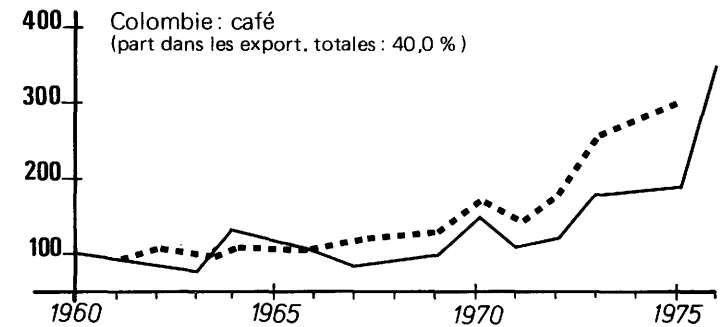
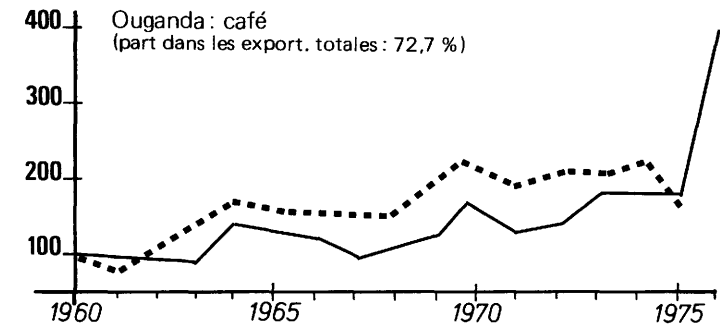
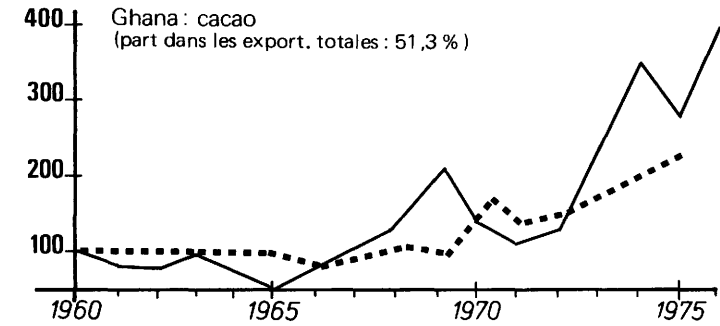
Lorsque les recettes attendues ne sont pas perçues, il faut couper les dépenses. Il arrive alors souvent que des projets de développement sont amputés, retardés ou arrêtés. Il arrive aussi que les capacités industrielles existantes ne sont pas pleinement exploitées parce qu'un pays manque de devises pour acheter les biens nécessaires à la fabrication et les pièces de rechange.

Le fait de ne pas pouvoir prévoir à long terme les recettes d'exportation, empêche également une planification rationnelle des investissements dans le domaine des matières premières.

**EVOLUTION DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS DE BASE ET EVOLUTION DES RECETTES
D'EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS EN VOIE DE DEVELOPEMENT**



— Prix
- - - Recettes d'exportations



SOURCE : KONTROVERSEN IN DER INTERNATIONALEN ROHSTOFFPOLITIK

Dans quelle mesure peut-on augmenter le pouvoir d'achat des p.v.d. par une augmentation des prix des matières premières ?

Toute stabilisation de prix qui éviterait les périodes, souvent longues, pendant lesquelles les prix tombent en-dessous des coûts de production, se traduirait, en effet, par une amélioration modeste des recettes, et donc du pouvoir d'achat des p.v.d. Une augmentation substantielle des prix des matières premières est toutefois incompatible avec une stabilisation des prix et des marchés. L'incitation à la surproduction serait plus forte que tout contrôle international; les stocks régulateurs seraient vite remplis, et une chute de prix très violente serait inévitable. En plus, une augmentation sensible des prix, même si elle était soutenable par des contrôles strictes de production et des exportations, mènerait soit à une réduction de la consommation, soit à la substitution (produit synthétique par des produits naturels; minerais de la terre par des minerais de la mer, etc.).

La plupart des p.v.d. sont exportateurs nets de matières premières et tireraient un bénéfice d'une régularisation des marchés qui mènerait à des prix plus élevés.

Malgré le fait, déjà constaté, que les pays industrialisés sont les plus gros producteurs et exportateurs de matières premières, ce sont les p.v.d. qui sont, individuellement et en groupe, des exportateurs nets de matières premières. En ce qui concerne les 18 produits, pour lesquels une action internationale de stabilisation est envisagée par la CNUCED, seulement 17 pays parmi les p.v.d. sont importateurs nets. Il s'agit soit de pays pétroliers, soit de pays spécialisés dans la transformation industrielle des matières premières, comme Hong Kong, qui ne souffriraient guère, par rapport à leurs compétiteurs occidentaux, d'une hausse éventuelle des prix de matières premières.

Les principaux acheteurs des matières premières produites par les p.v.d. sont les pays industrialisés.

Environ deux tiers des matières premières agricoles et minérales et trois quart des combustibles exportés par les pays en voie de développement, en 1975, étaient destinés aux pays industrialisés occidentaux. Les pays de l'Est ont absorbé environ 10% des produits de base exportés par les p.v.d. (y compris combustibles) et seulement 20% des exportations étaient échangées entre les pays en voie de développement. On notera qu'avec l'industrialisation progressive de certains pays en voie de développement, les échanges de matières premières entre les p.v.d. gagnent en importance, alors que la part des régions industrialisées a baissé par rapport à l'année 1972. Ce dernier phénomène est dû aussi à la récession de la production industrielle dans les pays développés. (Voir tableau VI 12)

Les matières premières agricoles et minérales représentaient en 1976 23% des importations de la C.E. (intra et extra), 15,7% de celles des Etats-Unis et 35% de celles du Japon. Si l'on y ajoute des combustibles, les parts s'élevaient respectivement à 42,5%, 43,6% et 78,9%. (Voir tableau VI 13).

Si l'on considère les importations de la Communauté Européenne en provenance des pays tiers, la part des matières premières s'élevait à 18,3% et celle des combustibles à 49,6%, soit un total pour les produits de base de 67,9%. (x)

(x) Source: Eurostat

Destination des exportations des produits primaires des P.V.D.
(Avec et sans combustibles) 1972 et 1975

Destination	Origine	REGIONS INDUSTRIELLES		PVD EXPORTATEURS DE PETROLE		AUTRES PVD		PAYS DE L'EST		MONDE	
		1972	1975	1972	1975	1972	1975	1972	1975	1972	1975
MATIERES PREMIERES	<u>PVD EXPORT. DE PETROLE</u>	1,84 71,3%	2,35 64,9%	0,04 1,5%	0,07 1,9%	0,47 18,2%	0,77 21,3%	0,21 8,1%	0,40 11%	2,58 100%	3,62 100%
	<u>AUTRES P.V.D.</u>	17,88 72,9%	28,72 64,1%	0,45 1,8%	2,24 5 %	3,75 15,3%	7,09 15,8%	2,14 8,7%	6,28 14%	24,53 100%	44,81 100%
COMBUS- TIBLES	<u>PVD EXPORT. DE PETROLE</u>	19,27 80 %	81 76,4%	0,05 0,2%	0,06 0,05%	4,11 17,1%	21,24 20 %	0,23 0,9%	1,57 1,5%	24,08 100%	105,99 100%
	<u>AUTRES PVD</u>	2,55 65,2%	13,62 73,4%	0,04 1 %	0,89 4,8%	1,12 28,6%	3,57 19,2%	0,07 1,8%	0,12 0,6%	3,91 100%	18,55 100%
TOTAL DES PRODUITS PRIMAIRE	<u>PVD EXPORT. DE PETROLE</u>	21,11 79,2%	83,35 76 %	0,09 0,3%	0,13 0,1%	4,58 17,2%	22,01 20,1%	0,44 1,6%	1,97 1,8%	26,66 100%	109,61 100%
	<u>AUTRES PVD</u>	20,43 71,8%	42,34 66,8%	0,49 1,7%	3,13 4,9%	4,87 17,1%	10,66 16,8%	2,21 7,8%	6,40 10,1%	28,44 100%	63,36 100%
TOTAL DES EXPORTA- TIONS	<u>PVD EXPORT. DE PETROLE</u>	22,20 78,2%	84,05 75,7%	0,20 0,7%	0,40 0,4%	5,05 17,8%	22,45 20,2%	0,50 1,8%	2,05 1,8%	28,40 100%	111,02 100%
	<u>AUTRES P.V.D.</u>	33,10 69,9%	80,20 78,3%	1,40 2,9%	6,35 6,2%	9,0 19 %	19,10 18,6%	2,90 6,1%	7,80 7,6%	47,35 100%	102,40 100%

SOURCE: Le Commerce International en 1976/77 - GATT



Pourcentage des Matières Premières, Combustibles et Produits Primaires dans les Importations Totales de la C.E., des Etats-Unis et du Japon en 1972 et 1976 - Unité: Milliards de dollars FOB.

I M P O R T A T I O N S								
	MATIERES PREMIERES (1)		COMBUSTIBLES		TOTAL DES PRODUITS PRIMAIRES		TOTAL DES IMPORTATIONS TOUS PRODUITS	
	1972	1976	1972	1976	1972	1976	1972	1976
CEE	41.57 27 %	78.55 23 %	17.75 11,6%	66.62 19,5%	59.32 38,6%	145.17 42,5%	153.56 100%	341.73 100%
EUA	11.42 20,5%	19.17 15,7%	4.80 8,6%	33.93 27,8%	16.22 29,2%	53.10 43,6%	55.56 100%	121.79 100%
JAPON	10.75 46 %	22.56 35 %	5.69 24,3%	28.31 43,9%	16.44 70,3%	50.87 78,9%	23.39 100%	64.50 100%

(1) LES MATIERES PREMIERES COMPRENNENT LES PRODUITS ALIMENTAIRES, LES MATIERES PREMIERES, LES MINERAIS ET AUTRES METAUX.

SOURCE: LE COMMERCE INTERNATIONAL EN 1976/77 GATT



Les pays industrialisés et la Communauté Européenne en particulier ont un grand intérêt à assurer leur approvisionnement en matières premières.

Les matières premières sont en effet indispensables à la production industrielle. L'évolution économique et le maintien du niveau de vie dans les pays industrialisés dépendent largement de la disponibilité de matières premières.

Les p.v.d. et les pays industrialisés ont un intérêt commun à obtenir une certaine régularisation et organisation des marchés des matières premières.

Selon l'expression de M. Claude Cheysson, il ne s'agit pas de traiter, par ce biais, tous les problèmes du développement, mais d'obtenir que l'évolution des prix et des marchés soit prévisible et que, par conséquent, les mécanismes puissent être ajustés en conséquence. "Il faudra donc agir selon des procédés divers qui changeront selon les matières premières et qui comporteront une certaine discipline consentie entre consommateurs et producteurs, discipline à l'exportation, discipline en matière de prix; une concertation constante s'impose entre ces producteurs et consommateurs, souvent l'intervention des mécanismes de stockage, nationaux ou internationaux, ou les deux avec naturellement des financements aussi économiques que possible; il faudra enfin prévoir un système d'assurance, un système de garantie contre les fluctuations inévitables mais souvent trop

brutales des recettes d'exportation." (1)

En rendant ainsi les revenus des p.v.d. plus prévisibles, il deviendra possible de les intégrer dans des systèmes de développement anticipés. Cela aurait un effet sans doute stimulant sur les investissements.

Par ailleurs, dans le cadre de la Convention de Lomé, la Communauté a pris des engagements qui garantissent aux pays ACP une stabilisation de leurs recettes d'exportation pour un certain nombre de matières premières. Le système mis au point, connu sous le nom "Stabex", utilise l'instrument des financements compensatoires plutôt que celui d'une stabilisation des prix.

(1) Source: Claude Cheysson: "La contribution du T.M. à la relance de l'économie mondiale" dans: Studia diplomatica N°1 Vol. 31; 1978, p.5.

L'évolution des recettes d'exportation des pays de l'OPEP.

Grâce à la hausse des prix de pétrole depuis 1973, les recettes d'exportation des pays de l'OPEP dépassent largement leur capacité d'importation. L'excédent commercial tend cependant à diminuer depuis 1975.

Le tableau VI 14 montre l'évolution du solde commercial des pays de l'OPEP entre 1970 et 1976. En 1974, la hausse des prix pétroliers a permis aux pays de l'OPEP d'augmenter leurs recettes d'exportation de près de 200%. Ainsi, leur excédent commercial a été porté de 19,6 à 86 milliards de dollars. -

Toutefois, par rapport à 1974, la croissance des recettes d'exportation s'est ralentie nettement, alors que celle des importations s'est poursuivie. L'excédent commercial fût donc en partie résorbé.

Le pétrole représente pour les pays de l'OPEP à la fois une source de revenus - souvent presque la seule - et un moyen de développement.

LE COMMERCE DES P.V.D. EXPORTATEURS DE PETROLE ENTRE 1963 ET 1976

(en milliards de dollars et en pourcents)

	Exportations (f.o.b.)					Importations (c.a.f.)					Balance commerciale				
	Valeur en 1976	Variations annuelles				Valeur en 1976	Variations annuelles				1963	1973	1974	1975	1976
		1963 à 1973	1974	1975	1976		1963 à 1973	1974	1975	1976					
Total des p.v.d. exportateurs de pétrole	132,47	16	198	-8	21	68,03	15	62	66	25	4,16	19,57	86,03	55,16	64,44
Groupe de pays à revenus élevés (a)	65,93	20	226	-9	27	24,69	19	60	73	51	1,38	11,60	47,69	35,72	41,24
Groupe de pays à faibles revenus (b)	66,54	13	177	-7	16	43,34	14	63	63	14	2,33	7,97	38,34	19,44	23,20

(a) Ce groupe comprend les pays dont la valeur des importations par habitant se situait, en 1976, entre 1400 et 4.000 dollars. Ce sont: les Emirats arabes unis, le Qatar, le Koweït, la Libye, l'Arabie Saoudite et le Gabon.

(b) Ce groupe comprend les pays dont la valeur des importations par habitant se situait, en 1976, entre 45 et 570 dollars. Ce sont: le Vénézuéla, l'Iran, l'Algérie, l'Iraq, l'Equateur, le Nigéria et l'Indonésie.

Source: International Financial Statistics, FMI. Repris dans GATT: le Commerce International 1976/1977, p.134.

A cet égard, il convient de distinguer entre deux groupes de pays :

- Ceux qui, comme l'Algérie, le Vénézuéla, l'Iran, possèdent par leur démographie et leur géographie, des possibilités certaines de développement agricole et industriel. Dans ce cas, les recettes pétrolières sont principalement investies en infrastructure et en achats de biens d'équipements. Voir tableau VI 15.
- Les autres pays, comme les Emirats du Golfe Persique, l'Arabie Saoudite et la Libye, ont, en raison de leur faible population et de leur infrastructure une capacité limitée d'absorber des importations. C'est dans ces pays que se concentre la plus grosse partie de l'excédent commercial des exportateurs de pétrole. Ils placent donc une grande partie de leurs revenus à l'étranger, le plus souvent, soit dans des obligations à long terme, notamment aux Etats-Unis, soit à court terme dans des banques commerciales. Ces placements à court terme constituent des masses flottantes de capitaux qui constituent d'autant plus à accentuer les fluctuations monétaires que leur volume s'accroît considérablement. En même temps, ils servent à financer les déficits de balances des paiements dont ils sont en partie la cause.

PAYS DE L'OPEP : QUELQUES INDICATEURS ECONOMIQUES - 1975

	Population (000) 1975	Densité démographique (Hab/km2) 1975	PNB/tête US dollars 1975	Exportations Mio US dollars (FOB) 1975	Importations Mio US dollars (CAF) 1975	Solde Exportations/ Importations	Capacité d'absorption 1972
Indonésie	132.112	81	220	6.200	5.000	+ 1.200	élevée
Nigeria	73.023	63	340	7.420	5.000	+ 2.420	élevée
Iran	33.390	19	1.660	19.865	10.900	+ 8.965	élevée
Algérie	15.747	6	870	3.900	5.400	- 1.500	élevée
Vénézuela	11.993	12	2.280	10.741	4.850	+ 5.891	élevée
Iraq	11.120	22	1.250	8.180	4.000	+ 4.180	moyenne
Arabie Saoudite	8.296	4	4.010	26.000	4.800	+ 21.200	faible
Libye	2.442	1	5.530	6.000	3.900	+ 2.100	faible
Koweït	1.005	53	15.190	7.830	2.200	+ 5.630	faible
Quatar	200	4	10.970				faible

Sources: Manuel de Statistiques du Commerce International et du Développement - CNUCED 1976 -
World Bank Atlas 1977.

Le Pétrole et le Tiers-Monde - Manfred Tietzel/Jürgen Melcher - Friedrich-Ebert-Stiftung.

Depuis 1973, les pays de l'OPEP contribuent d'une manière substantielle à l'aide publique au développement et au transfert d'autres ressources financières en faveur des p.v.d. importateurs de pétrole. - Voir annexe.

Evolution des recettes d'exportation des pays non pétroliers

Les recettes d'exportation des p.v.d. non pétroliers ont connu une évolution très différente, selon qu'il s'agit de pays qui exportent principalement des matières premières, des produits manufacturés ou des produits de raffinage de pétrole.

Voir tableau VI 16 "Evolution des échanges commerciaux des pays en voie de développement importateurs de pétrole".

Les pays exportateurs de produits de base ont le plus souffert de la récession économique dans les pays industrialisés.

Ce groupe de pays compte la majeure partie de la population des p.v.d. et contribue pour 68% à l'ensemble du commerce des p.v.d. importateurs de pétrole.

En 1975, la valeur nominale des exportations de ce groupe de pays a baissé de 6%, ce qui correspond à une chute beaucoup plus importante en terme de volume. La principale cause de cette baisse se trouve dans le ralentissement de la production industrielle et donc de la demande dans les pays industrialisés.

EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT IMPORTATEURS DE PETROLE,
ENTRE 1963 ET 1976

(En pour cent et en milliard de dollars)

	Exportations (f.o.b.)					Importations (c.a.f.)					Balances commerciales (en milliards de dollars)				
	Variation annuelle					Variation annuelle									
	Part en 1974	1963 à 1972	1972 à 1974	1975	1976	Part en 1974	1963 à 1972	1972 à 1974	1975	1976	1963	1972	1974	1975	1976
Total, pays en voie de développement importateurs de pétrole (a)	100,0	9	46	-3	22	100,0	9	50	6	3	-5,2	-11,3	-33,3	-42,8	-26,7
Pays de raffinage du pétrole	13,3	8	104	3	13	9,9	9	84	1	24	-0,3	-0,8	0,2	0,2	-1,1
Pays exportant principalement des produits manufacturés (b)	18,7	18	34	1	47	22,4	15	54	-3	22	-1,1	-2,2	-10,6	-9,5	-6,9
Autres pays (c)	68,0	7	42	-6	16	67,7	7	45	10	-5	-3,8	-8,3	-22,9	-33,5	-18,7

(a) Principaux centres de raffinage du pétrole. Un petit nombre de producteurs et exportateurs de brut non membres de l'OPEP appartiennent à ce groupe.

(b) Pays dont les exportations de produits manufacturés (CTCI, N°5, 6 à l'exclusion des subdivisions 667 et 68, 7 et 8) ont représenté, en 1976, deux tiers au moins des exportations totales de produits indigènes (moins les exportations pétrolières dans le cas de Singapour).

(c) Chiffres obtenus par soustraction.

Source: GATT, Commerce International, 76/77. p. 138.

Pendant un premier temps, les pays exportateurs de produits de base ont néanmoins maintenu leurs achats à l'extérieur et ont soutenu ainsi l'activité économique dans les pays industrialisés.

En termes nominaux, les importations de ce groupe de p.v.d. ont augmenté de 10% en 1975, alors que la demande des pays industrialisés diminuait de 17%. Sans la demande des p.v.d., la crise qu'a connue la plupart des pays industrialisés et notamment ceux de la Communauté Européenne, aurait sans doute été encore plus grave. (Cf. point 3 de ce dossier).⁽¹⁾

L'accroissement du déficit de la balance commerciale a obligé les p.v.d. exportateurs de produits de base à diminuer leurs importations en 1976.

Leur déficit commercial était passé de 23 milliards de dollars en 1974 à 33,5 milliards en 1975. Le tableau VI 16 montre également que les importations de ce groupe de pays ont baissé de 5% en 1976. Par contre, celles des p.v.d. exportant principalement des produits manufacturés ont augmenté de 22%. Il s'agit en premier lieu des pays du Sud-Est asiatique (Taiwan, Hong Kong, Singapour, Corée du Sud). Ces pays ont aussi mieux profité de la reprise économique dans les pays industrialisés.

(1) Le tableau VI 17 montre la détérioration très nette des balances commerciales en 1975. Les p.v.d. sont classés par catégorie de revenu.

BALANCE COMMERCIALE EN % DES IMPORTATIONS POUR LES P.V.D.

□ - le signe négatif indique le déficit de la balance commerciale
 ◐ + le signe positif indique le bénéfice de la balance commerciale

	TOTAL P.V.D. (sauf principaux pays exportateurs de pétrole)	Pays exportateurs d'articles manu- facturés à croissance rapide	Autres pays	DONT PAYS AYANT UN P.N.B. PAR HABITANT			DONT		
				Supérieur à 400 dollars	De 200 à 400 dollars	De 200 dollars et moins	29 "Noyau Dur" des pays les moins avancés	Autres pays d'Afrique	Autres pays d'Asie
1 9 7 0	-19,5	-39,1	-12,2	-5,4	-22,9	-17,3	-25,3	+2,9	-18,3
1 9 7 3	-16,5	-29,7	-10,2	-6,5	-10,1	-19,1	-33,6	+0,0	-15,1
1 9 7 5	-31,7	-38,4	-29,1	-23,7	-31,3	-40,1	-49,1	-25,1	-39,0

SOURCE : MANUEL DE STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DU DEVELOPPEMENT - C.N.U.C.E.D. 1975



En 1976, leurs exportations ont en effet connu une croissance de 47% alors que celles des pays exportateurs de matières premières n'ont augmenté que de 16%. Grâce au dynamisme de leurs exportations, le déficit de la balance commerciale des pays en voie d'industrialisation rapide diminue d'année en année, depuis 1974.

Les perspectives à court et à moyen terme sont incertaines.

Il est particulièrement délicat d'apprécier les perspectives d'évolution des recettes d'exportation et du pouvoir d'achat des p.v.d. non pétroliers, à cause de l'évolution incertaine des économies des pays de l'OCDE, principal marché pour les exportations des p.v.d.

En ce qui concerne notamment l'évolution future des prix des produits de base, les perspectives sont également très aléatoires, car la spéculation est venue amplifier de plus en plus les changements dûs au jeu de l'offre et de la demande. Les perspectives à moyen terme sont encore plus difficiles à apprécier. Selon les auteurs du "Rapport McCracken" publié par l'OCDE, les termes de l'échange vont "évoluer en faveur des pays abondamment pourvus de certaines matières premières et de terres, parmi lesquels les pays en voie de développement sont nombreux."⁽¹⁾

(1) CAD, Examen 1977, p.59.

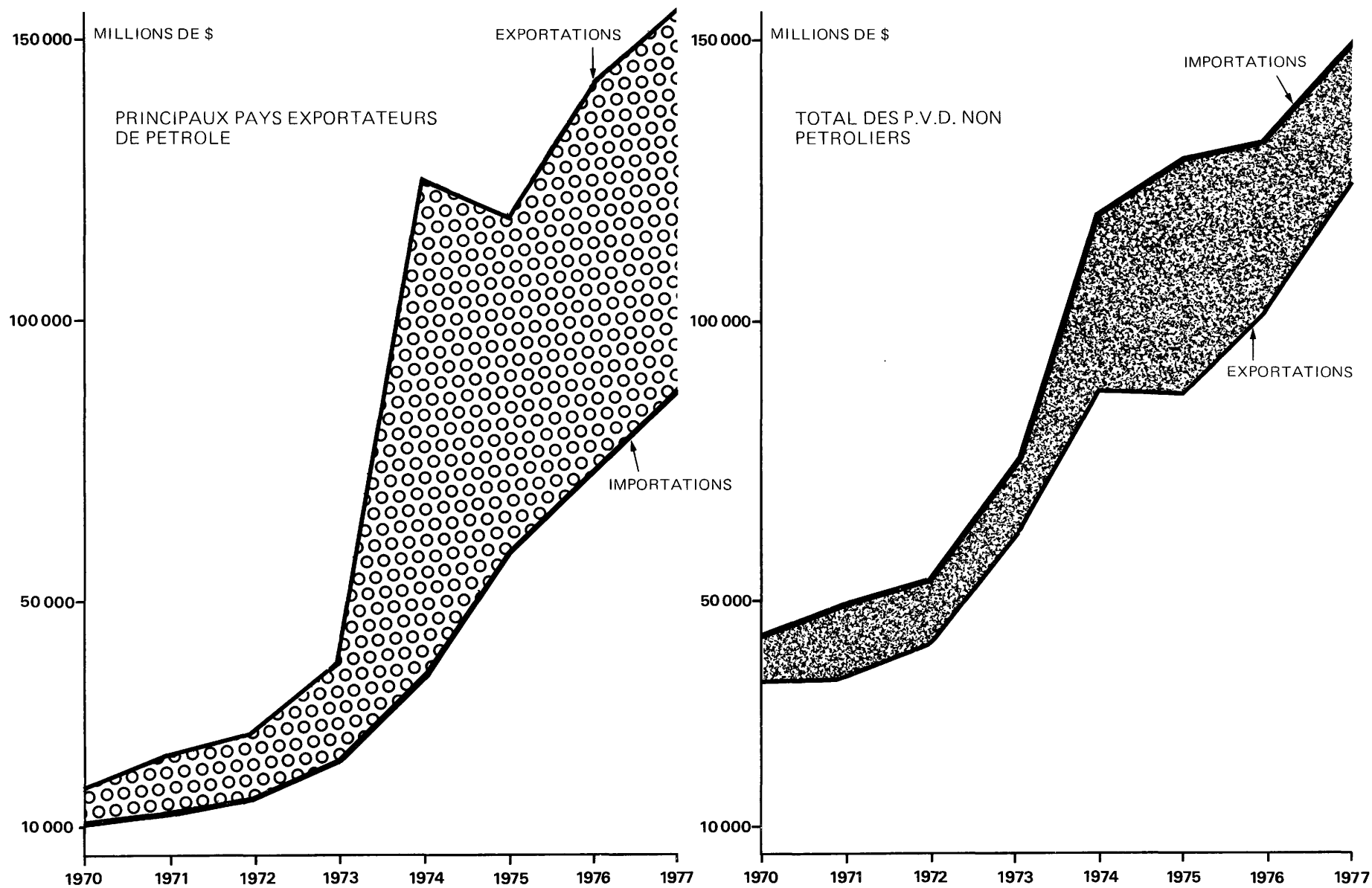
Mais le CAD souligne également que "pour l'avenir, les perspectives des pays en voie de développement dépendent très fortement de l'aptitude des pays industriels à retrouver la croissance économique et à régler les délicats problèmes structurels auxquels ils sont confrontés, notamment à trouver les moyens d'absorber des importations rapidement croissantes en provenance des pays en voie de développement."⁽¹⁾

Le CAD ajoute: "Mais la grande affaire sera de permettre aux pays les plus pauvres, et plus généralement aux masses déshéritées, d'avoir part plus équitablement au progrès global".

Le tableau VI 18 donne une vue d'ensemble sur l'évolution de la balance commerciale d'une part des p.v.d. pétroliers et d'autre part, des autres p.v.d. classés par catégories de revenu.

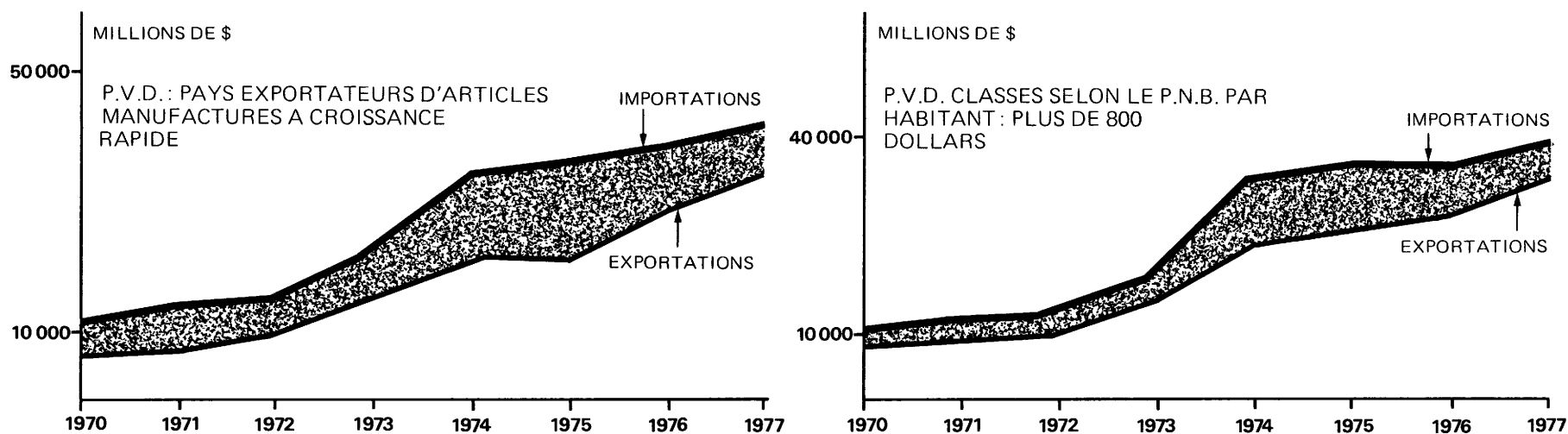
(1) CAD, Examen 1977, p.61.

EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX DES P.V.D.



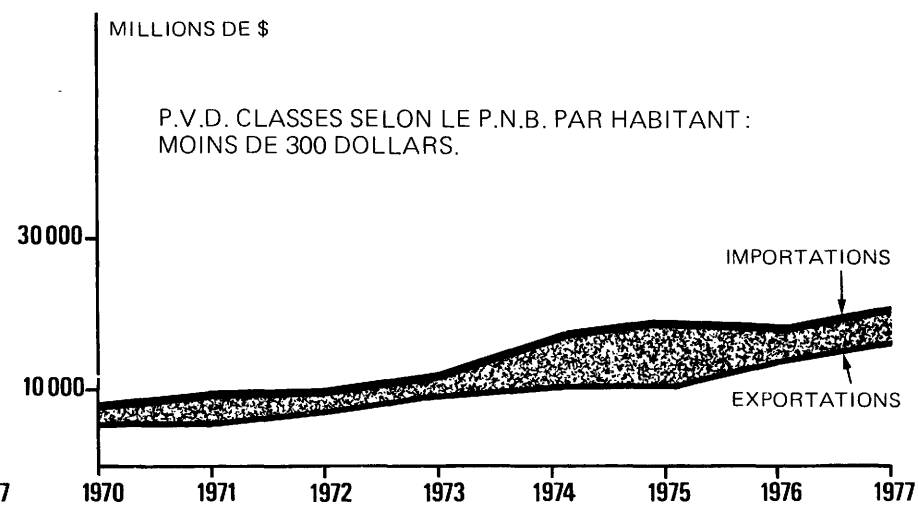
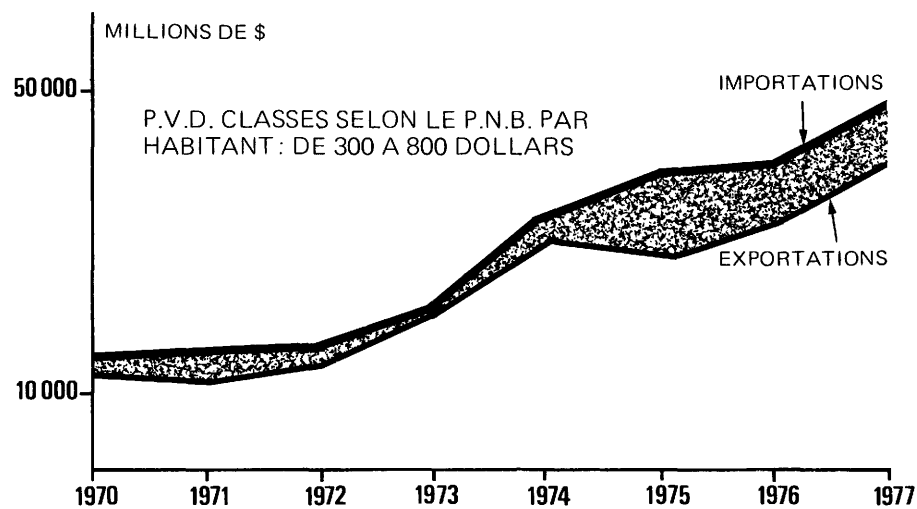
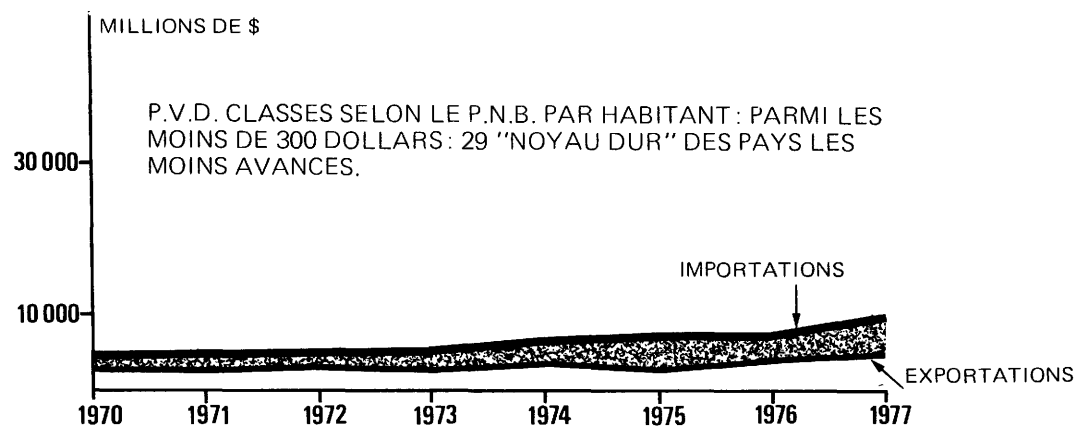
SOURCE : C.N.U.S.E.D. - MANUEL DE STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DU DEVELOPPEMENT - 1977. *

EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX DES P.V.D.



SOURCE : C.N.U.C. E.D. – MANUEL DE STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DU DEVELOPPEMENT – 1977 *

EVOLUTION DES SOLDES COMMERCIAUX DES P.V.D.



C. L'évolution des termes de l'échange.⁽¹⁾

Les termes de l'échange des p.v.d. non pétroliers suivent une évolution instable et dans l'ensemble défavorable.

Les mouvements enregistrés par les prix du commerce extérieur au cours des dernières années ont entraîné des changements notables dans les termes de l'échange des principaux groupes de pays. Voir tableau VI 19. Grâce à la hausse des prix des matières premières, les termes de l'échange des p.v.d. non pétroliers s'étaient améliorés de + 10% en 1973. Ce progrès fut annulé presque entièrement dans l'année suivante et la dégradation s'est même accélérée en 1975. "Les facteurs qui ont contribué à cette dégradation ont été la régression des prix des matières premières et des denrées alimentaires, d'une part, et la hausse ininterrompue des prix des nombreux produits industriels importés, d'autre part." (2).

(1) Les termes de l'échange, selon leur calcul la plus simple, expriment la relation entre les prix à l'exportation et les prix à l'importation des biens échangés par un pays. Les termes de l'échange se détériorent si les prix à l'importation augmentent davantage que les prix à l'exportation, ou si ces derniers baissent alors que les prix à l'importation montent. Les termes de l'échange s'améliorent lorsque les deux prix évoluent dans le sens contraire.

(2) FMI : Rapport annuel 1975.

EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE, 1962-76

(Variations en pourcentage)

	Moyenne annuelle 1962-72 (1)	Variation par rapport à l'année précédente			
		1973	1974	1975	1976
Pays industriels	-	- 2	- 11	3	- 1
Pays de production primaire					
Pays les plus développés	-	10	- 14	- 6	- 2
Principaux pays exportateurs de pétrole	1	14	138	- 5	5
Pays en développement non producteurs de pétrole	-0,5	10	- 8	-13	4

(1) Taux de variation annuels composés.

Source: FMI, Rapport annuel 1977.

Dans l'année 1976 qui coïncide avec une reprise économique dans les pays industrialisés et une hausse des prix des matières premières, les termes de l'échange des p.v.d. non producteurs de pétrole se sont de nouveau améliorés. Toutefois, par rapport à la période 1967-1972, la détérioration générale reste sensible. En 1977, la perte estimée du pouvoir d'achat des exportations qu'implique cette dégradation représente un peu plus de 1% du produit intérieur brut. (1)

Les termes de l'échange des p.v.d. exportateurs de pétrole ont fait un bond de 138% en 1974 et évoluent toujours plus favorablement que ceux des autres p.v.d.

Le saut de 1974 est évidemment dû à la hausse du prix du pétrole. La dégradation légère en 1975 s'explique par la momentanée demande pétrolière dans le monde. Elle fut annulée l'année suivante.

(1) FMI: Rapport annuel 1977, p.8.

7. L'ACCES DES P.V.D. A L'AIDE PUBLIQUE ET AUX MARCHES FINANCIERS EXTERIEURS.

Les besoins financiers des p.v.d., par leur ampleur, vont au-delà de leur capacité propre de financement et appellent un transfert de ressources.

Comme on l'a vu dans les chapitres précédents, les p.v.d. tirent en premier lieu les ressources nécessaires à leur développement de leur production nationale et de leurs recettes d'exportation. A ce titre, les différentes politiques permettant de renforcer la capacité propre de croissance des pays en développement (accès aux marchés, stabilisation des recettes d'exportation, industrialisation transfert de technologie) sont des composantes essentielles de la politique de coopération. Mais les ressources propres sont pour la grande majorité des p.v.d. insuffisantes, pour assurer les objectifs de développement. Elles doivent donc être complétées par un transfert de ressources réelles, sous forme de biens et de services. Ceci se traduit par un déficit de la balance de paiement courante qui est donc inhérent au processus de développement.

Le rôle des transferts financiers en provenance des pays développés et des p.v.d. à excédents de capitaux, pays pétroliers, ainsi que des institutions financières internationales, est de financer la partie de ces déficits qui ne peut être couverte par une ponction sur les réserves monétaires.

Dans le financement de ces déficits intervient toute la gamme des flux financiers depuis l'aide publique au développement (APD) jusqu'aux instruments monétaires, y compris les ressources du secteur privé, chacun de ces instruments jouant un rôle spécifique dans ce processus.

C'est ainsi que l'APD a pour fonction de financer la portion des dépenses de développement qui ne peut être couverte par l'épargne nationale ou par un financement aux conditions du marché. L'APD intervient donc en particulier dans des p.v.d. présentant un faible niveau de développement et une capacité d'endettement commercial limitée.

Les flux non concessionnels, de source publique ou privée, s'appliquent en particulier au financement du développement des p.v.d. à revenu moyen et élevé. Les investissements directs y prennent d'ailleurs une place importante.

Bien qu'ils n'interviennent pas directement dans le financement du développement, les instruments monétaires jouent un rôle essentiel dans la couverture à court et à moyen terme des déficits temporaires de balance des paiements.

Pour assurer un financement sain du transfert de ressources accompagnant le processus de développement, ces différents instruments financiers doivent, pour chaque pays bénéficiaire, être combinés dans des proportions compatibles avec sa capacité de remboursement escomptée. ⁽¹⁾

(1) C.f.: Le transfert de Ressources Réelles aux p.v.d. Position des pays membres de la Communauté Européenne.

A. L'évolution de la balance courante des p.v.d.: excédent des pays pétroliers, déficit des autres.

La structure globale des comptes courants accuse des changements profonds depuis 1973.

Le tableau VII 1 met en lumière la double transformation qu'a subie la structure globale des soldes des comptes courants ces dernières années:

- a) Les pays exportateurs de pétrole constituent maintenant le principal groupe excédentaire.

Leur excédent global en compte courant est passé de 6 milliards de dollars en 1973 à 41 milliards en 1976. Le sommet de l'excédent avait cependant été atteint en 1974, année de la hausse subite du prix du pétrole. Le creux de 1975 s'explique par la baisse de la demande mondiale de pétrole et par la progression rapide des importations, qui, bien que ralentie, a continué en 1976 et 1977. L'excédent collectif des principaux pays exportateurs de pétrole est concentré dans des pays à faible capacité d'absorption.

STRUCTURE GLOBALE DES SOLDES EN COMPTE COURANT (1)

(Milliards de dollars E.U.)

Groupe	1967-72 Moyenne	1973	1974	1975	1976	1977 Projection	Moyenne de la période 1967-72 ajustée aux niveaux des prix et de la production réelle en 1977 ⁽³⁾
Principaux pays exportateurs de pétrole	0,7	6	67	35	41	37	3
Pays industriels	10,2	12	- 10	19	- 1	- 1	31
Autres pays non exportateurs de pétrole							
Les plus développés ⁽²⁾	- 1,7	1	- 14	- 15	- 14	- 12	- 6
Les moins développés	- 8,1	- 11	- 30	- 38	- 26	- 25	- 28
Total ⁽⁴⁾	1,1	8	14	—	—	- 1 ⁽⁵⁾

Source: FMI, Rapport Annuel 1977, Washington; p.13.

(1) Biens, services et transferts privés.

(2) Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Malte, Portugal, Roumanie, Turquie, Yougoslavie, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande.

(3) Les prix sont ajustés d'après un indice général des prix du commerce mondial; la croissance d'après les taux moyens de croissance du P.N.B. réel (ou du P.I.B.) dans chacun des groupes de pays.

(4) Compte tenu des erreurs, omissions et asymétries que présentent les statistiques de balance des paiements communiquées, et des soldes des groupes repris dans le présent tableau avec les autres pays.

(5) Dans la moyenne ajustée de la période 1967-72, ce chiffre résiduel traduit essentiellement les asymétries qui apparaissent dans le traitement des groupes indiqués, et il ne se prête donc pas à une interprétation valable.

"Cette concentration tend naturellement à ralentir l'absorption de l'excédent collectif de l'ensemble des pays exportateurs de pétrole par les importations accrues, et l'on peut en déduire que cet excédent demeurera sans doute important pendant un certain nombre d'années ⁽¹⁾.

b) Le solde en compte courant des pays industrialisés dans leur ensemble n'affiche plus, comme c'était le cas autrefois, d'excédents importants.

La raison en est que ces pays ont été durement touchés par la hausse du prix du pétrole. Toutefois, comme on le verra plus loin, la situation évolue d'une manière très différente d'un pays ou groupe de pays à l'autre. "Si le groupe des pays industrialisés n'est plus un fournisseur net de ressources réelles ou de financement, il est encore la source directe de la majeure partie du financement nécessaire aux pays de production primaire non exportateurs de pétrole pour couvrir leur déficit en compte courant (et constituer des réserves). Toutefois, les prêteurs du secteur industriel ne tirent plus les fonds en question de l'épargne nationale au sein du groupe des pays industrialisés, comme c'était le cas autrefois, mais bien, directement, ou indirectement, du placement des fonds excédentaires qui reviennent aux principaux pays exportateurs de pétrole" ⁽²⁾.

(1) FMI: Rapport annuel 1977, p.17.

(2) FMI: Rapport annuel 1977, p.14.

c) Le déficit des p.v.d. a fortement augmenté, mais pas en termes réels.

Le déficit annuel des p.v.d. non pétroliers s'élevait entre 1967 et 1972 en moyenne à 8 milliards de dollars. La moyenne des années 1974 et 1975 était quatre fois supérieure (30 et 38 milliards respectivement) pour se stabiliser autour de 25 milliards en 1976 et 1977 (Voir tableau VII 1). La montée en flèche s'explique surtout par la récession dans le monde industrialisé (stagnation des marchés d'exportation et chute des prix des matières premières), par la hausse temporaire mais brutale du prix des céréales importées, et par le fardeau plus durable de la hausse des prix du pétrole.

Une étude du F.M.I. ⁽¹⁾ montre toutefois, que le niveau réel du déficit n'était pas supérieur, en 1976 et 1977, au niveau des six années avant la crise. Le F.M.I. arrive à cette conclusion par deux ajustements: l'un consiste à tenir compte de l'inflation considérable intervenue entretemps dans la valeur du dollar. L'autre ajustement rend les chiffres comparables en tenant compte du niveau d'activité économique bien plus élevé de la période actuelle, surtout en ce qui concerne les p.v.d. (Voir la colonne droite du tableau VII 1).

(1) F.M.I., Rapport annuel 1977, p.14.

Il est évident que l'évolution des soldes de compte courant a été très différenciée d'un pays ou d'un groupe de pays à l'autre. A l'exception des p.v.d. d'Afrique, tous les groupes de p.v.d. non pétroliers ont pu améliorer leur solde de compte courant, en 1976. Voir tableaux VII 2 et VII 3.

Ce tableau montre aussi que les p.v.d. non pétroliers d'Asie et du Moyen-Orient peuvent compenser une partie de leur déficit commercial par une balance toujours positive des services et des transferts privés. Les transferts privés vers ces pays, notamment ceux qui offrent des bonnes perspectives de développement, sont donc supérieurs à leurs dépenses de services. En revanche, le solde déficitaire du compte courant des pays d'Afrique et d'Amérique latine est dû en grande, sinon en majeure partie, à leur déficit de la balance de services et transferts privés.

Si l'on suit les commentaires du Fonds Monétaire International, trois constatations majeures s'imposent: ⁽¹⁾

- 1) Pris en groupe, les p.v.d. non exportateurs de pétrole consacrent au développement des investissements bien supérieurs à leur épargne nationale, grâce aux apports nets de capitaux et d'aide qu'ils continuent de recevoir de l'étranger.

On s'accorde généralement à juger approprié que ces pays maintiennent d'appréciables déficits en compte courant tant qu'ils sont en mesure d'accepter d'utiliser des ressources empruntées pour promouvoir leur développement économique.

(1) FMI: Rapport annuel 1977, p.23.

TABLEAU RECAPITULATIF DES BALANCES GLOBALES DES PAIEMENTS, 1973 - 1976

(Milliards de dollars E.U.)

		Balance		
		du commerce	des services et transferts privés	en compte courant
Régions les moins développées	1973	-6,6	-4,4	-10,9
	1974	-22,8	-6,8	-29,5
	1975	-29,1	-9,1	-38,2
	1976	-15,5	-10,3	-25,8
d'Afrique	1973	0,5	-2,3	-1,9
	1974	0,7	-3,0	-2,3
	1975	-2,0	-3,1	-5,1
	1976	-1,3	-3,9	-5,2
d'Asie	1973	-2,4	0,1	-2,3
	1974	-9,1	0,5	-8,6
	1975	-9,2	0,7	-8,6
	1976	-2,8	0,1	-2,7
du Moyen-Orient	1973	-4,3	2,1	-2,2
	1974	-7,0	1,4	-5,6
	1975	-9,1	1,0	-8,2
	1976	-8,2	1,6	-6,7
d'Amérique latine et des Caraïbes	1973	-0,3	-4,2	-4,5
	1974	-7,4	-5,7	-13,1
	1975	-8,7	-7,6	-16,3
	1976	-3,1	-8,1	-11,2

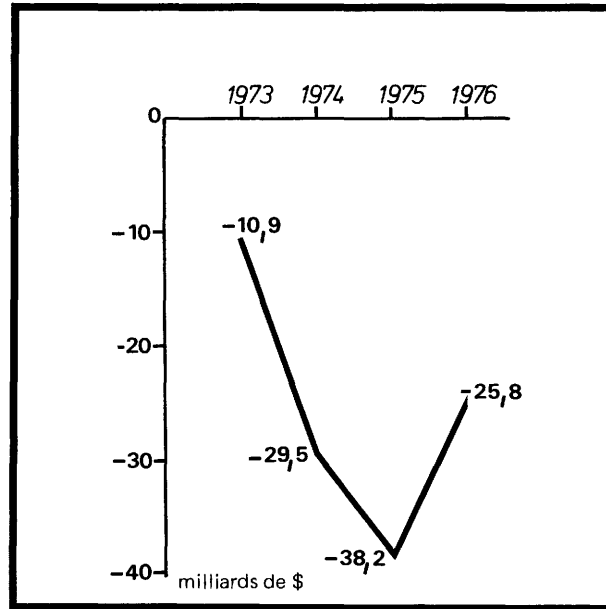
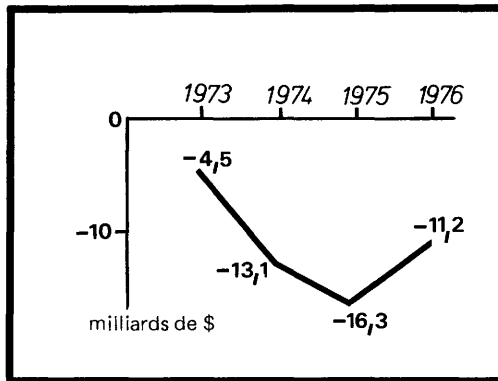
Source: FMI, Rapport Annuel 1977, p. 16.

EVOLUTION DES COMPTES COURANTS DES P.V.D. NON PETROLIERS, PAR REGIONS

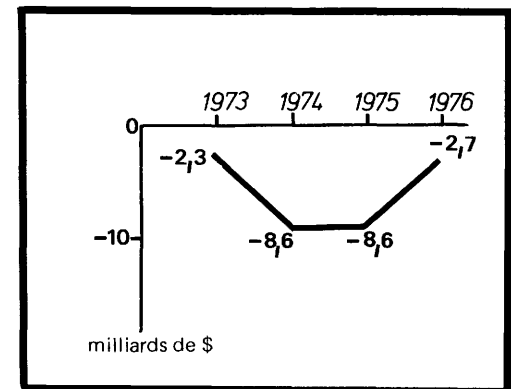
REGIONS LES MOINS DEVELOPPEES (TOTAL)

UNITE : MILLIARDS DE DOLLARS

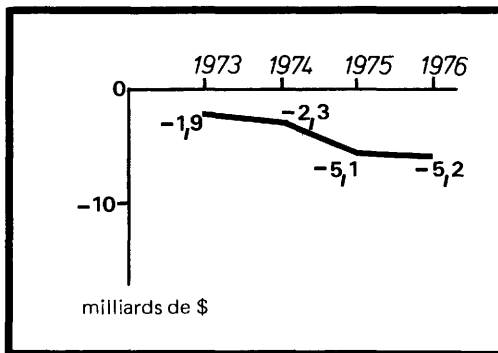
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES



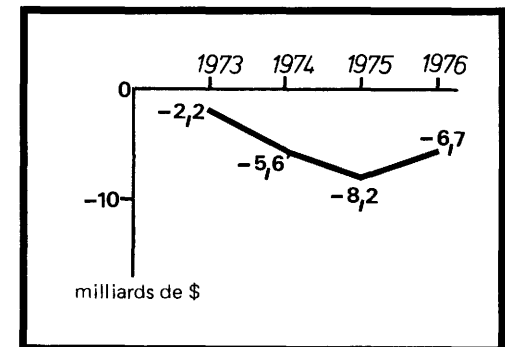
ASIE



AFRIQUE



MOYEN-ORIENT



SOURCE : F.M.I. - RAPPORT ANNUEL 1977 *

2) Il est pourtant évident que le gonflement des déséquilibres des paiements courants intervenu dans les p.v.d. non pétroliers entre 1973 et 1975 a pris des proportions excessives.

"Pour faire face aux exigences exceptionnelles de cette période, où une conjoncture fortement défavorable s'est trouvée renforcée par la hausse des coûts de l'énergie et des produits alimentaires, un grand nombre de ces pays ont contracté à l'étranger des emprunts dont la charge était insoutenable à la longue, aussi bien de leur point de vue que de celui de leurs créanciers. Une proportion considérable de ces pays a cependant déjà procédé à des ajustements appréciables" (1).

3) L'ampleur actuelle du déficit global (1977) n'est plus source de graves préoccupations.

Selon le FMI, son financement ne devrait pas exiger des mouvements de capitaux d'une ampleur extraordinaire par rapport aux flux de revenus, d'épargne et d'investissements des pays, prêteurs ou emprunteurs. Il ne s'ensuit pas, cependant, que les différents pays n'ont plus besoin d'ajuster leur balance des paiements. Dans le groupe de pays en développement non exportateurs de pétrole, ceux qui ont un gros déficit en compte courant, n'ont pas également accès à un financement extérieur dont ils puissent soutenir longtemps la charge (2).

(1) FMI: Rapport annuel 1977, p. 23.

(2) Idem.

L'ampleur de la dette extérieure qui s'est accumulée lorsqu'ils ont commencé à contracter de gros emprunts pour financer les déficits de 1974 et 1975, pose un problème parfois très grave à certains p.v.d.

Ils l'ont fait essentiellement par un recours massif aux marchés financiers internationaux et, tout particulièrement, au crédit (à long terme ou à court terme) des banques commerciales (voir plus loin).

B. Comment les p.v.d. financent-ils leur déficit ?

Des crédits toujours plus chers.

La structure des apports financiers contractés par les p.v.d. non pétroliers pour combler le déficit de leur compte de paiement courant et pour financer leur développement s'est profondément altérée au cours des dernières années. Comme il a été mentionné dans le chapitre précédent, les p.v.d. recourent de plus en plus aux marchés financiers internationaux et en particulier aux crédits des banques commerciales pour financer les investissements nécessaires à leur développement. Cette évolution est exprimée dans le tableau VII 4.

Les emprunts autres que l'aide publique deviennent la principale source de financement des p.v.d.

En 1970, l'aide publique au développement représentait encore la moitié des apports nets de ressources obtenus par les pays en voie de développement. Cette aide a considérablement augmenté en termes nominaux mais a diminué en terme du pourcentage du produit national brut des pays donateurs. En 1973, l'aide publique ne représentait plus que 34,1% des apports financiers totaux et en 1977 seulement 32,5%, alors que les apports financiers aux conditions de marché sont passés de 50% en 1970 à 67,5% en 1977.

PAYS EN DEVELOPPEMENT NON PRODUCTEURS DE PETROLE: FINANCEMENT DU COMPTE COURANT, 1973-1976

(Milliards de dollars E.U.)

	1973	1974	1975	1976
Déficit en compte courant (1)	10,9	29,5	38,2	25,8
- Financement par transactions n'affectant pas les positions débitrices nettes	8,2	10,8 ⁽²⁾	11,1	10,4
Transferts nets sans contrepartie reçus par les autorités des pays en développement non producteurs de pétrole	4,6	6,2 ⁽²⁾	6,2	6,0
Apports d'investissement direct, nets	3,6	4,6	4,9	4,4
- Emprunts nets et recours aux réserves (3)	2,7	18,7 ⁽²⁾	27,2	15,4
Réduction des avoirs de réserve (accumulation, —)	-7,7	-2,5	0,1	-12,0
Emprunts extérieurs nets (4)	10,4	21,2 ⁽²⁾	27,1	27,4
Prêts à long terme obtenus par les autorités auprès de sources officielles, nets	5,6	7,8 ⁽²⁾	10,6	11,7
Autres emprunts à long terme auprès de non-résidents, nets	4,7	8,1	10,0	11,2
Banques privées à l'étranger	4,1	6,3	8,0	8,4
Crédits fournisseurs	0,3	0,5	0,7	1,2
Autres sources (5)	0,3	1,3	1,3	1,6
Recours à des facilités de crédit apparentées aux réserves, nets ⁽⁶⁾	0,1	1,4	3,2	3,2
Autres emprunts à court terme, nets ⁽⁷⁾	0,6	4,1	4,8	1,3
Erreurs et omissions résiduelles	-0,7	-0,1	-1,5	

(1) Solde des opérations sur biens, services et transferts privés (avec signe inversé).

(2) Ne tient pas compte de l'incidence d'une révision des conditions d'utilisation des prêts consentis par les Etats-Unis à l'Inde au titre de l'aide économique et remboursables en roupies, ni du montant de roupies déjà reçu par les Etats-Unis au titre du remboursement de ces prêts. Cette révision se traduit par un accroissement des transferts publics de l'ordre de 2 milliards de dollars E.U. et par une compensation au poste des prêts officiels nets.

(3) Financement par modification de la position débitrice nette (emprunts nets moins accumulation nette - ou plus liquidation nette - d'actifs de réserve officiels).

(4) Comprend tout emploi net de créances non liées aux réserves sur les non-résidents, les erreurs et omissions dans les états de balance des paiements de chaque pays, et de légères différences de comptabilisation.

(5) Y compris les erreurs et écarts résultant du manque de concordance des données tirées des relevés des créanciers et des débiteurs.

(6) Y compris l'utilisation des crédits du Fonds et les emprunts à court terme des autorités monétaires auprès d'autres autorités monétaires.

(7) Erreurs et omissions dans les états des balances des paiements communiqués par chaque pays et légères différences de comptabilisation.

Source: FMI, Rapport Annuel 1977, p. 24.

Voici un aperçu schématique de la composition des apports nets de ressources aux pays en voie de développement :

	<u>1970</u>	<u>1973</u>	<u>1977</u>
Aide publique au développement (APD)	50,0%	34,1%	32,5%
Apports non concessionnels	50,0%	65,9%	67,5%

Source: CAD/OCED

L'évolution des apports nets totaux depuis 1973, par zone d'origine et type d'apports, ressort du tableau VII 5.

En termes nominaux, l'aide publique a augmenté de 77% entre 1973 et 1977. Les autres apports de ressources ont augmenté de 91% dans la même période.

APPORTS NETS DE RESSOURCES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT PAR TYPE ET PAR SOURCE

	1973		1974		1975		1976		1977	
	Mia. de dollars	%	Mia. de dollars	%	Mia. de dollars	%	Mia. de dollars	%	Mia. de dollars	%
Aide publique au développement	<u>11,8</u>	<u>34,1</u>	<u>15,7</u>	<u>37,8</u>	<u>19,8</u>	<u>36,2</u>	<u>19,6</u>	<u>33,2</u>	<u>20,9</u>	<u>32,5</u>
CAD	9,4	27,2	11,3	27,2	13,6	24,8	13,7	23,3	14,8	23,0
OPEP	1,3	3,7	3,4	8,2	5,5	10,1	5,3	8,9	(5,5)	8,6
Autres (1)	1,1	3,2	1,0	2,4	0,7	1,3	0,6	1,0	(0,6)	0,9
Apports non assortis de conditions libérales (2)	<u>22,8</u>	<u>65,9</u>	<u>25,8</u>	<u>62,2</u>	<u>34,9</u>	<u>63,8</u>	<u>39,4</u>	<u>66,8</u>	<u>43,5</u>	<u>67,5</u>
CAD (3)	13,8	39,9	15,2	36,6	23,1	42,2	26,5	44,9	(28,9)	44,8
OPEP	0,4	1,1	2,5	6,0	2,7	4,9	2,8	4,7	(3,5)	5,4
Europrêts	8,5	24,6	8,0	19,3	9,0	16,5	10,0	17,0	(11,0)	17,1
Autres	0,1	0,3	0,1	0,3	0,1	0,2	0,1	0,2	(0,1)	0,2
Ressources totales reçues des pays en développement	34,6	100,0	41,5	100,0	54,7	100,0	59,0	100,0	64,4	100,0

(1) Pays à économie planifiée

(2) Autres apports publics et privés

(3)

Source: CAD

Une partie importante du déficit de la balance de paiements des p.v.d. est financée par des europrêts.

L'ampleur précise de ce mode de financement qui est un phénomène relativement nouveau est difficile à évaluer, ce qui a obligé le CAD a reviser plusieurs fois ses chiffres⁽¹⁾. Le CAD évalue actuellement à 17% l'apport financier net aux p.v.d. en europrêts. Les europrêts, comme d'ailleurs aussi les autres apports non concessionnels vont principalement dans les pays à revenu élevé, qui offrent des garanties de remboursement assez sûres. Le tableau VII 6 donne une estimation sur la répartition des europrêts connus aux pays en voie de développement (1971-1975).

(1) Dans le rapport 1977 du CAD, le montant net des europrêts contractés par les p.v.d. en 1976 avait été chiffré à 18,6 milliards de dollars. Les derniers chiffres publiés par le CAD (juillet 1977) indiquent pour la même année un montant de 10 milliards de dollars. Les chiffres des autres années ont été également révisés, probablement à cause du fait qu'un certain nombre de ces prêts est venu à échéance plus tôt que l'on croyait.

On désigne généralement par le terme euro-monnaie les avoirs en devises des banques internationales qui ne sont replacés dans leur pays d'origine. Ces avoirs, transformés en "europrêts" échappent largement au contrôle national, parce qu'ils sont souvent ni déclarés, ni réglementés.

EUROCREDITS CONNUS AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (1)
 (par catégorie de revenu et par région et par rapport aux autres pays du Groupe)
 janvier 1971 - juin 1975

Catégorie de revenu		(en millions de dollars US)		
	Producteur de pétrole	Revenu élevé	Revenu moyen	Faible revenu (2)
AFRIQUE	2.400 (7%) (3)	335 (1%)	737 (2%)	802 (2%)
	Algérie (2.179) Gabon (196) Nigéria (25)	Zambie (335) (Botswana) (Tunisie)	Egypte (230) Côte d'Ivoire (209) Sénégal (85) Cameroun (10) Swaziland (3) (Congo PPR) (Ghana) (Libéria) (Maurice) (Maroc) (200)	Zaire (466) Soudan (260) Guinée (40) Kenya (20) Mauritanie (8) Malawi (5) (17 pays) (4)
ASIE	4.962 (14%)	1.279 (4%)	2.135 (6%)	18 (*)
	Indonésie (2.266) Iran (1.696) RAU (495) Arabie Saoudite (5) Irak (500)	Malaisie (641) Chine, Rép. (358) Liban (142) Oman (113) Bahrein (15) Israël (10) (Fiji) (Singapour)	Philippines (1.376) Corée, Rép. (744) Thaïlande (15) (Jordanie) (Syrie)	Inde (10) Pakistan (8) (Afghanistan) (Bangladesh) (Burma) (Sri Lanka) (Yemen)

- (1) BIRD, Eurocredit Summary, questions diverses. Il s'agit seulement des pays membres de la BIRD de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Les pays figurant entre parenthèses n'ont pas annoncé d'euro-crédits pendant la période étudiée.
- (2) Les pays à revenu élevé ont plus de 375 dollars par tête; les pays à revenu moyen, 200-375 dollars; et les pays à faible revenu, moins de 200 dollars.

EUROCREDITS CONNUS AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT (1)
(par catégorie de revenu et par région et par rapport aux autres pays du Groupe)
janvier 1971 - juin 1975

Catégorie de revenu		(en millions de dollars US)		
	Producteur de pétrole	Revenu élevé	Revenu moyen	Faible revenu (2)
AMERIQUE LATINE	729 (2%)	14.927 (41%)	242 (1%)	(*)
	Vénézuela (666) Equateur (63)	Mexique (5.444) Brésil (5.336) Pérou (1.570) Argentine (891) Panama (470) Colombie (385) Jamaïque (234) Nicaragua (263) Trinidad & Tobago (54) Guyane (52) St-Domingue (24) Costa-Rica (67) Bahamas (57) (Chili) (Guatémala) Uruguay (130)	Bolivie (147) Salvador (95) (Honduras (Paraguay)	Haïti

(3) Le pourcentage entre parenthèses est la fraction que représente le total pour la catégorie dans l'ensemble des euro-crédits connus aux pays moins développés, soit 36.330 millions de dollars, pendant la période étudiée. Cela dépasse naturellement l'endettement total des membres de la BIRD, soit 34.968 millions de dollars. (*) signifie moins de 0,5%.

(4) Burundi, République Centrafricaine, Tchad, Dahomey, Ethiopie, Gambie, Lesotho, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Tanzanie, Togo, Ouganda et Haute Volta.

Source: Etude de la BIRD.

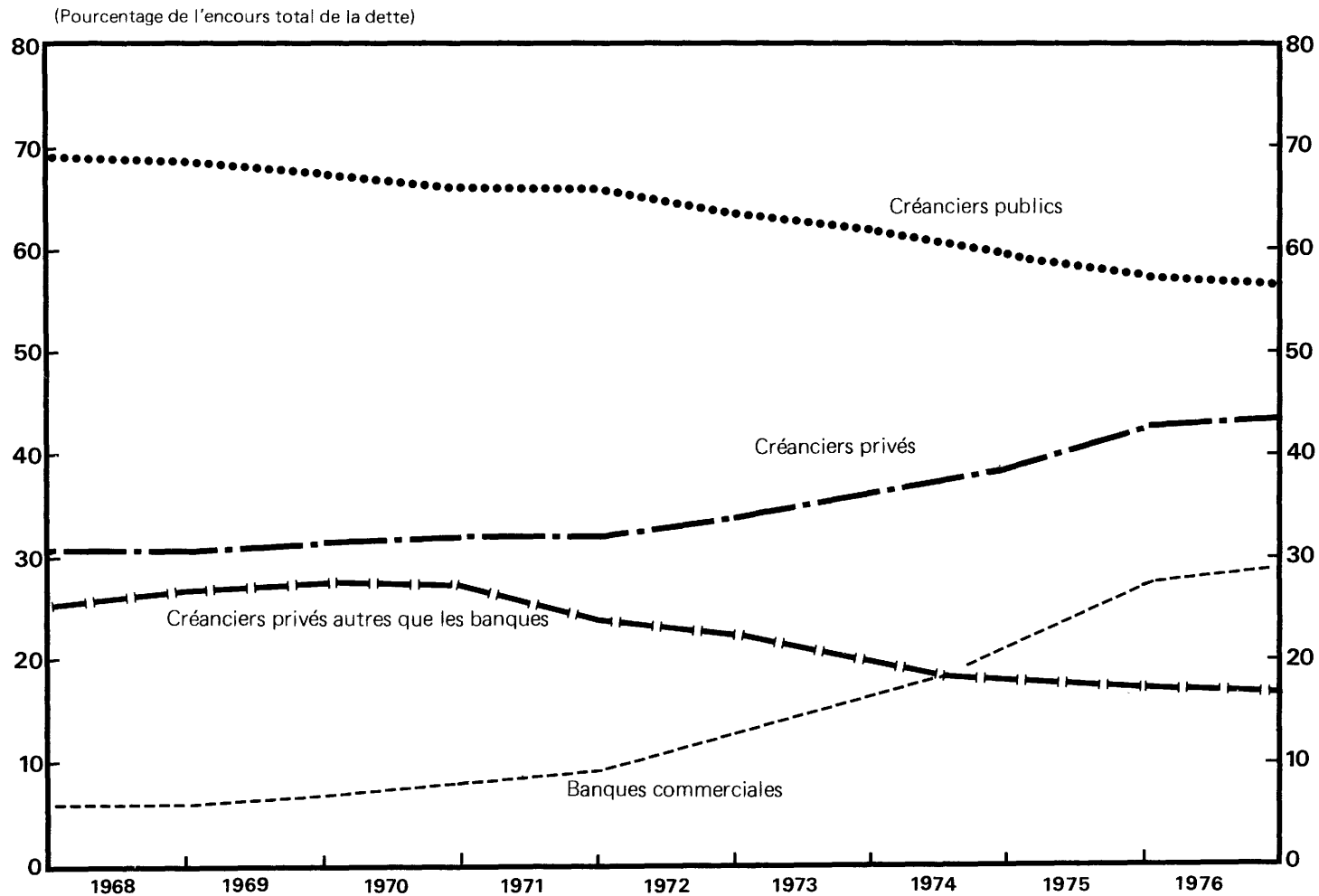
Les créanciers privés jouent un rôle toujours plus important dans la dette des p.v.d.

Le recours croissant des p.v.d. aux créanciers privés et en particulier aux crédits des banques commerciales est démontré dans le tableau VII 7 . Il en ressort que la dette encourue auprès des créanciers publics est en déclin sensible par rapport aux dettes encourues auprès des créanciers privés.

Un autre aspect tout aussi important du changement dans la gravité de la dette est "le raccourcissement des échéances et la hausse des coûts d'intérêts associés normalement aux emprunts obtenus sur le marché (1).

A titre d'exemple, le tableau VII 8 permet de comparer les conditions financières types des différents modes de financement.

(1) D'après les informations fournies par le FMI, et la Banque Mondiale, les banques supportaient à la fin de 1976 28% de la dette extérieure publique des p.v.d. (pétroliers et non pétroliers) soit 48 milliards de dollars. A cette même date, toujours selon le FMI, elles avaient accordé des crédits au secteur privé de ces pays pour 22 milliards de dollars. L'endettement des p.v.d. à l'égard des banques commerciales était donc proche de 70 milliards de dollars, dont 50 milliards auprès des seules banques américaines.

P.V.D. NON PETROLIERS : DETTE EXTERIEURE¹ PAR CATEGORIE DE CREANCIERS, FIN 1967 – FIN 1976

¹ Dette extérieure publique ou garantie par l'Etat à moyen et à long terme.

SOURCE : F.M.I., RAPPORT ANNUEL 1977.

CONDITIONS FINANCIERES TYPES DE DIFFERENTS MODES DE FINANCEMENT
 PRATIQUES ENVERS LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

	Durée	Différé	Taux d'intérêt	Elément - don (1)
Prêts des banques privées	5 - 10 ans	1 - 5 ans	10 - 15% (2)	0
Prêts de la BIRD	18 ans	4 ans	8%	13%
Prêts IDA	50 ans	10 ans	0,75%	86%
Dons	--	--	--	100%

(1) L'élément don mesure le degré de concession d'un prêt par rapport à un don pur qui lui a naturellement un élément don de 100%. L'élément don est le résultat de trois facteurs qui constituent les conditions financières d'un prêt: Durée, différé d'amortissement ou "délai de grâce", taux d'intérêt et/ou commission de service. Un prêt public est compté comme aide publique au développement (APD) s'il est assorti d'un élément don minimum de 25%.

(2) Taux du marché libre (LIBOR), plus marge supplémentaire, plus autres frais. Le taux global varie donc selon la période et le pays emprunteur.

Source: Commission des Communautés Européennes.

Ces facteurs contribuent à l'accroissement disproportionné des paiements au titre du service de la dette.

Ces paiements doivent être assurés par prélèvement sur les recettes d'exportation et les nouveaux apports de capitaux.

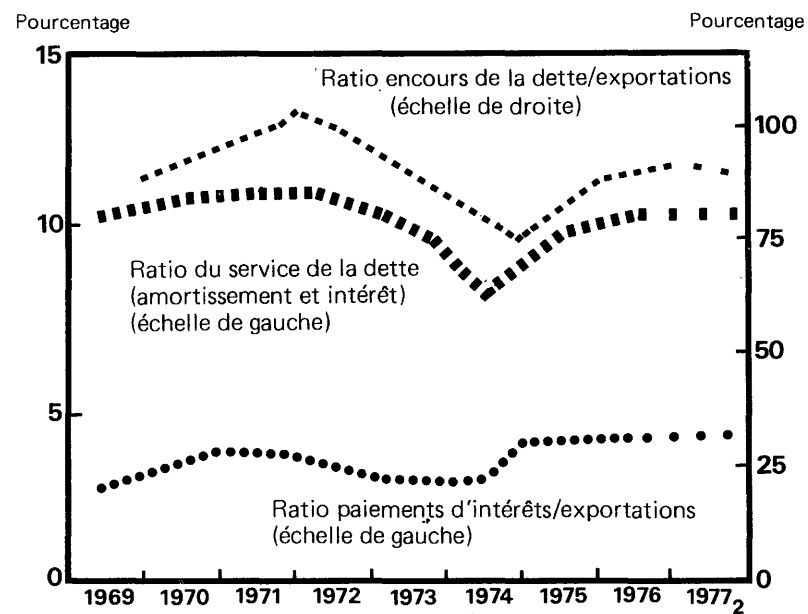
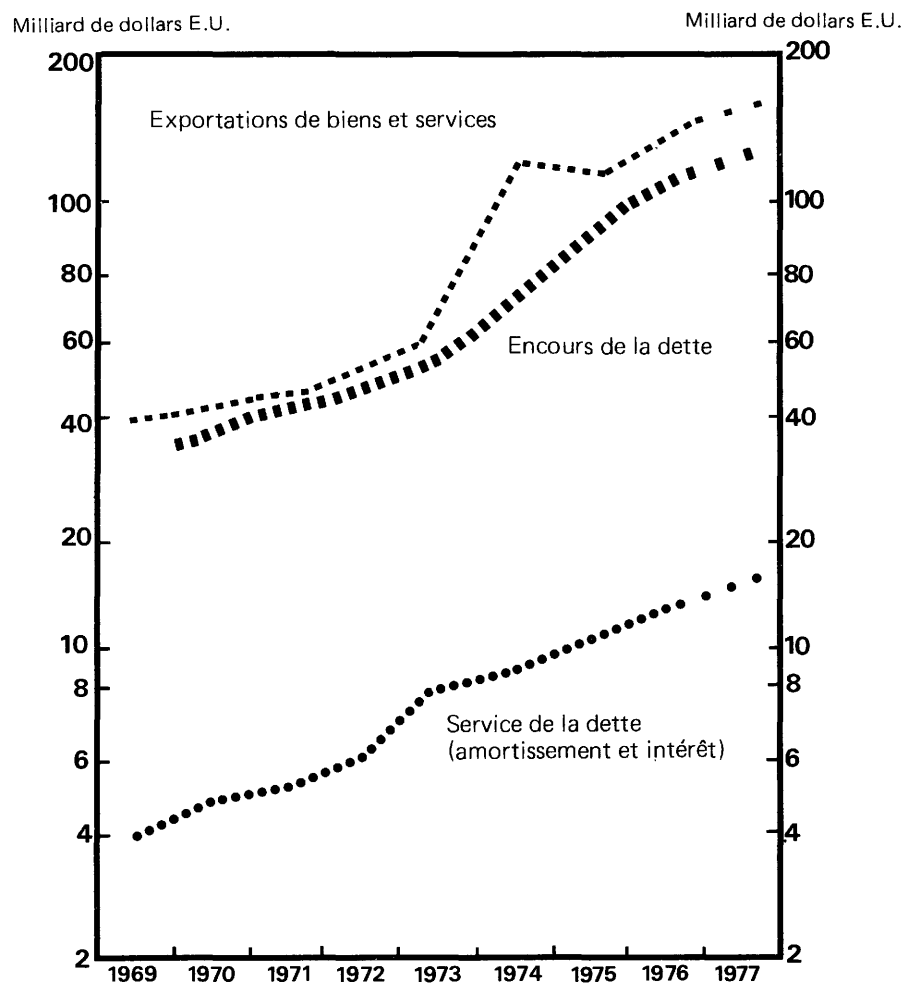
Le tableau VII 9 montre l'augmentation en valeur du service de la dette qui est passée de 4 milliards de dollars en 1969 à près de 20 milliards en 1977, soit une augmentation de 400 pour cent. Depuis 1974, les p.v.d. doivent prélever une part croissante de leurs recettes d'exportation pour financer le service de leur dette publique. Le ratio du service de la dette est plus élevé encore si l'on ajoute la dette privée non garantie par l'Etat.

Le niveau d'endettement diffère beaucoup suivant les zones géographiques.

Le tableau VII 10 donne un aperçu sur le niveau de l'endettement total par rapport à la valeur des exportations annuelles de plusieurs groupes de pays.

Le faible endettement de l'Asie du Sud-Est montre que cette région dispose d'une marge de crédit importante ⁽¹⁾.

(1) Toutefois, ce n'est pas l'endettement global des p.v.d. ou d'une région qui influencera le comportement des donneurs de crédit, mais plutôt la situation économique et financière de chaque pays emprunteur.

P.V.D. NON PETROLIERS : RATIOS DE LA DETTE ET DU SERVICE DE LA DETTE, 1969 – 77¹

1. Les chiffres de la dette et du service de la dette reportés sur ce graphique ne concernent que la dette extérieure publique ou garantie par l'Etat à moyen et à long terme, telle qu'elle est définie dans les statistiques de la dette établies par la BIRD.
2. Projections des services du Fonds.

SOURCE : F.M.I., RAPPORT ANNUEL 1977.

Tableau VII 10

Ratio endettement total / exportations annuelles des p.v.d.,
par zones géographiques.

(en pourcent en fin de 1975) (1)

Asie du Sud	236
Amérique latine	106
Afrique du Nord et Moyen-Orient	993
Afrique Noire	80
Asie de l'Est et Pacifique	27

Selon les prévisions de la Banque Mondiale, au cours des prochaines années, les banques assureront probablement une part moins importante des besoins de financement des p.v.d. par rapport à la période 1974 - 1977. Elles devront en effet faire preuve d'une sélectivité accrue en raison de la dégradation de la solvabilité de certains débiteurs. Elles chercheront une concertation internationale FMI - Banques - Etats pour préserver leurs intérêts et pousseront à une augmentation des financements publics.

Il reste, comme le montre le tableau VII 11 que, par rapport à la période précédant la crise, les financements privés devraient jouer un rôle accru.

(1) Source: Banque Mondiale - septembre 1977. Repris de Commissariat Général du Plan:
Evolution des Economies du Tiers-Monde et l'Apport Productif Français. p.8.

Tableau VII 11

Flux de capital vers les pays du Tiers-Monde.

	Moyenne annuelle en milliards de dollars courants	Ventilation par origine en %		
		Dons	Prêts publics	Prêts et investissements privés
1967-1973	11,7	20,7	32,8	46,5
1977-1985	62,2	11,4	32,2	56,4

Source: Banque Mondiale "Perspectives 1978-1985 pour les pays en voie de développement"; novembre 1977.

C. Vers quels p.v.d. vont les ressources financières

Le montant en dollars des flux financiers vers les p.v.d. a considérablement augmenté.

Cela n'allait pas de soi. En effet, la récession qui a suivi la crise du pétrole dans la plupart des pays industrialisés avait fait craindre que les ressources financières nécessaires au financement des importations des p.v.d. non pétroliers manqueraient, et qu'ainsi, les perspectives de développement des p.v.d. pourraient être irrémédiablement compromises. Cette crainte ne s'est pas justifiée, comme on l'a vu dans le chapitre précédent.

Le montant en dollars de tous les apports financiers a progressé: de 15 milliards de dollars en 1970 il est passé à 35 milliards en 1973 et à près de 65 milliards en 1977. C'est-à-dire, en termes nominaux, il a doublé tous les trois ans. La progression entre 1973 et 1977 était due en partie à l'apparition de nouvelles sources importantes de financement direct, à savoir les pays de l'OPEP (14% du total en 1977).

Mais en termes réels, on constate une quasi-stagnation des flux financiers des pays du CAD vers les p.v.d.

Si l'on tient compte des effets de l'érosion monétaire et des variations des taux de change, les flux totaux (y compris les apports du secteur privé) en provenance des pays membres du Comité de l'Aide au Développement (CAD) ⁽¹⁾ n'ont progressé que de 2,1% par an, au cours de la période 1970-1974, et leur aide publique a même diminué d'environ 1% l'an ⁽²⁾. La situation s'est encore dégradée entre 1975 et 1977. Les perspectives pour l'avenir ne se présentent pas plus favorablement, du moins, tant que les politiques d'aide des pays industrialisés ne sont pas radicalement changées.

(1) Membres du CAD: R.F. d'Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède, Suisse, Royaume-Uni.

Selon le CAD, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, la Turquie et la Yougoslavie sont des pays en développement.

(2) Estimation de la Commission des Communautés Européennes.

On prête et on donne surtout aux moins pauvres.

Pour savoir quels p.v.d. non exportateurs de pétrole ont le plus bénéficié des apports financiers extérieurs, on les a classés par catégorie de revenu, soit dans deux grands groupes: les pays à faibles revenus ou les "pays pauvres" et les pays à "revenus moyens" (1)

L'aide publique aux pays les plus pauvres a doublé (en dollars), celle aux pays ayant un revenu moyen fut multipliée par deux et demi à trois.

C'est ainsi que les plus pauvres des p.v.d. ont reçu en 1976 seulement 45% de l'aide publique au développement de toute provenance contre 50% en 1970.

Voir tableau VII 12.

Après 1970, les pays membres du CAD, pris collectivement, ont diminué la proportion de leur aide publique allant aux pays les plus démunis, alors que les organismes multilatéraux ont concentré leur aide sur ce groupe de pays.

(1) Les premiers comprennent ceux dont le revenu par habitant était inférieur à 265 dollars en 1975: ce sont 39 pays qui comptent à eux tous 1,2 milliards d'habitants, soit 60% de la population des p.v.d. non exportateurs de pétrole et 25% de la population mondiale.

Les pays à revenu moyen sont classés en trois sous-groupes. Cette classification est celle du CAD. Voir "Examen 1977"; p.66.

EVOLUTION DE LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES APPORTS DE RESSOURCES AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT NON
PRODUCTEURS DE PETROLE AU COURS DES ANNEES 70

	% du total			Dollars par habitant			% du PNB des pays bénéficiaires		
	1970	1973	1976	1970	1973	1976	1970	1973	1976
Aide publique au développement, nette (a)									
Pays ayant un revenu par habitant inférieur à 265 dollars. Total, toutes provenances	50,6	46,8	44,5	2,9	3,9	6,2	2,9	3,2	4,1
dont:									
Pays Membres du CAD	44,9	33,1	21,9	2,6	2,8	3,0	2,6	2,3	2,0
Organismes multilatéraux	5,6	10,4	12,4	0,3	0,9	1,7	0,3	0,7	1,1
Autres donateurs	....	3,3	10,3	....	0,3	1,4	....	0,2	0,9
Pays en développement ayant un revenu moyen. Total	49,4	53,2	55,5	4,1	10,9	10,9	0,9	1,0	1,2
dont, par sous-groupe:									
Revenu par habitant compris entre 266 et 520 dollars	16,7	23,7	28,9	3,8	7,8	15,4	2,1	3,1	4,3
Revenu par habitant supérieur à 1.075 dollars	10,0	12,4	14,3	3,5	6,5	12,2	0,4	0,5	0,6
Revenu par habitant compris entre 521 et 1.075 dollars	22,7	17,0	12,3	4,7	5,2	16,1	1,1	0,9	0,7

(a) Sont exclus les emprunts sur les Euromarchés, qui intéressent principalement les pays à revenu moyen (18,6 milliards de dollars en 1976) et les montants non ventilés par pays (1,6 milliard de dollars d'APD en 1976).

Source : OCDE - CAD - "Examen 1977" p. 67.

Les pays les plus avancés reçoivent également la majorité des prêts bilatéraux publics et privés et des investissements directs.

Cela ressort nettement du tableau VII 13. Un exemple: les p.v.d. dont le revenu par habitant dépasse 1.650 dollars par an ont perçu, dans la moyenne des années 1973 - 1975, 47% des investissements directs, 19% des crédits à l'exportation, 56% des prêts en euro-monnaies, et 34% des prêts publics bilatéraux. La population de ces pays, qui incluent entre autre l'Argentine, l'Uruguay, Singapour, ne représente que 9,4% de la population totale des p.v.d. non producteurs de pétrole.

Cela dit, les p.v.d. les plus avancés sont en général aussi ceux qui offrent les meilleures perspectives de développement et donc les meilleures perspectives de pouvoir rembourser les emprunts contractés. Ainsi ont-ils un accès plus facile au crédit extérieur. "Plus un pays est pauvre, plus il aura des difficultés à régler les échéances de nouvelles dettes contractées aux conditions de marché" (1)

Ce sont les pays à "revenu moyen" d'Amérique latine (2) qui assument la majeure partie de l'endettement des p.v.d., car leurs résultats à l'exportation leur donnent accès aux ressources d'emprunts.

(1) CAD: Examen 1977, p.70.

(2) Argentine, Brésil, Mexique.

PART DES DIFFERENTS GROUPES DE PAYS EN DEVELOPPEMENT NON PRODUCTEURS DE PETROLE ^(a), CLASSES PAR GROUPES DE REVENU ^(b), DANS LES DIVERSES CATEGORIES D'APPORTS NETS DE RESSOURCES FINANCIERES EXTERIEURES, MOYENNE 1973-1975.

Dollars et pourcentages des apports totaux ventilés par pays.					
	Total (millions de dollars)	Pays à faible revenu	Pays à revenu moyen		
		265 dollars ou moins	266 dollars- 520 dollars	521 dollars- 1.075 dollars	Plus de 1.075 dollars
1. Aide publique au développement	13.298	48,1	26,0	14,7	11,2
a) Apports bilatéraux, CAD	7.336	51,8	19,6	13,5	15,1
b) Apports bilatéraux, non CAD	3.500	31,0	44,7	17,9	6,4
c) Apports multilatéraux	2.462	61,1	18,6	13,8	6,5
2. Autres apports multilatéraux à long terme	1.732	8,3	15,1	50,1	26,5
3. Apports publics bilatéraux non assortis de conditions libérales	2.215	10,5	21,0	34,1	34,4
a) CAD	1.421	8,5	2,3	46,2	43,0
b) non CAD	794	14,1	54,7	12,1	19,0
4. Apports privés	17.112	8,6	11,9	32,5	47,0
a) Investissements directs et de portefeuille	9.034	10,0	7,9	35,6	46,5
b) Crédits à l'exportation	1.837	16,1	26,3	38,5	19,1
c) Prêts en euromonnaies (c)	6.241	4,5	13,5	26,1	55,9
5. Total	34.357 ^(d)	24,0	18,1	26,6	31,3
Pour mémoire:					
Pourcentage de la population totale	100,0	59,8	14,4	16,4	9,4
Revenu moyen par habitant en 1975 (dollars)	430	150	350	810	1.650

Source: CAD - Examen 1977, p. 69. (a) Nigéria et Indonésie inclus. (b) Classement se référant au PNB par habitant en 1975. (c) Estimations du Secrétariat établies à partir de données incomplètes. (d) En 1974-1975, le mécanisme pétrolier du FMI et le mécanisme de financement compensatoire ont fourni en outre aux pays en développement un montant de 3,14 milliards de dollars, dont 1,25 milliard aux pays à faible revenu. Les contributions à ces mécanismes ne sont pas considérées comme apports de ressources dans les statistiques du CAD.

Ainsi le service de la dette publique des pays d'Amérique latine, augmenté de leurs paiements au titre du revenu des investissements directs étrangers, représentait en moyenne 27% des exportations de biens et services, durant la dernière décennie et a atteint une moyenne de 29% en 1975 et 1976 ⁽³⁾.

Le rapport endettement/exportations de la plupart des pays à faible revenu s'est également dégradé, en raison notamment des résultats relativement médiocres de leurs exportations et de l'insuffisance de l'aide extérieure que ces pays ont reçue ⁽⁴⁾.

(3) CAD: Examen 1977, p.38 ss.

(4) idem.

D. Le transfert de ressources, par pays d'origine

Aide publique au développement

L'aide publique au développement de toute provenance est en voie de diminution.

Après deux années de croissance relativement rapide, le montant global de cette aide est resté pratiquement au même niveau depuis 1975, ce qui correspond à une diminution à prix constants. Tableau VII 14.

Les pays de l'OPEP fournissent plus d'un quart de l'aide publique au développement.

Après la hausse du prix du pétrole, les pays de l'OPEP ont commencé à assumer une responsabilité accrue dans le transfert des ressources vers les p.v.d. importateurs de pétrole. Leur aide publique s'est multipliée par quatre passant de 1,3 milliards en 1973 à 5,5 milliards en 1977.

Les pays socialistes jouent un rôle insignifiant dans l'aide au développement.

Leur aide fut réduite de moitié entre 1973 et 1976 et ne représente plus que 2,8% de l'aide publique totale de toute provenance.

VERSEMENTS NETS D'APD DES PRINCIPAUX GROUPES DE PAYS DONNEURS

Pays donateurs	Milliards de dollars					% du total				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
CAD (a)	9,4	11,3	13,6	13,7	14,8	79,4	71,7	68,4	70,6	70,8
OPEP	1,3	3,4	5,5	5,2	5,5	11,1	21,9	27,8	26,7	26,3
Pays à économie planifiée	1,1	1,0	0,8	0,5	0,6	9,5	6,4	3,8	2,8	2,8
Total (b)	11,8	15,8	19,8	19,4	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

(a) A l'exclusion de l'aide au Portugal en 1973-1974.

(b) A l'exclusion des contributions relativement peu importantes d'un petit nombre de pays qui n'entrent pas dans les groupes ci-dessous.

Source: CAD.

Les pays riches tendent à réduire encore la faible part de leur revenu consacré à l'aide au développement.

On s'éloigne toujours plus de l'objectif fixé par l'ONU selon lequel les pays industrialisés consacreront d'ici à la fin de la décennie au moins 0,7% de leur produit national brut (PNB) à l'aide publique au développement. Le niveau réel est au moins deux fois inférieur et tend encore à se réduire: 0,33% en 1976 contre 0,35% en 1975. Voir tableaux VII 15 et VII 16.

Quant aux pays de l'OPEP, ils consacrent plus de 2% de leur produit national brut à l'aide publique au développement, mais ils tendent également à relâcher leurs efforts

L'aide publique des pays à économie planifiée (pays socialistes) mérite à peine d'être mentionnée. Elle s'approche du niveau zéro.

Les pays de la Communauté restent en-dessous de la norme.

Parmi les pays de la Communauté, seul les Pays-Bas consacrent plus de 0,7% de leur PNB à l'aide publique au développement. La France, et le Danemark ne sont pas trop loin de cette norme (autour de 0,6%). L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie restent loin derrière. Voir tableau VII 17.

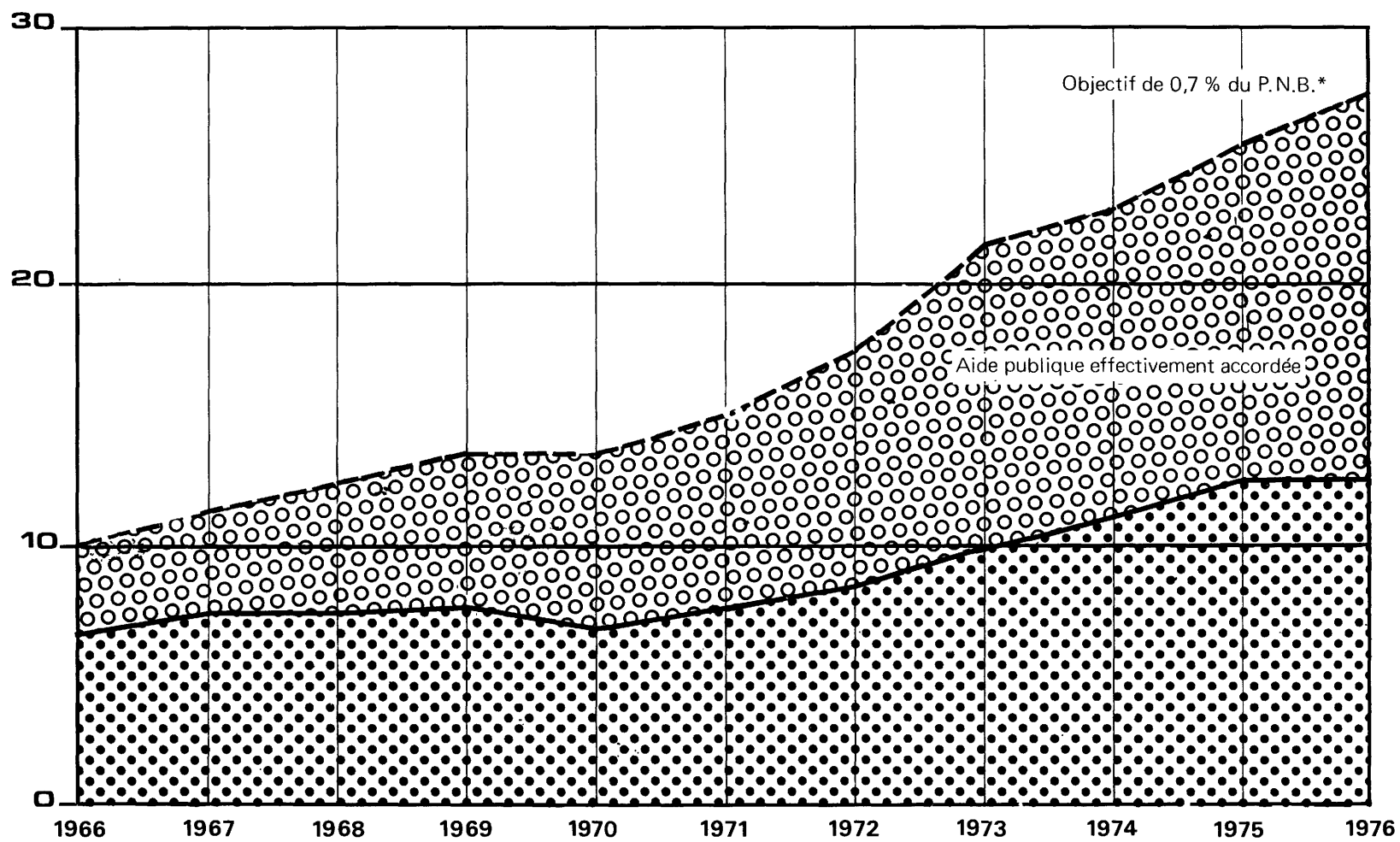
RAPPORT APD / PNB POUR LES PRINCIPAUX GROUPES DE PAYS DONNEURS

en pourcentage

Pays donateurs	1972	1973	1974	1975	1976
Pays du CAD	0,33	0,30	0,33	0,35	0,33
Pays donateurs de l'OPEP	0,69	1,41	2,01	2,70	2,14
Pays à économie planifiée	0,09	0,09	0,07	0,05	0,03

Source: CAD, Examen 1977, p. 78.

LES PAYS DEVELOPPES PRENNENT DE PLUS EN PLUS DE RETARD SUR LEUR OBJECTIF



* Aux prix et aux taux de change courants.

SOURCE : LE MONDE — L'ANNEE ECONOMIQUE ET SOCIALE — 1977

L'AIDE PUBLIQUE NETTE AU DEVELOPPEMENT EXPRIMEE EN POURCENTAGE DU PNB
DES PAYS DONNEURS (CAD)

	Moyenne 1966-1968	1970	1974	1975	1976	1977
Australie	0,57	0,59	0,55	0,60	0,42	0,45
Autriche	0,13	0,07	0,18	0,17	0,12	0,24
Belgique	0,43	0,46	0,51	0,59	0,51	0,46
Canada	0,30	0,42	0,48	0,55	0,46	0,51
Danemark	0,21	0,38	0,55	0,58	0,56	0,61
Finlande	0,05	0,07	0,17	0,18	0,18	0,17
France	0,69	0,66	0,59	0,62	0,62	0,63
Allemagne	0,39	0,32	0,37	0,40	0,31	0,27
Italie	0,18	0,16	0,14	0,11	0,13	0,09
Japon	0,28	0,23	0,25	0,23	0,20	0,21
Pays-Bas	0,48	0,61	0,63	0,75	0,82	0,85
Nouvelle-Zélande	0,21	0,23	0,31	0,52	0,41	0,35
Norvège	0,22	0,32	0,57	0,66	0,70	0,82
Suède	0,26	0,38	0,72	0,82	0,82	0,99
Suisse	0,10	0,15	0,14	0,19	0,19	0,19
Royaume-Uni	0,43	0,36	0,37	0,37	0,38	0,38
Etats-Unis	0,41	0,31	0,24	0,26	0,25	0,22
TOTAL CAD	0,40	0,34	0,33	0,35	0,33	0,31

Source : CAD/OCDE

Les Etats-Unis, le Japon et la Suisse font encore moins d'effort.

Dans chacun de ces trois pays, l'aide publique au développement représente moins de 0,25% du produit national brut.

Etant donné leur poids économique et leur population, les Etats-Unis et le Japon se rangent néanmoins en tête des principaux pays donateurs d'aide.

Voir tableau VII 18.

Les Etats membres de la Communauté, pris dans leur ensemble, restent, comme ils l'ont toujours été, la source d'aide la plus importante pour les p.v.d.

En 1977, ils fournissaient 6,3 milliards de dollars au titre de l'aide publique nette au développement, soit 30% des apports totaux d'APD et 43% de ceux du CAD. Cette performance dépasse largement le poids économique de la Communauté au sein des pays donateurs (22% du PNB combiné des pays donateurs) et au sein des pays industrialisés occidentaux (33% du PNB combiné des pays du CAD).⁽¹⁾

(1) Source: Le Transfert des ressources réelles aux p.v.d.: position des pays membres de la Communauté. Doc. cité

L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT DES PAYS DU C.A.D.

Versements nets

en millions de dollars

	1970	1974	1975	1976	1977
Australie	202,4	430,3	506,8	385,0	426,6
Autriche	10,6	59,4	64,4	48,2	117,8
Belgique	119,7	271,4	377,7	340,1	371,0
Canada	346,3	711,4	879,7	886,5	991,5
Danemark	59,1	168,2	205,3	214,4	255,4
Finlande	6,8	37,9	48,2	50,7	48,7
France	971,0	1.615,6	2.093,2	2.145,5	2.393,9
Allemagne	599,0	1.433,4	1.688,8	1.384,0	1.386,0
Italie	147,2	216,2	182,3	226,3	168,0
Japon	458,0	1.126,2	1.147,7	1.104,9	1.420,9
Pays-Bas	196,4	436,0	604,0	719,9	899,6
Nouvelle-Zélande	13,7	39,2	65,8	53,2	50,4
Norvège	36,7	131,4	183,7	218,0	294,9
Suède	117,0	401,7	566,0	607,6	779,4
Suisse	30,2	67,7	103,6	112,3	118,0
Royaume-Uni	446,9	717,1	864,0	835,2	914,1
Etats-Unis	3.046,0	3.437,0	4.007,0	4.334,0	4.123,0
Total pays du CAD	6.807,0	11.302,1	13.588,2	13.665,8	14.759,2

Source: CAD.

Les Etats membres de la Communauté se sont engagés à augmenter le volume de leur aide (APD) de façon effective et substantielle.

Cet engagement fut pris conformément à l'accord conclu à la 7ième Session Spéciale de l'Assemblée des Nations Unies, visant la réalisation de l'objectif de 0,7% d'ici la fin de la décennie, en ayant à l'esprit la forme sous laquelle il a été conclu. Les efforts qu'ils déploieront dans ce but seront d'autant plus grands que leur performance relative aura été plus faible.

Par ailleurs, les Etats membres ont convenu que, dans la mesure du possible, le volume de leur aide ne devrait pas être influencé, à l'avenir, par des difficultés budgétaires ou des problèmes de balance de paiements.

Pour 1978, plusieurs Etats membres prévoient une progression de leur APD s'échelonnant entre 10 et 30% ou même au-delà. Pour les Etats membres qui ont établi des prévisions à moyen terme, le taux d'accroissement se situe entre 40 et 60% pour la période 1977-1981.

Une part croissante de l'aide publique des pays membres de la Communauté est accordée sous forme de don.

La part des dons dans l'APD de la Communauté a progressé de 13% entre 1972 et 1976, alors que l'élément-don global de son APD progressait de 7%. Ces performances sont supérieures à la moyenne du CAD et à la performance des autres pays donateurs. Voir tableau VII 19.

Par ailleurs, l'aide spécifiquement communautaire (Fonds Européen de Développement et Budget de la C.E.) a atteint en 1976 des performances particulièrement remarquables, avec 89,2% de dons et un élément-don global de 95,7%.

En 1976, 25% de l'APD totale des Etats membres de la C.E. étaient canalisés par des organismes multilatéraux.

Cette aide n'est donc pas liée obligatoirement à des achats par les p.v.d. dans les pays donateurs. Mais en fait, une partie de cette aide revient néanmoins sous forme de commandes.

L'aide bilatérale publique des Etats membres (soit 75% du total) était totalement "déliée" à raison de 48% et partiellement déliée à raison de 7% ⁽¹⁾.

(1) Source: Le Transfert de Ressources réelles aux p.v.d., position des pays membres de la C.E., doc. cit.; p.14.

EVOLUTION DES CONDITIONS DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT (1972-1976)

- base engagements -

	Dons en % de l'APD totale					Elément-don global de l'APD				
	1972	1973	1974	1975	1976	1972	1973	1974	1975	1976
Pays du CAD	64,0	66,2	64,9	69,3	69,6 (3)	84,8	87,5	86,0	88,6	88,5 (1)
dont C.E.	67,1	69,4	64,6	77,2	76,0	84,2	87,5	87,2	91,0	90,3
Pays de l'OPEP	....	....	64,6	48,2	62,9	....	....	79,0	72,3	79,3
Pays à économie (2) d'état	9,3	22,9	21,5	17	17	69,1	57,3	54,5	54,5	45,0

(1) En 1977, l'élément don a atteint 89,0%.

(2) chiffres indicatifs d'après CAD/OCDE.

(3) 1977: 71,5%.

Source: CAD/OCDE

Quant à l'aide publique de l'ensemble des pays donateurs, plus d'un quart est canalisé par des institutions multilatérales et internationales.

Cela vaut également pour les prêts aux conditions de marché. L'importance relative des institutions internationales est démontrée dans le tableau VII 20.

Plus de 40% de l'aide publique bilatérale des pays membres de la Communauté vont dans les p.v.d. les plus pauvres.

Les moyennes 1974-1976 permettent en effet de constater que les p.v.d. ayant un revenu (PNB) par tête inférieur à 200 dollars en 1972 ont reçu 41% de l'APD bilatérale. Ces pourcentages sont respectivement 40,2% pour les pays les plus sérieusement affectés (MSA)⁽¹⁾ et 15,9% pour les pays les moins avancés (LLDC): Pour l'APD spécifiquement communautaire (FED et Budget de la C.E.), les pourcentages sont de 68,5% pour les p.v.d. ayant un PNB par tête inférieur ou égal à 200 dollars en 1972, de 75,5% pour les MSA et de 41,5% pour les LLDC.

(1) On désigne par "MSAC" (most seriously affected countries) les pays les plus affectés par la crise économique et notamment par la hausse du prix de pétrole. Ce groupe de pays n'est pas identique avec celui des pays les moins développés (least developed countries = LLDC).

Source: Commission des Communautés Européennes.

APPORTS DES PRINCIPAUX ORGANISMES MULTILATERAUX ET DONNEURS PUBLICS BILATERAUX

Versements nets

Millions de dollars.

	Appports libéraux			Appports totaux		
	1974	1975	1976	1974	1975	1976
Institutions multilatérales	2.847	3.824	(3.749)	4.650	6.423	(6.473)
Groupe de la Banque Mondiale	901	1.086	1.326	2.247	3.064	3.243
dont:						
IDA	901	1.086	1.311	901	1.086	1.310
Nations Unies	939	1.457	(1.400)	939	1.457	(1.400)
dont:						
PNUD	328	436	(406)	328	436	(406)
PAM	158	322	(284)	158	322	(284)
Banques régionales	293	413	369	708	936	936
CEE	598	722	501	614	748	559
Institutions de l'OPEP et des pays arabes	116	147	(153)	142	218	605
Appports publics bilatéraux (a)	12.267	15.502	14.417	15.543	20.034	19.272
CAN	8.257	9.815	9.495	10.456	12.760	12.682
OPEP	3.015	4.947	4.387	3.997	6.444	5.980
Pays à économie planifiée	995	740	535	1.090	830	610

(a) Exclusion faite des contributions des pays qui ne sont membres ni du CAD ni de l'OPEP, ni du CAEM.

Source: CAD, Examen 1977, p. 79.

L'aide bilatérale publique répond donc assez peu à des critères de pauvreté. Tout au moins, si l'on définit comme "pays les plus pauvres" les p.v.d. ayant un revenu égal ou inférieur à 200 dollars. Ceux-ci ont bénéficié de 42% de l'aide publique des pays de la Communauté, alors qu'ils réunissent 63% de la population totale du Tiers-Monde. Inversément, les p.v.d. relativement plus développés ont bénéficiés d'une part de l'aide plus grande (58%) que leur part dans la population totale (37%) ⁽¹⁾.

Les pays membres ont chacun leur préférence quant à la destination de leur aide

La politique d'aide est influencée, d'une part, en fonction des besoins des pays bénéficiaires, et d'autre part par les liens particuliers qu'entretiennent certains Etats membres avec certains p.v.d.

Le tableau VII 21 montre que l'aide publique des pays de la Communauté se répartit d'une manière très différenciée aux régions géographiques des p.v.d.

L'aide de la Belgique se dirige en premier lieu vers le Zaïre, celle de l'Italie vers les pays du bassin méditerranéen, l'aide des Pays-Bas vers les Antilles néerlandaises et le Surinam, celle de la France vers les anciennes colonies françaises en Afrique et celle de la Grande-Bretagne vers les pays du Commonwealth.

(1) Commission des Communautés Européennes

REPARTITION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD) BILATERALE ET DES FLUX CONCESSIONNELS MULTILATERAUX
PAR CONTINENTS. (en pourcentage)

Bénéficiaires Donneurs	Moyenne annuelle 1969 - 1971					Moyenne annuelle 1972 - 1974				
	TOUS PVD	EUROPE	AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE ET OCEANIE	TOUS PVD	EUROPE	AFRIQUE	AMERIQUE	ASIE ET OCEANIE
Belgique	100	2,2	82,4	3,8	11,6	100	1,8	77,3	3,7	17,2
Danemark	100	1,0	56,9	10,5	31,6	100	0,2	58,2	2,5	39,1
France	100	2,9	61,6	22,2	13,3	100	1,2	60,9	21,5	16,4
Rép.féd.Allemagne	100	11,1	24,3	15,7	48,9	100	13,5	26,0	11,8	48,7
Italie	100	30,9	36,3	4,3	28,5	100	26,4	46,8	5,5	21,3
Pays-Bas	100	1,3	9,7	41,7	47,3	100	1,9	18,3	34,1	45,7
Royaume-Uni	100	6,9	32,1	11,4	49,6	100	4,6	31,5	11,1	52,8
(1) Total APD bilatéral des Etats membres	100	7,6	42,8	17,2	32,4	100	6,2	43,7	16,2	33,9
(2) Total APD bilatéral des pays du CAD	100	4,6	23,2	15,4	56,8	100	4,2	26,7	12,9	56,2
(3) Total Flux concessionnels multilatéraux dont :	100	3,5	35,2	29,6	31,7	100	1,6	32,5	23,7	42,2
(3a) C.E. multilatéral	100	2,7	78,8	6,3	12,2	100	0,9	69,6	6,8	22,7
(4) Total (2)+(3) dont:	100	4,4	25,0	17,6	53,0	100	3,7	27,8	15,0	53,5
(1) + (3a)	100	7,2	45,4	16,4	31,0	100	5,7	46,0	15,3	33,0

Source: C.E.: Répartition de l'Aide Publique au Développement bilatérale des pays membres : Doc. SEC (77) 4023; 1977
Pourcentages calculés par l'auteur.

L'Aide de la République fédérale d'Allemagne est la moins concentrée et se dirige surtout vers les pays d'Asie (Inde, Indonésie, Pakistan, Israël, Bangladesh).

Quant à l'aide bilatérale publique de tous les pays de la Communauté, 44% sont allés vers l'Afrique (moyenne 1972-1974) et 34% vers l'Asie et l'Océanie.

(1) Commission des Communautés Européennes: "Répartition géographique de l'aide des pays membres". Doc. SEC (77) 3023; 1977.

Les apports financiers nets totaux, publics et privés, effectués par les Etats membres de la Communauté ont connu une progression sensible.

Ils sont passé de 6 milliards de dollars en 1970 à près de 18 milliards en 1976 (versements nets). Ces apports ont donc été multipliés par 3 tandis que le PNB combiné des Etats membres était multiplié par 2,2 au cours de la même période. Ceci se traduit par une progression du ratio apports nets totaux/PNB de 0,97% en 1970 à 1,2 % en 1976, soit nettement au-delà, à la fois de l'objectif de 1% du PNB et de la moyenne des pays du CAD (0,97% en 1976). Voir tableau VII 22.

Toutefois, si l'on tient compte de l'érosion monétaire et de la variation des taux de change, la progression des apports nets (publics et privés) a été beaucoup plus faible.

La performance des pays membres de la C.E. a été cependant très inégale.

En 1976, les flux financiers totaux des Pays-Bas vers les p.v.d. représentaient 1,96% de son produit brut, mais ceux de l'Italie seulement 0,87%. Les autres pays membres se situent entre ces deux extrêmes. Voir tableau VII 22.

IMPORTANCE DES APPORTS TOTAUX ET DE L'APD PAR RAPPORT AU PNB

(base: versements nets) (% PNB)

ORIGINE	1970		1973		1974		1975		1976	
	Apports totaux	APD	Apports totaux	APD	Apports totaux	APD	Apports totaux	APD	Apports totaux	APD
Belgique	1,19	0,46	1,10	0,51	1,12	0,51	1,36	0,59	1,83	0,51
Danemark	0,54	0,38	0,74	0,48	0,68	0,55	0,78	0,58	1,27	0,56
France	1,24	0,66	1,10	0,58	1,22	0,59	1,16	0,62	1,53	0,62
Allemagne	0,79	0,32	0,52	0,32	0,83	0,37	1,19	0,40	1,19	0,31
Italie	0,73	0,16	0,47	0,14	0,28	0,15	0,95	0,11	0,87	0,13
Pays-Bas	1,34	0,61	1,03	0,54	1,31	0,63	1,55	0,75	1,96	0,82
Royaume-Uni	1,02	0,36	0,83	0,34	1,20	0,38	1,02	0,37	0,99	0,38
EUR-9	0,97	0,36	0,76	0,39	0,95	0,42	1,14	0,45	(1,2) ^o	(0,4)
Etats-Unis	0,63	0,31	0,64	0,23	0,71	0,25	1,15	0,26	0,72	0,25
Japon	0,92	0,23	1,44	0,25	0,65	0,25	0,59	0,23	0,72	0,20
Total pays du CAD	0,77	0,34	0,79	0,30	0,81	0,33	1,05	0,35	0,97	0,33

° () - provisoire.

Source: CAD (OCDE), Examen 1974, 1975, 1976, 1977.

E. Les investissements privés dans le Tiers-Monde

Les investissements étrangers peuvent jouer un rôle important dans le développement économique du Tiers-Monde.

A condition, toutefois, qu'ils s'insèrent dans une stratégie de développement bien définie ⁽¹⁾. Presqu'aucun pays en voie de développement n'ouvre ses frontières aux investissements directs étrangers, sans restrictions. Ceux qui y ont recours en attendent principalement les avantages suivants:

- un apport supplémentaire de capital.
- un transfert de technologie, d'expérience en management et marketing.
- l'ouverture de marchés d'exportation.
- la création d'emplois.
- une meilleure utilisation des ressources naturelles du pays.

(1) En fait, la fonction réelle des investissements directs étrangers est l'objet de grandes controverses. Les uns y voient principalement un instrument de domination économique, les autres un instrument pour promouvoir la croissance et les échanges. Les deux thèses peuvent s'appuyer sur des arguments solides. Le bilan des avantages et inconvénients dépend de nombreux facteurs qui ne peuvent être discutés dans ce dossier.

Les sociétés étrangères et multinationales cherchent à s'implanter dans les pays du Tiers-Monde principalement pour les raisons suivantes :

- pour avoir accès aux marchés des p.v.d. (sociétés commerciales)
- pour avoir accès aux produits de base (par exemple: sociétés minières, industries agro-alimentaires)
- pour une meilleure rentabilisation de leur capital (recours à une main-d'oeuvre bon marché, avantages fiscaux; exemple: sociétés industrielles).

Cela dit, il peut y avoir une convergence d'intérêts entre les investisseurs étrangers qui cherchent des marchés, des sources d'approvisionnement et le recours à une main-d'oeuvre bon marché, et les p.v.d. qui cherchent à avoir un accès plus large au capital et à la technologie des pays industrialisés.

Pour être attirés dans les p.v.d., les sociétés étrangères demandent généralement une protection de leurs intérêts et notamment des garanties contre les risques d'une expropriation de leurs biens.

Depuis quelques années, les p.v.d. attirent moins d'investissements directs.

Dans la période 1965-1973, les investissements privés directs des pays industrialisés dans les Tiers-Monde avaient connu une progression rapide. De 2,2 milliards de dollars par an, ils étaient portés à 6,7 milliards. En termes réels, cela représentait une multiplication par deux. Voir tableau VII 23.

Toujours en termes réels, ces investissements sont en déclin depuis 1973. Ceci tout au moins sur le plan global.

Les données sur la distribution sectorielle des investissements directs étrangers sont très fragmentaires.

A la fin de 1972, un tiers des avoirs totaux des pays industrialisés dans les pays du Tiers-Monde était concentré dans le secteur pétrolier, un autre tiers dans le secteur industriel et un peu moins de 10% dans le secteur minier. Voir tableau VII 24.

La chute globale des investissements étrangers directs en provenance des pays industrialisés semble être due à une forte diminution des investissements des compagnies pétrolières.

INVESTISSEMENTS PRIVES DIRECTS ⁽¹⁾ DES PAYS INDUSTRIALISES ⁽²⁾ AUX P.V.D.

- flux nets en milliards de dollars -

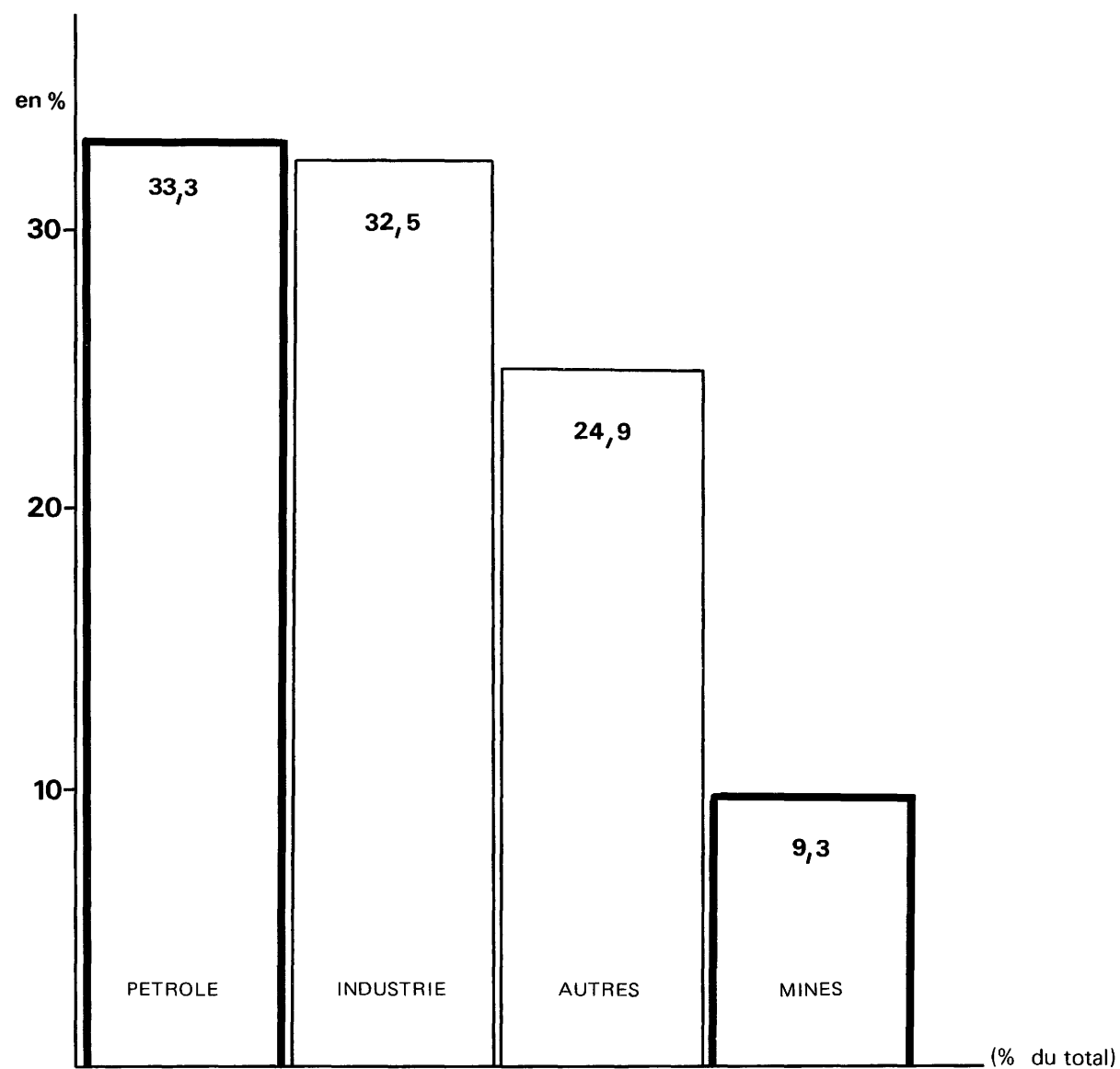
	1965-67	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
en termes nominaux	2.245,4	3.543,1	3.631,5	4.473,6	6.710,6	7.084,1	10.329,8	7.564,8
en termes réels aux prix de 1970	2.511,6	3.543,1	3.471,8	3.969,5	5.091,5	4.544,0	5.916,3	4.102,8

(1) Investissements directs nouveaux + réinvestissements (sans investissements de portefeuille)

(2) Pays membres du CAD

Source: OCDE

DISTRIBUTION SECTORIELLE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS DANS LES P.V.D. (CAD – 1972)



SOURCES : O.E.C.D., PLANNING, INCOME DISTRIBUTION, PRIVATE FOREIGN INVESTMENT (1974) *

La moitié des investissements directs va dans les pays d'Amérique latine.

L'Asie et l'Océanie ont reçu 22%, l'Afrique 15%, l'Europe du Sud 8,5% et le Moyen-Orient 5%. Voir tableau VII 25.
Les chiffres datent de 1975.

Les Etats-Unis fournissent plus de la moitié des investissements directs effectués par les pays industrialisés dans le Tiers-Monde.

Les autres pays industrialisés, avec en tête le Royaume-Uni, se partagent 46% des investissements.
Voir tableau VII 26.

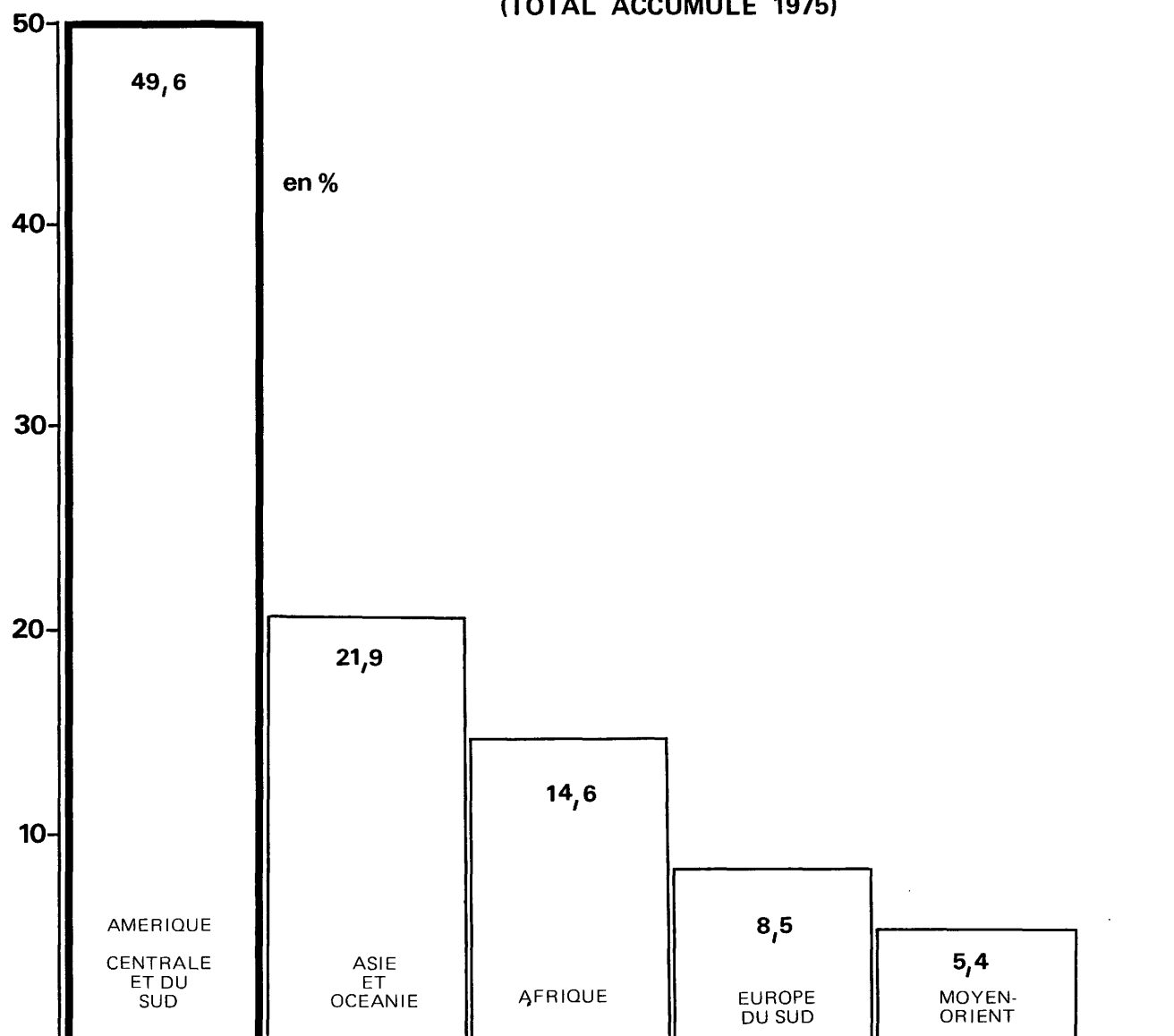
Les investissements directs des pays de la Communauté dans le Tiers-Monde sont en recul.

Cela vaut aussi bien pour le montant en termes réels et pour la part des investissements étrangers directs effectués dans les pays du Tiers-Monde.

En termes réels, les investissements ont fléchi de 25% (1976) par rapport à 1973. Voir tableau VII 27

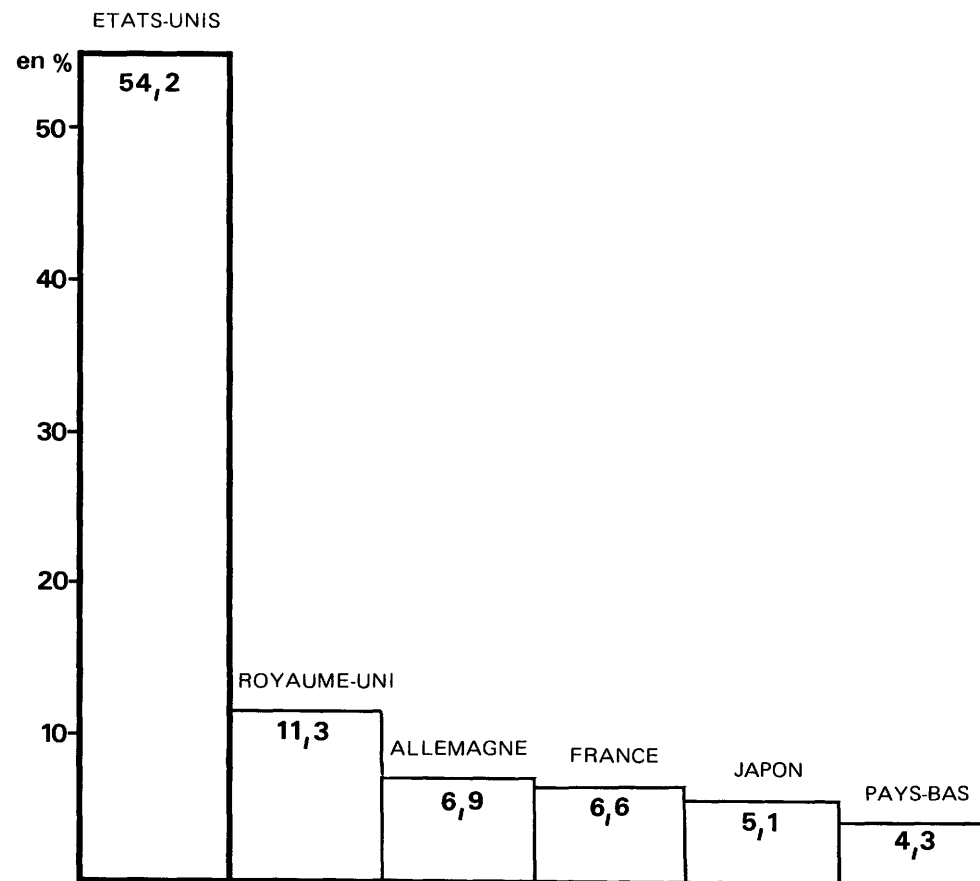
En 1971, 41% des investissements directs effectués par les pays de la Communauté dans les pays tiers étaient destinés aux pays du Tiers-Monde. Cette part a fléchi depuis lors.
Voir tableau VII 28.

LES INVESTISSEMENTS DES PAYS DE C.A.D. DANS LES P.V.D.: DISTRIBUTION REGIONALE
(TOTAL ACCUMULE 1975)



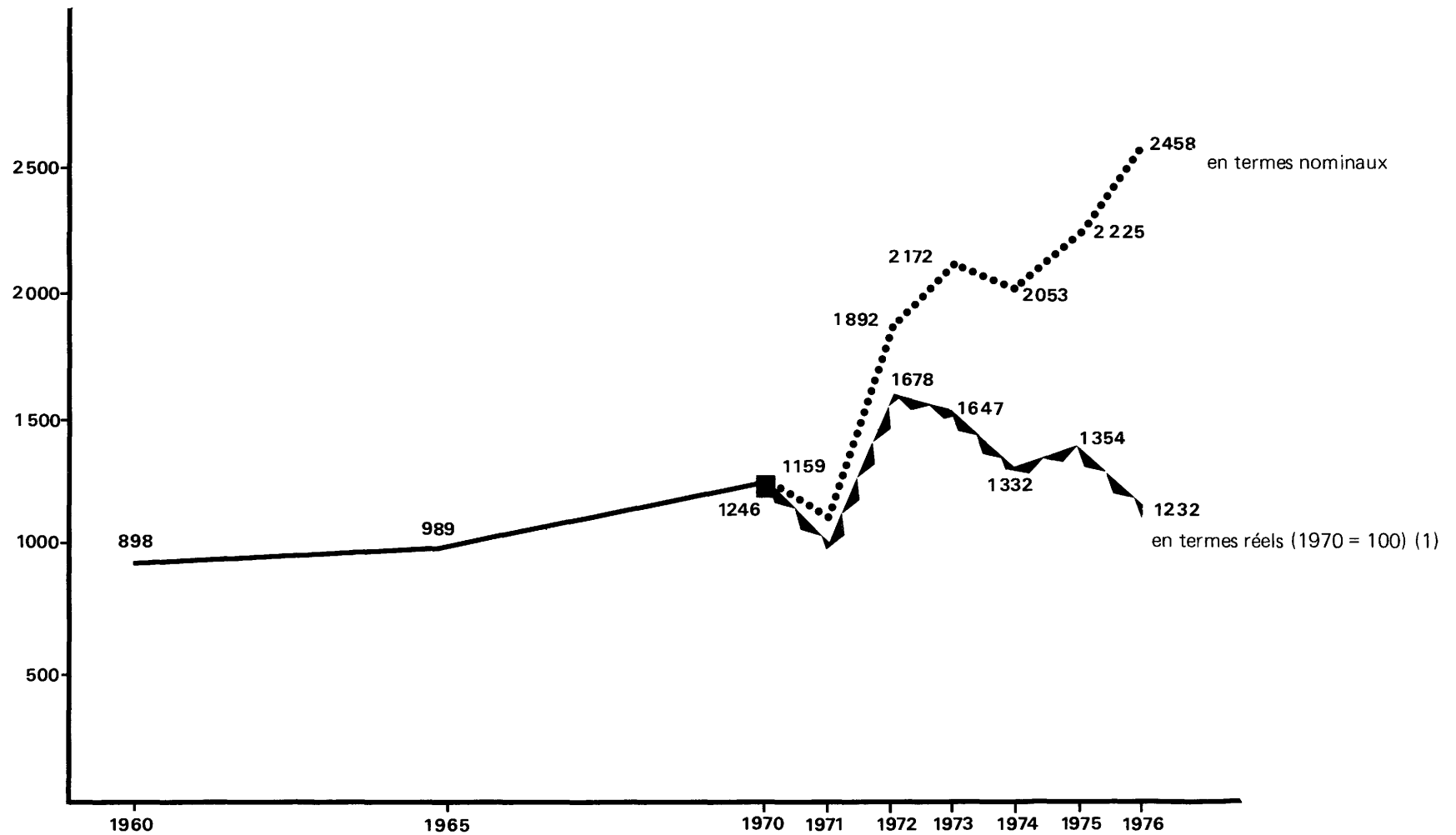
SOURCE : EDGAR KRÖLLER, "THE EXPERIENCE OF O.E.C.D. IN PROMOTING INVESTMENT AMONG O.E.C.D. COUNTRIES AND BETWEEN THEM AND DEVELOPING COUNTRIES", SEPT. 77. *

C.A.D.: TOTAL ACCUMULE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS PRIVES PAR PAYS D'ORIGINE (1975)



SOURCE: EDGAR KRÖLLER, o.c., PAG. 26 *

EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS DE LA C.E. DANS LES P.V.D. (1960 - 1976)
(MILLIONS U.S. DOLLARS)



(1) voir Annexe du document COM (77) 373/6 de la C.C.E.: "Encouragement des investissements dans les P.V.D.".

SOURCE: O.E.C.D. - Developing Cooperation, Review 1971 - 76 issues.



LA PART DES P.V.D. DANS LES INVESTISSEMENTS DIRECTS DES PAYS DE LA COMMUNAUTE
DANS LES PAYS TIERS.

(en pourcent)

1970	1971	1972	1973	1974	1975
40	43	35	31	27	37

Source: Commission des Communautés Européennes.

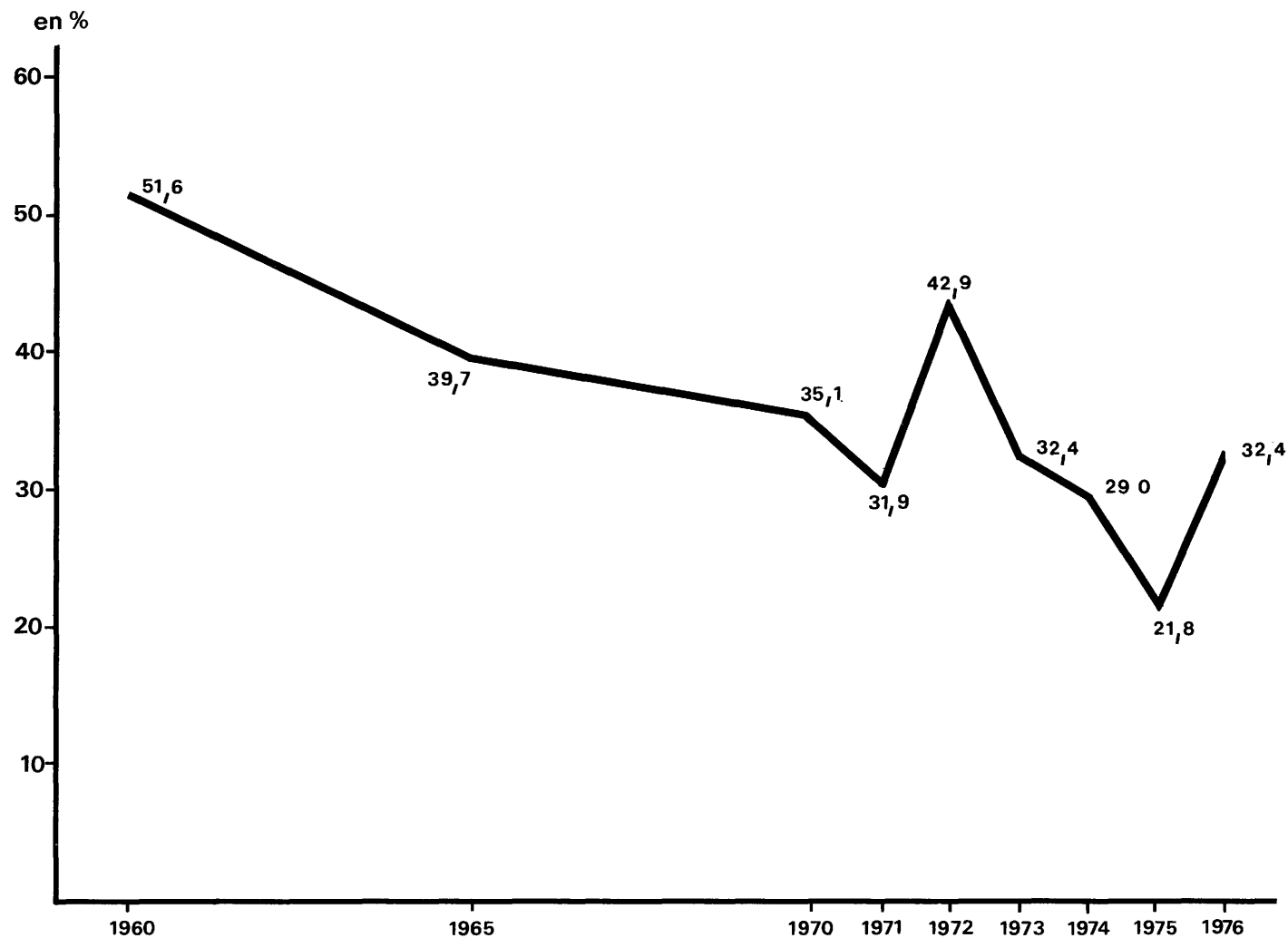
La participation des pays de la Communauté dans les investissements directs privés de l'ensemble des pays industrialisés au Tiers-Monde est également en déclin. Les investissements nouveaux des pays de la Communauté représentent, depuis 1973, moins d'un tiers de ceux de l'ensemble des pays de l'OCDE.

Voir tableau VII 29

Dans la répartition des flux par pays membres de la C.E., on constate un recul de la part de la France et une forte augmentation de celle de l'Allemagne. La participation des autres pays membres varie relativement peu.

Voir tableau VII 30.

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS DE LA C.E., DANS LES P.V.D.
PAR RAPPORT AUX AUTRES PAYS DU C.A.D.
(1960 - 1976)



SOURCE : C.A.D. (O.C.D.E.), EXAMEN 1977



C.E. : EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS DES ETATS-MEMBRES DANS LES P.V.D.
(1960, 1970 ET 1973, 1976) (Flux annuels)

	1960		1970		1973		1974		1975		1976	
	millions de dollars	% total Eur-9	millions de dollars	% total Eur-9	millions de dollars	% total Eur-9	millions de dollars	% total Eur-9	millions de dollars	% total Eur-9	millions de dollars	% total Eur-9
Belgique	38	4,2%	46	3,7%	48	2,2%	50	2,4%	69	3,1%	236	9,6%
Danemark	8	0,9%	8	0,6%	16	0,7%	26	1,3%	20	0,9%	30	1,2%
France	279	31,1%	235	18,7%	287	13,2%	239	11,6%	274	12,3%	246	10,0%
Allemagne	103	11,5%	318	25,4%	787	36,2%	701	34,1%	816	36,7%	765	31,1%
Italie	76	8,5%	123	9,8%	246	11,3%	100	4,9%	150	6,7%	213	8,7%
Pays-Bas	128	14,3%	183	14,6%	89	4,1%	242	11,8%	229	10,3%	245	10,0%
Royaume-Uni	266	29,5%	341	27,2%	699	32,3%	695	33,9%	667	30,0%	723	29,4%
Eur-9	898	100,0%	1.254	100,0%	2.172	100,0%	2.053	100,0%	2.225	100,0%	2.458	100,0%

Source: OCDE - CAD, Examen annuel.

Les entreprises allemandes investissent dans l'industrie, celles de la France dans le secteur primaire et celles du Royaume-Uni et de l'Italie dans le secteur des services.

Seulement les quatre pays mentionnés publient des données sur la ventilation par secteurs de leurs investissements privés dans le Tiers-Monde. Ces données sont d'ailleurs fragmentaires. Le tableau VII 31 fait ressortir les grandes différences existant entre les pays membres, concernant l'affectation sectorielle de leurs investissements privés dans le Tiers-Monde.

Une ventilation plus détaillée des investissements allemands se trouve dans le tableau VII 32.

Les investissements européens dans le secteur minier des p.v.d. accusent une forte baisse. (1)

Cela doit étonner si l'on considère l'importance des approvisionnements en matières premières pour l'industrie européenne. A l'exception des années 1970 et 1971, où des grands projets d'investissements avaient été réalisés dans les pays d'Océanie, la décennie 1966-1976 a connu une diminution réelle des investissements européens dans le secteur minier du Tiers-Monde. Ceci vaut surtout pour l'Afrique. Voir tableau VII 33.

(1) Voir également chapitre sur les matières premières.

VENTILATION PAR SECTEUR DES INVESTISSEMENTS PRIVES DIRECTS DE CERTAINS PAYS DE
LA COMMUNAUTE DANS LE TIERS-MONDE.

(en pourcent)

Secteur	France			Italie			Royaume-Uni		Allemagne		
	74	75	76	74	75	76	74	75	74	75	76
(1) Matières premières	27	38	41	65	53	16	6 ⁽²⁾	3 ⁽²⁾	13	20	11
Industries manuf manufacturières	44	25	25	17	8	30	56	42	55	59	65
Transports et services	29	37	34	18	39	54	38	55	32	21	24
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Une grande partie de ces investissements privés est destinée à la prospection de pétrole.

(2) Ne couvrent pas les investissements dans le secteur "Pétrole et carburants liquides".

Source: Commission des Communautés Européennes.

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS DE L'ALLEMAGNE DANS LES P.V.D.; INVESTISSEMENTS NETS PAR SECTEURS
1972 - 1976 (a)

	en millions de dollars						Total additionné (1952-1976)	Total en %		
	1972	1973	1974	1975	1976	1972-76	1972-1976	1976	1952-76	
<u>Agriculture, Sylviculture, pêche</u>	6,2	1,0	25,2	4,6	-6,9	30,1	38,6	1,1	-0,9	0,7
<u>Secteur minier</u>	-83,4	15,1	31,7	112,9	94,2	170,5	398,6	6,0	12,3	7,1
Charbon	-87,6	-0,7	-4,8	0,04	0,04	-93,1	5,1	-3,3	0,01	0,1
Pierres, sels	-1,6	0,04	0,1	0,2	0	-1,3	2,0	0,05	0	...
Autres minerais	0,2	0,7	7,6	6,3	4,1	18,9	50,6	0,7	0,5	0,9
Gaz (y compris gaz naturel)	5,6	14,4	28,7	103,6	88,8	241,1	335,5	8,5	11,6	5,9
<u>Produits manufacturés</u>	194,9	203,3	244,2	354,1	500,4	1.496,9	3.504,9	52,5	65,3	62,1
Produits chimiques	35,3	41,5	79,8	115,2	135,1	406,9	968,3	14,3	17,6	17,2
Produits pétroliers	88,7	1,2	-54,9	30,1	53,8	118,9	159,4	4,2	7,0	2,8
Caoutchouc	0,2	0,7	5,4	4,5	4,8	15,6	38,4	0,5	0,6	0,7
Fer et acier	10,5	3,8	19,2	21,5	26,7	81,7	242,5	2,9	3,5	4,3
Produits pharmaceutiques	6,8	6,3	14,5	10,9	6,2	44,7	138,9	1,6	0,8	2,5
Machines	2,7	18,0	38,1	55,6	60,8	175,2	372,8	6,2	7,9	6,6
Automobiles	-9,2	46,2	43,2	25,8	15,4	121,4	460,0	4,3	2,0	8,2
Machines électriques	20,6	31,6	38,5	64,1	134,5	289,3	571,2	10,1	17,6	10,1
Produits métalliques	0,8	4,2	2,1	3,5	14,4	25,0	44,0	0,9	1,9	0,8
Cuir	3,3	2,3	3,1	3,6	5,6	17,9	37,3	0,6	0,7	0,7
Textiles (y compris vêtements)	3,5	5,3	13,7	8,0	3,9	34,4	59,5	1,2	0,5	1,1
Produits alimentaires	2,7	-7,7	5,1	4,6	5,5	10,2	53,7	0,4	0,7	1,0
Tabac	3,8	9,2	4,2	3,4	-0,2	20,4	62,2	0,7	-0,03	1,1
<u>Autres industries</u>	258,2	443,9	142,8	130,4	178,1	1.153,4	1.701,2	40,4	23,3	30,1
Construction	3,3	4,8	3,9	4,1	19,5	35,6	53,6	1,2	2,5	0,9
Commerce	23,3	10,4	6,2	-29,1	1,5	12,3	56,9	0,4	0,2	1,0
Transport	49,9	11,3	11,4	37,4	27,8	137,8	176,2	4,8	3,6	3,1
Hôtel & services	30,5	322,8	11,4	8,3	2,9	375,9	412,6	13,2	0,4	7,3
Frais et assurance	28,1	41,9	53,3	58,7	86,0	268,0	487,7	9,4	11,2	8,6
<u>Total</u>	375,9	663,3	443,9	602,0	765,8	2.850,9	5.643,3	100,0	100,0	100,0

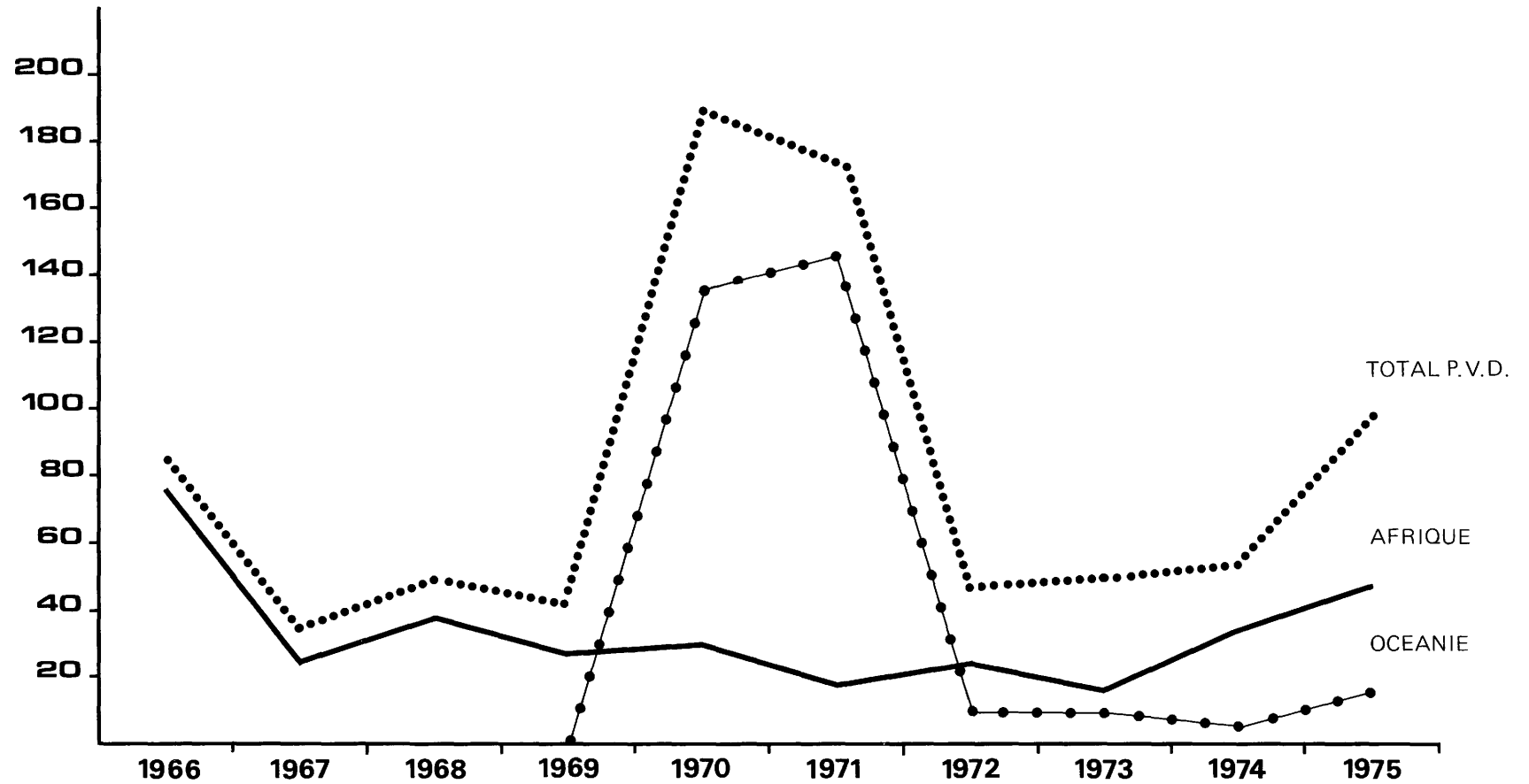
(a) Les gains réinvestis ne sont pas compris, faute de données.

Note: La somme des détails par secteurs ne correspond pas au total, parce que la liste des secteurs est incomplète.

Source: Bundesminister der Justiz, Bundesanzeiger.

**C.E. : EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS PRIVES DANS LE SECTEUR MINIER DES P.V.D.,
PAR REGIONS DE DESTINATION, 1966 – 1975
(EN MILLIONS DE DOLLARS 1976)**

Millions de dollars 1976



SOURCE : EUROPEAN GROUP OF MINING COMPANIES



Il semble bien que les sociétés européennes redoutent les risques politiques qui pourraient affecter leurs investissements miniers dans de nombreux p.v.d. Il faut avoir à l'esprit que dix ou quinze années peuvent s'écouler entre la phase de prospection et l'exploitation à plein rendement d'un projet minier. Ainsi, les sociétés minières européennes orientent-elles leurs investissements privés de plus en plus vers les pays industrialisés.

Leurs investissements dans le Tiers-Monde représentaient en 1970 encore 35% de leurs investissements totaux, et en 1975 seulement 25%. La chute aurait été encore plus forte sans l'aide publique et les subsides, par lesquels certains gouvernements de la Communauté tentent à encourager les investissements miniers dans le Tiers-Monde.

LES OBJECTIFS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE ENERGETIQUE DE LA COMMUNAUTE

L'objectif prioritaire de la politique énergétique de la Communauté :
réduire la dépendance à l'égard du pétrole.

Toutes les analyses récentes de l'évolution future du marché pétrolier mondial font ressortir les risques de hausses des prix et de limitation physique des disponibilités qu'entraînerait la poursuite d'une forte croissance de la demande de pétrole.

C'est pourquoi la Commission de la C.E. a proposé aux Etats membres un programme énergétique à réaliser d'ici 1985, dont les principaux objectifs sont les suivants:

1. limiter à 500 Mtep les importations de pétrole par an.
2. diminuer sensiblement la part du pétrole dans la consommation d'énergie.
3. limiter à 50% la dépendance énergétique de la Communauté.

Ces objectifs constituent la base de la stratégie énergétique de la Communauté. Elle implique que les Etats membres :

- maintiennent et intensifient les mesures visant à une utilisation plus rationnelle de l'énergie,
- poursuivent activement les programmes nucléaires,
- augmentent à 140 Mtep au moins la production de pétrole dans la Communauté (contre environ 45 Mtep actuellement),
- augmentent la consommation de gaz naturel en le substituant au pétrole
- accroissent la consommation de la houille (d'environ 20 Mtep) dans les centrales électriques.

Supposons que la Communauté réalise réellement ces objectifs, cela conduirait, en 1985, à la structure d'approvisionnement suivante:

- Consommation brute d'énergie	:	1280	Mtep	
- Energie importée	:	640	"	soit 50%
Dont pétrole	:	500	"	soit 39%
Energie indigène	:	640	"	soit 50%
Dont pétrole	:	140	"	soit 11%
- Pétrole indigène et pétrole importé	:	640	"	soit 50%

La réalisation de ces objectifs se heurte à de sérieux obstacles:

On en citera ici les principaux:

- L'hostilité qui se manifeste un peu partout en Europe contre l'énergie nucléaire et notamment l'installation de nouvelles centrales. Un retard ou la renonciation aux programmes nucléaires pourrait avoir comme effet que le recours au pétrole comme principale source d'énergie reste plus élevé que prévu.
- Il est difficile de remplacer, même partiellement, le pétrole par des combustibles solides. Le transport de ces derniers est coûteux et encombrant et leur utilisation exige généralement une infrastructure différente. Il reste donc comme alternative le gaz naturel, ingigène et importé.
- Les nouvelles sources d'énergie, comme l'énergie solaire ou l'énergie géothermique ne joueront qu'un rôle très marginal dans le bilan énergétique des prochaines dix à vingt années. Ceci malgré les efforts entrepris par les Etats membres pour développer des nouvelles sources d'énergie durables et reconvertibles.

On trouvera dans le tableau A 1 une comparaison des objectifs communautaires pour 1985 et des programmes nationaux, ainsi qu'une estimation sur le bilan d'approvisionnement de la C.E. en 1976.

Cette comparaison fait ressortir que l'on prévoit une augmentation de la consommation totale d'énergie d'environ 32 à 52% d'ici 1985, mais que la quantité absolue de pétrole importé doit rester sensiblement la même qu'en 1976 (les prévisions varient entre - 7% et + 6%). On doit donc en tirer la conclusion:

Puisque nos économies ont une soif toujours plus grande d'énergie, le pétrole importé restera un élément clé dans le bilan d'approvisionnement de la Communauté.

Ceci quel que soit le succès de la politique énergétique de la C.E. Prenons l'hypothèse la plus "optimiste", à savoir la réalisation des objectifs fixés par la Communauté. Dans ce cas, le pétrole importé représenterait toujours près de 80% de la consommation brute de pétrole (contre 90% actuellement) soit presque 40% de la consommation totale d'énergie (contre 50% actuellement).

OBJECTIFS COMMUNAUTAIRES POUR 1985, PERSPECTIVES (millions tep)
DES PROGRAMMES NATIONAUX ET SITUATION EN 1976.

1976	Estimation			
	Production intérieure	Importations nettes	Consommation	%
Combustibles solides	184	23	207	22
Pétrole	22	520	542	58
Gaz naturel	144	12	156	16
Energie hydraulique et géothermique	25	1	26	2
Nucléaire	21	-	21	2
Total	396	556	952	100
%	42	58	100	
	Objectifs (résolution du Conseil du 17.12.74)			
1985	Production intérieure	Importations nettes	Consommation	%
Combustibles solides	210	40	250	17
Pétrole	180	515	695	49
Gaz naturel	175	95	270	18
Energie hydraulique et géothermique	45	-	45	3
Nucléaire	190	-	190	13
Total	800	650	1.450	100
%	55	45 (a)	100	
	Programmes nationaux (mi-1977)			
1985	Production intérieure	Importations nettes	Consommation	%
Combustibles solides	184	36	220	17
Pétrole	110/160	555/490	665/650	52/51
Gaz naturel	143/158	79	221/237	17/18
Energie hydraulique et géothermique	31	4	35	3
Nucléaire	140	-	140	11
Total (arrondi)	609/674	673/608	1.282	100
%	47,5/52,6	52,5/47,4	100	

(a) Arrondi à 50% dans la résolution du 17.12.74. Source: voir tableau I 4

QUELQUES ESTIMATIONS SUR L'EVOLUTION DES MARCHES DU PETROLE.

Le pétrole deviendra une source d'énergie moins abondante et plus chère.

"Diverses estimations récentes permettent de conclure que d'ici 1985, l'approvisionnement en pétrole - principale source mondiale d'énergie - et notamment de l'énergie importée - suscitera des difficultés croissantes tant pour les pays industrialisés que pour les pays en voie de développement non producteurs de pétrole. Les hausses du prix de pétrole dans la période 1973 - 1974 n'ont été dans ce contexte que le signe précurseur d'un mouvement plus général qui risque de reprendre durant la décennie prochaine, sinon avant". (1)

Les estimations en question sur l'avenir des approvisionnements en pétrole se basent sur différentes hypothèses concernant la croissance économique, l'évolution des prix et de la production de pétrole, les économies d'énergies qui seront réalisées par les pays consommateurs et l'exploitation d'autres sources d'énergie que le pétrole (2)

- (1) "Coopération avec les pays en voie de développement dans le domaine énergétique".
Communication de la Commission au Conseil.
- (2) World Energy Outlook, OCDE, Paris 1977: The International Energy Situation: Outlook to 1985; U.S. Central Intelligence Agency, 1977; Energy: Global Prospects 1985 - 2000, Workshop on Alternative Energy Strategies, Massachusetts Institute of Technology, 1977.

Tout en différant sur des nombreux points, ces études convergent assez dans leurs conclusions principales pour donner une idée de la gravité de la situation énergétique à laquelle le monde devra faire face, dans un avenir relativement proche.

Voici, les conclusions principales et encore relativement "optimistes", d'un rapport de la "Commission Trilatérale" qui regroupe des experts américains, européens et japonais:

Dans la meilleure des hypothèses, l'offre et la demande de pétrole resteront à peu près en équilibre, pendant les prochains cinq à dix années.

Autrement dit, les prix réels restent constants pendant cette période ou n'augmentent que graduellement. Cette hypothèse "optimiste" est soumise à un certain nombre de conditions:

- 1) Aucun des principaux pays producteurs, et notamment l'Arabie Saoudite, qui dispose d'un quart de la capacité de production et d'un tiers des réserves mondiales de pétrole ne doit réduire sa production.
- 2) Les pays consommateurs réussissent dans leurs programmes d'économie d'énergie et couvrent une part croissante de leurs besoins d'énergie par d'autres sources que le pétrole.
- 3) Par là même, la demande mondiale de pétrole ne doit pas augmenter de plus de 2 à 3 pourcent par an.
- 4) La production des pays producteurs non OPEP (notamment des Etats-Unis, du Mexique, du Royaume-Uni, de la Norvège) maintient un taux d'expansion compatible avec le rythme des découvertes récentes.

Si toutes ces conditions sont réunies, il est fortement probable que la production pétrolière des pays non - OPEP suffira, pour satisfaire pendant une dizaine d'années la demande additionnelle du pétrole.

Par contre, si la demande de pétrole s'accélère au point d'atteindre un taux de croissance de 3 à 3,5% par an, et si les fournitures de pétrole provenant des pays non - OPEP restent en-dessous du niveau actuellement prévu, les prix pourraient augmenter rapidement par le biais d'une combinaison des forces de marchés et des plafonds de production décidés par les pays de l'OPEP.

Il existe en effet le risque que l'Arabie Saoudite ou plusieurs autres principaux pays exportateurs de pétrole réduisent fortement leur production, pour des raisons politiques ou autres. Cela entraînerait une forte augmentation des prix pétroliers.

En tout état de cause, la pénurie de pétrole se fera sentir à partir des années 1990.

Bien des experts estiment que ce moment interviendra déjà vers le milieu des années 1980. Dans une dizaine d'années, presque tous les pays de l'OPEP atteindront probablement le sommet de leur capacité de production ou, en tout cas, un plafond qu'ils auront imposé à leur production.

Les ressources des pays non - OPEP commenceront à s'épuiser (notamment le pétrole de la Mer du Nord et de l'Alaska).

Le monde regardera alors vers l'Arabie Saoudite pour obtenir le pétrole qui lui manque.

L'évolution des prix dépendra de la volonté de l'Arabie Saoudite d'augmenter ou non sa production.

Les pays exportateurs fortement peuplés, comme l'Algérie, l'Iran, le Nigéria, le Vénézuela, qui absorbent la plus grande partie de leurs revenus pétroliers en achetant des biens et services, produisent déjà et continueront à produire au maximum de leur capacité. Pour cette raison, ils continueront probablement à revendiquer une limitation de la production globale de pétrole, permettant d'augmenter les prix. Une hausse des prix est en effet leur principal moyen pour obtenir des revenus plus élevés.

D'autres pays en revanche, comme l'Irak, Koweït, Abu Dhabi et la Libye, pourraient, comme l'Arabie Saoudite, être à même de diminuer leur production, sans porter préjudice à leur développement économique interne.

Selon l'avis unanime de tous les experts, l'équilibre entre l'offre et la demande de pétrole dépendra donc en grande partie de la volonté et de la capacité de l'Arabie Saoudite d'augmenter sa production pétrolière au-dessus de 8,5 milliards de barils par jour, c'est-à-dire au-dessus du niveau que ce pays a fixé au moins temporairement comme limite. Selon des estimations prudentes, la production saoudite devra doubler d'ici 1990 pour tenir le marché mondial du pétrole en équilibre, c'est-à-dire pour éviter une trop forte augmentation des prix réels. Cela porterait les revenus pétroliers de l'Arabie Saoudite à quelques 100 milliards de dollars (aux prix courants), autrement dit, à dix fois la valeur actuelle des importations totales de ce pays!

L'Arabie Saoudite, sera-t-elle prête à sacrifier sa principale richesse, pour sauver le monde d'une pénurie de pétrole ?

Rien n'est moins sûr.

Si jusqu'à présent, le gouvernement saoudien a néanmoins exercé une influence modératrice sur les prix (en augmentant ou en menaçant d'augmenter sa production) c'est parce qu'il a aussi un intérêt à contribuer à la stabilité de la situation économique mondiale.

Avec un volume financier de 50 milliards de dollars, l'Arabie Saoudite est devenue, bon gré, mal gré, un membre de l'"establishment international". Cet argent, qu'il soit investi à court terme dans des banques occidentales, ou à long terme aux Etats-Unis, perdrait sa valeur au moment où la puissance économique de l'Occident est ébranlée.

Il semble pourtant peu probable que l'Arabie saoudite continue à augmenter sa production pétrolière sans restrictions, si les gouvernements des principaux pays consommateurs ne lui donnent pas l'assurance, que cet effort ne sera demandé que pendant un temps limité et qu'il sera récompensé (entre autre par des progrès dans le règlement du conflit israélo-arabe).

En résumé: les pronostics sur l'avenir de la situation énergétique dans le monde contiennent une grande marge d'incertitude.

Le pétrole restera encore pendant longtemps la principale source d'énergie, même si une part croissante des besoins sera couverte par d'autres sources. Pour les raisons qui viennent d'être expliquées, il est pourtant difficile de prévoir, avec quelques précisions, l'évolution de la demande de pétrole, l'évolution de la production dans les pays non - OPEP et les approvisionnements venant des pays exportateurs traditionnels. La marge d'incertitude est plus grande encore quant à l'évolution des prix.

C'est pourquoi il est prudent de se préparer à une croissance progressive des prix réels du pétrole qui pourrait commencer au début ou au milieu des années 1980, et de mettre au point des plans qui seraient assez flexibles pour faire face à la possibilité d'une hausse plus rapide et plus forte des prix qui peut intervenir soit à la suite d'une réduction de la production ou lorsque les limites de la production seront atteintes dans les dernières années 1980 ou au début des années 1990.

QUELQUES STATISTIQUES SUR L'ENERGIE

C.E. : EVENTAIL DES DIFFERENTES FORMES D'ENERGIE PRIMAIRE DANS LA CONSOMMATION INTERIEURE BRUTE
D'ENERGIE. (en pourcentage)

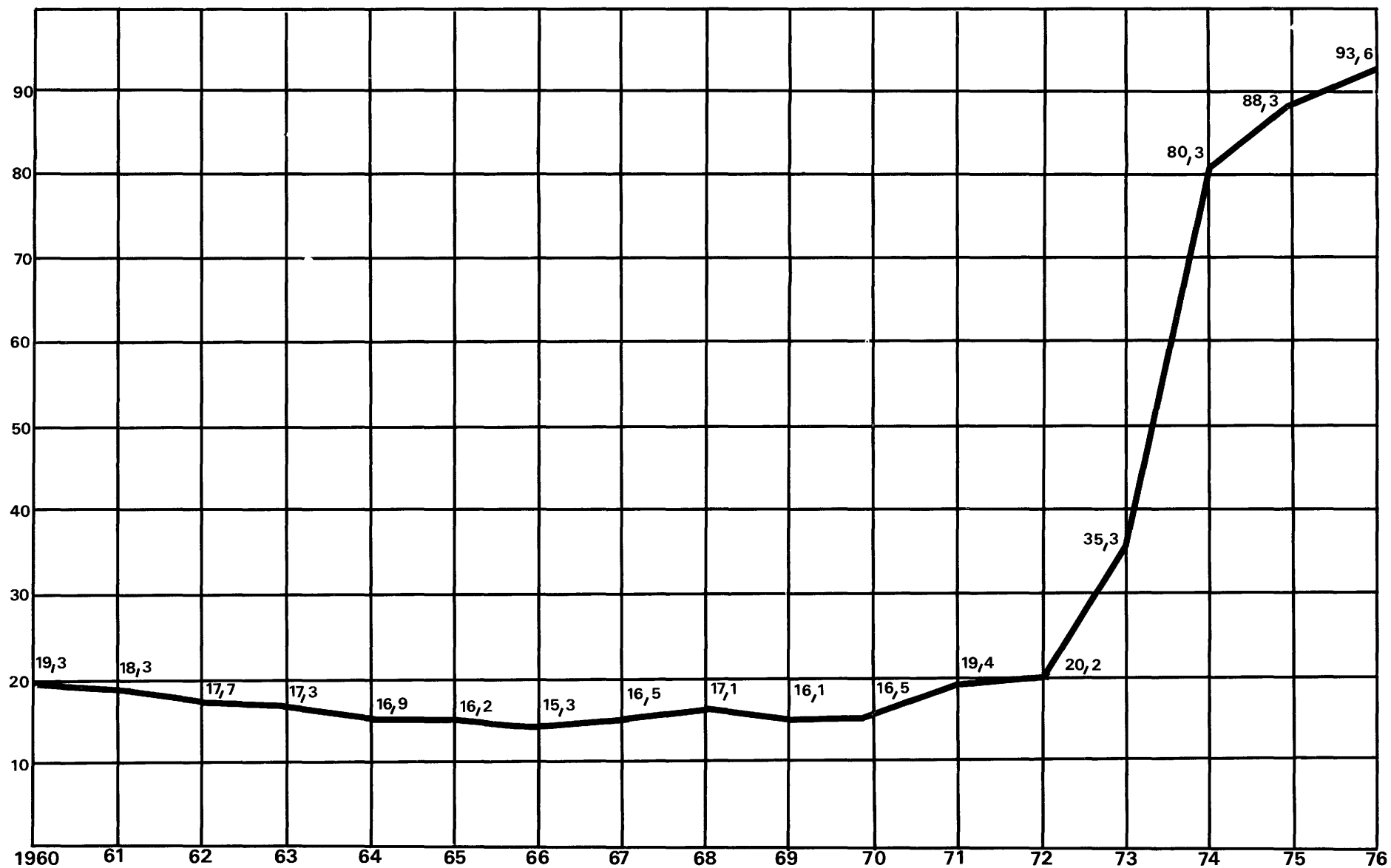
1976

	C.E.	D	F	I	NL	B	L	G.B.	IR	DK
Combustibles solides	21,7	28,4	16,2	8,0	3,8	20,8	40,9	33,8	23	15,2
Pétrole	56,9	53,8	66,1	69,0	50,6	56,8	31,3	44,9	74,5	83,4
Gaz Naturel	16,4	14,6	9,5	15,5	44,5	19	8,8	16,7	-	-
Energie Nucléaire	2,3	1,9	1,9	0,6	1,1	3,4	-	4,1	-	-
Hydroélectricité et autres	2,7	1,3	6,3	6,9	-	-	19	0,5	2,5	1,4
Total Energie Primaire	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source: Deuxième Rapport de la Réalisation des Objectifs Pour 1985 de la Politique Energétique Communautaire;
 Com (77) 395 Final *

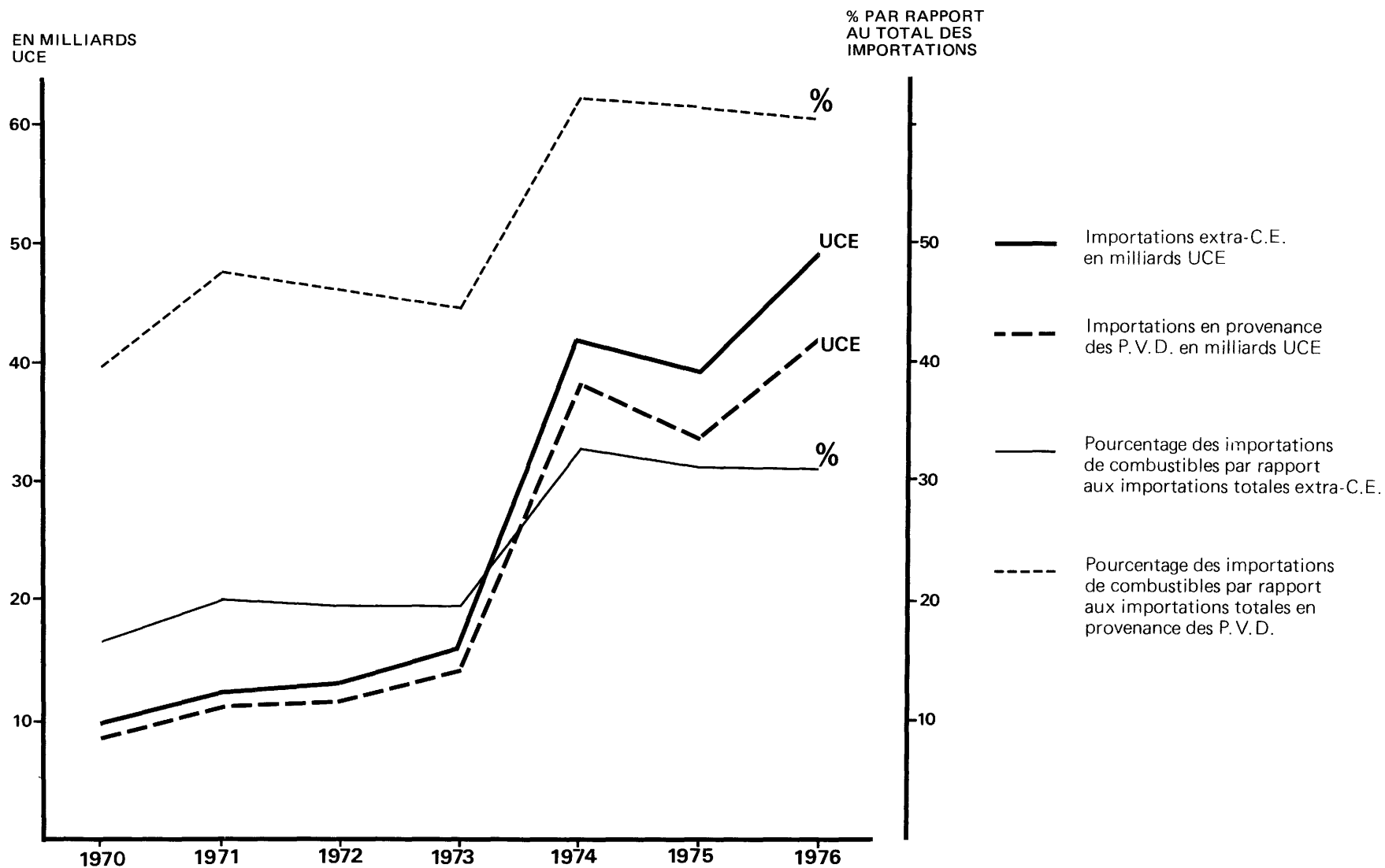
1977

PRIX DE LA TONNE DE PETROLE IMPORTEE PAR LA COMMUNAUTE DE 1960 A 1976
(EN DOLLARS)



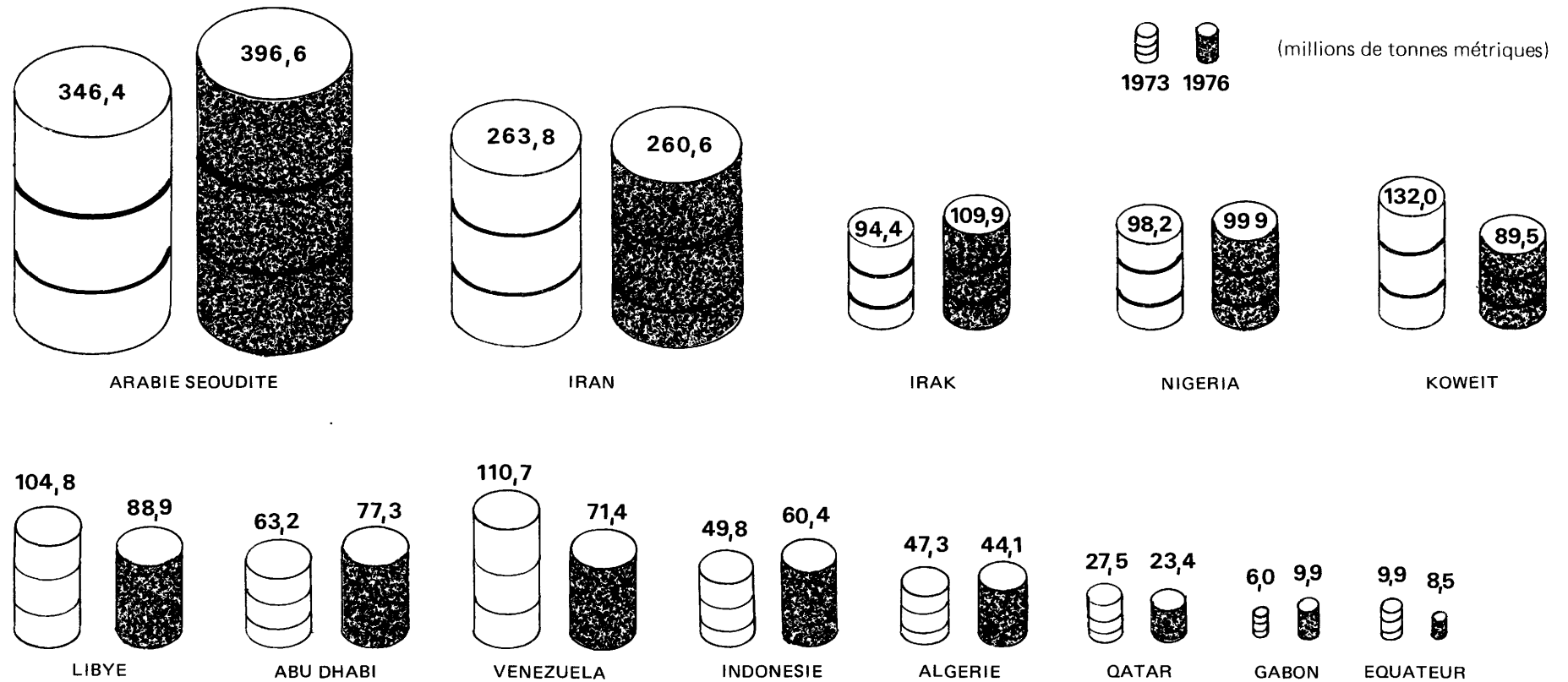
SOURCE : COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES - DG X - 1977

**IMPORTATIONS DES COMBUSTIBLES DANS LES IMPORTATIONS TOTALES DE LA C.E. DE 1970 A 1976
(IMPORTATIONS EXTRA-C.E. ET EN PROVENANCE DES P.V.D.) – EN MILLIARDS UCE ET EN POURCENTAGE**



SOURCE : BULLETIN MENSUEL DU COMMERCE EXTERIEUR – EUROSTAT – 1958 – 1976 *

EXPORTATIONS DE PETROLE BRUT DES PAYS DE L'OPEP – 1973 – 76



SOURCE: COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

RESERVES DE PETROLE ET DE GAZ DANS LE MONDE

PAYS	Réserves connues et publiées 1-1-78		Production de pétrole	
	Pétrole (1.000 barils)	Gaz ⁹ (10 ⁹ cu ft)	Estimation 1977 (1.000 barils/jour)	Evolution depuis 1976 %
EUROPE				
Autriche	154.500	490	36,0	.....
Belgique	.....	.....	.....	.....
Chypre	.....	.....	.....	.....
Danemark	50.000 (a)	1.700 (a)	9,0	+125,0
Finlande	.....	.....	.....	.....
France	43.000	4.800	20,0	.....
Allemagne de l'Ouest	320.000 (a)	7.300 (a)	108,0	-1,8
Grèce	25.000 (a)	4.000 (a)	.....	.....
Irlande	..... (a)	1.000 (a)	.....	.....
Italie - Sicile	600.000 (a)	8.300 (a)	18,0	-10,0
Pays-Bas	80.000 (a)	60.000 (a)	30,0	.....
Norvège	6.000.000 (a)	20.000 (a)	270,0	-3,2
Portugal	..... (a)	..... (a)	.....	.....
Espagne	265.000 (a)	200 (a)	21,0	-34,4
Suède	.....	.....	.....	.....
Suisse	..... (a)	..... (a)	.....	.....
Grande-Bretagne	19.000.000 (a)	29.000 (a)	775,0	+213,8
Yougoslavie	325.000	1.400	80,0	+1,3
Total Europe	26.862.500	138.190	1.367.0	+60,1

(a) révisé, (b) condensé

Toutes les réserves mentionnées, à l'exception de celles de l'URSS représentent des réserves prouvées et exploitables avec la technologie et les prix d'aujourd'hui. Les réserves mentionnées pour l'URSS sont des "réserves explorées" comprenant des réserves prouvées, probables et certaines réserves éventuelles.

Source: The Oil and Gas Journal: Décembre 1977.

RESERVES DE PETROLE ET DE GAZ DANS LE MONDE

PAYS	Réserves connues et publiées 1-1-78		Production de pétrole	
	Pétrole (1.000 barils)	Gaz ⁹ (10 ⁹ cu ft)	Estimation 1977 (1.000 barils/jour)	Evolution depuis 1976 %
Algérie	6.600.000	125.000	990,0	-5,5
Angola-Cahinda	1.160.000	1.500	195,0	+95,5
Cameroun	60.000	.....	.....	.....
Rép. du Congo	360.000 (a)	10	35,0	+14,6
Egypte	2.450.000 (a)	3.200 (a)	450,0	+37,2
Ethiopie	.....	.....	.....	.....
Gabon	2.050.000	2.450	225,0	+3,7
Ghana	.....	.....	.....	.....
Côte d'Ivoire	.....	.....	.....	.....
Kenya	.....	.....	.....	.....
Liberia	.....	.....	.....	.....
Libye	25.000.000	25.700	2.050,0	+6,7
Madagascar	.....	..... (a)	.....	.....
Maroc	150	44 (a)	,4	.....
Mozambique	.....	.....	.....	.....
Niger	18.700.000	43.000	2.150,0	+4,9
Rhodésie	.....	.....	.....	.....
Sénégal	.....	.....	.....	.....
Sierra Leone	.....	.....	.....	.....
Afrique du Sud	.....	.....	.....	.....
Soudan	.....	100	.....	.....
Tanzanie	.....	50	.....	.....
Tunisie	2.670.000	6.400	87,0	+19,2
Zaïre	150.000 (a)	50	24,0	.....
Zambie	.....	.....	.....	.....
Total Afrique	59.200.150	207.504	6.206,4	+7,3

(a) révisé, (b) condensé

Source: The Oil and Gas Journal, Décembre 1977.

RESERVES DE PETROLE ET DE GAZ DANS LE MONDE

PAYS	Réserves connues et publiées 1-1-78.		Production de pétrole	
	Pétrole (1.000 barils)	Gaz ⁹ (10 ⁹ cu ft)	Estimation 1977 (1.000 barils/jour)	Evolution depuis 1976 %
ASIE				
Afghanistan	84.000 (b)	2.600	,2	
Australie	2.000.000 (a)	32.000	430,0	+0,9
Bangladesh	.....	8.000	.....	.....
Brunei	1.550.000	8.250	207,0	+3,5
Burma	55.000 (b)	150	23,0	.....
Chine (Taiwan)	12.000	700	5,0 (b)	.....
Guam	.....	.....	.....	.....
Inde	3.000.000	3.500	200,0	+13,6
Indonésie	10.000.000 (a)	24.000 (a)	1.690,0	+12,3
Japon	63.000 (a)	525 (a)	10,0	-16,6
Corée du Sud	.....	..... (a)	.....	.....
Malaisie	2.500.000 (b)	17.000	190,0	+26,0
Nouvelle Zélande	105.000 (b)	6.000	15,0 (b)	+44,3
Okinawa (R.I)	..... (a)	.....	.....	.....
Pakistan	280.000 (a)	15.000	10,0	.....
Philippines	100.000 (a)	.....	.....	.....
Singapour	.....	.....	.....	.....
Sri Lanka	.....	.....	.....	.....
Thaïlande	270	4.500 (a)	,2	.....
Total Asie	19.749.270	122.725	2.780,4	+9,0

(a) révisé, (b) condensé

Source: The Oil and Gas Journal, Décembre 1977

RESERVES DE PETROLE ET DE GAZ DANS LE MONDE

PAYS	Réserves connues et publiées 1-1-78.		Production de pétrole	
	Pétrole (1.000 barils)	Gaz ⁹ (10 ⁹ cu ft)	Estimation 1977 (1.000 barils/jour)	Evolution depuis 1976 %
AMERIQUE NORD/SUD				
Argentine	2.503.000 (a)	8.120 (a)	440,0	+10,5
Bahamas	..... (a)	.....	.....	.....
Barbados	1.000	.....	,3	.....
Bolivie	350.000	5.000	35,0	-12,5
Brésil	880.000 (a)	1.200	162,0	-3,0
Chili	440.000 (a)	2.000	22,0	-4,3
Colombie	960.000 (a)	6.360 (a)	140,0	-4,1
Costa Rica	.....	.....	.....	.....
Rép. Dominicaine	.....	.....	.....	.....
Ecuador	1.640.000	5.000 (a)	180,0	-3,7
El Salvador	..... (a)	.....	.....	.....
Guatémala	16.000 (a)	.....	.....	.....
Honduras	.....	.....	.....	.....
Jamaïque	.....	.....	.....	.....
Martinique	..... (a)	..... (a)	.....	.....
Mexique	14.000.000 (a)	30.000 (a)	990,0	+23,6
Antilles néerl.	.....	.....	.....	.....
Nicaragua	.....	.....	.....	.....
Panama	.....	.....	.....	.....
Paraguay	.....	.....	.....	.....
Pérou	730.000	1.300	90,0	+20,0
Porto Rico	.....	.....	.....	.....
Trinidad & Tobago	650.000	8.500 (a)	230,0	+8,5
Uruguay	..... (a)	..... (a)	.....	.....
Vénézuela	18.200.000 (a)	41.000 (a)	2.280,0	-0,4
Iles Vierges	..... (a)	..... (a)	.....	.....
Etats-Unis	29.500.000 (a)	210.000 (a)	8.240,0	+1,6
Canada	6.000.000 (a)	58.000 (a)	1.360,0	+4,3
Total Amérique	75.870.000	376.580	14.169,3	+2,6
Total Pays à économie de marché	547.847.920	1.564.659	46.377,8	+3,4

RESERVES DE PETROLE ET DE GAZ DANS LE MONDE

PAYS	Réserves connues et publiées 1-1-78.		Production de pétrole	
	Pétrole (1.000 barils)	Gaz ⁹ (10 ⁹ cu ft)	Estimation 1977 (1.000 barils/jour)	Evolution depuis 1976 %
MOYEN-ORIENT				
Abu Dhabi	31.000.000 (a)	20.000 (a)	1.680,0	+5,7
Bahrain	270.000	3.000	54,0	-6,9
Dubai	1.400.000	1.500	320,0	+2,2
Iran	62.000.000	500.000 (a)	5.650,0	-4,0
Iraq	34.500.000	28.000	2.150,0	.....
Israël	1.000	20	,7	.....
Jordanie	.....	.....	.....	.....
Koweït	67.000.000	31.500	1.700,0	-11,1
Liban	.....	.....	.....	.....
Zone neutre	6.200.000	5.000	355,0	-24,6
Oman	5.650.000	2.000	350,0	-4,4
Quatar	5.600.000	40.000 (a)	350,0	-28,1
Arabie Saoudite	150.000.000	85.000	8.950,0	+7,3
Sharjah	25.000	.....	30,0	-18,9
Syrie	2.150.000	3.100	200,0	+4,7
Turquie	370.000	540	65,0	-5,8
Yemen (Aden)	.....	.....	.....	.....
Total Moyen-Orient	366.166.000	719.660	21.854,7	-,004
PAYS A COMMERCE D'ETAT				
U.R.R.S.	75.000.000	920.000	10.950,0	+5,7
Chine	20.000.000	25.000	1.800,0	+7,0
Autres (c)	3.000.000	10.000	400,0	.....
Total	98.000.000	955.000	13.150,0	+5,6
Total MONDE	645.847.920	2.519.659	59.527,8	+3,9

QUELS SONT LES PLUS GROS PAYS IMPORTATEURS DE GAZ NATUREL DANS LA C.E.?

en %

Pays importateurs Pays d'origine	Allemagne	France	Italie	Pays-Bas	Belgique/Luxembourg	Grande-Bretagne	C.E.
U.R.R.S.	49,2	18,6	32,2	—	—	—	100
Norvège	32,8	11,1	—	8,1	9,6	38,4	100
Iran	54,5	40,3	—	—	5,2	—	100
Algérie	20,3	23,4	30,7	10,2	12,8	2,6	100
Libye	—	—	100	—	—	—	100
Total	31,8	19,6	21,6	6,5	8,4	12,1	100

Source: Erdgaseinfuhrverträge mit Drittländern - Kommission der E.G.

DG Energie Bruxelles 22/2/78.

RESERVES, PRODUCTION, CONSOMMATION DE GAZ NATUREL

	PRODUCTION	CONSOMMATION MIO TEC 1973	RESERVES EN 10° CUBIC FEET 1976	POURCENTAGE DES RE- SERVES MON- DIALES 1976	% ACCUMULE
<u>1 PAYS OPEP</u>			860.227	38,3%	
1. IRAN	27,57	14,14	375.000	16,7%	16,7%
2. ARABIE SAOUDITE	5,59	4,34	63.759	2,8%	19,5%
3. QUATAR	2,13	2,09	46.237	2 %	21,5%
(MOYEN ORIENT)	47,86	31,93	(603.805)	(26,9%)	(26,9%)
4. ALGERIE	6,49	3,31	115.499	5,1%	26,6%
(AFRIQUE DU NORD)	21,56	13,46	(157.657)	(6,8%)	(33,7%)
5. NIGERIA	-	0,26	51.419	2,3%	30,1%
(AFRIQUE NOIRE)	5,65	13,34	(55.776)	(2,5%)	(36,2%)
6. VENEZUELA	13,94	14,94	43.070	1,9%	32,0%
(AMER. CENTR. SUD)	50,41	50,85	(66.721)	(2,9%)	(39,1%)
<u>2 PAYS INDUSTRIALISES</u>	1114,65	1124,51	465.362	20,7%	
1. ETATS UNIS	817,95	851,08	216.026	9,6%	9,6%
2. CANADA	99,17	59,26	58.282	2,5%	11,9%
(AMERIQUE DU NORD)	928,79	898,65	(294.832)	(13,1%)	(13,1%)
3. PAYS BAS	94,46	49,61	62.123	2,7%	14,6%
4. ROYAUME-UNI	38,39	40,72	28.558	1,2%	15,8%
(COMMUNAUTE EUROP.)	186,86	192,49	(115.253)	(5,1%)	(18,2%)
<u>3 PAYS DE L'EST</u>	386,94	386,52	801.904	(35,8%)	
1. URSS	319,15	305,8	781.000	31,6%	31,6%
(EUROPE DE L'EST)	386,94	386,52	(801.904)	(35,8%)	(35,8%)
TOTAL MONDIAL	1612,22	1655,74	2.242.433	100 %	

SOURCE: WORLD OIL REVIEW *

PRODUCTION DE COMBUSTIBLES SOLIDES DANS LE MONDE EN 1975
(HOUILLE, COKE DE FOUR, LIGNITE)

PRINCIPAUX PAYS PRODUCTEURS	PRODUCTION EN 10 ⁶ TONNES	% PAR RAPPORT A LA PRODUCTION MONDIALE
MONDE (SANS CHINE POUR HOUILLE)	3.142	100%
C.E.	465	14,8%
R.F. ALLEMAGNE	257	8,2%
ROYAUME-UNI	144	4,6%
U.R.S.S.	780	24,8%
POLOGNE	229	7,3%
R.D. ALLEMAGNE	247	7,8%
AFRIQUE	79	2,5%
AMERIQUE DU NORD	647	20,6%
ETATS-UNIS	620	19,7%
AMERIQUE LATINE	16	0,5%
ASIE (SANS CHINE POUR HOUILLE)	281	8,9%
OCEANIE	98	3,1%

SOURCE : EUROSTAT - ANNUAIRE DE STATISTIQUES DE L'ENERGIE - 1970-1975

COMBUSTIBLES SOLIDES: PRODUCTION ET ORIGINE DES IMPORTATIONS DE LA C.E. DE 1970 A 1975 (1)

UNITE: 1000 T

	PRODUCTION CE	IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE:						
		IMPORTATIONS TOTALES	IMPORTATIONS EXTRA CE	IMPORTATIONS E.U. (2)	IMPORTATIONS POLOGNE (2)	IMPORTATIONS URSS (2)	IMPORTATIONS AUSTRALIE (2)	IMPORTATIONS AFRIQUE SUD (2)
1970	534.448	66.891	35.499	15.526	10.321	4.338	714	648
1971	517.919	61.071	32.904	13.785	9.742	3.912	2.237	590
1972	474.912	60.425	33.675	12.986	10.805	3.620	2.835	414
1973	484.267	60.264	31.915	10.131	12.278	3.680	2.173	1.398
1974	463.871	71.145	40.325	12.759	15.247	4.131	3.786	1.185
1975	470.853	66.752	43.050	13.820	14.593	3.730	5.847	1.646

(1) Combustibles solides: houille, coke lignite, briquettes de lignite.
La houille représente + de 75% des combustibles solides.

(2) Importations en provenance des E.U., Pologne, URSS, Australie et Afrique du Sud:
Chiffres disponibles pour la houille uniquement.

Source: Eurostat Annuaire des statistiques de l'énergie - 1970-1975
Année 1976.

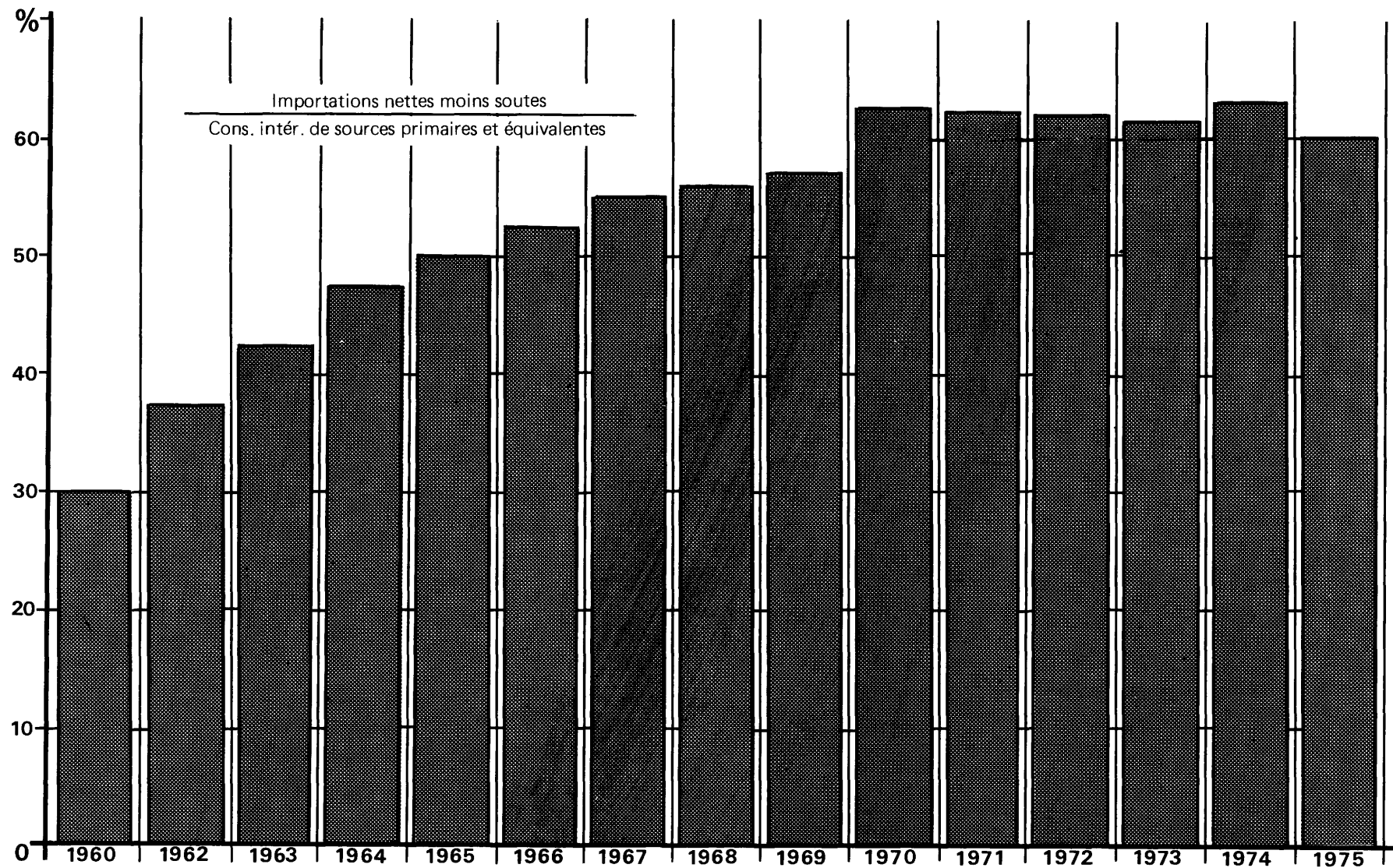
LA CONSOMMATION D'ENERGIE DANS LE MONDE PAR HABITANT (EN TONNES) ET LE DEGRE DE DEPENDANCE ENERGETIQUE (EN %) - 1975

	CONSOMMATION D'ENERGIE PAR HABITANT (EN TEP).1975	P.I.B. PAR HABITANT EN \$.1975	DEGRE DE DEPENDANCE ENERGETIQUE EN %/o.1975 (1)
BELGIQUE	4,2	6,270	84,7 %/o
DANEMARK	3,5	6,810	99,1 %/o
ALLEMAGNE	3,9	6,670	55 %/o
FRANCE	3,1	5,950	73,8 %/o
IRLANDE	2,1	2,390	84,6 %/o
ITALIE	2,3	2,810	79,1 %/o
LUXEMBOURG	12,4	6,020	99,5 %/o
PAYS-BAS	4,3	5,750	- 24,8 %/o
ROYAUME UNI	3,6	3,780	43,2 %/o
EUR. 9	3,3		56,9 %/o
ETATS UNIS	8,0	7,120	16,5 %/o
URSS	3,9	2,550	
JAPON	2,7	4,450	90,8 %/o
MOYEN ORIENT	0,6	1,990	
AUTRES ASIE	0,3	280	
AMERIQUE LATINE	0,7	1,050	
AFRIQUE	0,3	390	

(1) Défini par le rapport: $\frac{\text{importations nettes moins soutes}}{\text{consom. intérieure brute de sources primaires et équival.}}$ en %/o

SOURCE : O.N.U. - EUROSTAT - banque mondiale 1977 *

C.E.: DEGRE DE DEPENDANCE ENERGETIQUE EN POURCENTAGE



SOURCE : COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES — DG X — 1977

C.E. : PROVENANCE DES IMPORTATIONS DES MATIERES ENERGETIQUES EN MILLIONS DE EUR.

	IMPORTATIONS DE PAYS TIERS							
	TOTAL PAYS TIERS	PAYS INDUSTRIALISES	PAYS DE L'EST	PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT				
				TOTAL PVD	PAYS ARABES	ACP	AMERIQUE LATINE	
1974	39.988	1448	1.815	36.704	25.890	3.806	635	
	100%	4%	4,5%	91%	64%	9,5%	1,5%	
1975	36.058	1924	2.369	31.572	21.973	2.850	614	
	100%	5,3%	6,5%	87,5%	61%	8 %	1,7%	
1976	42.706	2099	3.310	37.280	26.134	2.952	983	
	100%	5 %	7,7%	87%	61%	7 %	2,3%	

SOURCE : LES ECHANGES CEE - PVD DANS LE RESEAU DES RELATIONS COMMERCIALES DE LA COMMUNAUTE (1970-1976)
 ANNEE 1976 - NOVEMBRE 1977 *

QUELQUES DONNEES SUR LE COMMERCE DE LA C.E. ET DES P.V.D.

BALANCE COMMERCIALE DES PAYS NON PETROLIERS - PAR GROUPES DE PAYS
(en milliards de dollars f.o.b.)

	1963	1968	1970	1972	1973	1974	1975	1976
		A. Produits alimentaires.						
Amérique du Nord	0.76	1.02	1.21	1.40	0.15	-0.11	-1.09	1.10
Europe Occidentale	3.81	3.50	4.11	5.02	6.58	7.64	7.44	9.35
Japon	0.36	0.48	0.52	0.77	1.46	2.19	2.42	2.90
Pays de l'OPEP.	....	....	....	....	....	....	....	....
Pays à commerce d'Etat	0.21	0.31	0.63	0.41	0.63	0.79	2.34	....
TOTAL	4.98	5.19	6.31	7.46	....	10.74	11.50	....
		B. Matières premières.						
Amérique du Nord	0.17	0.03	-0.11	-0.08	-0.30	-0.54	-0.45	-0.40
Europe Occidentale	1.10	0.84	1.37	1.47	2.29	2.31	1.87	2.60
Japon	0.58	0.64	0.62	0.73	1.19	1.15	0.74	1.20
Pays de l'OPEP.	....	....	....	....	....	....	....	....
Pays à commerce d'Etat	0.62	0.60	0.59	0.52	0.85	1.10	0.83	....
TOTAL	3.13	2.83	2.36	2.25	3.29	3.55	2.55	....
		C. Minerais et autres minéraux.						
Amérique du Nord	0.38	0.36	0.41	0.47	0.26	0.57	0.23	0.25
Europe Occidentale	0.58	0.88	1.02	1.13	1.33	2.63	2.62	3.10
Japon	....	....	0.84	0.90	1.11	1.57	1.34	1.45
Pays de l'OPEP.	....	....	....	....	....	....	....	....
Pays à commerce d'Etat	....	....	0.23	0.12	0.27	0.50	0.53	....
TOTAL	1.38	1.92	2.33	2.75	3.26	5.32	4.79	....
		D. Combustibles.						
Amérique du Nord	1.62	2.09	0.50	1.24	2.35	6.71	7.48	9.20
Europe Occidentale	3.75	6.75	0.57	0.35	0.49	1.82	2.34	2.80
Japon	....	....	0.14	0.35	0.60	1.95	2.09	2.90
Pays de l'OPEP.	....	....	....	-4.07	-7.02	-21.43	-20.35	....
Pays à commerce d'Etat	....	-0.16	-0.16	-0.18	-0.25	-0.66	-0.94	....
TOTAL	6.29	10.89	-1.20	-2.09	-3.52	-10.98	-8.74	....
		E. Produits semi-transformés.						
Amérique du Nord	-0.87	-0.64	-1.22	-0.78	-1.39	-2.54	-3.36	-2.85
Europe Occidentale	-1.48	-1.67	-0.75	-2.24	-2.61	-4.91	-5.47	-4.30
Japon	-0.48	-0.64	-0.88	-1.57	-2.08	-4.37	-4.44	-4.20
Pays de l'OPEP.	....	....	....	....	....	....	....	....
Pays à commerce d'Etat	....	-0.43	-0.34	-0.55	-0.57	-0.72	-0.85	....
TOTAL	-3.23	-4.24	-3.31	-5.28	-6.72	-12.90	-13.90	....
		F. Produits manufacturés.						
Amérique du Nord	....	-3.94	-2.64	-1.76	-1.77	-4.40	-6.06	-4.40
Europe Occidentale	-5.88	-8.04	-7.06	-8.07	-9.18	-12.17	-15.41	-14.95
Japon	....	-3.11	-3.39	-4.37	-5.00	-7.34	-7.54	-8.76
Pays de l'OPEP.	....	....	....	....	....	....	....	....
Pays à commerce d'Etat	....	-1.53	-1.45	-1.59	-2.13	-2.46	-2.70	....
TOTAL	-11.76	-16.86	-14.42	-15.42	-17.10	-24.60	-29.42	....
		G. Commerce total.						
Amérique du Nord	-0.65	0.15	-2.80	-0.45	-1.75	-2.10	-5.45	1.50
Europe Occidentale	4.30	6.25	-1.20	-3.05	-1.80	-4.05	-7.90	-2.65
Japon	0.20	0.05	-2.25	-3.30	-2.70	-5.10	-5.55	-4.80
Pays de l'OPEP.	....	....	-2.10	-3.65	-5.80	-18.05	-16.10	-19.15
Pays à commerce d'Etat	-1.00	-1.80	-1.30	-2.00	-2.75	-2.50	-1.75	-2.35
TOTAL	-0.40	-1.60	-9.35	-11.95	-14.95	-32.10	-35.00	-27.15

Source : F.M.I.

VARIATION DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS MANUFACTURIERES DE LA C.E.

PAR GROUPES DE PRODUITS ET GROUPES DE PAYS. INDICE 1976; 1973 = 100 en dollars

	1. Régions industrielles	2. Amérique du Nord	3. C.E.	4. EFTA	5. Autres Eur.	6. Japon	7. Pays Est	8. Pays OPEC	9. Autres P.V.D.		
Produits des industries électromécaniques	Métaux	125	90	135	126	100	63	89	200	122	Exp.
	non ferreux	132	114	139	138	88	100	98	100	104	Imp.
	Fer, fonte et acier	127	91	136	117	121	100	181	213	128	Exp.
		140	147	135	162	151	169	141	100	200	Imp.
	Produits chimiques	168	205	171	156	156	124	198	215	144	Exp.
		169	172	170	165	157	139	192	133	157	Imp.
	Electromécanique total	143	111	151	144	151	110	201	379	173	Exp.
		150	142	149	148	193	190	165	233	205	Imp.
	Machines pour industries spécialisées	135	132	136	138	143	88	186	363	180	Exp.
		137	149	133	141	171	157	163	...	...	Imp.
	Matériel de bureau et de communication	156	156	160	154	162	100	153	404	173	Exp.
		148	154	142	150	180	167	166	...	200	Imp.
	Véhicules automobiles routiers	148	105	161	156	168	175	220	373	154	Exp.
		165	133	162	158	215	266	180	...	250	Imp.
	Autres machines et matériel de transport	145	106	156	138	152	142	246	394	180	Exp.
		152	132	153	156	174	222	168	220	143	Imp.
	Articles de ménage	146	112	151	150	152	100	200	380	180	Exp.
		154	184	153	129	233	164	171	...	279	Imp.
	Textiles	122	75	128	126	120	68	134	184	118	Exp.
		132	179	127	131	190	120	148	104	173	Imp.
Vêtements	142	94	143	151	118	125	91	383	129	Exp.	
	152	283	145	139	206	100	186	...	226	Imp.	
Autres produits de consommation	144	119	152	150	108	72	186	374	151	Exp.	
	148	130	151	142	184	128	163	200	186	Imp.	
Total des produits manufacturés	143	116	150	143	145	103	183	328	157	Exp.	
	151	147	149	153	174	172	186	121	164	Imp.	

Source: GATT: Le Commerce International 1976-1977

UN EXEMPLE DE LA NOUVELLE DIVISION DU TRAVAIL C.E.-P.V.D.:
LE SECTEUR TEXTILE ET VETEMENT.

S'appuyant sur une main-d'oeuvre bon marché en combinaison avec la technologie importée, les p.v.d. ont conquis une part importante du commerce international de textiles et de vêtements.

Leur part dans les exportations mondiales des vêtements est passée à 33% et dans les exportations mondiales des textiles à 18%.⁽¹⁾

Plus de la moitié des vêtements et plus d'un tiers des textiles importés par la Communauté viennent des pays en voie de développement.

Le tableau E 1 montre la participation respective des principaux groupes de pays dans les importations et exportations communautaires de vêtements, de fils et de produits textiles. Les échanges de vêtements accusent un déficit croissant en raison de la progression rapide des importations en provenance des p.v.d. Les taux de croissance des importations et exportations sont montrés dans le tableau E 2.

En ce qui concerne les échanges de textiles (fils, tissus et articles confectionnés en tissus), l'excédent de la Communauté diminue. Vis-à-vis des pays en voie de développement, il fera bientôt place à un déficit.

(1) Voir tableau V 13

LE COMMERCE EXTERIEUR DE LA C.E., DE FILS, TISSUS ET VETEMENTS:

PROVENANCE DES IMPORTATIONS, DESTINATION DES EXPORTATIONS ET SOLDE COMMERCIAL.

Origine resp. destination	Importations (1)		Exportations (1)		Solde		% Importations		% Exportations		
	75	77	75	77	75	77	75	77	75	77	
Fils, tissus, art. conf. en tissus (CST-65)											
Extra - C.E.	2.760	4.083	4.013	5.322	+1.253	+1.239	100	100	100	100	
Pays ind. occ.	1.536	2.169	2.354	3.112	+ 818	+ 943	55,6	53,1	58,6	58,5	
P.V.D.	944	1.537	1.050	1.612	+ 106	+ 75	34,2	37,6	26,1	30,3	
Pays de l'Est	255	377	607	596	+ 352	+ 219	9,2	9,2	15,1	11,2	
Vêtements (CST-841)											
Extra - C.E.	3.094	4.591	1.556	2.476	-1.538	-2.115	100	100	100	100	
Pays ind. occ.	1.052	1.515	1.171	1.796	+ 119	+ 281	34,0	33,0	75,3	72,5	
P.V.D.	1.611	2.526	308	594	-1.303	-1.932	52,1	55,0	19,8	24,0	
Pays de l'Est	419	550	77	85	- 342	- 465	13,5	12,0	4,9	3,4	

(1) valeurs mio. UCE

Source: Office Statistique de la Commission des Communautés Européennes.

COMMERCE EXTERIEUR DE LA C.E. DE FILS, TISSUS, ART. CONF. EN TISSUS (CST 65)

ET DE VETEMENTS (CST 841): CROISSANCE DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS

CST Origine resp. destination	IMPORT						EXPORT					
	en 1000 tonnes			valeurs Mio UCE			en 1000 tonnes			valeurs Mio UCE		
	75	76	77	75	76	77	75	76	77	75	76	77
65 Extra-C.E.	992	1.234 +23,4%	1.209 -2%	2.760	3.752 35%	4.083 +8%	1.061	1.167 +9,9%	1.184 +1,4%	4.013	4.081 +19%	5.322 +10%
Pays ind. resp.	496	611 +23%	561 -8,2%	1.536	2.041 +32%	2.169 +6%	587	657 +11,8%	653 -0,55%	2.354	2.867 +21%	3.112 +8,5%
P.V.D.	386	486 +25,8%	521 +9,2%	944	1.352 +43%	1.537 +13%	321	351 +9,4%	398 +13,5%	1.050 +20%	1.271 +20%	1.612 +26,8%
Pays de l'Est	104	136 +13,1%	127 -7,6%	255	356 +39,6%	377 +5,9%	153	159 +4%	132 -17%	607	662 +9%	596 -10%
841 Extra-C.E.	349	424 +21,6%	413 -2,7%	3.094	4.257 +37,6%	4.591 +7,8%	96	105 +10%	115 +9%	1.556	1.975 +26,5%	2.476 +21%
Pays ind. occ.	86	106 +23%	106 -0,3%	1.052	1.373 +30,6%	1.515 +10%	61	72 +18%	76 +5,8%	1.171	1.481 +26,5%	1.796 +21%
P.V.D.	211	253 +20%	252 -0,6%	1.611	2.354 +46%	2.526 +7,3%	28	26 +7%	32 +22%	308	407 +31%	594 +46%
Pays de l'Est	51	65 +26,8%	55 -14%	419	529 +26%	550 +4%	6	7 +6,7%	6 -6,4%	77	87 +12%	85 -1,5%

Source: Office Statistique de la Commission des Communautés Européennes.

Le tableau E 3 donne une vue sur la répartition géographique des soldes commerciaux de la Communauté concernant les principaux groupes de produits du secteur textile et vêtement (échanges C.E. - p.v.d. 1975; valeur en dollars).

Voici les principales conclusions à tirer de ce tableau:

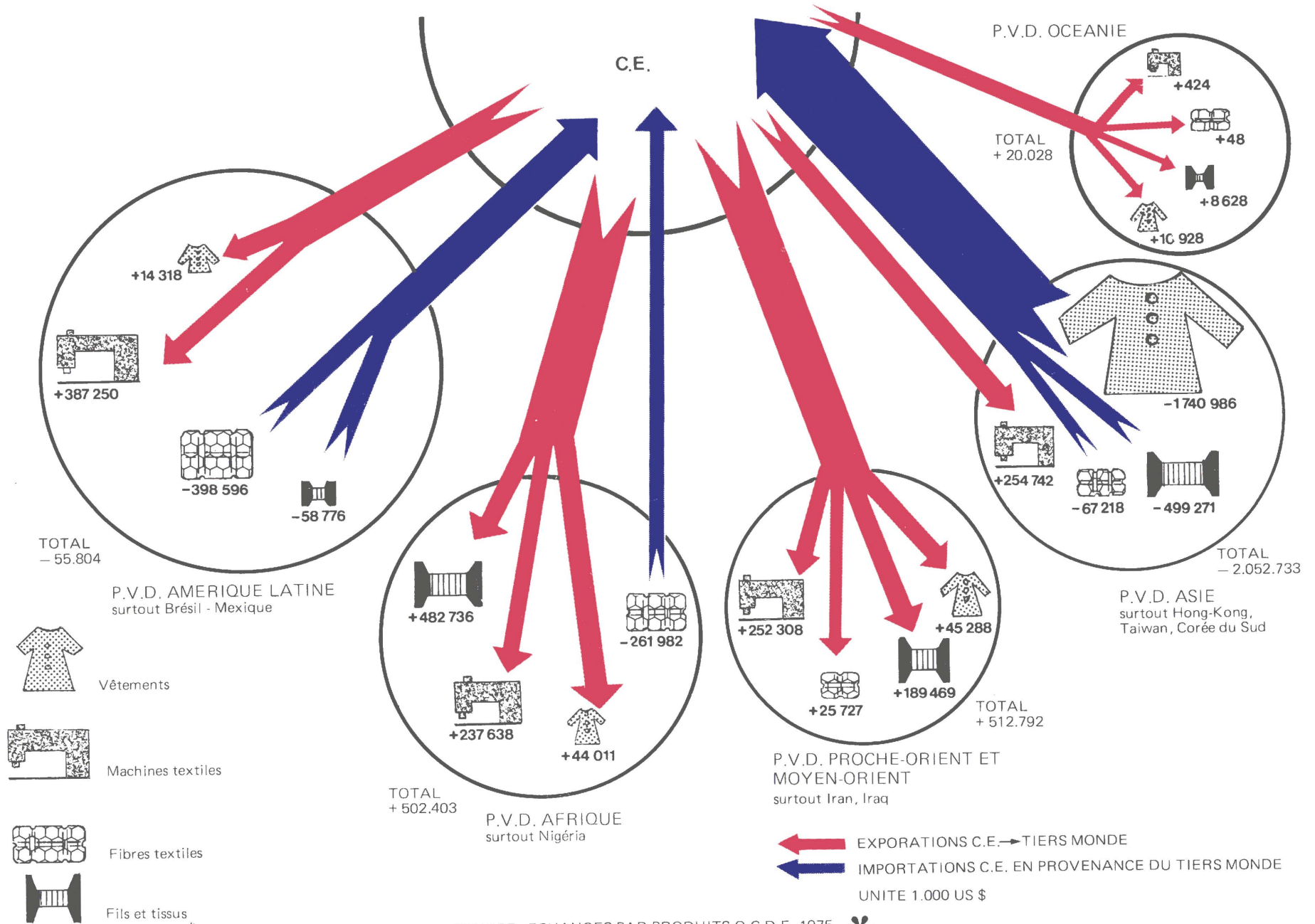
Le déficit commercial de la Communauté en matière de vêtement est dû principalement aux importations en provenance du Sud-Est asiatique.

Quant aux autres p.v.d., la Communauté exporte plus de vêtements qu'elle n'en importe.

C'est aussi envers les pays semi-industrialisés du Sud-Est asiatique que la Communauté enregistre le plus grand déficit commercial en matière de fils et tissus.

La Communauté est également importatrice nette de fils et tissus vis-à-vis de l'Amérique latine, mais exportatrice nette vis-à-vis de l'Afrique, du Moyen-Orient et des p.v.d. d'Océanie.

LA C.E. DANS LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL – UN EXEMPLE: LE SECTEUR TEXTILE



SOURCE : ECHANGES PAR PRODUITS O.C.D.E. 1975



Les importations nettes de matières premières et de produits finis en provenance d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique ne sont que partiellement compensées par l'exportation de machines textiles.

Cela vaut surtout pour les échanges avec les pays du Sud-Est asiatique. - Voir tableau E 3 et pour plus de détails le tableau E 4. Les principaux pays fournisseurs de produits finis (Hong-Kong, Corée du Sud, Taïwan) sont aussi ceux qui achètent plus de biens d'équipement (machines textiles) au Japon qu'à la Communauté Européenne. - Voir tableau E 5. Les machines textiles ne sont qu'un exemple. La même chose vaut pour les biens d'équipement en général. La rapide progression des importations de vêtements et de textiles, en particulier du Tiers-Monde, ont obligé la Communauté de prendre certaines mesures de protection (plafonnement des importations) afin de permettre à l'industrie européenne de s'adapter à la concurrence internationale, soit par une reconversion vers d'autres productions, soit par une spécialisation à l'intérieur des mêmes secteurs. Etant donné les coûts salariaux beaucoup plus élevés dans la Communauté, les industries de textiles et de vêtements ne peuvent survivre que si elles se concentrent sur des articles de qualité et si elles augmentent considérablement leur productivité.

SOLDE DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE MACHINES TEXTILES,

FIBRES TEXTILES, FILS, TISSUS ET VETEMENTS DE LA C.E. AVEC LES P.V.D. 1975

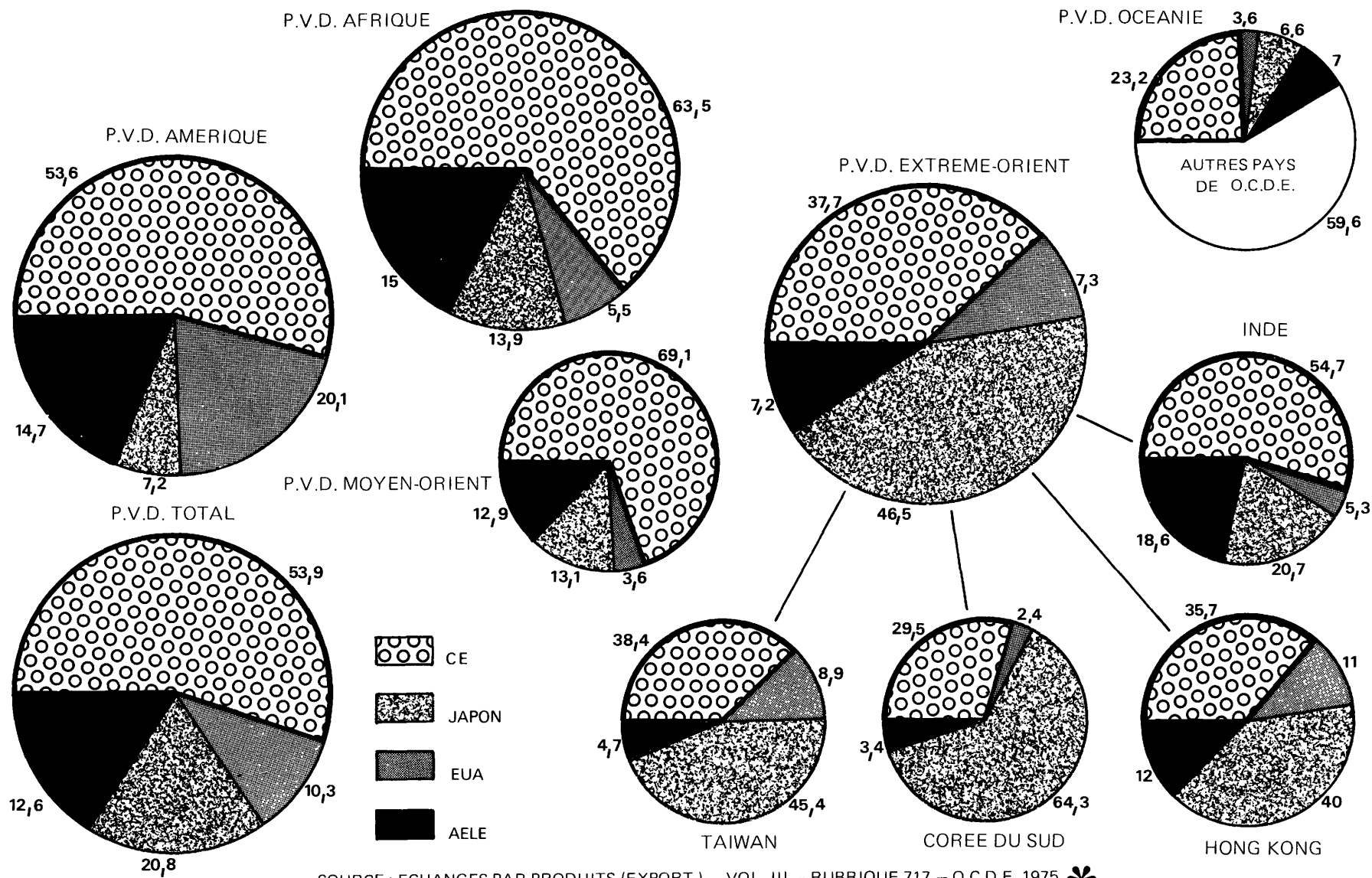
(Unité: millions de dollars US)

PAYS		Machines Textiles	Fibres Textiles	Fils et tissus	Vêtements sauf Fourrures	Total
PVD	Afrique	+ 238	- 262	+ 483	+ 44	+ 502
	Nigeria	+ 37	+ 3	+ 110	+ 26	+ 176
PVD	Amérique	+ 387	- 399	- 59	+ 14	- 56
	Brésil	+ 124	- 68	- 93	- 16	- 53
	Mexique	+ 72	- 32	- 31	- 5	+ 3
PVD	Moyen-Orient	+ 252	+ 26	+ 189	+ 45	513
	Iran	+ 153	+ 37	- 89	+ 7	+ 107
	Iraq	+ 43	+ 2	+ 41	+ 3	+ 89
PVD	Est asiatique	+ 255	- 67	- 499	- 1.741	- 2.053
	Thaïlande	+ 45	- 7	- 10	- 8	+ 20
	Philippines	+ 38	- 6	+ 1	- 6	+ 27
	Taiwan	+ 27	+ 0,8	- 114	- 222	- 308
	Pakistan	+ 32	- 12	- 107	- 12	- 99
	Corée du Sud	+ 28	+ 0,2	- 71	- 324	- 367
	Hong Kong	+ 25	- 0,4	- 66	- 960	- 1.002
	Indonésie	+ 24	+ 0,7	+ 5	- 0,3	+ 29
	Inde	+ 18	- 13	- 117	- 72	- 185
	Malaisie	+ 7	+ 0,2	- 9	- 22	- 24
	Singapour	+ 5	+ 0,1	+ 16	- 32	- 10
PVD	Océanie	+ 0,4	+ 0,05	+ 9	+ 11	+ 20
PVD	Europe	+ 100	+ 33	+ 304	- 299	+ 137
PVD	Total	+ 1.232	- 670	+ 426	- 1.925	- 937

Source: Echanges par produits - OCDE 1975
Tableaux des Exportations et Importations. *

+ Export. C.E. > Import. C.E.
- Import. C.E. > Export. C.E.

**EXPORTATIONS DE MACHINES POUR L'INDUSTRIE TEXTILE, CUIRS ET PEaux DES PAYS DE L'O.C.D.E.
VERS LES P.V.D. - 1975**
(PART EN % DES PAYS MEMBRES DE L'O.C.D.E.)



SOURCE : ECHANGES PAR PRODUITS (EXPORT.) - VOL. III - RUBRIQUE 717 - O.C.D.E. 1975 *

Cela implique des investissements nouveaux en vue d'une rationalisation de la production. Dans les neuf pays membres, plus de 500.000 travailleurs ont dû quitter les secteurs de vêtements, chaussures et textiles dans la seule période 1973 - 1976. (1)

- (1) : Commission des Communautés Européennes. Environnement International, Croissance et Mutations sectorielles dans la Communauté - Doc II/820/77

QUELQUES DONNEES SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE DANS LES P.V.D.
ET LEURS IMPORTATIONS DE PRODUITS DE PREMIERE NECESSITE.

ACP: IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES, COMBUSTIBLES ET MACHINES ET MATERIEL DE TRANSPORT
EN % DES IMPORTATIONS TOTALES

		1970	1973	1974, 1975 ou 1976			1970	1973	1974, 1975 ou 1976
Bahamas	pr. alimentaires	18,8	9,6	2,6 (1975)	Barbades	pr. alimentaires	23,0	26,4	23,3 (1975)
	combustibles	17,5	61,5	91,4		combustibles	5,5	6,6	16,9
	machines	23,1	9,5	1,7		machines	23,9	20,4	18,2
Benin	pr. alimentaires	17,6	21,3	17,7 (1974)	Cameroun	pr. alimentaires	12,0	12,4	9,4 (1976)
	combustibles	3,8	5,7	9,8		combustibles	5,4	6,4	8,9
	machines	20,8	19,9	26,0		machines	31,8	34,5	37,0
R.C.A.	pr. alimentaires	15,4	15,3	17,0 (1976)	Tchad	pr. alimentaires	19,5	27,4	23,0 (1974)
	combustibles	1,4	1,0	1,4		combustibles	15,5	16,3	15,9
	machines	35,8	40,9	34,8		machines	23,2	20,3	23,7
Congo	pr. alimentaires	19,3	13,9	15,7 (1976)	Ethiopie	pr. alimentaires	8,5	6,1	2,6 (1975)
	combustibles	2,0	2,8	9,0		combustibles	7,8	9,4	17,4
	machines	33,1	38,7	34,8		machines	34,8	32,6	28,5
Fidji	pr. alimentaires	20,6	21,1	19,5 (1976)	Gabon	pr. alimentaires	13,4	13,7	11,2 (1976)
	combustibles	11,0	8,9	16,0		combustibles	1,3	1,1	0,8
	machines	20,9	23,6	20,7		machines	38,9	39,6	38,5
Gambie	pr. alimentaires	31,5	20,5	24,0 (1975)	Ghana	pr. alimentaires	19,9	22,3	12,3 (1975)
	combustibles	3,6	4,6	8,9		combustibles	5,8	8,9	16,6
	machines	14,7	15,4	14,1		machines	25,8	21,3	25,2
Guyane	pr. alimentaires	14,8	16,0	13,4 (1974)	Côte d'Ivoire	pr. alimentaires	15,1	19,9	13,2 (1976)
	combustibles	8,6	13,0	18,2		combustibles	4,7	4,6	12,8
	machines	31,9	24,9	21,6		machines	32,5	34,0	32,6

Source: ACP: Annuaire des Statistiques du Commerce Extérieur, 1968-1976.

ACP: IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES, COMBUSTIBLES ET MACHINES ET MATERIEL DE TRANSPORT
EN % DES IMPORTATIONS TOTALES

		1970	1973	1974, 1975 ou 1976			1970	1973	1974, 1975 ou 1976				
Jamaïque	pr. alimentaires	17,2	20,5	18,2 (1975)	Kenya	pr. alimentaires	4,5	7,6	3,9 (1976)	combustibles	10,3	11,1	26,5
	combustibles	6,4	10,8	19,2		machines	34,2	31,2	29,3				
	machines	32,7	22,9	22,2		Madagascar	pr. alimentaires	11,3	16,7		11,3 (1975)	combustibles	7,4	9,5	20,1
Libéria	pr. alimentaires	16,4	17,7	13,5 (1975)	machines		30,0	29,7	24,5				
	combustibles	6,4	7,6	14,6	Mali		pr. alimentaires	28,6	49,0	18,1 (1976)	combustibles		8,9	8,6	14,3
	machines	33,5	35,6	34,9		machines	21,0	19,0	29,9				
Malawi	pr. alimentaires	17,5	13,2	9,4 (1975)		Ile Maurice	pr. alimentaires	30,8	24,8	23,8 (1975)		combustibles	7,1	6,9	9,8
	combustibles	5,5	8,9	13,5	machines		13,3	24,6	22,1				
	machines	30,1	28,2	31,3	Nigeria		pr. alimentaires	8,2	10,7	9,8 (1976)	combustibles		3,2	1,1	3,4
Mauritanie	pr. alimentaires	22,4	29,7	28,7 (1975)		machines	37,4	40,1	47,5				
	combustibles	7,7	5,4	8,0		Sénégal	pr. alimentaires	28,0	35,9	24,4 (1976)		combustibles	5,0	6,1	4,4
	machines	37,9	40,1	35,0	machines		24,7	23,9	32,4				
Niger	pr. alimentaires	13,2	18,8	11,7 (1975)	Somalie		pr. alimentaires	28,6	21,5	18,9 (1974)	combustibles		6,3	4,3	6,7
	combustibles	4,0	9,5	12,6		machines	16,5	26,6	21,6				
	machines	26,5	32,1	27,5		Papouasie-N-Guinée	pr. alimentaires	18,8	23,1	27,0 (1974)		combustibles	3,4	4,9	8,6
Papouasie-N-Guinée	pr. alimentaires	18,8	23,1	27,0 (1974)	machines		39,8	32,1	26,7				
	combustibles	3,4	4,9	8,6	Sierra Leone		pr. alimentaires	24,4	27,6	24,9 (1974)	combustibles		4,7	5,9	11,5
	machines	39,8	32,1	26,7		machines	25,6	19,7	20,6				

Source: ACP: Annuaire des Statistiques du Commerce Extérieur, 1968-1976.

ACP: IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES, COMBUSTIBLES ET MACHINES ET MATERIEL DE TRANSPORT
EN % DES IMPORTATIONS TOTALES

		1970	1973	1974, 1975 ou 1976				
		1970	1973	1974, 1975 ou 1976	1970	1973	1975 ou 1976	
Soudan	pr. alimentaires	20,9	24,0	18,5 (1975)	Surinam	pr. alimentaires	13,5 14,2 (1972)	
	combustibles	8,4	6,0	3,7		combustibles	12,2 12,4	
	machines	26,6	27,5	32,0		machines	28,5 24,8	
Swaziland	pr. alimentaires	8,6	7,3		Tanzanie	pr. alimentaires	5,6 6,3 7,1 (1976)	
	combustibles	4,2	5,3			combustibles	8,6 10,8 18,2	
	machines	13,3	11,7			machines	40,3 32,3 35,1	
Togo	pr. alimentaires	22,7	19,6	14,0 (1975)	Tonga	pr. alimentaires	37,2 41,3 39,1 (1976)	
	combustibles	4,4	5,2	7,5		combustibles	3,9 6,5 12,2	
	machines	22,2	28,3	27,7		machines	13,1 13,7 16,7	
Trinidad et Tobago	pr. alimentaires	10,3	11,0	7,0 (1974)	Ouganda	pr. alimentaires	5,1 7,1 10,4 (1976)	
				7,1 (1976)				
	combustibles	52,9	50,8	71,9 (1974)		combustibles	1,6 0,6 0,8	
	machines	12,8	13,1	57,3 (1976)		machines	34,4 34,0 43,6	
			6,4 (1974)					
			17,2 (1976)					
Haute Volta	pr. alimentaires	19,4	25,1	19,6 (1975)	Samoa Occident.	pr. alimentaires	28,8 31,0 34,4 (1975)	
	combustibles	8,2	7,0	8,8		combustibles	3,8 4,4 8,3	
	machines	27,3	22,9	27,0		machines	26,6 24,2 22,3	
Zaire	pr. alimentaires	15,6	18,1	16,9 (1975)	Zambie	pr. alimentaires	9,3 7,3 6,2 (1975)	
	combustibles	7,1	5,7	9,8		combustibles	10,3 9,6 13,6	
	machines	34,2	37,7	32,3		machines	38,7 40,1 35,4	

Source: ACP: Annuaire des Statistiques du Commerce Extérieur, 1968-1976.

DISPONIBILITES EN ALIMENTATION PAR JOUR ET PAR HABITANT

1974	Calories (Kcal)		Protéines (Gr.)		Graisses (Gr.)	
	Végétales	animales	végétales	animales	végétales	animales
PAYS DEVELOPPES	2.307	1.084	43,6	55,1	40,3	85,8
Amérique du Nord	2.008	1.484	32,8	71,1	45,2	119,9
Europe occidentale	2.315	1.495	41,3	52,4	49,0	89,8
Europe de l'Est, plus URSS	2.497	1.014	52,5	52,9	30,8	78,3
P.V.D.	2.048	191	45,1	12,0	21,7	13,8
Afrique	1.987	131	43,1	9,8	28,3	8,2
Amérique latine	2.149	405	39,9	25,4	28,7	28,3
Moyen-Orient	2.227	237	51,4	14,0	31,2	17,2
Extrême-Orient	1.949	120	41,5	7,6	30,8	8,0
MONDE	2.122	446	44,7	24,3	27,0	34,4

Source: World Food Survey - FAO 1977.

EVOLUTION DU DEFICIT ALIMENTAIRE DES P.V.D.

100 = EQUILIBRE ENTRE DISPONIBILITES ET BESOINS ALIMENTAIRES

Pays	61-63	72-74	Situation améliorée	situation détériorée	Pays	61-63	72-74	Situation améliorée	Situation détériorée
AFRIQUE DU NORD									
Algérie	80	86	+		Maroc	93	107	+	
Mauritanie	87	81		-	Tunisie	82	99	+	
AFRIQUE CENTRALE									
Angola	78	85	+		Benin	91	89		-
Botswana	89	87		-	Burundi	88	101	+	
Cameroun	90	103	+		Cap Vert	74	95	+	
R.C.A.	90	103	+		Tchad	98	74		-
Comores	88	97	+		Congo	91	102	+	
Sénégal	87	92	+		Sierra Leone	85	98	+	
Somalie	82	83	+		Soudan	80	88	+	
Swaziland	84	91	+		Tanzanie	79	84	+	
Togo	87	94	+		Ouganda	89	92	+	
Haute Volta	80	73		-	Zaire	87	83		-
Zambie	80	87	+		Ethiopie	90	88		-
Gabon	92	97	+		Gambie	92	97	+	
Ghana	88	100	+		Guinée	81	86	+	
Guinée Bissau	90	101	+		Kenya	99	92		-
Lesotho	92	97	+		Liberia	83	86	+	
Madagascar	104	104			Malawi	84	104	+	
Mali	85	75		-	Mozambique	86	85		-
Namibie	96	95		-	Niger	93	79		-
Nigeria	91	88		-	Rhodésie	104	104		
Rwanda	82	91	+		Sao Tome	93	91		-

Source: World Food Survey - FAO - 1977.

EVOLUTION DU DEFICIT ALIMENTAIRE DES P.V.D.

100 = EQUILIBRE ENTRE DISPONIBILITES ET BESOINS ALIMENTAIRES

Pays	61-63	72-74	Situation améliorée	Situation détériorée	Pays	61-63	72-74	Situation améliorée	Situation détériorée
AMERIQUE CENTRALE ET DU SUD									
Antigua	87	86		-	Bahamas	93	100	+	
Bolivie	68	78	+		Colombie	93	93		
Dominica	85	87	+		Rép. Dominic.	83	95	+	
Equateur	81	91	+		El Salvador	79	82	+	
Grenade	79	89	+		Guadeloupe	91	103	+	
Guatémala	87	91	+		Guyane	104	103		-
Haiti	87	90	+		Honduras	86	91	+	
Martinique	95	103	+		Antilles Néerl.	97	102	+	
Nicaragua	97	106	+		Panama	100	101	+	
Pérou	95	99	+		St. Lucia	75	90	+	
St. Vincent	84	98	+		Trinidad et Tobago	100	105	+	
Vénézuela	88	97	+		Surinam	89	105	+	
MOYEN-ORIENT									
Iran	77	97	+		Iraq	83	99	+	
Jordanie	89	90	+		Liban	97	101	+	
Arabie Saoudite	89	100	+		Syrie	98	102	+	
R.A. Yemen	85	82		-	Yemen Democr.	82	85	+	

Source: World Food Survey - FAO - 1977.

EVOLUTION DU DEFICIT ALIMENTAIRE DES P.V.D.

100 = EQUILIBRE ENTRE DISPONIBILITES ET BESOINS ALIMENTAIRES

Pays	61-63	72-74	Situation améliorée	Situation détériorée	Pays	61-63	72-74	Situation améliorée	Situation détériorée
EXTREME-ORIENT									
Afghanistan	86	82		-	Bangladesh	85	84		-
Bautan	86	90	+		Burma	89	99	+	
Chine	82	97	+		Inde	93	89		-
Kampuchea	99	94		-	Laos	83	94	+	
Macao	79	84	+		Maldives	76	82	+	
Mongolie	95	102	+		Nepal	92	92		
Pakistan	79	92	+		Philippines	83	86	+	
Sri Lanka	96	94		-	Thaïlande	95	104	+	
Vietnam	97	106	+						
OCEANIE									
Indonésie	90	94	+		Nves.Hébrides	90	103	+	
Papoua -					Samoa	102	100		-
Nve-Guinée	88	98	+						
I. Salomon	93	90		-					

Source: World Food Survey - FAO - 1977.

L'AIDE AU DEVELOPPEMENT DES PAYS MEMBRES DE L'OPEP (1)INTRODUCTION

Cette note tente de faire le point sur l'activité des pays membres de l'OPEP en matière d'aide au développement. Précisons au départ que seuls 10 membres de l'OPEP (Algérie, Iran, Irak, Libye, Nigéria, Qatar, Arabie Saoudite, Emirats Arabes et Venezuela) ont une quelconque activité dans ce domaine. Les autres membres (Indonésie, Equateur et Gabon) sont, par conséquent, exclus des statistiques. Les statistiques les plus récentes de l'OCDE (CAD) ont été utilisées ici.

VOLUME DE L'AIDE

C'est évidemment depuis le quadruplement du prix du pétrole que l'aide au développement des pays de l'OPEP a pris des proportions importantes. Avant 1973, l'activité des pays de l'OPEP dans le domaine du développement se résume essentiellement à l'aide apportée par les pays du Golfe aux autres pays arabes et, en particulier, aux pays frontaliers de l'Etat d'Israël. Le tableau 1 ci-après illustre l'évolution de la situation depuis 1973. On notera qu'après avoir connu des augmentations substantielles entre cette année et 1975, l'aide publique des pays de l'OPEP a enregistré une baisse d'environ 200 millions de dollars pour s'établir en 1976 à 5,3 milliards de dollars et remonter en 1977 à nouveau au niveau de l'année 1975. Les apports totaux atteignent en 1977 9 milliards de dollars contre 7,9 milliards de dollars en 1976. Malgré cette nouvelle augmentation des apports financiers des pays de l'OPEP les perspectives à plus long terme indiquent qu'une tendance lentement décroissante sera désormais à prévoir.

(1) Note d'information des services de la Commission des Communautés Européennes.

Tableau comparatif des apports financiers aux p.v.d.

	1973		1975		1976		1977	
	en mio dollars	en % du total	en mio dollars	en % du total	en mio dollars	en % du total	en mio dollars	en % du total
Apports totaux (nets)								
Pays du CAD	24.628	89,3	40.378	81,4	40.505	82,5	43.701	81,8
Pays de l'OPEP	1.740	6,3	8.163	16,7	7.955	16,2	9.000	16,9
Pays à économie planifiée	1.220	4,4	840	1,9	620	1,3	700	1,3
Total	27.588	100,0	49.381	100,0	49.080	100,0	53.401	100,0
Aide publique au développement (nette)								
Pays du CAD	9.351	79,4	13.585	68,5	13.665	70,1	14.759	70,8
Pays de l'OPEP	1.308	11,1	5.512	27,7	5.331	27,2	5.500	26,3
Pays à économie planifiée	1.120	9,5	750	5,8	545	2,7	600	2,9
Total	11.779	100,0	19.847	100,0	19.541	100,0	20.859	100,0

Exprimé en terme de pourcentage du PNB, l'apport financier des pays membres de l'OPEP dépasse l'objectif des 0,7% fixé par les Nations Unies pour l'aide publique et le seuil du 1% pour les apports totaux. Il est à noter que les pays de l'OPEP ne se reconnaissent pas engagés par ces objectifs qui s'adressent, selon eux, aux pays industrialisés uniquement. Le tableau suivant illustre la tendance des dernières années :

G 2

Apports financiers des pays de l'OPEP et du CAD en pourcentage du PNB

	1973		1975		1976		1977	
	OPEP	CAD	OPEP	CAD	OPEP	CAD	OPEP	CAD
Apports totaux (nets)	1,88	0,79	4,01	1,05	3,28	0,97	....	0,93
APD (nette)	1,41	0,30	2,70	0,35	2,20	0,33	....	0,31

CAD: Comité d'Aide au Développement de l'OCDE.

Le volume de l'aide fourni par chacun des pays membres de l'OPEP varie énormément d'un pays à l'autre, non seulement en fonction de leurs ressources, mais également en fonction de leurs propres besoins en développement. Ainsi les pays à faible population et à faible capacité d'absorption (Arabie Saoudite, EAU, Koweït) comptent parmi les plus grands donateurs mondiaux (2e, 6e et 11e rang respectivement en terme de volume absolu), alors que l'effort

est beaucoup plus faible (tant en volume qu'en pourcentage du PNB) dans les pays où les besoins en développement sont pressants et étendus (Algérie, Nigéria, Vénézuela). On trouvera en annexe des tableaux sur les contributions de chacun des pays membres de l'OPEP.

LES CANAUX DE L'AIDE

Les pays de l'OPEP ont, au début, manifesté une forte préférence pour l'aide bilatérale. Cependant la proportion d'aide multilatérale s'est accrue d'année en année et, en 1976, elle comptait pour environ 25% des engagements. Cette aide multilatérale est essentiellement dirigée vers les organismes entièrement financés par l'OPEP ou vers les nouvelles institutions internationales au sein desquelles les pays de l'OPEP ont acquis une plus grande influence que dans les institutions traditionnelles. C'est le cas par exemple du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

On compte au moins une dizaine de fonds multilatéraux financés par les pays de l'OPEP. La plupart de ces fonds sont uniquement au bénéfice de pays arabes mais certains ont un champ d'application plus large. C'est le cas du Fonds arabe spécial d'aide à l'Afrique géré par la BADEA et de la Banque islamique de développement par exemple. Le dernier-né de ces fonds est le Fonds spécial de l'OPEP qui est ouvert à tous les p.v.d. (sauf ceux qui sont membres de l'OPEP) avec priorité aux "plus sérieusement affectés" (pays MSA) selon la liste des 45 établie par les Nations Unies.

DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'AIDE

L'aide des pays de l'OPEP est caractérisée par une très forte concentration et une préférence marquée pour les pays arabes. Ainsi, en 1976, 71% du total est allé à cinq pays seulement (Egypte, Inde, Jordanie, Pakistan, Syrie) et 64% à des pays arabes. Il est à noter cependant que si la concentration est encore très forte, le nombre de bénéficiaires s'est accru substantiellement au cours des récentes années: alors qu'il était de 42 en 1974, il est passé à 52 en 1975 et à 57 en 1976.

Tant au chapitre de l'aide bilatérale que multilatérale (fonds financés exclusivement par les pays membres de l'OPEP), les pays apparaissant sur la liste des "plus sérieusement affectés" reçoivent une proportion considérable de l'aide: 64% de l'aide bilatérale et 54% des fonds arabes en 1976. De même l'apport aux p.v.d. les moins avancés est plus élevé que ce n'est le cas pour les pays membres du CAD (18,4% et 13,1% en 1976).

LES CONDITIONS DE L'AIDE

Le tableau 3 ci-après résume succinctement les conditions de l'aide des pays membres de l'OPEP en comparaison de celles fournies par les pays membres du CAD et par les pays à économie planifiée. Il en ressort que l'aide OPEP est accordée à des conditions nettement moins favorables que l'aide des pays du CAD, mais sensiblement plus favorable que celle des pays socialistes. Il n'est cependant pas possible de dire, pour l'instant, si le retour à des conditions de libéralité plus grande en 1976 par comparaison à 1975 marque la direction que prendra l'aide des pays de l'OPEP à l'avenir.

Conditions financières de l'aide publique (base : engagements)

1973-76

	% de dons dans l'APD totale			Elément de libéralité total (%)		
	1974	1975	1976	1974	1975	1976
Pays du CAD	64,9	69,3	69,6	86,0	88,6	88,5
Pays de l'OPEP	64,6	48,2	62,9	79,0	72,3	79,3
Pays à économie planifiée	21,5	17,0	17,0	54,5	54,5	45,0

L'aide est non liée dans la grande majorité des cas (ce qui s'explique facilement étant donné les possibilités limitées dans ce domaine, surtout chez les pays donateurs les plus importants). On relève quand même certains octrois de crédits libéraux pour l'achat de pétrole par les p.v.d.

COMPOSITION DE L'AIDE PAR OBJET

L'aide générale de soutien (aide à la balance des paiements) occupe une place importante dans l'aide des pays de l'OPEP. Elle constituait environ 40% du total en 1976. Ce pourcentage représentait cependant une forte diminution par rapport à l'année précédente (65%). L'aide à des projets prend pour sa part une importance croissante. Etant donné les capacités techniques limitées des pays de l'OPEP pour l'identification et l'évaluation des projets, les organismes nationaux et les divers fonds arabes s'associent souvent à d'autres pays donateurs ou à un organisme international pour le financement de projets, en particulier à la Banque Mondiale et aux institutions régionales. Les secteurs préférés ont été jusqu'à maintenant, la mise en valeur des ressources minières et l'énergie, l'agriculture et le développement des infrastructures. Pour des raisons évidentes, la part de l'assistance technique est faible.

RESUME

I. La dépendance de l'Europe pour son approvisionnement énergétique.

L'Europe, beaucoup plus que les grandes puissances, dépend fondamentalement des pays du Tiers-Monde pour son approvisionnement en énergie. Or, l'énergie est et sera pendant longtemps, avant tout le pétrole. Sa disponibilité à bas prix lui a permis de devenir la principale source d'énergie, au détriment des autres combustibles. Les fournitures pétrolières en provenance du Tiers-Monde et notamment du Moyen-Orient, représentent 90% de la consommation de pétrole de la Communauté et couvrent 50% de ses besoins d'énergie. Quel que soit le succès de la politique énergétique de la Communauté visant à réduire cette dépendance, le pétrole restera encore pendant longtemps un élément clé dans le bilan d'approvisionnement de la Communauté.

Les hausses de prix du pétrole, décidées par les pays de l'OPEP en 1973 et 1974, ont entraîné un extraordinaire transfert de revenus vers ces pays, ainsi qu'une modification profonde dans la structure des échanges et des flux financiers. Ces pays sont devenus les premiers fournisseurs et les deuxièmes clients de la Communauté.

Toutes les estimations sérieuses prévoient que le pétrole deviendra à l'avenir une source d'énergie moins abondante et plus chère. Les trois quart des réserves pétrolières mondiales se trouvent dans les pays du Tiers-Monde, dont la plus grosse partie au Moyen-Orient.

Or, d'ici l'an 2000, les besoins mondiaux d'énergie vont probablement doubler. Les pays en voie de développement, dont la population représentera les deux tiers de la population mondiale, verront leurs besoins d'énergie se multiplier par quatre. Quels conflits ne peut-on prévoir, lorsque le monde subira, peut-être déjà avant la fin de ce siècle, une pénurie d'énergie!

En conséquence, les pays industrialisés et les pays en voie de développement ont un intérêt majeur à promouvoir la coopération énergétique pour développer la recherche et l'exploitation de sources additionnelles et/ou alternatives d'énergie, ainsi que pour son utilisation plus rationnelle, et de permettre un accès plus aisé, à long terme, des pays industrialisés et des pays en voie de développement au marché énergétique mondial. Les pays industrialisés, et notamment la Communauté pourront aider les p.v.d. à évaluer leurs besoins d'énergie, à identifier leurs ressources potentielles. Ils pourront les aider à développer leurs ressources conventionnelles d'énergie et encourager une utilisation plus rationnelle. Les pays industrialisés sont aussi appelés à jouer un rôle important dans la mise au point de technologies nouvelles permettant d'exploiter des ressources alternatives d'énergie, dont l'énergie solaire n'est qu'un exemple.

II. La dépendance de l'Europe pour son approvisionnement en matières premières.

Il convient de distinguer entre les produits alimentaires et les matières premières à usage industriel. 46% des produits alimentaires importés par la Communauté viennent des pays en voie de développement. Les produits tropicaux (café, thé, cacao, bananes), sont importés à 100%, et les p.v.d. en sont pratiquement les seuls producteurs. Ils sont entre autre les principaux exportateurs mondiaux de caoutchouc, sisal, jute, étain, bauxite, coton, manganèse, cuivre, pour ne citer que les produits les plus importants.

Or, les marchés des produits de base sont caractérisés par une grande instabilité des prix. La hausse très forte des prix en 1973 et 1974 a été suivie par une forte baisse en 1975, due essentiellement au ralentissement de l'activité économique dans les pays industrialisés, qui sont les principaux acheteurs des matières premières. L'incidence de ces fluctuations sur les recettes d'exportation des p.v.d. sera démontrée plus loin.

Pour assurer un approvisionnement stable de l'Europe en matières premières, il conviendrait notamment de régulariser les marchés. Ceci aurait entre autre un impact favorable sur les investissements, plus particulièrement dans les secteurs miniers. Il faudrait en plus stimuler la prospection de nouvelles réserves. Or, principalement pour des raisons politiques, les efforts de prospection et de développement de ces réserves se font de moins en moins dans les pays en voie de développement et de plus en plus dans les pays industrialisés et dans les zones maritimes.

On peut en tirer deux conclusions liminaires:

1. les pays en voie de développement profiteront très peu de l'expansion future des marchés mondiaux des minerais. Ils seront donc privés de recettes d'exportation potentielles.
2. Le monde, et donc l'Europe, paiera plus cher que nécessaire pour ses matières premières, puisque des réserves à faible tenue métallique (dans les pays industrialisés) sont exploitées au lieu des réserves d'une qualité supérieure (dans les p.v.d.).

III. Importance et dynamisme de nos exportations vers les p.v.d.

Depuis 1973, le ralentissement de la croissance des pays industrialisés et la hausse des prix du pétrole ont radicalement modifié les conditions de la croissance des échanges de la Communauté. La part des p.v.d. dans les exportations totales de la C.E. est passée de 28,5% en 1973 à 37,6% en 1977. Les marchés d'exportation de loin les plus dynamiques sont ceux des pays exportateurs de pétrole. Leurs achats dans la Communauté se sont multipliés par trois en trois ans et représentent près de 17% des exportations de la Communauté (contre 8% en 1973). La part des p.v.d. non pétroliers s'est maintenue autour de 20%, alors que celle des pays industrialisés est tombée à 52,5%.

On notera d'autre part, qu'au cours de la période de récession, les pays ACP et les pays du Sud de la Méditerranée, liés à la Communauté par des accords préférentiels se sont révélés des marchés sûrs et stables. Ensemble, ils ont absorbé en 1976 15,6% des exportations de la Communauté, contre 7,5% en 1973. Les pays de la Ligue arabe sont devenus les deuxièmes clients et les premiers fournisseurs de la Communauté, dépassant de loin les Etats-Unis.

Les pays membres de la C.E. ont profité d'une manière très inégale des nouveaux débouchés dans les pays en voie de développement. Les pays dont les exportations vers les p.v.d. ont connu les taux de croissance les plus élevés sont l'Italie, l'Irlande, l'Allemagne et la Belgique.

Les produits des industries électromécaniques représentent 65% de nos exportations vers les pays de l'OPEP, 53% de nos exportations vers les p.v.d. non pétroliers mais seulement 46% de nos exportations vers les Etats-Unis. Une part croissante des achats des p.v.d. se concentre sur les biens d'équipement qui servent directement à leur développement.

"Un facteur important de la croissance des secteurs manufacturier et tertiaire de la Communauté, et surtout du secteur-clé des biens d'équipement, sera le rythme de développement du Tiers-Monde et la part de ces marchés que la Communauté saura conquérir".⁽¹⁾

Mais les p.v.d. sont également en passe de devenir les premiers clients pour les exportations des produits alimentaires de la Communauté. Leur part dans ces exportations est passée de 36,6% à 43,7% (1973-1976).

La Communauté reste le premier fournisseur des p.v.d., mais son importance diminue par rapport au Japon et par endroits par rapport à l'Amérique du Nord. Toutefois, la Communauté détient toujours la moitié du marché des pays exportateurs de pétrole et environ un tiers des marchés des autres pays en voie de développement. Cette comparaison ne tient pas compte des échanges entre les pays en voie de développement dont l'importance a considérablement augmenté.

(1) Commission des Communautés Européennes: "Rapport sur certains aspects structurels de la croissance". Doc. COM (78) 255 p.8.

IV. La balance des échanges commerciaux de la Communauté avec les pays en voie de développement et le reste du monde.

L'équilibre des échanges commerciaux de la Communauté s'est radicalement modifié depuis 1973. Depuis la hausse du prix du pétrole, la Communauté enregistre un déficit beaucoup plus large à l'égard des pays de l'OPEP. L'excédent des pays de l'OPEP vis-à-vis de l'ensemble du monde a un caractère structurel dû à la faible capacité d'absorption de l'Arabie Saoudite, et de certains autres pays arabes faiblement peuplés. Mais le déficit commercial de la Communauté s'est également creusé à l'égard des Etats-Unis et du Japon. Par contre, les échanges avec l'ensemble des p.v.d. non pétroliers suivent une évolution beaucoup plus équilibrée, avec, évidemment, des fortes différences selon les régions. A un déficit croissant vis-à-vis des pays du Sud-Est asiatique, des p.v.d. non pétroliers en Afrique Noire et vis-à-vis du Brésil, correspond un excédent croissant notamment envers les pays arabes non pétroliers. Le déficit croissant vis-à-vis des pays du Sud-Est asiatique s'explique avant tout par la forte poussée des importations de textiles et de vêtements et d'autres produits de consommation en provenance de ces pays. Par contre, c'est envers l'ensemble des p.v.d. que la Communauté enregistre le plus grand excédent en produits manufacturés et produits d'équipement. Cela tient à la structure des échanges avec ces pays. Les produits manufacturés représentent en effet 86% des exportations communautaires vers les p.v.d. non pétroliers et 89% des exportations vers les pays exportateurs de pétrole, mais seulement 36% des importations en provenance des p.v.d. non pétroliers et 1,4% des importations en provenance des pays de l'OPEP.

V. L'industrialisation du Tiers-Monde: Danger ou chance pour l'Europe ?

La production industrielle du Tiers-Monde se concentre dans quelques pays seulement et représente environ 8% ⁽¹⁾ de la production industrielle mondiale (l'équivalent du Japon). Ces pays sont le Brésil, le Mexique et quelques pays du Sud-Est asiatique (notamment Hong-Kong, Taïwan, Singapour et la Corée du Sud). Leur industrialisation a été favorisée largement par la vague de prospérité des années 1960 qu'ont connue les pays industrialisés qui sont les principaux acheteurs de produits manufacturés exportés par ces p.v.d. Le taux d'expansion de leur production est bien supérieur à celui des pays industrialisés "anciens". Leur expansion s'est d'ailleurs poursuivie au cours des dernières années, alors que la production industrielle des pays industrialisés est retombée à son niveau de 1973.

Le nombre de pays qui sont en train d'atteindre un certain niveau d'industrialisation augmente rapidement depuis quelques années. Mais la production est toujours très inégalement répartie: la moitié des industries du Tiers-Monde se trouve en Amérique latine, 15% en Asie du Sud-Est, alors que comparé au poids de leur population, l'Afrique et le sous-continent indien ne comptent guère dans la production industrielle mondiale.

Le taux des exportations manufacturières du Tiers-Monde par rapport à la production est moins élevé que l'on a tendance à le croire: il atteint 30% dans les petits pays de l'Asie du Sud-Est (Communauté Européenne 25%, y compris échanges intra-C.E.), et seulement 4% dans les pays d'Amérique latine.

(1) 1973

Près de la moitié des exportations manufacturières vient de quatre pays seulement: Hong-Kong, Taiwan, Corée du Sud, Singapour. Avec le Brésil, l'Inde et le Mexique, ils ne sont que sept pays qui totalisent 70% des exportations manufacturières des p.v.d. La gamme des produits exportés par les p.v.d. est limitée: plus de la moitié de leurs exportations se compose de vêtements (17%), textiles (15%) et appareils électriques, électroniques, machines (22%). Les vêtements en provenance des p.v.d. représentent 32% ⁽¹⁾ des exportations mondiales. Les p.v.d. détiennent également une part considérable dans le commerce mondial des textiles: 18% ⁽¹⁾

Les pays industrialisés occidentaux sont les principaux acheteurs des exportations manufacturières des p.v.d. Ils en absorbent environ deux tiers (63%). Leur part est plus élevée encore dans les exportations de vêtements (86%) et des appareils électroniques et électriques (82%). Une part insignifiante des exportations va vers les pays de l'Est.

Deux chiffres particulièrement éloquentes illustrent les nouvelles tendances dans la division du travail entre l'Europe et le Tiers-Monde:

- Une part croissante des importations manufacturières de la Communauté vient des pays en voie de développement: 16% en 1976 contre 9% en 1970.
- Les produits manufacturés prennent une place toujours plus importante dans les exportations non pétrolières des p.v.d. vers la Communauté: 37,4% en 1976 contre 21,4% en 1965.

(1) 1975

- Grâce aux marchés des pays pétroliers, nos exportations industrielles augmentent plus rapidement que nos importations. Une tendance inverse est à constater dans nos échanges de produits manufacturés avec l'ensemble des p.v.d. non pétroliers. Ceci vaut pour tous les groupes de produits, mais en particulier pour les produits de consommation (électro-domestiques, vêtements, textiles, où la Communauté est devenue déficitaire) mais aussi pour les échanges d'acier, de fer, de matériel de bureau et de communication.
- Or, quatre pays "semi-industrialisés" du Sud-Est asiatique, à savoir Hong-Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taiwan, fournissent à eux seuls environ 45% des produits manufacturés importés en provenance des p.v.d. C'est aussi le seul groupe de pays, avec lequel notre balance des échanges est largement déficitaire.

La progression rapide de certaines importations en provenance du Tiers-Monde pose certes des problèmes sectoriels (par exemple dans le domaine des vêtements et des textiles) problèmes qui seront d'autant plus difficiles à résoudre, que le chômage dans la Communauté restera élevé. L'acuité des problèmes de restructuration des industries de la Communauté se trouve accrue par le renforcement concomitant de la concurrence entre pays industrialisés. Toutefois, le mouvement d'industrialisation dans les p.v.d. entraîne aussi une augmentation des besoins d'importation du Tiers-Monde en provenance des pays industrialisés. Une étude française et une étude allemande, largement citées dans ce dossier, aboutissent à la conclusion que les échanges avec les pays du Tiers-Monde créent à la longue probablement autant d'emplois qu'ils n'en suppriment. Beaucoup de travailleurs devront cependant changer d'emploi. L'étude du Commissariat Général du Plan déclare notamment: "A l'échéance 1985, l'industrialisation du Tiers-Monde constituera pour la France une chance de développement

et aura des effets positifs en terme de valeur ajoutée, de débouchés, et même probablement en terme d'emplois à créer dans l'agriculture, l'industrie et les services".

L'étude allemande souligne entre autre les gains de productivité qui peuvent être obtenus par le développement des échanges avec les p.v.d. En plus, il suffirait d'augmenter les fonds de développement de 300 à 500 millions de Deutsche Mark par an pour créer en Allemagne 6.000 à 10.000 postes de travail supplémentaires par an, à travers une stimulation de la demande dans les p.v.d.

VI. Développer le pouvoir d'achat des p.v.d.

Les p.v.d. tirent les recettes nécessaires à leur développement en premier lieu de leur production nationale et de leurs recettes d'exportation. A ce titre, les différentes politiques permettant de renforcer la capacité propre de croissance des p.v.d. sont des composantes essentielles de la politique globale de coopération.

L'industrialisation des p.v.d., les transferts de technologie et l'ouverture de nos marchés aux produits industriels des p.v.d. ne sont que trois aspects de cette politique globale.

La grande majorité des p.v.d. exporte principalement des produits de base. Ceux-ci représentent plus de 60% des exportations des p.v.d. non pétroliers. Pour les trois quart des p.v.d., plus de la moitié des recettes d'exportation, souvent jusqu'à 90%, dépend de un à trois produits de base. Or, les marchés des matières premières sont caractérisés par une grande instabilité qui se répercute sur les prix et sur les revenus des p.v.d. Les fluctuations excessives des prix de beaucoup de matières premières empêchent une planification effective du développement. Toute stabilisation de prix qui éviterait les longues

périodes, pendant lesquelles les prix tombent en-dessous des coûts de production, se traduirait par une amélioration modeste des recettes et donc du pouvoir d'achat des p.v.d. (exemple: STABEX).

L'Europe, à part toutes les toutes les considérations d'ordre moral, a un intérêt à développer le pouvoir d'achat des p.v.d. parce que celui-ci se traduit en commandes extérieures, donc également en commandes pour des produits de la Communauté.

Puisque les marchés d'exportation les plus dynamiques sont ceux des produits manufacturés et notamment ceux des biens d'équipement, c'est sur le développement de ces marchés que doit porter l'effort de l'Europe.

Or, le pouvoir d'achat des p.v.d. qui pourrait servir à l'acquisition de produits industriels est réduit dans la mesure où les p.v.d. doivent consacrer une partie importante de leurs ressources financières pour les importations essentielles à leur survie: pétrole et biens alimentaires. Il est donc également dans l'intérêt de l'Europe que les p.v.d. deviennent moins dépendants de leurs importations alimentaires et de pétrole, car cela leur permet de libérer des ressources supplémentaires pour l'achat de biens d'équipements. L'Europe a les moyens d'aider les p.v.d. à développer leur production agricole et énergétique.

VII. L'accès des p.v.d. à l'aide publique et aux marchés financiers extérieurs.

Les recettes d'exportation de la plupart des p.v.d. non pétroliers sont et resteront encore pendant longtemps insuffisantes pour financer leur développement. Elles doivent être complétées par un transfert de ressources réelles, sous forme de biens et de services. Ceci se traduit par un déficit de la balance de paiement courante qui est donc inhérent au processus de développement.

En 1974 et 1975, le déficit de la balance des comptes courants des p.v.d. avait atteint un niveau quatre fois supérieur à celui des six années avant la crise pétrolière. Cette montée en flèche s'explique surtout par la récession dans le monde industrialisé (stagnation des marchés d'exportation et chute des prix des matières premières), par la hausse temporaire mais brutale du prix des céréales importées par les p.v.d. et par le fardeau plus durable de la hausse des prix du pétrole. Le déficit s'est cependant réduit dans les années 1976 et 1977 grâce à la relance économique et aux mesures d'austérité prises par les p.v.d. En termes réels, c'est-à-dire compte tenu de l'inflation et du niveau d'activité économique bien plus élevé, le déficit n'est pas supérieur au niveau d'avant la crise (la situation est évidemment très différente d'un pays à l'autre).

Ce qui a radicalement changé, c'est le mode de financement des déficits. Pour faire face aux exigences exceptionnelles des dernières années, un grand nombre de p.v.d. a contracté des emprunts dont la charge était insoutenable à la longue, aussi bien de leur point de vue que de celui de leurs créanciers. Les emprunts nets et les ressources aux réserves prennent une place toujours plus importante dans le financement des déficits. On assiste surtout à une progression rapide des crédits privés et des europrêts. L'aide publique au développement (APD) ne représente plus que 32,5% des apports nets de ressources, contre 50% en 1970. Les pays industrialisés, membres du CAD, consacrent une partie toujours plus petite de leur produit national brut à l'APD: 0,31% en 1977. Ils s'éloignent donc toujours plus de l'objectif de 0,7%. Le recours plus massif aux ressources non concessionnelles a entraîné un accroissement disproportionné des paiements au titre du service de la dette.

Depuis 1974, les p.v.d. doivent donc prélever une part croissante de leurs recettes d'exportation pour financer le service de leurs dettes publiques et privées.

Les principaux bénéficiaires des crédits extérieurs, mais aussi de l'aide publique au développement sont les p.v.d. à revenus moyens et dont les perspectives de développement sont relativement bonnes. Il est donc nécessaire d'augmenter l'aide publique en faveur des pays les plus défavorisés pour maintenir leur pouvoir d'achat. Il serait en plus nécessaire d'augmenter les transferts financiers vers ceux des p.v.d., dont la croissance économique élevée offre une certaine garantie quant au remboursement des crédits. Cela permettrait non seulement d'accélérer leur développement, mais encore de créer des besoins nouveaux qui se traduisent par une stimulation de leurs importations de biens et services, et donc par une demande accrue dans les pays industrialisés et notamment dans les pays européens. Les investissements privés représentent un élément important de ces transferts. Or, on assiste depuis quelques années à une régression des investissements directs des pays européens dans les p.v.d., notamment dans le secteur minier.

G L O S S A I R E

A A.C.P. : Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, liés à la Communauté par la Convention de Lomé. Il s'agit des pays suivants: Bahamas - Barbades - Benin - Botswana - Burundi - Cameroun - Cap Vert - Empire Centrafricain - Comores - Congo - Côte d'Ivoire - Djibouti - Ethiopie - Fidji - Gabon - Gambie - Ghana - Guinée Bissau - Guinée Equatoriale - Guinée - Guyane - Haute Volta - Jamaïque - Kenya - Lesotho - Liberia - Madagascar - Malawi - Mali - Mauritanie - Maurice - Niger - Nigeria - Ouganda - Papouasie Nouvelle Guinée - Rwanda - Sao Tomé Principe - Samoa Occidentales - Sénégal - Seychelles - Sierra Leone - Somalie - Soudan - Suriname - Swaziland - Tanzanie - Tchad - Togo - Tonga - Trinidad et Tobago - Zaïre - Zambie.

A.E.L.E. : Association Européenne de Libre Echange (E.F.T.A.)

A.P.D. : Aide Publique au Développement.

B B.E.I. : Banque Européenne d'Investissement.

B.I.R.D. : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
(Banque Mondiale).

C C.E. : Communauté Européenne.

C.C.E. : Commission des Communautés Européennes

C.A.D. : Comité d'Aide au Développement de l'OCDE. Membres : R.F. d'Allemagne - Australie - Autriche - Belgique - Canada - Danemark - Etats Unis - Finlande - France - Italie - Japon - Norvège - Nouvelle Zelande - Pays-Bas - Suède - Suisse -

Royaume Uni - Commission des Communautés Européennes.

C.N.U.C.E.D. : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
(Anglais: UNCTAD)

F F.A.O. : Food and Agricultural Organization - Organisation des Nations Unies
pour l'Alimentation et l'Agriculture.

F.E.D. : Fonds Européen de Développement.

F.M.I. : Fonds Monétaire International.

G G.A.T.T. : General Agreement on Tariffs and Trade - Accord Général sur le
Commerce et les Tarifs douaniers. L'objectif de cet accord signé en 1947 est
la réduction des entraves dans le commerce international.

GROUPE DES 77 : groupe de pays en voie de développement qui s'est constitué à la
IIème Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement. Ce groupe,
qui est en quelque sorte le porte-parole des revendications des pvd comptait à
l'origine 77 membres et aujourd'hui environ 115.

I I.D.A. ou A.I.D. : Association Internationale de Développement (Banque Mondiale).

L LIGUE ARABE : 20 pays : Maroc - Algérie - Tunisie - Egypte - Liban - Syrie -
Jordanie - Mauritanie - Soudan - Arabie Saoudite - Koweit - Irak - Emirats
Arabes Unis - Libye - Yemen (R.A.) - Yemen (R.D.) - Somalie - Bahrein - Qatar -
Oman.

L.L.D.C. : Least Developed Countries - Pays les moins développés.

M Mia : milliards

Mio : millions

MAGHREB : Algérie - Tunisie - Maroc.

MACHRAK : Egypte - Jordanie - Liban - Syrie.

M.S.A. ou M.S.A.C. Most Seriously Affected Countries: pays les plus affectés par la hausse du prix du pétrole et les répercussions de la crise économique dans les pays industrialisés.

O O.C.D.E. : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
Pays membres : C.E.E. : République Fédérale Allemande - Belgique - Danemark - France - Irlande - Italie - Luxembourg - Pays-Bas - Royaume Uni.
A.E.L.E. : Autriche - Finlande - Islande - Norvège - Portugal - Suède - Suisse.
Autres : Grèce - Espagne - Turquie - Canada - Etats Unis - Japon - Australie - Nouvelle Zelande.

O.N.U. : Organisation des Nations Unies.

O.P.E.P. : Organisation des Pays Exportateurs de Petrole . Pays membres :
Algérie - Arabie Saoudite - Emirats Arabes Unis (Abu Dhabi inclus) - Equateur - Gabon - Indonésie - Irak - Iran - Koweit - Libye - Nigeria - Qatar - Vénézuéla.

P P.V.D. : Pays en voie de développement

P.I. : Pays Industrialisés (généralement pays industrialisés occidentaux)

P.N.B. : Produit National Brut

P.N.U.D. : Programme des Nations Unies pour le Développement

S S.P.G. : Système des préférences généralisées. Régime douanier particulier appliqué par les pays industrialisés aux produits en provenance des pays en voie de développement: il consiste en des réductions ou des exemptions de droits de douane accompagnées ou non de restrictions quantitatives. Les préférences sont non réciproques.

STABEX : système de stabilisation des recettes d'exportation.

Il s'applique aux Etats signataires de la Convention de Lomé et concernait à l'origine 29 produits de base regroupés en 12 familles: produits de l'arachide, du cacao, du café, du coton, du coco, du palmier et du palmiste, les cuirs et peaux, les produits du bois, le thé, le sisal brut et le minerais de fer. En avril 1977 la liste a été étendue à 7 autres produits agricoles.

Le principe du STABEX est de garantir les recettes d'exportation provenant de l'exportation de ces produits par un mécanisme de financements compensatoires. Le système se présente en quelque sorte comme une assurance contre les mauvaises années.

T T.E.P. : Tonne Equivalent Pétrole.

T.E.C. : Tonne Equivalent Charbon - 1 T.E.C. = 0.7 T.E.P.